

## Des Tchétchènes sèment la terreur à Boudennovsk

Au moins 111 personnes, dont près de 80 civils, ont été tuées par un commando tchétchène, qui retenait toujours plus d'un millier d'otages, vendredi matin 16 juin, dans la ville russe de Boudennovsk. p. 3

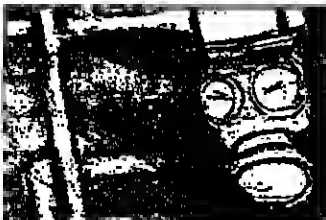
## Accor va vendre l'immobilier de Sofitel

Le groupe hôtelier, qui poursuit sa politique de désendettement, a décidé de mettre en vente l'immobilier de Sofitel, pour n'en conserver que la gestion. p. 17

## Hollywood accusé de « dépravations »

Le sénateur Robert Dole possible candidat républicain à la Maison Blanche, dénonce avec vigueur la violence dans les films et les chansons rap. Hollywood s'inquiète de ces appels aux relents maccarthystes. p. 26

## L'Asie défigurée



La pollution et les atteintes à l'environnement prennent des proportions considérables en Malaisie, à Singapour, en Thaïlande, en Indonésie ou au Vietnam. p. 24

## La gloire autoproclamée de Michael Jackson

Le nouvel album du chanteur se présente comme une tentative de réhabilitation après les attaques des médias sur sa vie privée. p. 28

## Les éditoriaux du « Monde »

Les Etats-Unis et la Bosnie : L'enquête qui dérange. p. 16

## Les logements de la Ville de Paris

Une regrettable confusion nous a fait écrire, dans nos éditions du 16 juin, que la municipalité de Paris loge 26 % des habitants de la capitale. Si le chiffre que nous révélions, de plus de 300 000 Parisiens logés par la Ville, est exact, il ne représente cependant que 14 % des habitants. En revanche, 26 % des ménages parisiens habitent un logement contrôlé par la Ville de Paris. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir accepter nos excuses.

Allemagne, 3 DM; Antilles-Guyane, 9 F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 35 F; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 800 F CFA; Danemark, 16 KR; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 360 DR; Irlande, 1,40 £; Italie, 2700 L; Luxembourg, 46 FL; Maroc, 9 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal CON, 200 PTE; Réunion, 9 F; Sénégal, 200 F CFA; Suède, 75 KR; Suisse, 1,10 SF; Tunisie, 1 Din; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-0617 - 7.00 F

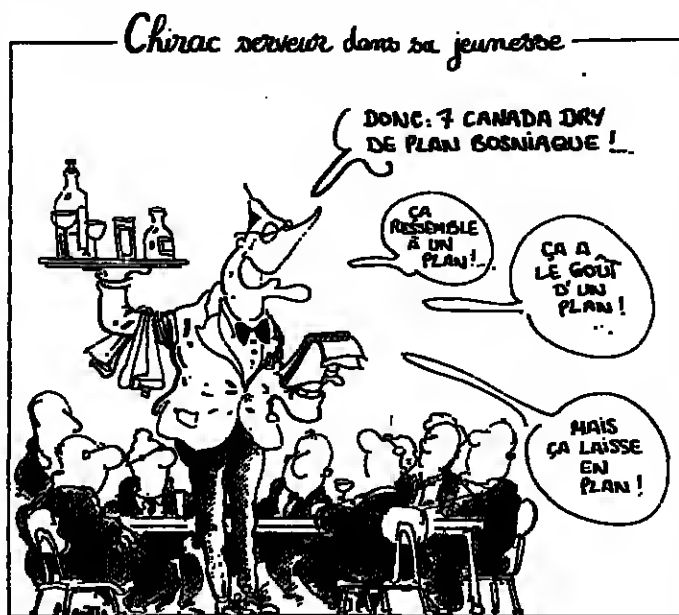


## Les forces bosniaques tentent de briser le siège de Sarajevo

Les dirigeants du G7 appellent à la cessation des combats

DES ÉCHANGES d'artillerie ont secoué les abords de Sarajevo, vendredi 16 juin à l'aube, opposant les forces gouvernementales aux Serbes sur deux massifs surplombant la capitale bosniaque. En fin de matinée, une violente explosion a retenti dans le centre de la ville, à proximité du siège du gouvernement. Sarajevo est la proie de rumeurs faisant état d'un assaut musulman imminent en provenance du nord, pour briser l'état serbe dans lequel elle est enfermée. Dans un communiqué publié jeudi, le président bosniaque, Alija Izetbegovic, déclarait qu'il avait donné l'ordre à l'armée gouvernementale de sauver la capitale de l'asphyxie. « Le monde n'a rien fait, disait-il, pour prévenir une catastrophe évidente. » Les dirigeants des sept pays les plus industrialisés, réunis à Halifax, au Canada, ont lancé un appel pressant aux belligérants pour qu'ils cessent les combats.

D'autre part, les Européens sont enfin parvenus, vendredi, à faire approuver par le Conseil de sécurité des Nations unies la création de la Force de réaction rapide (FRR), que Paris et Londres ont décidé de mettre sur pied pour renforcer la Forpronu.



Il a fallu que des consignes soient données depuis Halifax, par Jacques Chirac notamment, pour passer outre à l'obstruction du Congrès américain, qui refuse que les Etats-

Unis participent au financement de cette force.

Lire page 2 et notre éditorial page 16

## L'extrême droite autrichienne veut piéger le ministre de l'intérieur

POUR LA PREMIÈRE FOIS, Helmut Zilk a montré à la télévision sa main déchaînée par l'explosion. L'ancien maire de Vienne, qui cache sa blessure sous un élégant foulard de soie assorti à sa cravate, a voulu alerter l'opinion : depuis quelques semaines, une série de lettres piégées - comme celle dont il a été victime en décembre 1993 - ont été envoyées d'Autriche à l'une, qui a blessé grièvement une secrétaire de la télévision, était destinée à une célèbre présentatrice noire, Arabella Kiesbauer; l'autre a été expédiée à Lübeck, en Allemagne, à un fonctionnaire SPD, qui a eu lui aussi la main arrachée.

En recherchant les expéditeurs, les policiers autrichiens et allemands ont trouvé des lettres anonymes, dressant la liste des personnes menacées. Caspar Einem, ministre de l'Intérieur à Vienne, pense que les auteurs des attentats viennent du milieu très restreint des ultra-nationalistes, sorte de secte fondamentaliste de « l'oustranité », plutôt que des cercles néo-nazis. L'affaire tombe mal pour lui; il se relève à peine d'une violente cam-

pagne menée dans le plus pur style de l'extrême droite par Jörg Haider, sorte de Le Pen local.

Caspar Einem n'est pas un ministre de l'Intérieur comme un autre. Membre du Parti social-démocrate, ce fils d'un célèbre compositeur viennois, Gottfried von Einem - lui-même a laissé tomber la particule - et d'une descendante de la famille Bismarck, a eu jadis des sympathies pour l'extrême gauche. Alors qu'il était responsable de la politique communale à la Bourse du travail en 1988, il est entré en contact avec des squatters occupant des maisons vides dans le centre de Vienne pour les convaincre de les libérer pacifiquement avant l'intervention de la police. Il a connu à cette époque-là un jeune homme, Georg Thaler, qui, quelques années plus tard, lui a demandé de contribuer à l'achat d'une rotative pour un journal militant, *Tatblatt* (l'Action). Il a donné 5 000 schillings (2 500 francs) pour une publication qui bénéficiait par ailleurs des aides gouvernementales à la presse.

Malheureusement pour Caspar Einem,

Georg Thaler s'est fait récemment connaître du grand public; le 19 avril, il a sauté avec la bombe qu'il se proposait de placer sous un pylône à haute tension. Jörg Haider n'attendait que cela pour dénoncer le « laxisme » du ministre de l'Intérieur, suivi par ses partisans, nombreux dans la police, qui garde un épais dossier sur l'activité de Caspar Einem comme travailleur social dans les années 70. Ce ministre non conformiste n'avait-il pas renoncé à vivre dans le magnétique appartement viennois hérité de sa famille pour le mettre à la disposition d'anciens drogués ?

Caspar Einem a jusqu'à présent refusé de céder aux appels à la démission lancés par Haider et la presse de boulevard. Il a gardé le soutien du chancelier social-démocrate Franz Vranitzky et l'appui embarrassé de l'aile conservatrice de la coalition. Si les croisades de l'extrême droite devaient avoir raison de sa ténacité, la démocratie autrichienne serait bien malade.

Daniel Vernet

## POINT DE VUE

## 1995, année faste pour le Front national

par Jérôme Jaffré

**A**vant même le second tour des élections municipales, 1995 restera comme une année faste pour le Front national. Ses résultats électoraux, tant à la présidentielle qu'aux municipales, bouleversent la plupart des idées reçues sur les caractéristiques de son vote, l'attachement du mouvement et sa pérennité.

La barre des 15 % des voix dans une élection nationale sur l'ensemble du territoire n'avait jamais été franchie par le mouvement de Jean-Marie Le Pen dans aucun scrutin depuis sa percée, survenue lors des élections européennes de 1984.

A la présidentielle de 1988, son score éclatait comme un coup de tonnerre avec 14,4 % des voix. Aux régionales de 1992, il recueillait 13,9 %; aux législatives de 1993, 12,7 %.

Or, au premier tour de l'élection présidentielle, le 23 avril dernier, Jean-Marie Le Pen a réussi dans une demi-indifférence à dépasser la barre des 15 %, avec 15,3 % des suffrages exprimés en France métro-

politaine, 4 500 000 suffrages. Le vote en faveur du Front national est devenu le vote dominant au sein de la classe ouvrière. Selon le sondage post-électoral de la Sofres, parmi les ouvriers actifs, Jean-Marie Le Pen a obtenu 30 % des voix, devant largement Lionel Jospin, qui en a recueilli 21 % (contre 42 % en faveur de François Mitterrand au premier tour de 1988). Jacques Chirac 19 %, Edouard Balladur 9 % et Robert Hue 8 %.

Au début de sa percée, en 1984, le Front national recueillait 8 % des voix ouvrières, à la présidentielle de 1988 19 %, aux législatives de 1993 18 %, aux européennes de 1994 21 %, et 30 %, donc, à la présidentielle de 1995. La géographie électorale recoupe ces indications avec la percée lepéniste en Seine-Maritime, dans le Nord-Pas de Calais et en Alsace-Lorraine.

Lire la suite page 15

Jérôme Jaffré est directeur des études politiques de la Sofres.

## Nouvelles révélations dans l'affaire du PR

Une lettre de M. Longuet en 1988 relance l'enquête

LE CONSEILLER Renaud Van Ruymbeke a transmis, jeudi 15 juin, au parquet général de Rennes, un document qui éclaire d'un jour nouveau les affaires de financement du Parti républicain (PR). Il s'agit d'une lettre adressée, le 25 mars 1988, par Gérard Longuet, alors ministre chargé des postes et télécommunications, au liquidateur de la société La Signalisation, demandant que soient versés « instantanément » 16 millions de francs sur le compte suisse de la société panaméenne Porwood, appartenant à l'un de ses proches collaborateurs, Gérald Constantino. Dans cette lettre, retrouvée mercredi 14 juin par la police judiciaire de Rennes, M. Longuet précisait avoir prévenu quatre jours auparavant son ministre de tutelle, Alain Madelin, de l'accord intervenu concernant cette affaire entre La Signalisation et le ministère koweïtien des communications.

Pour parvenir à cet accord, précisait-il, l'intervention de M. Constantino a été « déterminante » : « Le choix de la société Porwood comme intermédiaire apparaît donc absolument justifié a postero-

ri, ajoutait-il. Il est clair que son intervention a été déterminante (...) C'est pourquoi je vous demande instantanément de faire en sorte que le contrat signé avec cette société [Porwood] soit strictement exécuté. Tout retard ne pourrait que compromettre à l'avenir la position des entreprises françaises au Koweït. » Deux mois plus tard, les 16 millions de francs étaient versés sur le compte bancaire détenu par M. Constantino au Crédit suisse de Lausanne. Quelques jours après, 12 de ces 16 millions auraient été versés sur le fameux compte Suchy, géré au Luxembourg par un ami de Gérard Longuet, le banquier Alain Cellier.

A ces découvertes s'ajoutent celles qui concernent un proche d'Alain Madelin, Marc de Scitiaux; ce dernier aurait, lui aussi, géré en Suisse un compte panaméen sur lequel Suchy avait fait verser 15 millions de francs en 1989. Elles relancent les spéculations sur le financement occulte du PR. L'enquête de M. Longuet, mis en examen depuis décembre 1994, souligne que cette dernière affaire fut tout ce qu'il y a de plus officielle, la preuve en étant que M. Madelin et le ministère des finances en furent avertis. Il n'en demeure pas moins que l'opacité qui règne autour du réseau de comptes d'Alain Cellier donne l'impression que les enquêteurs suisses, luxembourgeois et français ont mis au jour un véritable système de collecte de fonds obtenus à l'occasion de la passation de marchés ou de règlements de contentieux.

Lire page 11 et notre éditorial page 16

## Les Springboks sur le chemin des Français



LAURENT CABANNES

L'ÉQUIPE DE FRANCE de rugby devra être à son meilleur niveau pour espérer vaincre l'Afrique du Sud en demi-finales de la Coupe du monde de rugby, samedi 17 juin à Durban. A défaut de développer un jeu spectaculaire, les Français ont jusqu'ici misé sur la réussite de leur buteur, Thierry Lacroix, pour battre l'Ecosse, puis l'Irlande. Le manque de complémentarité entre le demi d'ouverture Christophe Deylaud et le demi de mêlée Aurélien Huet, remplacé par Fabien Galatié, les a sans doute pénalisés pour développer un rugby complet.

Pour aider dans sa tâche, la nouvelle charnière du XV de France pourra compter, samedi, sur l'activité débordante du troisième ligne aile Laurent Cabannes. Alors que les avants de moins de cent kilos ont presque disparu des terrains de la Coupe du monde, le joueur du Racing CF profite de sa silhouette longiligne pour imposer sa mobilité, aller brouiller les lignes adverses et aider ses attaquants. Il serait un atout de choix si les « Coqs » décidaient de renouer avec le panache d'un jeu « à la française ».

Lire page 22



## INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 17 JUIN 1995

## OFFENSIVE

D'intenses échanges d'artillerie se sont poursuivis vendredi 16 juin à l'aube aux abords de la capitale bosniaque, allumant la rumeur selon laquelle

l'armée gouvernementale aurait engagé la « bataille de Sarajevo » pour briser le siège imposé par les Serbes. ● FACE à cette recrudescence des combats, les dirigeants des sept pays

les plus industrialisés, réunis à Halifax pour le sommet du G7, ont appelé les belligérants à un cessez-le-feu. ● A L'ONU, le Conseil de sécurité a adopté une résolution créant offi-

ciellement la Force de réaction rapide qui ira épauler la Forpronu. Toutefois, en raison de l'opposition du Congrès américain, la question du financement de cette force par l'ONU

n'a pu être tranchée. ● M. CHIRAC souhaitait mettre à profit la journée de vendredi pour faire approuver sa proposition d'une réunion spéciale du G7 sur l'emploi.

## Les Occidentaux appellent les belligérants à cesser le feu à Sarajevo

Le président bosniaque Alija Izetbegovic a donné l'ordre aux forces gouvernementales de mettre un terme à l'« étranglement » de Sarajevo. De violents duels d'artillerie font craindre une opération d'envergure de l'armée bosniaque

## SARAJEVO

de notre correspondant  
La capitale bosniaque retient son souffle. La « bataille de Sarajevo », annoncée par la rumeur publique et des bruits de bottes depuis plusieurs jours, serait imminente.

A l'aube, vendredi 16 juin, tous les fronts se sont animés, les tirs de canons succédant aux rafales de mitrailleuse lourde. Toutefois l'armée bosniaque et les forces serbes demeuraient sur leurs positions, et aucune attaque d'infanterie n'était signalée. Les troupes gouvernementales semblaient bombarder essentiellement deux routes stratégiques serbes, celle de Vogošća-Pale à l'est de la capitale et celle de Lukavica-Pale, au sud. Sur les collines, des nuages de fumée recouvraient les tranchées et les Serbes répliquaient en pilonnant ponctuellement le centre-ville.

Des échanges d'artillerie avaient opposé, jeudi matin, l'armée bosniaque (à majorité musulmane) et les forces serbes près de Visoko, à 40 kilomètres au nord de Sarajevo. Les Serbes de Bosnie ont répondu, jeudi, à l'offensive bosniaque en décidant de mobiliser « toutes les forces disponibles », à l'issue d'une réunion de leur Parlement dans leur lieu de

Pale. Dans l'après-midi, la Forpronu confirmait que des combats se déroulaient près du village de Cerniska Planina, le long de la route stratégique Sarajevo-Olovo-Kladan. Les observateurs de l'ONU démentaient en revanche les informations de la radio serbe concernant une attaque de la ville d'Ilijas par les forces gouvernementales et indiquaient que le calme était presque revenu dans toute la région jeudi soir.

## DUELS D'ARTILLERIE

Ces duels d'artillerie pourraient être le prélude à une opération d'envergure, évoquée jeudi soir dans un communiqué, par le président bosniaque Alija Izetbegovic. « Cela va faire bientôt un an que les Serbes de Karadzic ont rejeté le plan de paix soutenu par la communauté internationale (...). Les Serbes recherchent une solution basée sur la force, le génocide, l'épuration ethnique et l'ignorance de toutes les règles internationales (...). En guise de conclusion, les Serbes de Pale ont décidé d'étrangler Sarajevo. Toutes les initiatives des organisations internationales pour tenter de lever ou d'illéger le blocus humanitaire ont été séchement rejetées par Pale », a déclaré M. Izetbegovic. « Notre armée a



dans reçu l'ordre de prendre des mesures afin d'empêcher l'étranglement de la ville », a-t-il conclu. Depuis plusieurs semaines, le président bosniaque a maintes fois répété que Sarajevo ne pourrait attendre docilement un nouvel hiver de siège. Dans un discours récent, il avait promis à la population qu'une solution serait trouvée avant le 25 novembre, par l'usage de la force si nécessaire.

Selon une source de l'ONU, « tout indique qu'une offensive majeure est en cours de prépara-

tion ». « L'armée bosniaque concentre ses troupes le long des lignes de front et installe des hôpitaux de campagne dans différents secteurs, au nord et à l'ouest de la ville », indique cet officier. Des informations font état de concentrations de troupes sur le front Visoko-Brezici (entre 10 000 et 30 000 hommes) ainsi qu'à l'intérieur de Sarajevo (environ 5 000 hommes). L'armée bosniaque a bouclé la région de Visoko, interdisant la circulation aux civils et à la Forpronu, et a également fermé, en raison des tirs d'artillerie

serbe, la piste du mont Igman, seule voie d'accès à Sarajevo. S'il paraît difficile pour l'armée gouvernementale, face à des forces serbes supérieurement armées, d'envisager de briser le siège de la capitale, l'objectif pourrait être le contrôle d'Ilijas, qui se trouve au croisement de plusieurs routes stratégiques.

## PATROUILLES DE POLICE

A Sarajevo, la journée de jeudi fut d'un calme absolu, hormis deux obus de mortier tombés sur le bâtiment de la télévision. L'annonce de l'état d'alerte contrastait avec le silence qui régnait tout autour de la capitale. En fin de matinée d'imposantes patrouilles de police ont fait fermer marchés, magasins et cafés et ont prié les Sarajéviens de rentrer chez eux. La mort dans l'âme, malgré le soleil radieux, les habitants ont obtempéré et les rues de la ville sont devenues désertes.

En début de soirée, les autocars remplis de soldats traversaient le centre-ville et se dirigeaient vers le front. La population restait terrée dans les appartements et les caves, partagée entre la peur d'éventuels bombardements et l'espoir que l'armée allait réussir à percer une brèche dans le blocus de la ville. Vendredi à l'aube,

tandis que le vacarme des détonations augmentait, les Sarajéviens utilisaient les lignes de téléphone encore opérationnelles pour se saluer, prendre des nouvelles des parents et des amis et se conseiller mutuellement de rejoindre les abris.

Remy Ourdan

Les députés sécessionnistes serbes de Bosnie ont voté en faveur de l'unification des territoires qu'ils contrôlent (près de 70 % de la Bosnie-Herzégovine) avec ceux aux mains des Serbes de Croatie. Cependant la fusion de ces deux entités serbes en une « république serbe unie », comportant la « capitale », devrait être la partie de Sarajevo sous contrôle serbe o'a pas été officiellement proclamée. Le président de la Serbie, Slobodan Milosevic, s'oppose à ce pas fatal qui risque de briser tous ses efforts en vue d'une levée des sanctions internationales contre Belgrade. L'union des deux « républiques » autoproclamées constituerait en effet un nouveau défi à la communauté internationale, dont le principal objectif est la reconnaissance mutuelle des ex-républiques yougoslaves dans leurs frontières reconnues. - (APR)

## La guerre en Bosnie domine le début du sommet d'Halifax

## HALIFAX (Nouvelle Écosse)

de nos envoyés spéciaux

D'entrée de jeu, la Bosnie est venue troubler l'ordonnement du sommet des sept pays les plus industrialisés, qui s'est ouvert, jeudi 16 juin à Halifax (Canada). Les chefs d'Etat et de gouvernement devaient consacrer leur dîner d'ouverture à un tour d'horizon économique général. En fait, la perspective d'une reprise de la guerre en Bosnie, notamment autour de Sarajevo, les a occupés une bonne partie du repas. Les Sept ont bouleversé leur calendrier, reporté à leur dîner de vendredi leur tour de table économique, et adressé une pressante « mise en garde » aux belligérants afin qu'ils « s'abstiennent de toute action militaire ».

Le message visait, à l'évidence, les troupes du gouvernement bosniaque, qui s'approprièrent à lancer une offensive d'envergure afin de briser le siège de la capitale. Les Serbes de Bosnie encerclent Sarajevo depuis trois ans, interrompant à volonté l'approvisionnement de la ville en eau, en électricité et en nourriture, harcelant la population civile à coups de barrages d'artillerie ou de tirs contre les passants. Mais les Sept redoutent qu'une

opération bosniaque d'envergure suscite une contre-attaque serbe encore plus meurtrière, enclenchant un cycle de combats renouvelés durant l'été et mettant la Forpronu dans une situation impossible.

La déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement - un texte d'origine française qui a à peine été modifié - exhorte les belligérants à un « moratoire militaire immédiat », présenté comme « une mise en garde formelle » ; elle les appelle « à la plus grande retenue » afin de permettre le plus tôt possible une reprise de négociations. A cette fin, les Sept dépêchent en Bosnie l'un des deux négociateurs de la communauté internationale sur l'ex-Yugoslavie, Torvald Stoltenberg, chargé de prendre contact avec toutes les parties. La philosophie générale du document reflète parfaitement les convictions des pays du Groupe de contact (Allemagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie), qu'il ne saurait y avoir de solution que négociée à la crise bosniaque.

Les Sept ont dû ensuite se pencher sur l'obstruction des chefs de l'opposition républicaine américaine au vote d'une résolution du

Conseil de sécurité de l'ONU permettant la mise en œuvre de la Force de réaction rapide (FRR), destinée à venir épauler la Forpronu. Les Européens - notamment les Français - étaient convaincus que les dirigeants du Congrès - MM. Newt Gingrich, le speaker de

compromis. Pour tenir compte des réserves du Congrès, qui refuse que les Etats-Unis participent au financement de la FRR, le texte devait autoriser les opérations de celle-ci tout en repoussant à une date ultérieure l'examen de son budget. Pour les Européens, d'accord sur ce

## La Chambre des représentants approuve une hausse du budget américain de la défense

Par 300 voix contre 126, la Chambre des représentants a approuvé, jeudi 15 juin, un projet de budget de la défense de 267 milliards de dollars, en hausse de 9,5 milliards par rapport au budget proposé par l'administration Clinton et approuvé par le Sénat. Pour la première fois depuis dix ans, le projet accroit de manière substantielle l'enveloppe consacrée à l'entraînement des troupes et à l'acquisition de bombardiers furtifs B-2 notamment. « Cessons de gaspiller notre puissance militaire dans des missions futiles et cessons de reporter ultérieurement un entraînement (des troupes) adéquat », a estimé le président de la commission sur la sécurité nationale de la Chambre, Floyd Spence. Pour ses détracteurs, le projet de la Chambre marque le retour à une mentalité de guerre froide.

la Chambre, et Robert Dole, le chef de la majorité au Sénat - allaient céder de s'opposer au président Clinton sur le vote d'une telle résolution. Las, à peine réuni en fin d'après-midi, le Conseil devait interrompre ses travaux faute d'accord entre le Congrès et l'administration.

Apprenant cela, les Européens, décidés à passer en force, ont exigé - en marge de leur dîner - que le Conseil se réunisse à nouveau et vote (lire ci-contre) dans la journée de vendredi, une résolution de

point avec l'administration Clinton, l'obstruction du Congrès masque mal l'opposition des républicains américains aux opérations de l'ONU en Bosnie et leur volonté d'exploiter une affaire de politique étrangère à des fins strictement intérieures. Mercredi à Washington, Jacques Chirac s'était efforcé - apparemment en vain - de ramener MM. Gingrich et Dole à de meilleurs sentiments.

Alain Frachon et Philippe Lemaître

## Jacques Chirac propose de consacrer un prochain G 7 à l'emploi

## HALIFAX (Nouvelle-Ecosse)

de nos envoyés spéciaux

La politique de l'emploi, d'une part, la réforme des institutions internationales, avec ses conséquences possibles sur les relations entre pays industrialisés et pays sous-développés, d'autre part, devaient figurer à l'ordre du jour de la journée de vendredi 16 juin du sommet du G7. Ces sujets auraient dû faire l'ouverture du sommet, jeudi soir, mais les difficultés rencontrées pour maintenir une ligne commune sur la Bosnie ont bousculé le programme. La partie politique de cette réunion, largement entamée jeudi soir, devait se poursuivre par le dîner de vendredi - où les Sept devaient retrouver Boris Eltsine - et se prolonger durant la matinée de

samedi. Jacques Chirac a souhaité engager l'échange de vues sur l'emploi. La lutte contre le chômage constitue une priorité pour chacun des Sept, même si les Américains, notamment, ont obtenu, sur ce terrain, de bien meilleurs résultats que les Européens. Désirant donner un caractère moins académique, plus opérationnel, aux réunions du G7, le président de la République voulait suggérer à ses partenaires de s'attarder moins longtemps qu'à l'accoutumée sur la description de la situation macro-économique dans chacun des pays membres, pour amorcer un échange de vues aussi pragmatique que possible sur les actions à mettre en œuvre pour favoriser une croissance propice à l'emploi.

Au-delà de ces considérations méthodologiques, l'exercice pouvait déboucher, à ce stade, que sur des décisions de procédure. M. Chirac souhaite que le prochain sommet du G7, qui se tiendra en 1996 à Lyon, privilégie la question de l'emploi. Pour qu'il puisse permettre un débat fructueux, il suggère que se tienne dans l'interval, à l'image de la réunion qui a eu lieu à Detroit, aux Etats-Unis, en 1994 à l'initiative de la Maison Blanche, une session du G7 au niveau des ministres des finances et de leurs collègues du travail consacrée à l'emploi.

La gravité de la situation, au moins en Europe, est telle que cette proposition avait toutes les chances d'être retenue, en dépit du manque

d'enthousiasme des Allemands, qui redoutent que ce type de rendez-vous soit, une nouvelle fois, l'occasion pour leurs partenaires de leur réclamer une diminution de leurs taux d'intérêt afin de stimuler l'activité. M. Chirac pouvait compter sur le soutien de Jacques Santer, le président de la Commission de Bruxelles, qui plaide lui aussi pour renouveler l'expérience de Detroit. Signe encourageant, les propositions françaises, présentées par Alain Madelin, ont été accueillies de façon positive par les ministres des finances, et il n'y avait pas de raison de croire qu'il n'en serait pas de même au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement.

AL. Fr. et Ph. L.

**NON**  
aux essais  
nucléaires

Soutenez  
**GREENPEACE**

Dons au CCP Paris 1070171 K  
ou par chèque à l'ordre de Greenpeace  
28, rue des Petites Ecuries - 75010 Paris  
Brochure d'informations au 47 70 46 89 - Fax 47 70 46 91

Des combattants serbes  
dans la ville russe

## Une aubaine diplomatique

Moscou met en avant  
et la stabilisation

Net redressement du rouble

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse

Le rouble se redresse



## Des combattants tchétchènes sèment la terreur dans la ville russe de Boudennovsk

Des milliers d'habitants sont retenus en otage. Cinq officiers auraient été tués par les rebelles

Vendredi 16 juin en fin de matinée, la tension ne cessait de monter dans la ville russe de Boudennovsk, à une centaine de kilomètres de la Tchétchénie, où des combattants indépendantistes re-

tenaient plusieurs milliers de personnes en otage et auraient déjà exécuté cinq officiers russes. Les

Tchétchènes font peser la menace d'un bain de sang si les troupes russes donnaient l'assaut à l'hôpital de la ville, où les otages sont entassés.

**MOSCOU**  
de notre correspondante  
Une trentaine de journalistes ont été autorisés par la cellule de crise russe installée à Boudennovsk à pénétrer, jeudi soir 15 juin, dans l'hôpital de cette ville du sud de la Russie où des combattants tchétchènes détiennent, depuis mercredi, plusieurs milliers d'otages. Andreï Babitski, correspondant de Radio Liberté, a témoigné en ces termes : « J'ai vu des corridors et des corridors pleins de gens. Il y a des cris, des pleurs, des scènes d'hystérie. Ils nous demandaient de les aider, de faire que les forces russes déployées à l'extérieur ne tirent plus. Elles ont déjà tiré mercredi sur l'hôpital. Quand nous sommes entrés, des tirs venant de l'extérieur ont atteint le bureau où devait se tenir la conférence de presse. La femme médecin qui ou-

vrait la porte a été atteinte au cou. » Les Tchétchènes qui tiennent l'hôpital affirment être au nombre de 200 et parlent de « deux mille, voire de cinq mille otages ». « Des armes lourdes » ont été déployées dans l'hôpital et sur son toit. Andreï Babitski, qui avait vu le chef de l'opération, Chamil Bassaev, il y a un mois dans les montagnes tchétchènes, lui a rappelé sa position d'otage, opposée au terrorisme. Il a rapporté ainsi la réponse du jeune commandant : « Nous n'avons plus le choix. Quand nous avons dû quitter Vedena (où la femme de Bassaev et presque toute sa famille auraient péri lors d'un bombardement), les gens dans les villages nous demandaient de ne pas rester, pour ne pas mettre leur vie en péril. » Chamil Bassaev a affirmé que cinq officiers russes, choisis parmi les otages pour avoir participé à la

guerre en Tchétchénie, ont été exécutés « pour obliger les Russes à laisser venir les journalistes. A l'heure convenue, ces derniers n'étaient pas là. Mon seul but est que l'on parle de la Tchétchénie, qu'il y ait des négociations et que les soldats russes partent. Si les Russes lancent l'assaut, on exécutera d'autres militaires, on fera sauter le bâtiment qui est miné », a-t-il dit, selon Radio Liberté.

**NEGOCIATIONS EN COURS**  
Des témoignages, recueillis jeudi à Boudennovsk par un envoyé spécial de l'AFP auprès de personnes ayant assisté à l'assaut tchétchène mené mercredi contre la ville, montrent que l'action a visé systématiquement à rassembler dans l'hôpital un nombre maximum d'otages. La télévision russe a montré des corps d'habitants

étendus par terre et l'évacuation de blessés. Selon des sources officielles, l'assaut a fait plusieurs dizaines de morts, civils et policiers. La cellule de crise russe a annoncé jeudi que des négociations étaient engagées avec les terroristes, menés par des membres du gouvernement tchétchène installé par Moscou à Grozny et par l'administration locale de Boudennovsk. « Ce qui nous gêne, ce sont les demandes politiques des terroristes », a déclaré un des fonctionnaires. Les ministres russes de l'Intérieur et de la Sécurité, présents sur les lieux, gardent le silence, mais un de leurs porte-parole a indiqué que « des négociations ont bien lieu et qu'elles pourraient durer encore quelques jours ».

S. Sh.

## Le gouvernement français est divisé sur l'application des accords de Schengen

Paris hésite à abolir les contrôles de frontières

« PRÉMATURÉE » : telle a été la réaction du ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, à l'idée émise par le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, de prolonger de six mois la période probatoire avant la suppression totale des contrôles de frontières entre les sept pays de l'espace Schengen. A la demande de la France, cette période transitoire avait été instaurée pour trois mois à partir de l'entrée en vigueur, le 26 mars, de la convention de Schengen. A la veille de la date fatidique, le 1<sup>er</sup> juillet, Paris hésite encore. Une réunion interministérielle est prévue la semaine prochaine afin de permettre au gouvernement français d'amorcer sa position.

Les choses pressent désormais. Les autres pays veulent aller de l'avant. Le 29 juin, les sept Etats membres de l'espace Schengen (Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, France, Espagne, Portugal) se réunissent pour décider de l'abolition définitive des contrôles. D'autres se pressent aux portes. Vendredi 16 juin, les pays scandinaves, qui souhaitent rejoindre le club Schengen, devaient entamer à Bruxelles des discussions préliminaires. L'Autriche est officiellement candidate. La Commission de Bruxelles ne cesse de faire pression pour que la libre circulation des personnes devienne une réalité dans l'ensemble de l'Union européenne.

**SURPRISE**  
La prise de position de Jean-Louis Debré a suscité une certaine surprise, aussi bien à Paris que dans les autres capitales. La Belgique, qui assume actuellement la présidence de Schengen, a répliqué sèchement. Bruxelles n'avait cessé, du temps de Charles Pasqua, l'ancien ministre de l'Intérieur, de se plaindre de l'attitude des Français, leur reprochant de tenir un double langage, de ne pas respecter leurs engagements. On attendait donc de voir le président Chirac et son gouvernement à pied d'œuvre. Rien d'autre en fait. Les Français continuent notamment de ne pas laisser les polices des pays voisins exercer le droit de suite expressément prévu dans les accords. Le 7 juin dernier, des malfaiteurs, poursuivis par les polices belges, ont réussi à s'échapper parce que ceux-ci n'avaient pu franchir la frontière française.

Ce droit de suite, et d'une manière générale la coopération entre les corps de police, sont une des contreparties importantes de la suppression des contrôles aux frontières. Charles Pasqua s'était prévalu avant l'élection présidentielle de l'absence de législation française pour ne pas mettre cette clause en application. Un projet de loi pour mettre la législation française en conformité avec la convention se trouve sur le bureau de l'Assemblée nationale. Rien en théorie ne s'oppose à ce qu'il soit adopté avant le 30 juin.

Henri de Bresson

## Une aubaine diplomatique pour Boris Eltsine

**MOSCOU**  
de notre correspondante  
La Tchétchénie, dont Boris Eltsine ne souhaitait pas parler à Halifax, a fait de nouveau irruption sur la scène internationale avec la prise d'otages de Boudennovsk. Si l'exigence principale des assaillants - l'ouverture de négociations sur un règlement négocié de la guerre en Tchétchénie - correspond peut-être à ce que demandait la « communauté internationale », la porte-parole du département d'Etat américain, Nicolas Burns, a déclaré, dès jeudi 15 juin, qu'« il ne peut y avoir aucune justification ni aucun soutien à un tel acte de terrorisme ». Toutefois, selon son porte-parole, le premier ministre canadien, Jean Chrétien, l'hôte du sommet, ne manquera pas de dire au président russe que « ce qui se passe à Boudennovsk est une nécessité d'un début immédiat des négociations ».

Sur place, en Tchétchénie, la mission de l'OSCE a fait savoir, jeudi, qu'un de ses représentants « était en route pour rencontrer le commandement de Djokhar Doudaev » pour obtenir de ce dernier un désaveu de la prise d'otages. Dans une déclaration transmise jeudi par l'agence Itar-Tass, le président Doudaev avait en effet soutenu qu'il n'avait donné aucun ordre en ce sens à aucune des unités restant sous ses ordres, et qu'une telle action « ne sert pas les intérêts de la lutte de libération

nationale du peuple tchétchène ». L'OSCE voudrait aussi obtenir de Djokhar Doudaev l'engagement que d'autres actions en territoire russe ne seront plus entreprises. Le président tchétchène, qui avait plusieurs fois menacé de « faire trembler le sol sous la Russie » si celle-ci attaquait son pays, soutenait, ces derniers temps, que des actions terroristes en Russie ne seraient pas menées tant qu'il resterait maître de la situation. Mais s'il devait perdre le contrôle de ses hommes en raison de la situation militaire, ajoutait-il, « il ne pourrait plus garantir que, par désespoir, des Tchétchènes ne passent de leur propre initiative à ce genre d'action ».

**LE MYSTÈRE D'EMERSON**  
Moscou a réaffirmé, jeudi, que les forces russes ont détruit le système de communication des commandants tchétchènes réfugiés dans les montagnes, et le chef de l'opération de Boudennovsk, Chamil Bassaev, a expliqué qu'il a agi de sa propre initiative, sans en référer à Doudaev. Ce que beaucoup de Tchétchènes auront du mal à croire, dans la mesure où Bassaev est le numéro trois de la hiérarchie rebelle et le plus populaire de celle-ci.

Un autre mystère demeure : comment deux cents hommes du groupe de Bassaev, que tous les services russes devaient surveiller au

plus près, ont pu quitter les montagnes à bord de camions transportant des armes lourdes et se retrouver libres d'agir pendant des heures, dans une ville située à une centaine de kilomètres au nord de la Tchétchénie ? Chamil Bassaev explique avoir « obtenu » les officiers russes commandant les postes de contrôle, dont certains auraient même « escorté » les futurs preneurs d'otages sur une partie du parcours. A Moscou on avance que les deux camions transportant les hommes de Bassaev ont été présentés aux postes de contrôle comme transportant des cercueils de soldats russes tués dans les combats. Certains commencent à émettre une troisième hypothèse : Moscou, au courant de l'opération en préparation, l'aurait laissée se dérouler. Soit pour obtenir un soutien des Occidentaux à « Halifax. Soit pour créer un choc dans l'opinion, permettant au Kremlin d'engager des négociations sans perdre la face. Les déclarations de Boris Eltsine diffusées jeudi à Moscou plaident pour la première explication : selon lui, les événements de Boudennovsk, « d'un cynisme et d'une cruauté sans précédent », prouveraient qu'il n'y a pas d'interlocuteurs valables parmi les combattants tchétchènes et « a mis un point final au débat sur le vrai caractère de l'ancien régime de Doudaev ».

Sophie Shihab

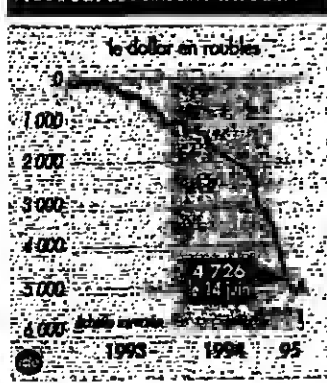
## Moscou met en avant le redressement du rouble et la stabilisation de l'économie

TROIS MOIS après l'octroi par le Fonds monétaire international (FMI) d'un crédit de confirmation de 6,5 milliards de dollars, l'économie russe serait-elle déjà en train de sortir de l'ornière ? C'est, à quelques jours du sommet du G7 à Halifax, ce que laissent entendre publiquement les membres du gouvernement russe, que le très net redressement du rouble incite à l'optimisme. La monnaie russe, dans le cours des trois derniers mois, a perdu jusqu'à 5 130 roubles pour un dollar le 29 avril (contre 3 100 roubles juste avant le « mardi noir » du 11 octobre 1994 et... 100 roubles en janvier 1992). Ne cesse, depuis, de se redresser. La monnaie américaine cotait ainsi 4 726 roubles, jeudi 15 juin, son meilleur niveau depuis trois mois. Le gouvernement et la banque centrale se félicitent de ce renversement de tendance, et estiment qu'un phénomène de « dédollarisation » de l'économie est enclenché. « L'épargne, les investissements et les paiements devraient être effectués en roubles », une rouble stable est la base du développement de l'économie russe », déclarait ainsi le premier vice-premier ministre, Anatoli Tchoubais.

Le redressement de la monnaie russe, aidé à l'occasion par des ventes de dollars effectuées par la banque centrale, a donné lieu à des commentaires très exagérés, certains estimant qu'il s'agissait pour la Russie, comme pour le Japon, de « sauver le dollar ».

Pourtant la hausse de la monnaie russe soulève des interrogations. Comment expliquer un redressement si net de la monnaie alors que le taux d'inflation reste tellement élevé par rapport à celui des pays occidentaux ? La hausse des prix s'est ralentie puisqu'elle atteignait

Net redressement du rouble



Après plusieurs années de baisse, le rouble connaît une hausse inhabituelle depuis début mai.

« seulement » 7,9 % en mai, contre 18 % pour le seul mois de janvier. Mais il n'est pas encore certain que la Russie parvienne, comme elle s'y est engagée auprès du FMI, à ramener l'inflation mensuelle à 1 % d'ici la fin de l'année. D'autant que le nouveau gouverneur de la banque centrale, Tatiana Paramonova, entrée en fonctions après la crise du 11 octobre (où le rouble avait perdu 20 % de sa valeur en une seule séance), n'a toujours pas été confirmé par le Parlement.

Théoriquement, lorsqu'un pays applique une politique monétaire très stricte, comme le fait la Russie depuis plusieurs mois, son taux d'inflation chute brutalement. Or tel n'est pas le cas en Russie, et les experts internationaux s'interrogent sur l'augmentation de la masse monétaire en circulation, sur la vitesse de circulation de la monnaie et les anticipations d'inflation. Le premier

ministre, Viktor Tchemomyrdine, a eu beau rejeter l'éventualité de nouvelles crises sur le marché des changes, de nombreux observateurs russes et étrangers ne partagent pas cet avis. C'est le cas de Sergueï Glaziev, un expert économique de l'opposition à Boris Eltsine, qui qualifie la situation « d'extrêmement dangereuse ».

Plus le rouble s'apprécie et plus les importations deviennent avantageuses, alors même que la production nationale doit être stimulée. « Il n'est pas normal que les bananes (importées) soient moins chères que les pommes de terre (locales) », ironise le ministre de l'économie, Evgueni Iassine, « sberpa » du président russe au sommet de Halifax. Boris Eltsine a annoncé récemment l'augmentation des droits de douane sur les produits alimentaires à partir du 1<sup>er</sup> juillet, une mesure accueillie avec cris et fracas par le maire de Moscou, alors que la capitale est nourrie pour plus de moitié par des importations.

### LA FINANCE AU COEUR DU DÉBAT

Le gouvernement n'a, par ailleurs, toujours pas donné de réponse au consortium bancaire qui se propose de financer une partie du déficit budgétaire en échange de participations stratégiques dans plusieurs grandes entreprises russes. Ces banques sont à la tête d'importantes liquidités, qu'elles ne peuvent investir sur un marché boursier encore embryonnaire. Le marché des changes et celui des bons du Trésor, dont les rendements ont beaucoup baissé, sont devenus moins rémunérateurs depuis quelques mois. De plus, les sommes que les banques se proposent d'apporter (9 000 milliards de roubles, soit 1,8 milliard de dollars) correspondent à l'ensemble des recettes

des privatisations qui auraient dû entrer cette année dans les caisses de l'Etat, si le programme de vente des entreprises publiques n'avait pris un tel retard. Les responsables du secteur font également valoir qu'eux seuls sont susceptibles de bien gérer les grandes entreprises.

Anatoli Tchoubais, dans un premier temps intéressé, estime maintenant qu'un tel programme va à l'encontre de la création d'un marché financier ouvert, et d'autres économistes sont encore plus critiques à l'égard du consortium. « Les banques veulent acheter des participations à bas prix, et vivre sur la bête pendant quelques années », explique un consultant occidental, anticipant des déperditions d'actifs. L'absence de stratégie à long terme est fréquemment critiquée, et la situation n'est pas sans rappeler, par exemple, celle des Etats-Unis dans les années 80, lorsque des « raiders » achetaient des entreprises à bas prix pour les revendre par morceaux.

La finance est, on le voit, au cœur du débat sur la politique économique de la Russie. Pourtant, si la stabilisation financière est urgente, la restructuration de l'industrie comme de l'agriculture l'est aussi, et a bien peu avancé depuis l'éclatement de l'Union soviétique. Le gouvernement estime que le produit national brut s'est stabilisé depuis le début de l'année, qu'il augmente même dans les secteurs de la construction, de la chimie et de l'acier, alors que la production avait chuté de moitié depuis 1991. Mais les organismes multilatéraux s'interrogent sur la fiabilité des statistiques russes, et anticipent une nouvelle vague de demandes de subventions des entreprises.

R.L.

PRIVATISATION USINOR SACLOR

RECEVEZ GRATUITEMENT

LA DISQUETTE  
USINOR SACLOR

acier  
36 15 LE MONDE



## Le scandale des écoutes pourrait entraîner la démission de Narcis Serra, bras droit de M. Gonzalez

Les services secrets espagnols ont reconnu leur responsabilité

Le vice-président du gouvernement, Narcis Serra, et le ministre espagnol de la défense, Julian Garcia Vargas, sont au cœur du scandale des écoutes il-

gales qui secoue la classe politique. Cette affaire constitue un nouveau coup dur pour Felipe Gonzalez qui pourrait, cette fois, ne plus bénéficier du

soutien des Catalans. Afin de tenter de désamorcer la crise, le chef du gouvernement a accepté la démission du patron des services secrets.

MADRID

Comment le gouvernement socialiste peut-il circonvenir le nouveau scandale des écoutes téléphoniques qui secoue la plus haute sphère de l'Etat sans que celui-ci ne provoque une nouvelle crise politique majeure ? Telle est la question qui occupe le pouvoir après la publication par le quotidien *El Mundo* de trois des quatre-vingt-trois conversations privées enregistrées par le Cesid (Centre supérieur d'information de la défense), les services secrets espagnols (*Le Monde* du 15 juin). Parmi les personnes écoutées, figurent notamment le roi Juan Carlos, l'ancien président du gouvernement Adolfo Suarez, des ministres, l'ancien directeur du journal *El País*, Juan Luis Cebrian ainsi que des ambassadeurs et des industriels.

Cette nouvelle affaire a provoqué une cascade de protestations et des réactions virulentes de l'opposition, laquelle dénonce « le processus de dégradation politique » du pays, selon l'expression de José María Aznar, président du Parti populaire (PP, droite). « L'Espagne, a répliqué Felipe Gonzalez, que tout sera éclairci jusqu'au bout et que les responsabilités seront déterminées ». Le président du gouvernement a paré de « responsabilités pénales et de celles qui en découlent sur le terrain politique ». Il a, d'ores et déjà, accepté, jeudi 15 juin, la démission du lieutenant



d'écoutes doté d'un puissant scanner capable d'intercepter les communications privées des téléphones portables et des appareils sans fil afin de lutter contre le crime et le terrorisme. Le Cesid a reconnu les faits, c'est-à-dire les interceptions illégales de conversations privées entre 1984 et 1991. Pour leur défense les services secrets ont fait valoir qu'il s'agissait de « pur hasard » et que « jamais les informations recueillies n'avaient été utili-

tes pour des opérations du Cesid qui quitta cet organisme à la fin de 1991. Mécontent de ne pas avoir obtenu la promotion escomptée, cet homme serait parti avec quelques « biscuits ». Il ne s'agit pas d'être à l'origine des fuites.

Le quotidien *El País* a révélé jeudi, photos à l'appui, que ce responsable du renseignement s'était entretenu secrètement, mardi 13 juin, avec Mario Conde, ancien président de Banesto (banque espagnole de crédit) qui fut écarté de ses fonctions en décembre 1993 alors que son établissement était placé sous tutelle par la banque d'Espagne. Il pourrait donc s'agir d'un règlement de comptes orchestré par le puissant financier sur lequel le pouvoir avait ordonné une enquête afin de démasquer ses irrégularités et dont le commanditaire aurait justement été Narcis Serra lui-même. Une enquête judiciaire a été ordonnée pour établir la réalité de ces allégations.

RÉBELLION

Toujours est-il que le vice-président du gouvernement est au cœur de ce scandale ainsi que l'actuel ministre de la défense, Julian Garcia Vargas, lequel a annoncé qu'il était prêt « à assumer ses responsabilités ». Pour le moment, ni l'un ni l'autre n'ont l'intention de démissionner. Entendu jeudi par la commission parlementaire des secrets officiels, tous deux ont expliqué que qu'ils savaient de cette affaire. Narcis Serra a estimé qu'avait la démission du responsable du Cesid les responsabilités étaient assumées et que, en ce qui le concerne, il « devait travailler pour clarifier la situation et donner le maximum d'explications ».

Le « fusible Mangano » est cependant considéré comme loin d'être « suffisant », comme l'a dit Narcis Serra, pour désamorcer ce

scandale. Au sein même du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), des voix se sont élevées pour réclamer d'autres têtes, et en tout premier lieu celle du vice-président. Plusieurs membres de la commission permanente l'ont fait savoir à Felipe Gonzalez au cours d'un déjeuner, jeudi à la Moncloa, le siège de la présidence. Ils lui ont demandé de remanier le gouvernement et de reprendre l'initiative. On a même parlé de véritable « rébellion » de l'état-major socialiste. « Il est sur le point d'exploser », a reconnu Jesus Caldera, secrétaire général selon *El País*.

Felipe Gonzalez se serait contenté d'écouter ses interlocuteurs et n'a pas pour l'instant fait connaître sa décision. Apparemment, il reste le seul soutien de son vice-président face à un mécontentement grandissant au sein du PSOE, qui reproche de plus en plus au secrétaire général Felipe Gonzalez un certain immobilisme. Contrairement à ce qui avait été espéré après la défaite des élections municipales et régionales du 28 mai, Felipe Gonzalez n'a pas pris d'initiative. Il n'a pas remobilisé. Il s'est contenté de gérer la défaite et de renvoyer aux directions régionales le soin de tirer les conséquences d'une perte d'influence notable en province.

« BASTA YA ! »

L'affaire des écoutes, seulement quinze jours après ce revers électoral, a donc fait dire aux cadres du parti « Basta ya ! » (Ça suffit maintenant !). Et cela même si l'exécutif estime être victime d'un véritable « chantage envers l'Etat, d'une conspiration » pour que les socialistes quittent le pouvoir avant terme. L'homme qui serait au centre de ce scandale, le colonel Juan Perote, n'a-t-il pas affirmé qu'il s'agissait d'« une bataille dans la guerre » ? Quelle guerre ? La guerre d'usure contre le régime de Felipe Gonzalez à coups de scandales répétés jusqu'à ce que démission s'ensuive. Telle est en tout cas l'opinion défendue dans les cercles du pouvoir.

Felipe Gonzalez résiste. Il a déjà démontré par le passé son étonnante capacité à encaisser les coups et sa faculté de rebondir. Tout dépendra cette fois encore de l'appui des Catalans. Jordi Pujol, président de Catalogne, a insisté que Narcis Serra devait démissionner et n'a pas caché que ce scandale, qu'il considère « grave », conditionnera son soutien au gouvernement socialiste. Tout dépendra également de la façon dont le pouvoir gèrera cette nouvelle affaire. Le conseil des ministres de vendredi devra décider qu'il de Narcis Serra ou de Felipe Gonzalez devra faire front aux questions la semaine prochaine au Congrès des députés.

Michel Bole-Richard

## L'Italie gagnée par l'affaire du sang contaminé

Selon l'Association des polytransfusés, 22 000 personnes seraient concernées. Plus de 600 d'entre elles sont déjà décédées

ROME

C'est le cas de Patrizia C., une jeune napolitaine, qui défraie la chronique. Enceinte et en pleine santé, elle se rend à l'hôpital pour une grossesse extra-utérine, elle est informée, après sa sortie, qu'elle est devenue séropositive. Entretemps, elle a subi une transfusion. Même situation à Rome où une jeune femme dénonce une clinique privée. Elle a été contaminée dans les mêmes conditions, hépatite C. Autres cas, celui de Robertino, âgé de quatre ans, mort du sida. Ses parents sont pourtant sains. Il a subi une transfusion dans un hôpital public romain.

Des enquêtes sont ouvertes. L'Italie découvre son propre scandale du sang contaminé. Avec effroi, puisqu'il s'agit d'un scandale typiquement « à l'italienne » où les explications sont à rechercher du côté du manque aux règles les plus élémentaires de sécurité, l'absence de contrôle, mais surtout, tout simplement, une question d'escroquerie de petite envergure.

En fait, rien de très surprenant. Une enquête n'est-elle pas déjà en cours sur la gestion des banques du sang plus que déficiente de la part de deux personnes qui ont fait la « une » des scandales de « mani pulite », l'ancien ministre de la santé Francesco de Lorenzo et le directeur général du ministère, Duilio Poggiolini ? Ces dernières années, l'introduction des tests obligatoires pour le dépistage du sida avait pourtant, en principe, amélioré la situation. En dix ans, le risque de contamination s'est réduit de dix fois. Mais le président de l'Association des polytransfusés a présenté, jeudi 15 juin, les derniers chiffres : 22 000 personnes dénoncent des cas de contamination, plus de 600 sont mortes entre-temps.

En Italie, ce sont les 300 centres publics de transfusion répartis dans les hôpitaux publics qui s'occupent de la gestion du sang. Quand on fait appel à eux, un contrôle de compatibilité est effectué. On expédie alors les sacs de sang nécessaires. Ceux qui n'ont pas été utilisés reviennent au centre. En principe.

En réalité, selon ce qu'on a découvert au cours de l'enquête menée à Rome — et qui a conduit, d'abord en prison puis aux antres domiciliaires de deux médecins de l'hôpital Fatebenefratelli —, le sang achevait son par-

cours dans les cliniques privées où les patients le payaient à prix d'or. On parle d'un million de litres (environ 3 000 francs) alors que son coût normal est d'environ 100 000 francs. Naturellement, ce sang arrivait à destination sans aucune documentation. Ni sur les donneurs, ni sur les destinataires. Autre escroquerie courante, celle de l'autotransfusion. Avant chaque opération on fait, d'habitude, par précaution, une prise de sang au patient. Selon l'enquête, quand il ne servait pas réellement, ce sang disparaissait. Lui aussi vers les cliniques privées.

PAYÉ À PRIX FORT

Toujours dans ces cliniques privées romaines, on faisait croire quelquefois à des malades soumis à une anesthésie qu'ils avaient subi une transfusion — inexistant. En fait, ils étaient plusieurs à payer, au prix fort, le même sac de sang. Résultat, aujourd'hui plus de cinquante cliniques romaines se retrouvent sous enquête et plus d'une centaine de médecins et d'administrateurs sont mis en examen. Et cela ne fait que commencer. La moitié des 800 carabins des NAS, le service spécialisé sur le sang, a été affecté à plein temps au contrôle minutieux des hôpitaux, des cliniques et des centres de transfusion sur l'ensemble du territoire italien. La police a créé sa propre « Task Force ».

Les premiers résultats peuvent laisser paraître. Au cours d'un contrôle à la Glauco de Sienne, l'entreprise du groupe pharmaceutique Marucci, leader du secteur des produits dérivés du sang en Italie, les carabins ont intercepté un camion transportant plus de 3 000 litres de plasma irrégulièrement importé des Etats-Unis. Ils ont trouvé également 2 690 sacs de sang périmé et plus de 8 000 qui n'étaient pas en règle. A Padoue, ils ont même trouvé 60 000 litres de plasma vieux de dix ans et provenant des pays de l'Est et des lies Vierges.

Le gouvernement tente maintenant de colmater les brèches. Le ministre de la santé, Elio Guzzanti, a annoncé que des décrets loient en préparation pour renforcer les contrôles. Dans chaque hôpital devrait être constitué un comité pour le bon usage du sang.

Salvatore Aloise

## Le Pérou amnistie les militaires auteurs de violations des droits de l'homme

LIMA

de notre correspondant

Par quarante-sept voix pour et onze contre, le Congrès péruvien a approuvé, dans la nuit du mardi 13 au mercredi 14 juin, un projet d'amnistie qui bénéficie aux membres des forces de l'ordre poursuivis ou condamnés pour des crimes et délits commis depuis 1980, dans le cadre de la lutte contre la guérilla, à l'exception de ceux qui ont participé au trafic de drogue.

Ce texte s'appliquera aussi aux officiers à la retraite emprisonnés pour avoir critiqué la politique du président Alberto Fujimori pendant le conflit frontalier qui a opposé le Pérou à l'Équateur, au début de cette année. Parmi eux figure le général Carlos Mauricio, condamné à quatorze mois de prison. Il fut l'un des collaborateurs de l'ancien secrétaire général des Nations unies, Javier Pérez de Cuellar, pendant sa campagne malheureuse contre M. Fujimori, à la présidentielle du 9 avril dernier.

MALAISE DANS L'ARMÉE

La loi effacera aussi les peines du général à la retraite Jaime Salinas et celles des treize officiers qui l'accompagnaient dans sa tentative de coup d'État, le 13 septembre 1992, cinq mois après que le président Fujimori eut dissous le Parlement et suspendu les garanties constitutionnelles. Le général Salinas purge une peine de huit années de prison.

Destinées à calmer la grave malaise persistant dans les rangs de l'armée, ces mesures d'amnistie pro-

fitèrent aussi aux membres du groupe Colina, la sinistre organisation dépendant du service de renseignements de l'armée qui exécuta notamment, après les avoir torturés, neuf étudiants et un professeur de l'université de la Cantuta, le 18 juillet 1992, et assassina, en novembre 1991, quinze vendeurs de glaces du quartier populaire de Barrios Altos.

Le projet de loi a été présenté par le député Gilberto Suiza, représentant de la majorité présidentielle. Il avait lui-même soutenu que l'opération de la Cantuta avait été un « coup monté » par les victimes, avant la découverte des restes de leurs corps mutilés et carbonisés. « Il faut savoir pardonner à ceux qui ont commis des erreurs au cours d'une guerre atroce », qui a fait plus de vingt-huit mille morts en quinze ans, a estimé Martha Chavez, autre député de la majorité.

L'opposition et les organisations de défense des droits de l'homme ont vivement dénoncé cette loi de « réconciliation nationale » qui ne bénéficie qu'aux forces de l'ordre. Les parlementaires Lourdes Flores, du Parti populaire chrétien (conservateur), et Henry Pease, du mouvement centriste de M. Pérez de Cuellar, ont estimé que M. Fujimori avait cédé aux pressions du commandant en chef de l'armée, le général Nicolas de Bari Hermosilla. Ce dernier se fait soutenir d'empêcher toute mise en cause de l'institution militaire, avant d'envisager un éventuel — et tardif — départ en retraite.

Nicole Bonnet

### Les « services inappréciables » d'Emilio Alonso Manglano

C'est avec « un véritable regret » que Felipe Gonzalez a accepté la démission d'Emilio Alonso Manglano, responsable depuis quatorze ans des services secrets espagnols. « Il a rendu des services inappréciables à la démocratie de notre pays », a souligné le président du gouvernement en rendant hommage à ce militaire nommé seulement trois mois après le coup d'État manqué du 23 février 1981, et qui, par la suite, a fait bon ménage avec les socialistes. A soixante-neuf ans, ses jours à la tête de l'espionnage étaient cependant comptés, d'autant que ses services avaient été accusés de manque d'efficacité dans l'affaire Roldan, du nom de l'ancien patron de la Guardia civil accusé de malversations. Certains de ses hommes avaient été, par ailleurs, mêlés à une affaire d'écoutes téléphoniques au siège du quotidien de Barcelone, *La Vanguardia*.

général Emilio Alonso Manglano, directeur général du Cesid depuis le mois de mai 1981. Le successeur de ce militaire de soixante-neuf ans, nommé avant l'arrivée des socialistes au pouvoir, pourrait être nommé lors du conseil des ministres de vendredi. Cela sera-t-il suffisant pour calmer le mécontentement ? A l'évidence, c'est non.

Le plus directement visé par ce scandale est ni plus ni moins que le numéro deux du gouvernement, le vice-président Narcis Serra. C'est sous sa responsabilité, alors qu'il était ministre de la défense, de décembre 1982 à mars 1991, que ces enregistrements ont été effectués. C'est également sous son autorité que fut créée, en 1984, la cellule

sés. Malgré tout, les cassettes ont été conservées, et nul ne sait véritablement si aucune utilisation de ces enregistrements n'a été faite par le pouvoir ou par des responsables politiques du Parti socialiste pour des pressions ou des chantages, comme le laisse entendre la presse. Narcis Serra assure du contraire et précise que jamais aucun ordre n'a été donné pour espionner telle ou telle personne. Il s'agit donc d'actes fortuits, et M. Manglano est pour le moment désigné comme le seul coupable. Par la suite, il s'agira de déterminer qui a eu accès à ces conversations privées et pourquoi elles ont été divulguées à *El Mundo*. De forts soupçons pèsent sur le colonel Juan Perote Pellos, sous-direc-

## Le pouvoir algérien tente de renouer le dialogue avec les dirigeants de l'ex-FIS

Les autorités veulent préparer l'élection présidentielle dans les meilleures conditions

A L'APPROCHE du 5 juillet, date anniversaire de l'indépendance, Alger bruit de rumeurs incontrôlables sur de possibles événements politiques. Agitation presque rituelle depuis le début des violences, il y a trois ans, 1995 n'échappe pas à la règle. Selon le quotidien saoudien *el Hayat*, la présidence d'Etat aurait décidé de renouer le dialogue avec les dirigeants de l'ex-Front islamique du salut (FIS) afin de débloquent le débat politique. Ce quotidien précise, mercredi 14 juin, que le général Mohamed Betchio serait le maître d'œuvre de cette ouverture en direction des dirigeants islamistes.

Le conseiller du président Liamine Zeroual aurait rencontré à plusieurs reprises Abassi Madani, le numéro un de l'ex-FIS. Ce dernier, bien que détenu dans un endroit tenu secret — peut-être dans une villa des services de sécurité, près de Douera dans la Mitidja — a été autorisé à consulter d'autres dirigeants islamistes en vue de définir une position commune face

aux propositions gouvernementales. Abassi Madani aurait ainsi rencontré Ali Benbadji, oumou deux de l'ex-FIS, ainsi qu'Abdelkader Hachani, ex-responsable du bureau exécutif provisoire du « Parti de Dieu », et quatre autres personnalités intégristes libérées, l'an dernier. D'après des sources islamistes, M. Hachani, emprisonné depuis janvier 1992, a été, pour l'occasion, placé en résidence surveillée. Cette reprise des contacts entre les deux principaux protagonistes du drame algérien — le pouvoir et les intégristes — aurait été autorisée par la haute hiérarchie militaire, à condition qu'il s'agisse là de la « dernière » tentative de dialogue.

Une première série de « pourparlers » entre les autorités et les dirigeants de l'ex-FIS avait été officiellement enterré, le 29 octobre 1994, par son principal instigateur le général Zeroual, qui en avait rejeté l'échec sur les dirigeants islamistes, accusés de continuer à « encourager le terrorisme et l'extrémisme ». La situation paraissait

bloquée alors que la violence allait crescendo. Les principaux partis de l'opposition, y compris l'ex-FIS, rassemblés autour de la « plate-forme pour une solution pacifique de la crise algérienne », signée, à Rome, à la mi-janvier, faisait front pour refuser le dialogue bilatéral proposé par les autorités et surtout l'élection présidentielle prévue avant la fin de l'année.

NOUVEL ATOUT

Contre vents et marées, le pouvoir entend demeurer intransigeant sur l'organisation de ce scrutin qui, selon lui, doit lui assurer la légitimité constitutionnelle qui lui fait toujours défaut. La prise de langue avec les dirigeants islamistes, si elle se confirme, peut être comprise comme un nouvel atout que les autorités veulent se donner dans le cadre de leurs grandes manœuvres électorales. Faisant d'une pierre deux coups, en prenant des mesures d'apaisement en faveur des islamistes, la présidence chercherait à les pousser à lancer un appel à la fin des

violences et à les couper des autres signataires du « contrat » de Rome.

Parlons d'effet. En effet, selon des sources islamistes, citées par *el Hayat*, Abassi Madani et Ali Benbadji s'apprêteraient à diffuser un communiqué niant toute implication dans des actions attribuées au Groupe islamique armé (GIA). Cependant ils ne « dénonceraient pas la violence et le terrorisme » car « ils refusent de faire porter au seul GIA la responsabilité de ce qui se passe en Algérie ». D'autre part, les milieux proches des auteurs du « contrat national » semblent assurés que l'ex-FIS ne reniera sa signature pour faire cavalier seul. Le rassemblement populaire qu'ils ont tenu ensemble, vendredi 9 juin, à Alger, les confortent dans ce sens. Mais, l'on peut se demander si le feu vert donné par les autorités à l'organisation de cette manifestation ne rentre pas dans les calculs d'un pouvoir obnubilé par la future élection présidentielle.

Ab Habib

## La mutinerie, réprimée, irakienne ébranle l'armée

Séamus Hussey continue de couvrir

Après avoir couvert la mutinerie irakienne, Séamus Hussey revient sur la situation en Irak.



Une armée irakienne en difficulté. Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?

Les soldats irakiens sont-ils prêts à se battre ?



# La mutinerie, réprimée, d'une unité de l'armée irakienne ébranle l'assise tribale du régime

Saddam Hussein continue de contrôler le pays avec une poigne de fer

Le département d'Etat américain a confirmé, jeudi 15 juin, qu'une unité de l'armée irakienne s'était mutinée, la veille, à Abou Gharib, près de Bagdad.

Réprimée, impitoyablement, par la garde républicaine, cette mutinerie était conduite par un officier de la tribu El Douleimi, laquelle est traditionnellement fidèle au régime. Ce soulèvement réduisit l'assise du pouvoir du président Saddam Hussein, sans pour autant mettre celui-ci en péril.

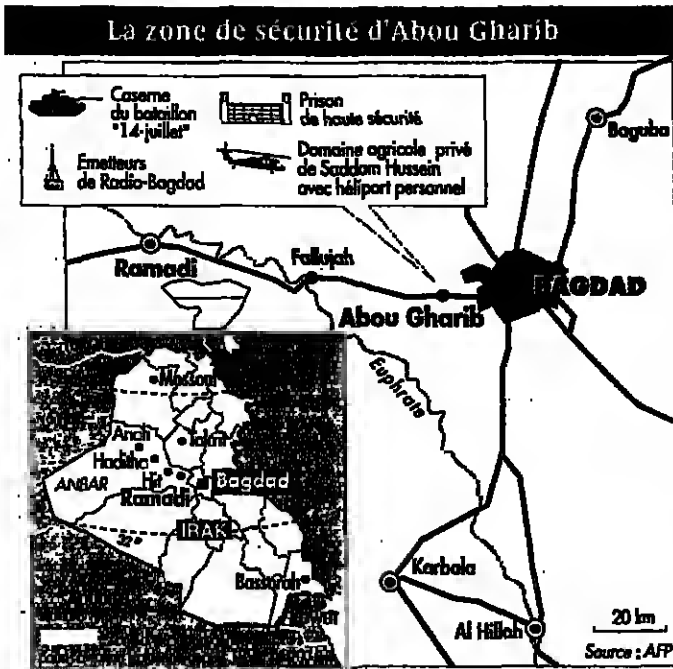
qui fait défaut ailleurs. La répression n'a pas même épargné la région de Talrit, d'où est originaire le président Saddam Hussein. Son médecin personnel, le général Raïf El Talrit, a été exécuté, il y a environ un an, sous l'accusation de complot. Plus récemment, le chef des gardes du corps du président, Archad Talrit, a été arrêté. Les jeunes de la région de Talrit forment toutefois le gros des forces des « fedayins de Saddam », un organe de sécurité mis sur pied à la fin de 1994.

**SUR PLUSIEURS « FRONTS »**

Fortes d'environ 60 000 « volontaires » et équipées d'armes lourdes, de chars d'assaut, de canons anti-aériens notamment, cette nouvelle unité est une sorte de force spéciale, directement affectée à la protection du régime. Elle a défilé pour la première fois, le 29 avril, à l'occasion du cinquante-huitième anniversaire du chef de l'Etat. Plus mélangée quant à son recrutement, donc moins fiable, la Garde républicaine, formée de plusieurs divisions qui n'ont pas toutes la même combativité, est engagée sur les « fronts », notamment au Kurdistan.

Malgré ces revers, le régime du président Saddam Hussein ne paraît pas menacé à court terme. « Si l'on perd la loyauté de beaucoup, cela ne change rien, car avec 1 % de la population, il peut contrôler la situation », commente un observateur. L'appareil de terreur mis en place de longue date empêche toute coordination entre les opposants et tout mouvement est étouffé avant qu'il ne puisse en inspirer d'autres.

Françoise Chipaux



Cette annonce doit, toutefois, être prise avec prudence, car les autorités ne répriment cette insurrection de manière exemplaire pour décourager toute velléité de soulèvement.

## LES « FEDAYIN » DU RÉGIME

Les troubles ayant eu lieu à l'intérieur du vaste camp militaire d'Abou Gharib, qui abrite, outre une prison et des émetteurs de radio, une grande ferme du président Saddam Hussein, il est difficile de connaître le sort des mutins et le nombre des victimes. « Mais, affirme un expert, il est probable que le corps du général Tourki El Douleimi, qui s'est donné la mort, sera rendu public aux siens, pour donner une leçon à tous les militaires. »

À la défection de la tribu des El Douleimi s'ajoute celle des El Joubouri, sunnites eux aussi, dont plusieurs membres ont été arrêtés à l'automne 1994 dans la région de Mossoul, et qui fournit de nombreux officiers à l'armée. Pour beaucoup d'observateurs, rien ne peut arriver en Irak, si Mossoul ne bouge pas. Mossoul a aussi l'avantage d'être adossée au Kurdistan, qui échappe à l'autorité de Bagdad, ce qui donnerait à tout mouvement dans cette région une profondeur

## Les manœuvres de Bagdad pour briser son isolement demeurent vaines

Le Conseil de sécurité de l'ONU devrait reconduire les sanctions

Saddam Hussein a trouvé le chef de sa quinzaine à l'intérieur du territoire qu'il contrôle : la répression brutale de toute velléité de révolte, même et surtout si les auteurs en sont de supposés fidèles. Jusqu'à maintenant, cette politique lui a réussi. En revanche, le chef de l'Etat irakien n'a strictement rien compris aux relations internationales.

Le Conseil de sécurité des Nations unies, qui doit reconduire tel quel, lundi 19 juin, l'embargo qu'il a imposé à l'Irak, il y a cinq ans, ne pourra, au mieux, que condamner la répression brutale de la mutinerie d'Abou Gharib, une affaire strictement intérieure, dont le Conseil a d'ailleurs moins à connaître qu'il s'agit du soulèvement d'une unité militaire et non pas, à proprement parler, d'une violation des droits de l'homme.

Aussi, le renouvellement des sanctions sera-t-il de pure routine, faute de progrès suffisants dans la mise au jour des programmes d'armements militaires de l'Irak. Mais l'affaire d'Abou Gharib apportera un argument supplémentaire aux Etats-Unis, qui n'acceptent la levée des sanctions, même pétrolières, que si le régime irakien cesse de réprimer les siens. En dépit de la fermeté américaine, et bien que deux autres membres permanents du Conseil de sécurité, la France et la Russie, s'en tiennent à la stricte lettre de la résolution 687 du Conseil de sécurité - laquelle prévoit la levée de l'embargo pétrolier lorsque l'Irak aura satisfait les seules conditions de son désarmement -, Bagdad s'obstine à croire qu'il pourra inverser la tendance.

C'est que le président irakien a sa propre grille de lecture de l'équilibre des forces. Il semble convaincu que la fermeté est payante en politique étrangère aussi. Il voit des promesses là où il n'y a que des signes et se méprend lourdement sur la portée des divergences de vues entre ses interlocuteurs.

Dans les encouragements que lui prodigent la Russie, la France et la

Turquie à coopérer activement avec les Nations unies pour obtenir un allègement de l'embargo international, il entrevoit un engagement pour une levée immédiate et inconditionnelle des sanctions pétrolières.

Par le biais de récents accords signés avec la Russie, dont un pour le développement, une fois les sanctions levées, de deux importants champs pétroliers du sud du pays, il croit pouvoir susciter les convoitises des compagnies pétrolières étrangères, qui feraient pression pour obtenir une abrogation des sanctions sur le brut. Dans une lettre récente au président Jacques Chirac, Saddam Hussein se réclame de l'« amitié » des années 70, comme si Bagdad n'avait pas envahi le Koweït

à le maintenir, l'Iran ténace, en effet, du côté de Bagdad une ouverture que certains observateurs estiment plus sérieuse que celles engagées au cours des cinq dernières années. Pour l'heure, les deux parties pressent le pour et le contre, de nombreux obstacles persistent encore, notamment sur la question des prisonniers de la guerre qui les a opposées de 1981 à 1988, ou la présence en Irak des Moudjahidines du peuple, principal mouvement d'opposition armée au régime de Téhéran.

L'embargo international et le rejet par Bagdad, en avril, d'une nouvelle résolution de l'ONU, l'autorisant à vendre, sous la stricte surveillance des Nations unies, des quantités limitées de pétrole pour subvenir aux

besoins de la population, rendent de plus en plus précaire la situation des habitants. Les prix flambent, la monnaie chute. Les pénuries alimentaires mettent en péril la vie de plus d'un million d'Irakiens selon le Programme alimentaire mondial. Cela ne déstabilise pas pour autant - pas encore ? - le régime.

Une politique de terreur de la population, y compris de ses proches, doublée d'une répression qui a atteint des sommets, a permis de décourager toute velléité de révolte. Adoptés il y a un an, neuf décrets qui instaurent des châtiments cruels - amputation, marquage au fer rouge et peine de mort - pour des crimes tels que le vol, la corruption, la spéculation monétaire et la désertion, ont achevé de dissuader les récalcitrants.

Les émeutes du mois de mai à Ramadi, au sud-ouest de Bagdad, consécutives à la restitution aux El Douleimi du corps mutilé d'un officier des leurs, accusé d'avoir participé à une tentative de coup d'Etat, sont néanmoins un signal, non pas tant par le nombre de morts qu'elles

ont provoquées mais parce qu'il s'agit d'une tribu - et non plus seulement d'individus - sunnite allié du régime. Il reste à savoir si malgré la répression cette affaire constitue véritablement un tournant, aucun espoir n'étant apparemment à attendre du côté de l'opposition, aussi disparate qu'impuissante à agir efficacement pour renverser le régime. Ce dernier a en effet prouvé que, même dans l'adversité, il avait du ressort.

En septembre 1992, le pouvoir n'avait pas hésité à distribuer des armes à une grande échelle à la population civile du sud de l'Irak, en « achetant » des dirigeants de tribus, pour faire face à toute velléité de déstabilisation de la région. Entre juillet et septembre 1993, il avait arrêté des sunnites - près de quatre cents selon l'opposition -, dans des zones qui lui sont en principe acquies, dont - déjà - Ramadi, Mossoul, voire, Talrit, le fief natal de Saddam Hussein. En 1994, d'autres arrestations ont encore eu lieu.

Après les incidents de Ramadi, et pour apaiser les rancœurs, Saddam Hussein a nommé le ministre de l'Intérieur, Wathban Ibrahim El Hassani, pourtant son demi-frère. C'était une manière d'en faire le bon émissaire de la sanglante répression des manifestations de Ramadi, mais aussi un moyen de faire d'une pierre deux coups : depuis quelque temps rien n'allait plus en effet entre Oudai, le tout-puissant fils du chef de l'Etat, et Wathban. Le limogeage de ce dernier - lequel n'a rien perdu au change, puisqu'il a été nommé conseiller présidentiel avec rang de ministre - n'est pas non plus une nouveauté. Depuis 1990, la valse des membres du gouvernement a suivi les humeurs présidentielles sans créer le moindre déséquilibre au sein du pouvoir.

Selon des informations rapportées par le journal saoudien El Charq El Aousat, le président irakien aurait aussi dépeché, à Ramadi, des émissaires porteurs de « présents » en espèces, destinés à certains chefs de la tribu El Douleimi, lesquels auraient refusé l'offre. Les hostilités sont bel et bien ouvertes.

Mouna Naïm

## Israël propose un retrait en deux temps de la Cisjordanie

Israël a prévenu, jeudi 15 juin, les Palestiniens qu'ils devraient se contenter d'un accord partiel sur l'extension de l'autonomie à la Cisjordanie, s'ils voulaient des mesures tangibles à l'échéance prévue du 1<sup>er</sup> juillet. Le ministre de l'Environnement Yossi Sarid, qui a rencontré le chef de l'OLP, Yasser Arafat, à Gaza, a jugé « irréaliste » de prévoir un accord dans les quinze jours sur le redéploiement de l'armée dans l'ensemble de la Cisjordanie. En revanche, les Palestiniens pourraient élire dès octobre un Conseil de l'autonomie, s'ils acceptaient un accord limité, a-t-il dit. Sans contester le principe d'un redéploiement en deux phases, les Palestiniens insistent pour avoir, dès le 1<sup>er</sup> juillet, un accord sur les modalités et le calendrier de tout le retrait. - (AFP)

## Les Quinze réglementent les zones de pêche dans l'Atlantique ouest

LUXEMBOURG. Les ministres de l'Union européenne (UE) se sont mis d'accord, jeudi 15 juin, à Luxembourg sur les modalités d'accès aux zones de pêche des eaux communautaires situées dans l'Atlantique ouest. Le ministre français, Philippe Vasseur, a précisé qu'un régime spécial avait été convenu pour l'accès des navires espagnols à l'« Irish Box », située à l'ouest des côtes britanniques. Ce nouveau régime était rendu nécessaire en prévision de la pleine intégration, à partir de 1996, des flottes de pêche espagnole - la plus importante des Quinze - et portugaise à la politique commune de la pêche. Les deux pays étaient soumis depuis leur adhésion à la Communauté, en 1986, à un régime limitant l'accès de leurs bateaux aux eaux communautaires. - (AFP)

## EUROPE

■ **UNION EUROPÉENNE** : le Parlement européen a voté jeudi une résolution dans laquelle il se déclare « outré » par la décision de la France de reprendre ses essais nucléaires. Le texte a été défendu par les communistes, les socialistes, les Verts, Radical, et les libéraux. Les représentants du RPR et de l'UDF ont reçu l'appui des chrétiens-démocrates allemands et des conservateurs britanniques. - (Corbis)

## ASIE

■ **PAKISTAN** : six personnes ont été tuées, dans la nuit de jeudi 15 à vendredi 16 juin, à Karachi, où l'administration a dénoncé une fois de plus « la guérilla urbaine » qui déstabilise le grand port pakistanais. Ces nouvelles violences font suite à l'attaque à la kalachnikov, jeudi, de bâtiments administratifs, qui a fait dix morts. - (AFP)

## AMÉRIQUES

■ **CHILI** : l'arrestation du général Contreras, ancien chef des services secrets chiliens (DINA), condamné à sept ans de prison pour sa responsabilité dans l'assassinat de l'ancien ministre socialiste Orlando Letelier, devait intervenir vendredi 16 juin. Après avoir estimé dans un premier temps que cette peine devait être purgée, le général Pinochet a qualifié, jeudi 15 juin, le procès d'« injuste », estimant que le verdict avait été prononcé par un tribunal « similaire à celui de Nuremberg ». - (AFP)

■ **NICARAGUA** : la présidente Violeta Chamorro a signé, jeudi 15 juin, un « accord politique », dans lequel elle s'engage à ratifier une révision de la Constitution destinée à renforcer le rôle de l'Assemblée nationale. Cet accord laisse cependant en suspens un grave différend sur un article interdisant à la famille du président en exercice de se porter candidat à l'élection présidentielle suivante. - (AFP)

## ÉCONOMIE

■ **JAPON** : l'excédent commercial japonais, en baisse constante depuis fin 1994, a atteint en mai 6,98 milliards de dollars, soit 7,1 % de plus qu'en mai 1994. Mais, exprimé en yens, il se réduit, pour le sixième mois consécutif. Les importations (+32 %) ont progressé encore plus vite que les exportations (+26,3 %). - (AFP)

■ **UNION EUROPÉENNE** : le taux de chômage s'élevait à 11 % en avril 1995 dans l'UE, contre 11,4 % en avril 1994, selon Eurostat. Il est resté presque stable depuis janvier dans la plupart des pays. Il a augmenté en Italie (passant de 12 % à 12,4 %) et au Portugal (de 7,5 % à 8 %), et diminué au Danemark (de 9,3 % à 8,9 %) et en Espagne (de 22,2 % à 22,8 %, ce qui reste le taux le plus élevé de l'Union).

## A Gaza, un Palestinien sur trois est sans travail

UN PEU PLUS D'UN AN après l'entrée en vigueur de l'autonomie à Gaza et à Jéricho, les caisses de l'Autorité palestinienne se remplissent trop lentement, le chômage ne diminue pas et les projets d'investissement privés sont rares. « Tout est suspendu au processus de paix régional », convient le représentant de la Banque mondiale pour Gaza, le Norvégien Odin Knudsen.

De passage à Paris pour préparer la prochaine réunion du Groupe consultatif pour la Cisjordanie et la bande de Gaza, prévue les 10 et 11 juillet, M. Knudsen dresse de l'économie palestinienne un tableau assez sombre. Selon lui, le produit national brut (PNB) a stagné ou, plus vraisemblablement, baissé en 1994 à cause des fermetures répétées de la frontière imposées par Israël. Et de rappeler qu'à peine 35 000 Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie sont autorisés à travailler en Israël aujourd'hui, au lieu de 81 000 il y a deux ans à peine.

## LES PREMIERS CHANTIERS

Inutile d'espérer décoller à Gaza les emplois qui se raréfient en Israël. Les entreprises palestiniennes se comptent sur les doigts de la main : « 95 % emploient moins de vingt salariés et les deux tiers moins de quatre salariés », indique M. Knudsen. C'est dire que, dans la bande de Gaza, « un Palestinien sur trois est sans travail ». Pour réduire - modestement - le chômage, les premiers chantiers « à haute intensité de main-d'œuvre » - réfection des routes, nettoyage des rues, réhabilitation des installations pu-

bliques - viennent d'être ouverts, grâce à des crédits de la communauté internationale (34 millions de dollars, soit 170 millions de francs).

Les finances de l'Autorité palestinienne ne se portent pas mieux. Même si « une administration fiscale digne de ce nom se met progressivement en place », l'argent rentre encore mal. Quelque 53 millions de dollars de taxes devaient être collectés entre décembre 1994 et mars 1995 dans la bande de Gaza. Les recettes n'ont pas dépassé 47 millions. Illustration de la dépendance des Palestiniens à l'égard de leur voisin : c'est une somme équivalente que l'Etat hébreu a reversée à l'Autorité palestinienne, au cours de la même période, au titre des droits de douanes, de la TVA...

Dans le même temps, les dépenses flent allègrement. Exemple caricatural : les forces de police, qui comptent 18 000 hommes, alors qu'elles ne devaient pas dépasser 9 000. « C'est une manière comme une autre de limiter le chômage », plaie M. Knudsen. Une partie des policiers a vocation à être déployée en Cisjordanie. « Il n'en reste pas moins que les contrôles administratifs restent insuffisants s'agissant des dépenses. L'Autorité palestinienne s'en préoccupe », souligne M. Knudsen, qui évoque à 225 millions de dollars le « trou » pour 1995. Les pays donateurs le combleront à hauteur de 160 millions. Le solde reste à trouver.

Jean-Pierre Tuquoi





## A Castres, le maire RPR doit composer avec le patron des Laboratoires Fabre

Les socialistes rêvent de reprendre la ville natale de Jean Jaurès

La volonté du fondateur des Laboratoires Fabre de « vivre et travailler » à Castres, sa ville natale, est contrariée par l'isolement de la cité. Pourtant, l'industriel ne prend pas parti dans la bataille municipale qui oppose le maire sortant (RPR), Jacques Limouzy, à un jeune candidat du PS, Arnaud Mandement.

### CASTRES

*de notre envoyé spécial*  
Au pied de la montagne Noire et des derniers chaînons des Cévennes, l'isolement peut être splendide. Il n'en est pas moins un handicap pour Castres, sous-préfecture de 50 000 âmes, qui doit désormais se résigner à rester à l'écart des « axes stratégiques ». Cela ne gêne pas le maire (RPR), Jacques Limouzy, plutôt méfiant vis-à-vis des autoroutes qui « vous pampent les villes moyennes ». Il n'en fit d'ailleurs jamais sa priorité, même lorsqu'il fut au gouvernement, de 1969 à 1974 et de 1978 à 1981.

Les fonctions passées de M. Limouzy, son ascension rapide – il fut élu député en 1967 avant d'entrer au conseil général en 1970 et de prendre la mairie en 1971 – comme sa traversée du désert – balayé par la vague rose de 1977, il ne retrouva son siège de maire qu'en 1989 – ont fait de lui un « animal politique ». Pour éviter une première aventureuse, il a placé en position de premier adjoint Michel Montsarrat, un chirurgien de quarante-six ans, qui, en 1989, dirigeait une liste concurrente « indépendante » et, après une alliance entre les deux tours avait, déjà, décroché la fonction de premier adjoint. Mais, en 1992, il avait été privé de ses délégations pour avoir contesté certains choix du maire. Malgré cela, les deux hommes ont à nouveau fait alliance. Celle-ci n'empêche pas un socialiste de trente-quatre ans, Arnaud Mandement, d'espérer une

alternance dans la ville natale de Jean Jaurès.

Les problèmes économiques ne sont pas absents du débat. Mais ce n'est pas à la mairie qu'il faut rechercher les vrais « décideurs ». Ce sont les Laboratoires Pierre Fabre qui détiennent aujourd'hui le pouvoir socio-économique à Castres. Leur président, Pierre Fabre, peut-il, pour autant, être considéré comme un faiseur de maire ? Si l'envisage en venant, il disposerait à l'évidence de sérieux atouts. D'un côté, il a été le camarade d'école de Jacques Limouzy, qui, de 1987 à 1989, avant son retour à la mairie, a assuré la présidence de la compagnie Uni-Air international, créée par Pierre Fabre et son ami disparu Jean-Baptiste Doumeng... D'un autre côté, le très réservé M. Fabre entretient d'excellents rapports avec le président, socialiste, du conseil général, comme avec Paul Quilès, député du Tarn, et a récemment souhaité déjeuner en tête à tête avec Arnaud Mandement.

### ROYAUME D'OVALE

Au cœur du royaume d'Ovalle, personne ne peut ignorer que le groupe Pierre Fabre est l'un des principaux sponsors du Castres olympique ; ni que, depuis 1988, Pierre-Yves Revol, « directeur de cabinet » de M. Fabre assure la présidence du club de rugby. Plus qu'un appât de domination, c'est un profond attachement à ses racines qui paraît sous-tendre la volonté de Pierre Fabre de « vivre et travailler au pays ». Il a, pourtant, parfois le sentiment de n'être pas

suffisamment compris ou aidé. Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Tarn Infos* du 29 septembre 1994 (dont il est le propriétaire et auquel ses salariés sont abonnés), Pierre Fabre ne ménageait pas ses critiques : « Dans cette ville et dans cette région, nous vivons en autarcie presque totale. (...) Castres, c'est une ville abandonnée. (...) On nous laisse complètement enclavés, isolés. (...) Les responsables locaux, politiques, institutionnels paraissent n'être en rien préoccupés par les difficultés de l'entreprise à vivre dans son pays. »

Ces propos vifs ne doivent cependant pas être interprétés comme une déclaration de guerre. Car si M. Revol, qui, en 1989, avait été nommé par M. Limouzy adjoint aux affaires économiques et à la communication, ne se représente pas aux élections, un autre collaborateur privilégié du groupe entre simultanément dans le « pack » limouzyiste en la personne de Gérard Chollet, ancien pilier de l'équipe de France de rugby.

Robert Belleret

## La division des socialistes à Niort pourrait leur faire perdre la mairie

Arrivée en tête à l'issue du premier tour, Ségolène Royal, ancien ministre de l'environnement, affronte, outre le candidat de la droite, le maire sortant (PS) Bernard Bellec, qui n'a pas voulu se désister

### NIORT

*de notre correspondant*  
Le second tour des élections municipales à Niort donnera lieu à une triangulaire entre la liste de droite, conduite par le socioprofessionnel Jean Pillot, et les deux listes de gauche dirigées respectivement par Bernard Bellec, maire socialiste sortant, et Ségolène Royal, ancien ministre de l'environnement de François Mitterrand. Cette situation est la conséquence du faible écart qui séparait les trois protagonistes au soir du premier tour. M<sup>me</sup> Royal, arrivée en tête avec 32,3 %, – devançant le maire sortant (31,9 %) et la liste de libéraux (29,5 %) –, n'a pas caché son « heureuse surprise ». Non seulement elle remportait la primauté qui l'opposait à gauche à Bernard Bellec, mais, en plus, elle devançait le candidat de la droite, réduite à la portion congrue. Moins de 30 % des voix, c'est en effet un score minimum dans une ville qui, le 7 mai, a donné 46 % des suffrages à Jacques Chirac.

La déception a aussi été rude chez le maire, qui n'a pas bénéficié

de la prime au sortant bien qu'il ait fondé sa campagne sur son bilan municipal. Bernard Bellec et ses colistiers ont malgré tout décidé de se maintenir au second tour. De son duel perdu avec Ségolène Royal, le maire n'a retenu que la minceur de l'écart (106 voix) qui le sépare de sa concurrente socialiste. Il dit en effet représenter la « légitimité » à Niort. C'est pourquoi il a lancé un appel au rassemblement autour de sa personne et des idées qu'il défend.

### DE NOMBREUX COUPS BAS

Cet argument, ajouté à la dureté d'une campagne marquée par de nombreux coups bas, a poussé la liste Bellec à jouer son va-tout. Un maintien qui porte en lui le risque de la défaite de la gauche. Le Parti communiste, dont les représentants figurent sur la liste de M. Bellec, en est conscient. Mais ses efforts en début de semaine pour parvenir « à la constitution d'une liste de rassemblement » n'ont pu aboutir.

M<sup>me</sup> Royal, qui rappelle qu'elle a été investie par les instances natio-

nales du PS, espérait que la « discipline » jouerait en sa faveur et que l'union se ferait autour d'elle. Une idée repoussée par M. Bellec. Le maire sortant et ses colistiers ont considéré « d'unanimité » que « les conditions posées à l'union avec Ségolène Royal étaient inacceptables ».

Pour Jean Pillot, ce combat à trois représente un cas de figure intéressant. Des voix de droite lui ont manqué, comme elles avaient fait défaut il y a six ans. Le chef de file de la droite bénéficie de circonstances atténuantes. Il a dû remplacer au pied levé Jacques Brossard, député de Niort, considéré par la droite comme son « candidat naturel ». Il est vrai aussi qu'à Niort les deux dernières élections municipales, marquées par un fort taux d'abstention, ont mobilisé davantage l'électorat de gauche. C'est sur ces abstentionnistes et sur la récupération des voix de droite, qui ont arbitré le duel Royal-Bellec, que M. Pillot devra compter lors du second tour.

Alain Tissot

## Laisser-aller

LA « GOURMANDISE » est un vilain défaut. Andréa Gissler, quarante-six ans, est gourmande de vie. Début juin, elle a reçu, chez elle à Laxou, dans la banlieue de Nancy, la visite d'un homme se présentant comme un producteur de gelée royale, qui lui a vanté les exceptionnelles qualités de son produit. Elle a cru signer un bon de commande. Elle venait de s'inscrire sur une liste de candidats du Front national.

L'Agence France Presse raconte que, révoltée par cette supercherie, la vieille dame a décidé de porter plainte contre le parti d'extrême droite pour « abus de faiblesse », un délit passible de peines pouvant aller jusqu'à trois ans d'emprisonnement et 2,5 millions de francs d'amende.

Même Jean-Marie Le Pen, qui a avoué, jeudi 15 juin à Toulon, ses ruses à procéder à « un examen de conscience » pour savoir « s'ils n'avaient fait assez » pendant la campagne, a dû trouver que là, c'était un peu trop.

Ce genre d'incident n'est toutefois pas de nature à écorner son image. Depuis les résultats obtenus au premier tour, il fait le miel de tous les appels à la mobilisation contre lui. Dans la seule urnée de jeudi, la Ligue des droits de l'homme à Paris, François Léonard à Toulon, Bernard Kouchner, Bernard Henri-Lévy, Michel Tournier, Marie-Christine Blandin, résidente (Verts) de la région Nord-Pas-de-Calais, auto-dépêchés à Vitrolles, promue capitale des municipales, ont pris leur tour de garde contre le péril d'extrême droite.

La culture, c'est ce qui reste quand on a voulu oublier le Front national. A Nice, Jacques Peyrat, ancien membre du FN arrivé en tête au premier tour, n'aime guère se l'opposer à lui.

A Lucien Samak, président régional du Conseil représentatif des institutions juives de France (RIF), qui s'est permis d'appeler à voter pour le maire sortant RPR, Jacques Peyrat a rétorqué : « Il est toujours dangereux de choisir, car on le candidat qui réussit, il est probable qu'il se souviendra du choix qu'il a fait ».

A la veille du second tour, il devient bien difficile de ne pas se laisser aller. On fait les fonds de tiroirs. Comme à Saint-Etienne où le maire sortant, Michel Thiollère (UDF), a besoin de toutes les voix contre une gauche unifiée, et surtout de celles, nombreuses, des amis des bêtes. Dans son contrat de gestion municipale, il suggère la création d'un corps de police montée et l'ouverture « de petites structures d'accueil pour les animaux abandonnés ». A Saint-Etienne toujours, le même candidat dénonce « l'attelage », contre lui, « d'un VPR du Parti socialiste et d'un ancien membre du comité central du Parti communiste ». Richard Cazenave (RPR) espère faire trembler le bourgeois grenoblois en prédisant, en cas d'élection de son adversaire socialiste, « le retour des assemblées générales permanentes de mai 1968 ».

On mélange les genres. La tribune de l'Assemblée nationale est devenue, mercredi, le marché de Brive-la-Gaillarde. Les députés de la majorité, candidats aux municipales, n'ont pas hésité à profiter de la séance télévisée des questions au gouvernement pour s'enquérir, gravement, de ces enjeux nationaux que sont la fermeture du centre technique Belin à Châteauneuf-Thierry, l'avenir des filières industrielles de Vienne ou le renforcement des forces de police à Béziers.

On mange les coquilles. A Champigny, dans le Val-de-Marne, la commune de résidence de Georges Marchais, des membres de la liste socialiste présente au premier tour appellent, au mépris des intérêts supérieurs de la gauche, à voter pour le candidat RPR contre le maire sortant communiste. A Aurillac, au cœur du Cantal conservateur, la droite abandonne la partie, en dépit des injonctions des instances nationales du RPR, et laisse deux candidats de gauche s'affronter seuls au deuxième tour. On essaie de se refaire en urgence une morale. A Metz, Jean-Marie Rausch, sénateur et maire sortant, a annoncé qu'il ne votera pas, en l'état, le projet de loi d'amnistie qui « encourage l'incivisme ». Heureusement pour M. Rausch, ses électeurs semblent, eux, déterminés, à lui voter, une fois de plus, l'amnistie de ses écarts politiques passés.

Résumé de nos correspondants



## Combien de vos électeurs ont-ils voté pour elle ?

En avril, la route a tué 653 personnes. Pour le septième mois consécutif, on assiste à un accroissement du nombre de morts par accidents. Cette situation, malgré les efforts considérables de sensibilisation, montre bien que les conducteurs ne sont pas seuls responsables. Un récent sondage IFOP révèle que pour 82 % des français, l'état des routes et plus spécifiquement de la signalisation joue un rôle prépondérant dans l'accroissement de l'insécurité routière. En corollaire, ils sont

93 % à penser que cette situation relève directement de la responsabilité des élus locaux. Messieurs les élus, à vous de prendre vos responsabilités ! Mieux informer, mieux entretenir, mieux orienter, mieux protéger... c'est possible. A condition de le vouloir et de consacrer à la route tous les moyens dont elle a besoin. Voilà une mission civique noble dont vous saurez, nous en sommes sûrs, vous acquitter. Avec passion. Avec responsabilité. Avec détermination.



Syndicat des Equipements de la Route



# Le maintien des candidats du FN entraîne de nombreuses triangulaires

Une centaine de villes de plus de 30 000 habitants verront trois listes s'affronter le 18 juin. Dans plus de quatre-vingts cas, des candidats des partis démocratiques combattront des listes d'extrême droite. Des élections à quatre auront aussi lieu dans plus de vingt villes

Dans les villes de plus de 30 000 habitants où le Front national a obtenu au premier tour des élections municipales, dimanche 11 juin, plus de 10 % des suffrages exprimés, le maintien des listes lénistes en-

traînera plus de quatre-vingts triangulaires et plus de vingt quadrangulaires lors du second tour, dimanche 18 juin. Parmi ces cités, dix-sept villes de plus de 100 000 habitants, dont Paris, Lyon et Marseille,

seront le siège de ces triangulaires. Pour tenter de barrer la route au FN, plusieurs candidats de gauche se sont retirés, laissant le champ libre à des candidats de la droite démocratique. En revanche, seule

Mulhouse verra une fusion entre une liste de droite et celle du maire sortant socialiste. Dans vingt-quatre villes de plus de 30 000 habitants, une triangulaire sera organisée en dehors de la présence du FN, et

des quadrangulaires de ce type auront lieu dans quatre villes. Dans des plus petites communes, le RPR exclut de ses rangs des candidats qui avaient accueilli des socialistes issus de l'extrême droite.

SES RÉSULTATS du premier tour permettaient au Front national (FN) de maintenir ses candidats dans une centaine de villes de plus de 30 000 habitants. Le parti léniste n'a pas manqué cette occasion : presque tous ses candidats sont restés en lice, ce qui entraîne un nombre très élevé de triangulaires et de quadrangulaires. Au total, près de 80 villes (dont Lyon, Marseille et Paris) verront les listes du FN participer à des triangulaires. L'écrasante majorité d'entre elles relève d'une configuration classique : gauche-droite-FN. Plus de 20 villes de plus de 30 000 habitants seront le siège d'affrontements quadrangulaires. Compte tenu des retraits et des fusions, un seul affrontement à cinq devrait avoir lieu, à Hyères, dans le Var, où seront aux prises des listes FN, RPR, UDF, divers gauche et PS.

Parmi les candidats des partis démocratiques, une bonne vingtaine se sont retirés, ou ont fusionné avec une liste du même camp mieux placée. C'est d'ailleurs la présence des lénistes qui conduit, souvent, des listes susceptibles de se maintenir à se retirer ou à fusionner. A Dreux, les

deux candidats de gauche se sont sacrifiés pour faire barrage au FN. A Marignane, le candidat de l'union de la gauche fait de même. Néanmoins le cas de Mulhouse, où une liste UDF a fusionné avec une liste de gauche, face au risque que le FN ne s'empare de la mairie, reste une exception.

A gauche, la discipline républicaine joue dans les deux sens. En Ile-de-France par exemple, à Aulnay-sous-Bois et Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), à Champigny et Chelles-Le-Roi (Val-de-Marne), la tête de liste communiste accueille des socialistes dévancés au premier tour. Parmi les fusions à droite, la plus surprenante est peut-être l'accord conclu entre le maire François Gaudier (CDS) et son concurrent du premier tour Michel Guez (PR dissident).

Les résultats du second tour sont particulièrement incertains : triangulaires et quadrangulaires battent en brèche la logique majoritaire, puisqu'il suffit à une liste de recueillir un peu plus du tiers, voire du quart des voix (en cas de quadrangulaire) pour avoir le plus grand nombre de sièges. Autre incertitude : le comportement des

électeurs du FN. On sait que la composante « protestataire » du vote Front national est très importante. Il n'est donc pas impossible que certains électeurs — par exemple dans les quartiers populaires qui votaient auparavant PCF ou PS — rejoignent leur famille politique d'origine. Ceux-ci peuvent estimer que leur coup de semonce du premier tour a produit ses effets. Si ce phénomène ne survient pas, cela signifiera que la présence du FN dans le paysage politique témoigne d'une adhésion véritable aux idées d'extrême droite.

Enfin, la multiplication des triangulaires et quadrangulaires rend plus hasardeux le « troisième tour » des municipales, à savoir l'élection du maire. Le 18 juin, en effet, ne seront choisis que les conseils municipaux. Les maires seront élus plus tard. Or des coalitions surprenantes, voire contraires, peuvent se constituer. En somme, rien ne garantit, dans bien des cas, que la tête de liste majoritaire en nombre de sièges sera élue d'office premier magistrat de la ville.

Jean-Louis Andréani

## Dans vingt-huit villes, trois listes au moins s'affronteront sans l'extrême droite

LES TRIANGULAIRES sont souvent affaire de duel entre ex-alliés, et il n'est nul besoin de la présence du FN pour attiser les rancœurs à l'approche du second tour des municipales. A Tours, la tension monte entre le maire, Jean Royer (div. d.), et un ancien premier adjoint, Michel Trocho, désormais dissident RPR. M. Royer rappelle qu'il est seul à avoir reçu l'investiture officielle de la droite : tous les membres du RPR tentés par la liste de M. Trochu ne pouvaient que s'exclure d'eux-mêmes du mouvement.

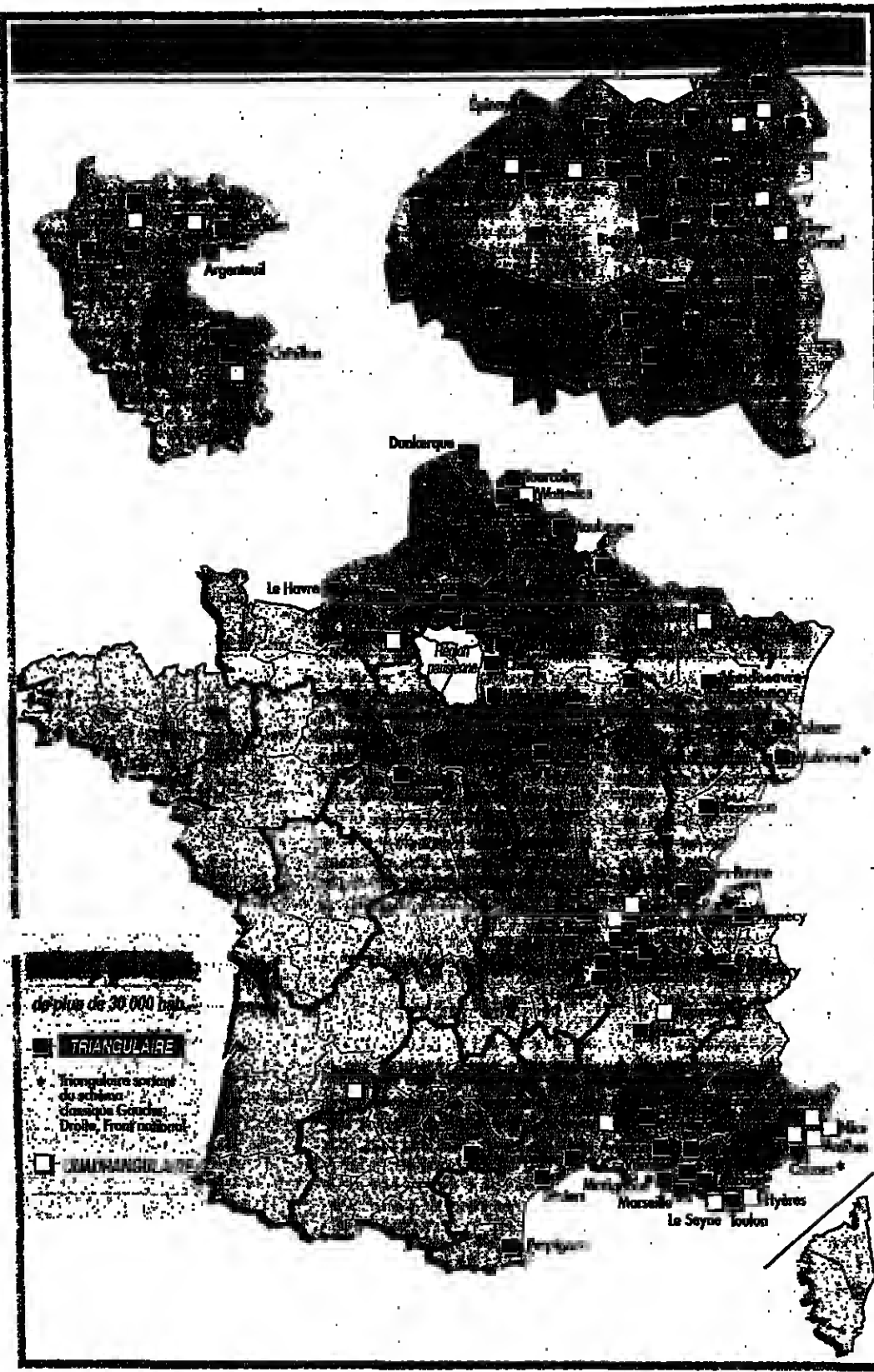
Seules vingt-quatre villes de plus de 30 000 habitants verront s'affronter trois listes en dehors de toute candidature du FN. La gauche, elle, n'est pas parvenue à s'entendre dans cinq d'entre elles. Il s'agit de Sète, de Saint-Martin-d'Hères, de Boulogne-sur-Mer, d'Ivry où le PS croise le fer avec le PC, et de Nîmes, où s'illustreront tristement les socialistes. A Nancy, Françoise Hervé a créé la surprise face à l'ancien ministre André Rossignol (UDF-rad). Cette dame politiquement inclassable s'était illustrée par sa lutte pour la sauvegarde du patrimoine de Nancy.

Un dissident RPR vient défier l'union de la droite à Levallois-Perret, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris et à Brive-la-Gallarde face au maire Jean Charbonnel (div. d.). A Narbonne, le maire Hubert Mouly (div. d.) essuie l'assaut du député Alain Madalle (RPR). Dans

l'Aude, à Carcassonne, c'est l'inverse : Jacques Albar (CDS) s'en prend à Raymond Chéa (RPR). A Boulogne-Billancourt s'affrontent deux sénateurs de poids, l'UDF Jean-Pierre Fourcade et le RPR Paul Graziani. Ces deux partis s'opposent aussi à Courbevoie. A Sartrouville, l'inclassable maire Laurent Wetzl rencontre le candidat de la droite, Pierre Fond (RPR).

Ce sont plutôt des étiquettes diverses droite qui viennent troubler le jeu face à Robert Poullet (RPR) à Dijon, ou face au maire bonapartiste d'Alajaccio. Le cas de figure est semblable à La Ciotat, Arras, Anglet, Vincennes, et Bayonne. Dans cette commune, le premier adjoint, Jean Domergue (UDF-PR), tente de mettre fin à la dynastie des Greot. A Thioville, deux challengers, un RPR et un divers droite, essaient de déloger le maire communiste. Deux candidats de droite tentent la même opération avec Edith Cresson à Châtelleraut. Les électeurs devront en outre départager quatre listes dans quatre villes. Droite et gauche présentent chacune deux candidats à Antony, à Alès, où le candidat du FN s'est retiré, ainsi qu'à Poissy, où le communiste s'est pourtant abstenu. A Grasse, l'union de la gauche se trouve face à trois listes de droite.

Martine Valo



## Le RPR a commencé à exclure tous les candidats engagés aux côtés des partisans de M. Le Pen

COMME PROMIS, le RPR a fait le ménage dans ses rangs, dans les quelques communes où certains de ses militants ont passé des accords en bonne et due forme avec des représentants du Front national. Selon les informations apportées, jeudi 15 juin, par le secrétaire général du mouvement, Jean-François Mancel, neuf militants du RPR, qui cohabitaient sur une liste à Vallauris (Alpes-Maritimes) avec dix-sept membres du FN, ont été exclus. Une sanction identique a été prise à Condé-sur-Escaut (Nord) où dix-sept autres militants lénistes figuraient sur une liste RPR. Cinq autres membres du mouvement néogaulliste, qui apparaissent sur la liste conduite, à Nice, par Jacques Peyrat, ont aussi été exclus.

Evoquant d'autres cas d'alliances, débusqués le plus souvent grâce à la presse, M. Mancel a précisé, en revanche, qu'à La Vallette-du-Var, les trois candidats étiquetés RPR sur la liste UDF, où figurent quatre membres du FN,

ne sont « pas adhérents » du mouvement néogaulliste. De même à Cernay (Haut-Rhin), le militant du RPR figurant sur une liste avec des membres du FN n'est « plus à jour de cotisation ». A Saint-Gilles-Jard, un autre militant repéré sur la liste conduite par Charles de Chambrun (ex-FN) a été exclu il y a cinq ans.

Le secrétaire général du RPR n'a pas été en mesure d'apporter de précisions sur le cas de Roquebrune-sur-Argens (Var) où deux adhérents seraient présents sur la liste du FN. Il n'a pas évoqué les cas de Fos (Val-d'Oise), où le RPR a retiré son investiture à la liste d'union de la majorité qui comporte deux membres du FN, ni celui de Lunel (Hérault) où six RPR côtoient six FN sur une liste

de droite. D'autres situations apparemment suspectes, notamment à Ammonay (Ardèche) et à Aubusson (Creuse), continuaient, jeudi soir, de faire l'objet de vérifications de la part de la direction du RPR. Enfin, toujours au chapitre des exclusions, un adhérent de Creil (Oise) a été sanctionné, mais cette fois pour avoir appelé à voter en faveur du maire sortant, Jean Aociant (PS), plutôt que pour le député (RPR) Ernest Chénier.

CONTRE NATURE Du côté de l'UDF, une procédure d'exclusion a été engagée contre un membre des clubs Perspectives et Réalités, Claude Rolland, dont la liste, à La Vallette-du-Var, a fusionné avec celle des

amis de M. Le Pen. D'une manière générale, on regrette toutefois au RPR que les responsables nationaux de l'UDF, souvent occupés par leur propre campagne du second tour, n'aient pas fait preuve de la même vigilance pour prévenir les accords contre-nature.

Le président du Front national espérait cependant que les candidats de droite seraient plus nombreux à passer outre les consignes nationales. « C'est le RPR et l'UDF qui prennent, seuls, la responsabilité de faire dire des socialistes et des communistes qui auraient dû être battus », a affirmé Jean-Marie Le Pen, lors d'une conférence de presse, jeudi à Lyon.

Pour mieux semer la zizanie au sein de la majorité, il a complété la liste des villes — Clermont-Ferrand, Caen, Arles, Bourges, Grenoble — où il appelle les électeurs à battre la gauche. A Tours, a-t-il précisé, il s'agit « d'assurer la victoire de Jean Royer », député (RI) et maire sortant.

Mais M. Le Pen n'aime pas que l'on déroge à la règle qu'il a fixée, à savoir le maintien au second tour de toutes les listes du FN. Pour avoir retiré sa liste afin de mieux faire face « au danger du retour des communistes », le responsable local du Front national à Alès (Gard) fait lui-même l'objet d'une procédure d'exclusion.

Ch. Ch. et J.-L. S.

### PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Extrait des Minutes du Greffe de la Cour d'Appel de Versailles.

Par arrêt en date du 18/07/1993, devenu définitif, la 9<sup>ème</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Versailles a condamné M. CAREH, Patrick, demeurant 18, Rue Gerbert à Paris 15<sup>ème</sup>, Président de la Banque HERVET dont le siège est à Neuilly sur Seine 127 Avenue Charles de Gaulle, civilement responsable, à la peine de 100.000 F d'amende, pour publicité par voie d'affichage sur la voie publique de nature à induire en erreur, fait commis courant 1992 à Neuilly sur Seine.

A interdire la publication par extrait de l'arrêt dans les journaux Le Monde, Le Figaro et Libération.

Le Greffier en Chef.

Extrait des Minutes du Greffe de la Cour d'Appel de Paris.

Par arrêt de la 9<sup>ème</sup> Chambre (section A) de la Cour d'Appel de Paris du 21 Mars 1995, M. ALOUIN Jean-Pierre, né le 26/01/1943 à Moret (29), demeurant 74, Boulevard Hébert 95400 ST MALO, a été condamné à 15 mois d'emprisonnement avec sursis et à 100.000 F d'amende ainsi qu'au paiement des impôts directs frauduleux pour soustraction frauduleuse à l'impôt sur le revenu du au titre des années 1986 et 1987 par dissimulation de sommes, délit commis de 1987 à 1988 à Paris, Art 749 et suivants du code de procédure pénale et les Art 1741 A1 et 3, 1750 du code général des impôts. La Cour n. en outre ordonné, aux frais du condamné : la publication de cet arrêt, par extrait au Journal Officiel et dans les journaux Ouest France et le Monde, l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune où réside le condamné. Pour extrait conforme délivré à Mr le Procureur Général sur sa réquisition. P/L. GREFFIER EN CHEF.

La bourse en direct 36 15 LEMONDE

### PUBLICATION JUDICIAIRE

« Par jugement rendu le 16 février 1995 par le tribunal de Paris (17<sup>e</sup> chambre correctionnelle) M. CLAUDE DURAND, directeur de publication des Editions Arthème Fayard, et M. JACQUES DEROGY ont été déclarés coupables du délit de diffamation publique envers un fonctionnaire ou citoyen chargé d'un service public, en l'espèce M. YVAN PAUL VALENTI, à la suite de l'ouvrage intitulé : « ENQUÊTE SUR LES RIPOUX DE LA CÔTE », et condamnés chacun à une peine d'amende de 8 000 francs et au paiement de dommages et intérêts. »

**REUSSIR**  
AVANT LE BAC  
TERMINALE ES  
Orientée HEC ou Sciences-Po  
REVISION BAC  
Toutes matières, toutes séries  
SÉRIE - VISA  
APRÈS LE BAC  
HEC - SCIENCES-PO  
Stages Intensifs et Classes préparatoires  
MATH SUP et SPÉ  
Stages Intensifs et Math Spé P  
MEDECINE-PHARMACIE  
Pré-rentre et soutien annuel  
DROIT - Sciences ECO  
Pré-rentre et soutien annuel  
LICENCE-MATRISE  
HEC - ESCP / ESSEC  
SCIENCES-PO / CITA  
MEILLEURS RESULTATS  
NATIONAUX  
ipesup prepasup  
43.25.63.30 3615 IPESUP  
PUBLICATIONS JUDICIAIRES ET LEGALES

Tout le cinéma 36 15 LEMONDE

## Le PS espère... de Paris

Gauche et droite

Le PS espère... de Paris. Le parti socialiste a obtenu au premier tour des élections municipales, dimanche 11 juin, plus de 10 % des suffrages exprimés dans la capitale. Cette victoire, qui permet au PS de maintenir ses candidats dans la capitale, est une bonne nouvelle pour le parti socialiste. Le PS espère que cette victoire lui permettra de gagner la mairie de Paris au second tour. Le parti socialiste a obtenu au premier tour des élections municipales, dimanche 11 juin, plus de 10 % des suffrages exprimés dans la capitale. Cette victoire, qui permet au PS de maintenir ses candidats dans la capitale, est une bonne nouvelle pour le parti socialiste. Le PS espère que cette victoire lui permettra de gagner la mairie de Paris au second tour.

## D'abstentionnistes au premier tour

triangulaire qui se déroulera dimanche 18 juin dans la capitale. Elle opposera Jean-Marie Le Pen, député et maire de Paris, à Michel Charrel, PS. M. Charrel a obtenu au premier tour des élections municipales, dimanche 11 juin, plus de 10 % des suffrages exprimés dans la capitale. Cette victoire, qui permet au PS de maintenir ses candidats dans la capitale, est une bonne nouvelle pour le parti socialiste. Le PS espère que cette victoire lui permettra de gagner la mairie de Paris au second tour.

grandes villes. Plus encore qu'à Paris, le parti socialiste a obtenu au premier tour des élections municipales, dimanche 11 juin, plus de 10 % des suffrages exprimés dans la capitale. Cette victoire, qui permet au PS de maintenir ses candidats dans la capitale, est une bonne nouvelle pour le parti socialiste. Le PS espère que cette victoire lui permettra de gagner la mairie de Paris au second tour.

Le parti socialiste a obtenu au premier tour des élections municipales, dimanche 11 juin, plus de 10 % des suffrages exprimés dans la capitale. Cette victoire, qui permet au PS de maintenir ses candidats dans la capitale, est une bonne nouvelle pour le parti socialiste. Le PS espère que cette victoire lui permettra de gagner la mairie de Paris au second tour.

Le parti socialiste a obtenu au premier tour des élections municipales, dimanche 11 juin, plus de 10 % des suffrages exprimés dans la capitale. Cette victoire, qui permet au PS de maintenir ses candidats dans la capitale, est une bonne nouvelle pour le parti socialiste. Le PS espère que cette victoire lui permettra de gagner la mairie de Paris au second tour.

Le parti socialiste a obtenu au premier tour des élections municipales, dimanche 11 juin, plus de 10 % des suffrages exprimés dans la capitale. Cette victoire, qui permet au PS de maintenir ses candidats dans la capitale, est une bonne nouvelle pour le parti socialiste. Le PS espère que cette victoire lui permettra de gagner la mairie de Paris au second tour.

Le parti socialiste a obtenu au premier tour des élections municipales, dimanche 11 juin, plus de 10 % des suffrages exprimés dans la capitale. Cette victoire, qui permet au PS de maintenir ses candidats dans la capitale, est une bonne nouvelle pour le parti socialiste. Le PS espère que cette victoire lui permettra de gagner la mairie de Paris au second tour.

Le parti socialiste a obtenu au premier tour des élections municipales, dimanche 11 juin, plus de 10 % des suffrages exprimés dans la capitale. Cette victoire, qui permet au PS de maintenir ses candidats dans la capitale, est une bonne nouvelle pour le parti socialiste. Le PS espère que cette victoire lui permettra de gagner la mairie de Paris au second tour.

الطريق إلى النجاح



## Le PS espère arracher le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris à Didier Bariani

Gauche et droite s'opposent sur l'urbanisme de ce quartier symbole

A la tête d'une liste d'union de la gauche, le socialiste Michel Charzat espère arracher à Didier Bariani (UDF-rad.) la mairie du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris, lors du second tour, dimanche 18 juin. L'urbanisme de ce quartier symbole du vieux Paris ouvrier - lieu des brassages sociaux

« CE SERA LA FÊTE dimanche soir, place Gambetta » : pour leur avant-dernier soir de campagne, Robert Badinter, a offert aux électeurs de gauche du 20<sup>e</sup> arrondissement de la capitale, jeudi 15 juin, un de ces moments d'éloquence où alternent les traits d'humour et les évocations qui font affleurer les larmes au bord des paupières. Quelque cinq cents personnes, émuës et attentives, étaient entassées sous le préau d'une école pour l'entendre célébrer l'histoire de cet arrondissement : « C'est ici, quelquefois aussi dans le sang, que le vingtième a scellé son alliance pour toujours entre la liberté et Paris ». Auparavant, à propos de la majorité municipale, l'ancien président du conseil constitutionnel avait ironisé en évoquant le grand chelem : « Vingt sur vingt, c'est la note des excellents élèves, mais aussi la note d'une razzia sur la ville ».

De Belleville à Charonne, du Père Lachaise à la Porte de Bagnolet, les distributions de tracts, les visites dans les immeubles et chez les commerçants, les prises de parole diverses se multiplient dans cet arrondissement de la capitale, qui est devenu le symbole de l'échec possible du grand chelem espéré par Jean Tiberi. Le contraste est étonnant entre Michel Charzat - qui conduit la liste « Paris s'éveille » et révèle déjà les premières mesures qu'il prendra s'il est élu - et Didier Bariani, maire (UDF) sortant qui, même entouré d'un arc-en-ciel d'élus et de ministres semble déjà résigné à sa défaite.

« Dès les premières semaines, je m'engage à mettre en œuvre trois

brassages sociaux et des tirs parisiens. Les rues y portent le nom des communistes, mais aussi d'Edith Piaf et de Maurice Chevalier. Et c'est justement sur cette place dédiée au chanteur « parigot » que les cinéastes viennent tourner en décor naturel. Jeudi, l'acteur Lambert Wilson s'y mariait pour les besoins d'un téléfilm.

« PLUS JAMAIS ÇA ! »

De son passé communiste, le vingtième a longtemps gardé une tradition de gauche et porté au conseil de Paris des élus communistes. Abritant une population ouvrière, il était aussi le lieu de tous les accueils. Après les Auvergnats et les Berrichons, les Arméniens, les Juifs d'Europe centrale, puis d'Algérie, et ensuite les Kabyles et les Asiatiques y ont trouvé leurs premiers refuges.

Ce n'est que récemment que la sociologie de l'arrondissement s'est sensiblement modifiée. Entre 1982 et 1990, la part des cadres supérieurs y est passée de 13,7 % de la population à 20,3 %, alors que celle des ouvriers tombait de 25,3 % à 20,5 %. Du coup, la droite a délogé la gauche.

« Cet arrondissement, qui est très mal desservi par les transports en commun, est devenu un arrondissement d'ortoir. Les petits ateliers ont disparu, les destructions ont été importantes », se plaint un vieil habitant. Ces dernières années, la crise est venue aggraver ce que l'urbanisme avait bousculé. Les quelques passants qui croisaient, jeudi matin, Jean Tiberi et Didier Bariani se plaignaient de l'insécurité et du vandalisme qui règnent dans ces

états cloûés aux fenêtres de cet hôtel meublé et délabré où vivent une trentaine de personnes, dont douze enfants. « Nous payons 1 500 francs par mois et par lit, alors qu'il y a des rats et de la saleté », témoignait une habitante. Au même moment, à une cinquantaine de mètres de là, Didier Bariani poursuivait sa campagne dans un café du boulevard de Belleville, entourés de quelques partisans. Les deux groupes ne se sont pas rencontrés.

UNE VIE ASSOCIATIVE INFLUENTE

« Il y a le mépris qu'il a montré pour ses administrés et les erreurs des opérations d'urbanisme », note un habitant. Sans nul doute, Didier Bariani n'a pas bien géré la modernisation de son arrondissement. En ne suivant pas d'assez près l'élaboration des grandes opérations d'urbanisme, comme la ZAC des Amandiers ou de celle du bas-Belleville, il a laissé se développer une vie associative importante et influente avec laquelle il n'a pas négocié à temps.

On lui reproche notamment de ne pas avoir réuni les Comités d'Initiative et de Consultation d'arrondissement (CICA). Des militants pugnaces s'y sont dépensés pour sauvegarder leur cadre de vie et l'idée qu'ils se faisaient de ces quartiers. Et ils ont obtenu gain de cause : dans le cadre de l'enquête publique de l'opération Ramponneau-Belleville, le commissaire-enquêteur a prescrit le relogement sur place des habitants, un accompagnement social de l'opération et la préservation de La Forge, un ensemble d'ateliers d'artistes.

Le socialiste Michel Charzat s'est habilement engouffré dans ce vide politique. Il y a maintenant plus de dix-huit mois qu'il a concédé son plan de campagne, qui reposait essentiellement sur la consultation des habitants et la collaboration avec les associations : il en a inscrit de nombreux représentants sur sa liste. Les résultats du 18 juin diront si cette tactique était la bonne.

Françoise Chirot

## M. Le Pen répond à l'épiscopat qui dénonce le racisme

JEAN-MARIE LE PEN, venu, jeudi 15 juin, à Toulon, soutenir Jean-Marie Le Chevalier, candidat du Front national, a saisi cette occasion pour répondre à l'épiscopat français, qui, par la voix notamment de Mgr Duval ou de Mgr Panafieu, a mis en garde contre le racisme. De quel se mêle donc Mgr Duval, « quand il demande à ses ouailles de bien vouloir penser aux étrangers » ? s'est interrogé M. Le Pen, faisant référence à la campagne ecclésiastique lancée il y a quelques jours sur le thème « Accueillir l'étranger ».

« Le devoir de charité n'exclut pas une hiérarchie entre ceux qui ont plus de droits que d'autres », a martelé M. Le Pen, avant de conclure : « Le danger est grand quand on en appelle aux porte-parole de la religion. » - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **ESSAIS** : Corinne Lepage, ministre de l'environnement, a mis un terme, jeudi 15 juin, à une rumeur de démission qui courait après l'annonce de la reprise des essais nucléaires. « Non, je ne démissionnerai pas. La décision du président n'est pas une surprise, car il en avait parlé avant son élection. De toute façon, on y mettra un terme en 1996. C'est le nucléaire à l'Est qui posera des problèmes », a-t-elle déclaré.

■ **FONCTIONNAIRES** : L'Union générale des fédérations de fonctionnaires CGT appelle à une journée d'action, jeudi 29 juin, date à laquelle le gouvernement et les syndicats « réformistes » (CFDT, CFTC, CGC et UNSA) doivent examiner la « clause de revoyure » d'un accord conclu en 1993. La CGT adopte ainsi une position identique à celle de Force ouvrière (Le Monde du 9 juin). Ces deux syndicats devraient être rejoints par la Fédération syndicale unitaire (FSU).

■ **LÉGISLATION** : Pierre Mazeaud (RPR), président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, a déposé, jeudi 15 juin, une proposition de loi visant à créer un office parlementaire d'évaluation de la législation (Le Monde du 23 mai). Selon M. Mazeaud, cette proposition de loi devrait être discutée au mois de juillet.

■ **NOUVELLE-CALÉDONIE** : Léopold Jorédié, président de la province nord de Nouvelle-Calédonie, a perdu, vendredi 16 juin, le siège de maire de Canala qu'il détenait depuis 1989, au profit d'un autre élu indépendantiste, Stéphane Kataoui. Membre de l'Union calédonienne, M. Jorédié a été battu par une coalition constituée d'une autre fraction, plus radicale, du FLNKS et d'élus anti-indépendantistes. - (Corresp.)

### 47 % d'abstentionnistes au premier tour

C'est une triangulaire qui se déroulera dimanche 18 juin dans le 20<sup>e</sup> arrondissement. Elle opposera Didier Bariani, député et maire (UDF) sortant, Michel Charzat, PS, tête de la liste « Paris s'éveille », et Martine Lehoucq, vice-présidente du Front national et conseillère régionale d'Île-de-France. Avec 37,44 % des suffrages, Didier Bariani se trouve en difficulté face à Michel Charzat qui est arrivé en tête au premier tour avec 40,30 % des voix. Le candidat socialiste est assuré des 5,73 % des voix recueillies par les écologistes qui ont fusionné sur sa liste. Il pourrait aussi bénéficier des quelque 5 % qui se sont portés sur l'extrême gauche. Au premier tour, le FN a remporté 11,44 % des voix, c'est-à-dire légèrement moins qu'en 1989, où Jean-Marie Le Pen, qui conduisait la liste, avait recueilli 15,58 % des voix. Il reste à savoir ce que feront les abstentionnistes (47,06 %) du premier tour.

mesures : des comités de quartier dans chacun des sept quartiers de l'arrondissement, la création d'un atelier local d'urbanisme, une concertation dans les Zones d'aménagement concertées (ZAC) pour réhabiliter ces quartiers et y vivre en harmonie », a assuré Michel Charzat lors de la réunion publique.

Il est vrai que l'urbanisme et la concertation avec les habitants sont au centre de cette bataille du vingtième. D'ailleurs, dans la matinée de jeudi, la visite de Jean Tiberi et de Didier Bariani, accompagnés d'Eric Raoult, ministre (RPR) chargé de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion, était consacrée à une sorte de comparaison entre le bon et du mauvais urbanisme. Jean-Louis Debré, qui devait assister à l'exercice, s'était décommandé pour cause de campagne dans le dix-huitième.

TRADITION DE GAUCHE

Au pied des immeubles de la villa Faucheur, vaste cité aux murs tristes et au cours en impasse, les représentants de la majorité municipale se sont d'abord déolés de cet urbanisme des années 60, « qu'il ne faut plus faire ». Un peu plus tard, ils se sont congratulés devant l'église de Charonne, une des plus vieilles de la capitale, en admirant les aménagements réalisés rue Saint-Blaise, par l'Office public d'aménagement et de construction (OPAC) de Paris. Dans cette voie pavée et légèrement sinuose, les maisons basses ont été restaurées et les jolis réverbères installés donnent des airs de vieux Paris.

Car, avec Montmartre et Belleville, cet arrondissement est un des plus symboliques de la capitale : c'est le lieu des souvenirs des grandes batailles ouvrières, des

grandes cités. « Plus jamais ça ! », lançait une jeune femme poussant un landau dans le bus de la rue Vitruve, au pied d'immenses barres de logements, dans les couloirs desquels les jeunes désœuvrés se livrent aux graffitis et vandaliages.

« La présence quotidienne n'est pas corrective des problèmes comme ceux de la tadicomie ou de l'urbanisme », affirme Didier Bariani, qui constate tristement la difficulté d'une présence soutenue dans cet arrondissement de 185 000 habitants, un des plus peuplés de la capitale.

Jean Tiberi, lui, a profité de cette visite pour mettre en valeur les difficultés que rencontre la capitale à gérer ces problèmes. « Paris n'est pas un havre où tout est riche et tranquille, Paris a besoin d'être aidé, d'être pris en compte », a-t-il affirmé pour souligner les besoins de la capitale en matière de politique de la ville et de police.

Le successeur de Jacques Chirac espère beaucoup de l'élection de Jean-Louis Debré dans le dix-huitième arrondissement : « Le fait que le ministre de l'Intérieur soit un élu de Paris aidera à cette prise de conscience des difficultés de la capitale », souhaite-t-il.

En attendant, certains militants se chargent de combattre ces difficultés. Comme ils le font régulièrement, ceux de la Coordination logement du 20<sup>e</sup> ont barré, jeudi en fin d'après-midi, la rue de Ménilmontant, au croisement du boulevard de Belleville. « Nous ne voulons pas vous déranger, mais seulement vous informer de la situation scandaleuse du West hotel », clamait, au milieu des embouteillages, un barbu blond dans un mégaphone. Au-dessus de lui, quelques têtes dépassaient des

Dans votre  
Agence France Télécom,  
le téléphone mobile

GSM Itineris<sup>®</sup>  
990 F T.T.C.

c'est à partir de

et c'est  
maintenant.



Et si vous communiquez  
avec les outils d'aujourd'hui ?

France Telecom

\* Conditions applicables si l'abonnement Itineris est souscrit  
au moment de l'achat du terminal.



## Quatre anciens ministres tentent un retour à l'Assemblée

Pierre Méhaignerie, Pascal Clément, Dominique Perben et Michel Giraud, qui étaient membres du gouvernement Balladur devraient retrouver un siège. Deux autres élections législatives partielles auront lieu dimanche 18 juin

Dimanche 18 juin, se dérouleront six élections législatives partielles. Dans des circonscriptions acquises à la majorité, elles devraient permettre à quatre anciens ministres d'Edouard Balladur de retrouver un siège de

député. Trois d'entre eux se représentent à la suite de la démission de leurs suppléants : Pierre Méhaignerie, ancien ministre de la justice, en Ile-et-Vilaine ; Pascal Clément, ancien ministre délégué aux relations avec l'As-

semblée nationale, dans la Loire ; Dominique Perben, ancien ministre des DOM-TOM, en Saône-et-Loire. Michel Giraud, ancien ministre du travail, se présente dans le Val-de-Marne à la suite du décès de Robert-André

Vivien. Deux autres partielles auront lieu le 18 juin, l'une en Corrèze après la démission de M. Chirac, élu président de la République, l'autre en Alsace pour remplacer André Durr, déchu par le Conseil constitutionnel.

Jean-Pierre Dupont, héritier présidentiel en « chiraquie »

TULLE

de notre correspondant

Dimanche 18 juin, six candidats se présenteront à la succession du député sortant Jacques Chirac, démissionnaire après son élection à la présidence de la République. La troisième circonscription de la Corrèze, celle d'Ussel, est depuis vingt-huit ans intimement liée à l'histoire de l'ancien maire de Paris, au point d'avoir gagné le surnom de « chiraquie ». Pourtant, ces terres d'oli, en 1966, les jeunes loups de Georges Pompidou jurèrent d'expulser la gauche n'ont pas toujours été sensibles aux discours gaullistes. Jacques Chirac, avec Jean Charbonnel, Bernard Pons et Pierre Mazeaud, faisait partie de ces conjurés. De ce quatuor ambitieux, il ne reste aujourd'hui en Limousin que Jean Charbonnel, aujourd'hui en grande difficulté à Brive dont il est le maire sortant.

M. Chirac, à cette époque, était conseiller municipal de Sainte-Féole et visait la succession, à Ussel, du député François Var, qui ne se représentait pas. Dans cette région encore imprégnée du parfum radical-socialiste d'un autre Corrèzien célèbre, Henri Queuille, M. Chirac avait tout à prouver. Sa première habileté fut de convaincre le sénateur et maire radical de Meymac, Marcel Audy, de se retirer des législatives pour ne pas faire « le lit des communistes ». Il n'avait plus ainsi comme adversaires que Robert Mitterrand, le frère de François, candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, et Georges Emon, candidat du PCF. Le mauvais report des voix de gauche sur ce dernier permit à M. Chirac de l'emporter avec 50,74 %.

À partir du 12 mars 1967, le nouveau député d'Ussel ne sera élu qu'au premier tour, battant en mars 1993 ses records (60,68 %). Son plus mauvais score, il l'obtint le 14 juin 1981, en pleine vague rose, avec 50,60 %, tout en étant un des rares députés RPR à conserver sa circonscription dès le premier tour. Encore sous l'effet de la présidentielle, il serait très surprenant que la haute Corrèze prive Jean-Pierre Dupont, son suppléant, maire de Bort-les-Orgues et président du conseil général, de cette succession. Opposé au communiste Christian Audouin, conseiller général de Bugat, au socialiste Bernard Coutaud, maire de Peyrelevade, au vert Jérôme Poujade, à la candidate du Front national Marie-Madeleine Bonneau et à un divers, Pierre Rauscher, il tentera d'être élu dès le premier tour pour respecter les habitudes de la « chiraquie ».

Dominique Meunier

Michel Dubreuil

Aux législatives de 1993, malgré la présence de neuf candidats, M. Méhaignerie était réélu dès le premier tour avec 62,22 %, loin devant le candidat socialiste (11,92 %) et le candidat écologiste (10,52 %). Conseiller général du canton de Vitre-est depuis mars 1976 et président du conseil général d'Ile-et-Vilaine depuis le 24 mars 1982, maire de Vitre depuis 1977, c'est sans crainte que l'homme fort du département attend une nouvelle fois le verdict présumé très favorable des urnes.

Cinq autres candidats mesureront leur audience dans un canton traditionnellement plus méhaignériste que CDS. Denis Stalder défendra les couleurs du PS et Jean Le Duff représentera une nouvelle fois le Parti communiste. Les électeurs pourront aussi choisir entre un candidat du Front na-

tional (6,25 % aux législatives de 1993), un royaliste et une adepte du Parti de la loi naturelle (0,53 % en 1993). La réussite du pays de Vitre, avec un taux de chômage inférieur de cinq points à la moyenne nationale, est enviable en Bretagne comme ailleurs. La modulation intradépartementale des différentes primes illustre, chez M. Méhaignerie, un souci d'aménagement du territoire et peut-être aussi une certaine méfiance vis-à-vis du district de Rennes, qu'il ne contrôle pas.

A gauche, on critique le « système Méhaignerie » et on s'inquiète d'une certaine « fragilité de l'emploi ». Dernier exemple : les chaussures Noël (514 salariés) viennent de confirmer la suppression de 158 emplois avec 81 licenciements secs et la délocalisation de 75 % de la main-d'œuvre en di-

### M. Méhaignerie joue son avenir politique en Armorique

Plus que jamais disponible pour sa ville, sa circonscription et son département, M. Méhaignerie, qui s'est sans doute fait violence pour apporter son soutien à M. Chirac, sait que son avenir politique immédiat se joue en terre armorique. On lui prête des ambitions sur le conseil régional de Bretagne, mais il rêve d'une région Grand-Ouest. Gagneur depuis toujours, l'ingénieur-agronome, qui a fait ses

classes dans le cabinet de Jacques Duhamel de 1969 à 1973, n'oublie pas son premier et unique échec politique. En 1968, son père, député centriste depuis 1945, décidait de jeter l'éponge. Pierre Méhaignerie, chef de service à la direction départementale de l'agriculture de Bordeaux, candidat à la succession, sera battu par un gaulliste qu'il devancera aux législatives en 1973.

À Vitre, tout cela ne semble guère avoir d'importance. On préfère parler de la Vitrenne, parvenue en trente-deuxième de finale de la Coupe de France de football. On pense aussi à l'arrivée d'une étape du Tour de France, le 3 juillet. Une compétition dont on ne connaît pas encore le gagnant, contrairement à celle du 18 juin...

Christian Tual

## Dominique Perben veut éviter le ballottage

MÂCON

de notre correspondant

Ils étaient sept en 1993 et Dominique Perben, alors en pleine ascension politique, avait été élu au premier tour, avec 51,07 % des voix. C'était la première fois qu'il échappait au deuxième tour dans cette cinquième circonscription de Saône-et-Loire où il avait réussi à s'imposer en 1986 et 1988.

Dimanche 18 juin, ils ne seront plus que cinq candidats à briguer le siège de député. Personne ne se fait d'illusions sur le résultat final. M. Perben, ancien ministre des DOM-TOM d'Edouard Balladur, qui veut récupérer son siège de député, conforté par son élection facile au premier tour à la mairie de Chalon (55,63 %) et fort d'un découpage très favorable, ne peut pas rater son retour au Palais Bourbon. L'objectif des quatre autres candidats est de parvenir à le mettre en ballottage. Il n'est pas sûr qu'ils y parviennent.

M. Perben trouvera en face de lui deux « têtes

connues » qu'il a affrontées en 1993. D'abord Jean Coupot, conseiller régional, candidat du Front national, qui constate avec satisfaction que « son parti améliore ses scores d'élection en élection : plus de 6,33 % en 1988, 11,78 % en 1993 et 10 % aux dernières municipales ». Il espère ajouter quelques dièdres à son score grâce à une campagne soutenue dans les trois cantons ruraux de Semmecey-le-Grand, Givry et Buxy. Autre adversaire, Michel Chevalier, candidat du PC, conseiller régional lui aussi, qui voudrait bien profiter de l'« effet Hue » lors de la présidentielle (8,72 % dans la circonscription) et des arguments qu'il a développés sur le terrain, pour améliorer le score de 7,25 % qu'il avait obtenu en 1993.

Parmi les deux nouveaux venus, Pascal Dufrange, militant syndical de trente et un ans, se présente sous l'étiquette Lutte ouvrière (qui avait recueilli 2 % des suffrages en 1993). Pour sa part, le Parti socialiste, qui n'en finit pas de manger son pain noir dans cette région, sera

représenté par Christophe Sirugue, vingt-huit ans, conseiller municipal à Chalon. Il appartient à la jeune génération de socialistes formés à l'école d'André Billardon et de Jean-Paul Segaud (tête de liste pour la gauche aux municipales à Chalon). Sa candidature est une « première » et son inexpérience un handicap. Mais la notoriété de son suppléant, Bernard Desbrières, ancien sénateur, ancien conseiller général, fort implanté dans le canton de Buxy notamment, lui permet d'espérer faire beaucoup mieux que les 17 % de 1993 et d'approcher, voire de battre, les 24,10 % obtenus par Lionel Jospin au premier tour de la présidentielle le 23 avril.

La grande inconnue demeure l'abstention. Elle s'est élevée à 41,21 % aux municipales du 11 juin à Chalon, un chiffre très important par rapport aux 30 % de 1993 dans la circonscription.

Claudine Mettetal

## Michel Giraud dans le fief de Robert-André Vivien

LE DÉCÈS de Robert-André Vivien, député RPR du Val-de-Marne et maire de Saint-Mandé, d'une part, la démission de son suppléant Antoine Poullieute, conseiller général de Fontenay-sous-Bois ouest, nommé directeur de la Caisse française de développement fin avril, d'autre part, ont créé un vide politique dans l'enclave gaulliste d'un département clé par le Parti communiste. Le forfait de M. Poullieute, qui devait conduire la liste de droite aux municipales à Fontenay-sous-Bois, a laissé le champ libre au maire communiste Louis Bayeure, réélu à la tête de la commune le 11 juin

avec 54,56 % des suffrages. Mais la compétition électorale n'est pas terminée pour M. Bayeure, qui affrontera, le 18 juin, un candidat soutenu par le RPR, Christophe Escaladier, au second tour de l'élection cantonale, en même temps que le président du conseil régional d'Ile-de-France, Michel Giraud (RPR), à une législative partielle.

Dans le premier cas, M. Bayeure, arrivé en tête au premier tour (36,54 %), pourrait sur la lancée de sa facile réélection à la mairie ravir à la droite ce canton du vieux Fontenay : actuellement conseiller général du canton est de la ville, beaucoup plus populaire, il

teote en fait une « transplantation » qui renforcerait la représentation communiste au conseil général. En cas de victoire, il démissionnerait de son siège actuel, qu'un autre candidat communiste pourrait gagner facilement.

La législative s'annonce beaucoup plus difficile, puisque la circonscription englobe les villes de Saint-Mandé, où Patrick Beaudouin (RPR), successeur de M. Vivien, a été réélu avec 51,51 % des suffrages le 11 juin, et de Vincennes, où le maire UDF-PR Jean Clouet est en ballottage favorable avec 41,36 %. Sur les trois villes, la droite RPR-UDF a totalisé 49,95 %

au premier tour des municipales, si bien que M. Giraud se prend à espérer une élection dès le premier tour, malgré les remous provoqués par l'arrivée de ce balladurien dans le fief de celui qui avait été le seul député du Val-de-Marne à soutenir M. Chirac. M. Giraud bénéficiera de surcroît de la division de la gauche : en plus du candidat communiste, le PS présente Michel Vergnaud, le Mouvement des citoyens Jean-François Collet et les Verts Michel Carré. Le Front national est représenté par Paul Strider.

## Onze prétendants se disputent la succession d'André Durr, député alsacien déchu

STRASBOURG

de notre correspondant

Onze candidats se disputent le siège de député de la 4<sup>e</sup> circonscription du Bas-Rhin, dimanche 18 juin. André Durr (RPR), qui l'a occupé pendant dix-sept ans, n'est pas parmi eux : il a été condamné à six mois de prison avec sursis, privé pour deux ans de ses droits civiques, et déchu de ses mandats de maire d'Ilkirsch-Grafenstaden et de député. M. Durr a été condamné, le 17 décembre 1993, par la cour d'appel de Colmar, pour concussion, c'est-à-dire pour avoir touché sans raison un traitement public. Il s'agissait de la moitié de son indemnité de maire que la loi lui faisait obligation, en tant que parlementaire, de reverser à l'un des membres de son conseil municipal. En réalité, M. Durr avait contraint Antoine Wach, son premier adjoint, qui a mis fin à ses jours à la fin de 1992, à lui restituer chaque mois l'indemnité en question. La Cour de cassation a rejeté le pourvoi de M. Durr le 16 février, et le Conseil constitutionnel a prononcé sa déchéance le 12 mai.

La majorité UDF et RPR a accepté une primaire qui opposera

le maire de Holtzheim, André Stoeffler (RPR), dont la liste l'a emporté dès le premier tour des élections municipales, et Yves Bur (UDF-CDS), conseiller général, dont la liste en a fait autant à Lingolsheim. La gauche se partage entre Bernard Kriger (PS), Christine Moreau-Kling (Mouvement des citoyens), José Hamm (PCF) et Roland Robert (LO). Le Front national, avec Georges-Pierre Noth, le Mouvement écologiste indépendant d'Antoine Waechter, avec Denis Maurer, les autonomistes alsaciens avec Thierry Gocheschek, et deux candidats incassables, Roger Heffler et Didier Barthelmé, sont aussi sur les rangs.

L'ÉQUILIBRE UDF-RPR

La succession de M. Durr ne devrait pas échapper à la majorité. Jacques Chirac a obtenu le 7 mai 60,75 % dans cette circonscription, la plus importante du Bas-Rhin (plus de cent mille inscrits), où une seule commune importante, Ostwald, est dirigée par un maire de gauche. L'ancienne circonscription de Strasbourg-Campagne avait été redécoupée pour les législatives de 1988 et privée d'une importante commune du départe-

ment, Schiltigheim, dont le maire était à l'époque socialiste. André Durr, élu en 1978, avait été toujours réélu depuis. La gauche alsacienne peut prendre argument du succès municipal de Catherine Trautmann dès le premier tour à Strasbourg. Mais ses résultats dans la circonscription demeurent modestes : même si Jacques Bigot (PS) est en tête avec 29,01 % au premier tour des municipales à Ilkirsch-Grafenstaden, il n'a guère de chance de l'emporter, le 18 juin, face à une droite unie.

Le Front national, dont le président a obtenu 25,69 % des voix au premier tour de la présidentielle dans la circonscription, peut espérer être présent au second tour, comme cela avait été le cas en 1993, mais sans espoir de victoire. Les avatars personnels de M. Durr ne devraient guère nuire aux candidats de la majorité, dont il n'était pas proche. La seule véritable inconnue – et sans doute la clé du scrutin – est l'équilibre entre UDF et RPR, qui n'a pas été mesuré dans la circonscription pour ce type de scrutin depuis le redécoupage.

Jacques Fortier

Vincent Charbonnier

Chaque samedi

France 3 Paris Ile-de-France

sur 3 à 13 heures

TÉMOINS

Magazine de Paris - Ile-de-France

Jean-Jacques CROS (France 3)

Serge BOLLOCH (Le Monde)

interrogent les personnalités de la région Ile-de-France

Samedi 17 juin

Professeur Luc MONTAGNIER

fondateur de la Fondation mondiale

recherche et prévention du SIDA

France 3 Paris Ile-de-France

Le Monde

## Une lettre de M. Lo

Le 15 mai 1995

À Monsieur le Ministre de la Justice

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une lettre que j'ai écrite à l'occasion de la publication de votre rapport sur la situation de la justice en France.

Je tiens tout d'abord à vous remercier pour l'attention que vous portez à la justice et pour la qualité de votre rapport.

Je regrette cependant que certaines propositions ne soient pas retenues, notamment celles relatives à la réforme de la justice.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le 15 mai 1995

M. Lo

M. Lo

M. Lo

M. Lo

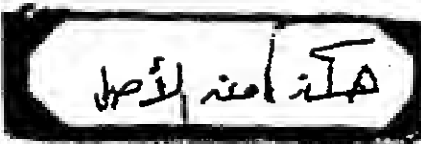
M. Lo

M. Lo

M. Lo

M. Lo





## SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 17 JUIN 1995

**JUSTICE** Renaud Van Ruymbeke a transmis, jeudi 15 juin, au parquet général de Rennes, une lettre du 25 mars 1988 dans laquelle M. Longuet, alors ministre délégué chargé

des postes et télécommunications, demandait « instantanément » au liquidateur de la société La Signalisation de verser 16 millions de francs sur le compte suisse de la société panaméenne Por-

wood, gérée par l'un de ses collaborateurs, Gérald Constantino. **RETROUVÉE** dans le dossier de liquidation de cette filiale de la Compagnie générale de construction

téléphonique (CGCT) par des officiers de police judiciaire de Rennes, cette lettre éclaire d'un jour nouveau l'enquête sur le financement du PR. **ELLE CONFIRME** les découvertes des

magistrats suisses et luxembourgeois, établissant un lien entre le réseau de comptes bancaires animé par le banquier Alain Cellier, d'une part, et MM. Longuet et Madelin, de l'autre.

## Une lettre de M. Longuet éclaire l'affaire du financement du PR

Dans un courrier du 25 mars 1988, l'ancien ministre demande à une entreprise de verser une commission de 16 millions de francs sur le compte suisse d'un de ses collaborateurs. L'enquête sur un réseau de comptes à l'étranger animé par des proches de MM. Longuet et Madelin prend un nouveau tour

LES RÉVÉLATIONS sur le rôle joué par Gérard Longuet et l'un de ses conseillers et collaborateurs, Gérald Constantino, dans la négociation entre une société française et les autorités du Koweït, en 1988, ont pris un tour nouveau, jeudi 15 juin, avec l'envoi par le conseiller Renaud Van Ruymbeke au parquet de Rennes d'un document qui pourrait se révéler très embarrassant pour l'ancien ministre. Il s'agit d'une lettre du 25 mars 1988 dans laquelle M. Longuet, alors ministre chargé des postes et télécommunications, demande au liquidateur de

la société La Signalisation de verser une commission de 16 millions de francs sur un compte panaméen ouvert en Suisse par Gérald Constantino. Un an plus tôt, M. Longuet avait chargé le même Gérald Constantino de négocier avec les autorités du Koweït une créance de plusieurs centaines de millions de francs dus par ce pays à La Signalisation, une filiale de la Compagnie générale de constructions téléphoniques (CGCT) (Le Monde du 26 mai).

Entendu par le magistrat rennais le mois dernier, M. Constantino avait déclaré que sa mission avait abouti à la restitution par le Koweït de 70 millions de francs. Il avait ajouté que cette somme avait été remise intégralement à La Signalisation et qu'il n'y avait pas eu de commission versée à cette occasion. L'ancien collaborateur de M. Longuet avait également affirmé qu'il ne pas détenir de compte bancaire à l'étranger (Le Monde du 15 juin).

Moins limpide et plus complexe, l'affaire est en réalité bien plus gênante pour MM. Constantino et Longuet. La justice devait en effet apprendre par la suite l'existence d'un contentieux avec une société suisse, Egecena, initialement mandatée par La Signalisation pour négocier en son nom avec le Koweït. Persuadés qu'ils se faisaient doubler par Gérald Constantino et par un autre négociateur français, Thierry Latour, les Suisses avaient demandé - et obtenu le 3 mars 1988 - la saisie conservatoire des 32 millions de francs représentant leurs honoraires. Mais, à la suite d'une intervention personnelle de M. Constantino, le ministère des communications du Koweït passait outre et la Banque royale du Koweït transférait les fonds à La Signalisation. Peu après, le conseiller de M. Longuet présentait la facture de ses prestations, au nom d'une société panaméenne, Porwood, qu'il possédait en Suisse : 16 millions de francs, soit la moitié de la somme correspondant aux honoraires réclamés par Egecena.

Mais La Signalisation était une société en voie de liquidation et

son liquidateur d'alors, Claude Altersohn, tenait, pour se couvrir, à avoir un ordre écrit de M. Longuet. Pour ce faire, il adressa, le 22 mars 1988, un courrier au ministre. Trois jours plus tard, il reçut une lettre de M. Longuet, datée du 25 mars 1988, dont le contenu est pour le moins dépourvu d'ambiguïté (lire ci-contre).

**Ce rebondissement vient conforter les investigations des magistrats suisses et luxembourgeois, pour qui le doute n'est plus permis**

Le ministre y demande « instantanément » à M. Altersohn d'honorer le « contrat » signé avec la société Porwood « dans les meilleurs délais » et ce, malgré « un contexte juridique délicat ».

Les 16 millions seront payés, en mai 1988, à M. Constantino sur un compte bancaire au Crédit suisse à Lausanne. Depuis, La Si-

gnalisation a fait l'objet d'une liquidation à l'amiable, sous la houlette de la Cogecom, une holding que dirige actuellement Marc Dandelot, ancien directeur du cabinet de Gérard Longuet en 1986 et 1987. Egecena, tenue à l'écart de ces développements, a récemment fait rouvrir le dossier de liquidation par le tribunal de commerce de Nanterre. Le conseiller Van Ruymbeke en a profité : c'est dans cet obscur dossier de liquidation que les officiers de police judiciaire de Rennes qui l'assistent ont mis la main, mercredi, sur la lettre de M. Longuet.

Or ce rebondissement vient conforter les investigations des magistrats suisses et luxembourgeois pour qui le doute n'est plus permis : selon eux, un lien a bel et bien existé entre Gérard Longuet mais aussi Alain Madelin d'une part, et d'autre part, le mystérieux réseau de comptes panaméens animé par le banquier français Alain Cellier, ami et partenaire de M. Longuet. Ce lien, les magistrats genevois et ceux du Grand Duché en sont aujourd'hui convaincus, passait souvent par l'intermédiaire d'amis et collaborateurs des deux dirigeants du Parti républicain.

En dépit de nombreux obstacles, les magistrats suisses, qui agissent dans le cadre d'une information ouverte à Genève pour blanchiment d'argent, mais aussi

à la demande de leurs collègues français, ont fait apparaître de tels liens dans des opérations financières conduites par trois familles de MM. Longuet et Madelin : Gérald Constantino, Marc de Scitiaux et Pierre Rochon. M. Constantino, on a vu, a touché 16 millions, en mai 1988, sur le compte suisse de la Porwood Corp de Panama. Or - fait essentiel - il paraît aujourd'hui établi que le conseiller de M. Longuet a viré douze de ces seize millions quelques jours plus tard sur le compte Suchy, pièce maîtresse du réseau de comptes ouverts par Alain Cellier au Luxembourg.

La deuxième découverte des enquêteurs concerne Marc de Scitiaux, un proche de M. Madelin, dont il fut le chargé de mission au ministère de l'Industrie, de 1986 à 1988. Ce spécialiste des questions financières aurait, lui aussi, géré en Suisse un compte panaméen sur lequel Suchy a fait virer environ 15 millions de francs en 1989. M. de Scitiaux aurait, par la suite, retiré une partie de cette somme en espèces. Interrogé, jeudi, par Le Monde, Marc de Scitiaux, n'a souhaité « ni confirmer, ni infirmer » les informations le mettant en cause dans cette affaire. Cet ami d'Alain Madelin - aujourd'hui numéro trois du gouvernement d'Alain Juppé -, qui se sent tenu à la confidentialité « par sa profession de gestionnaire de

fonds », s'est borné à indiquer qu'il n'avait « jamais été mêlé à des questions de financement de partis politiques ».

Le troisième intermédiaire est Pierre Rochon. Ce financier, beau-frère de Gérard Longuet et proche d'Alain Madelin, aurait perçu, par le biais d'une SCI immobilière, plusieurs millions de francs venant du compte Suchy.

A qui et à quoi ont servi ces opérations financières qui datent pour l'essentiel de l'époque où Gérard Longuet et Alain Madelin avaient la haute main sur deux ministères étroitement liés - le ministre chargé des postes et télécommunications dépendant du ministère de l'Industrie ? Les enquêteurs, on s'en doute, brûlent de poser cette question aux intéressés. Il est cependant difficile, après des mois de révélations pour le moins troublantes et de démentis peu convaincants, d'échapper à l'impression que l'on se trouve en présence d'un véritable système destiné à collecter et à faire fructifier, pour le plus grand profit d'une minorité d'initiés et au mépris de la séparation entre domaines public et privé, des sommes versées par de grandes entreprises en échange de services rendus dans la conquête d'un marché, le règlement d'un contentieux ou le recouvrement d'une dette.

Gérald Longuet n'ayant pas souhaité répondre directement aux questions du Monde, on indiquait, vendredi matin, dans son entourage, qu'il s'agit d'une affaire « privée » dans laquelle une société - La Signalisation - s'était engagée à verser des honoraires à plusieurs intermédiaires, parmi lesquels M. Constantino, en échange d'une intervention ayant abouti au déblocage du dossier au Koweït. Pour le reste, indiquait-on, « tout s'est passé officiellement » dans une procédure « somme toute, assez classique ». On en veut pour preuve le fait « que M. Madelin a été averti officiellement de cette affaire » et que, croit-on se souvenir, « le ministère des finances avait été également prévenu de cette démarche ».

Roland-Pierre Paringaux

### Un an d'enquête.

● 29 juin 1994 : le juge luxembourgeois Jeanmot Ries transmet au conseiller Van Ruymbeke des archives retraçant les opérations d'un compte luxembourgeois, soupçonné de financer le Parti républicain. Ouvert à la Bayerische Landesbank, ce compte de la société Suchy est géré par un banquier français, proche ami de longue date de Gérard Longuet, Alain Cellier. En 1988, ce compte « Bylahtula » a vu transiter un dessous-de-table de six millions de francs, versé à l'occasion d'une transaction immobilière concernant le siège parisien du PR. ● 11 octobre : le juge Van Ruymbeke place en garde à vue

Alain Cellier. Il sera à nouveau entendu le 18 octobre. Aux questions du juge, M. Cellier répond qu'il ne « comprend pas » et qu'il « ne connaît rien à ces opérations ».

● 14 octobre : sous la pression des « affaires » et des progrès de l'enquête préliminaire sur le financement du PR, Gérard Longuet, ministre de l'Industrie d'Edouard Balladur, démissionne du gouvernement.

● 15 novembre : Le Monde révèle qu'Alcatel AG, filiale suisse du premier groupe industriel français, a viré en 1988 une somme de 3,2 millions de francs sur un compte-écran de la société

panaméenne Suchy. Au total, plusieurs dizaines de millions de francs auraient transité par les comptes de M. Cellier. L'opacité du réseau rend toutefois l'identification des destinataires difficiles.

● 1<sup>er</sup> décembre : M. Van Ruymbeke entend une nouvelle fois M. Cellier. Son agenda atteste qu'il rencontrait fréquemment les PDG des grandes entreprises citées dans la procédure sur le financement du PR, mais il « refuse de répondre » au juge.

● 23 décembre : Gérard Longuet est mis en examen par le juge d'instruction parisien chargé du dossier sur le financement du PR, Mireille Filippini.

LA TRADITIONNELLE FÊTE DE L'ÉTÉ SUÉDOIS : DU 17 AU 24 JUIN CHEZ IKEA.

# MIDSOMMAR

8 JOURS D'ANIMATIONS DANS UNE AMBIANCE DE FÊTE AVEC DES PRIX EXCEPTIONNELS  
ET JUSQU'À MINUIT LE VENDREDI 23 JUIN.

IKEA IXON (89) ZAC DU  
CHAMP DU PONT  
ST-PIERRE TEL. 72.15.22.22

IKEA MARSEILLE (13) RN 113  
C. CHAL DE L'OMME  
TEL. 42.10.15.00

IKEA LILLE (59) C. CHAL DE L'OMME  
TEL. 20.32.32.77

IKEA BORDEAUX (33) C. CHAL BORDEAUX-LAC  
TEL. 66.60.42.06

IKEA FLAISR (76) C. CHAL DE GRAND PLAISIR  
TEL. (0) 36.79.21.21

IKEA PARIS NORD II (93) AUTOROUTE AL ZAC PARIS  
NORD II TEL. (0) 49.90.16.16

IKEA EVRY (91) AUTOROUTE A6  
SORTIE EVRY LISSES MENNECY  
TEL. (0) 61.11.60.00



Tout un état d'esprit

RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS DANS TOUTS NOS MAGASINS - MINITEL 3615 IKEA. 1,27 F la minute.



## L'édition 1995 du baccalauréat a connu ses premiers ratés

A la suite d'une fuite, des candidats franciliens ont dû repasser l'épreuve d'économie

Une fuite a obligé le ministère de l'éducation à annuler dans toute l'île-de-France, jeudi 15 juin, l'épreuve d'économie qu'étaient en train de pas-

ser les élèves de la série économique et social. Les 21 728 candidats de cette série devaient repasser l'épreuve vendredi après-midi 16 juin. Cette erreur

de manipulation des sujets, qui s'ajoute à quel-

ques loupés constatés en province, pointe à nou-

veau la lourdeur de l'organisation de cet examen.

IL DEVAIT ÊTRE jugé sur ses ré-

sultats. Avec ses épreuves écrites

supplémentaires et son catalogue

de nouvelles options, le baccalau-

réat 1995, dans sa version rénovée,

risque fort d'être entaché de sus-

picion à cause d'un incident, à

l'origine très limité, de manipula-

tion de sujets. Pour les 21 728 can-

didats de la série économique et

social (ES) des trois académies

d'Île-de-France (Créteil, Paris, Ver-

sailles), la lourde machinerie du

bac s'est enrayée jeudi 15 juin

la matinée. Alors qu'ils compo-

saient depuis plus de deux heures,

voire trois heures trente dans cer-

tains centres de la banlieue, l'ordre

d'annulation de l'épreuve d'écono-

mie est tombé, assorti d'une

convocation pour une nouvelle

session dans l'après-midi de ven-

dredi. Cette décision a été prise

par le ministère de l'éducation

nationale dès qu'il a été clairement

établi qu'un grand nombre de can-

didats avaient eu connaissance

avant l'épreuve des sujets propo-

sés.

La « fuite » s'est produite au ly-

cée Notre-Dame-de-France, centre

d'examen dans le XIII<sup>e</sup> ar-

ondissement de Paris, où les

sujets d'économie ont été distribués

par mégarde dans l'après-midi de

mercredi, à la place de ceux de ma-

thématiques. Les candidats ont pu

entrevoir les questions de la plus

importante des épreuves de la sé-

rie, dotée d'un coefficient 7 et

même 9 pour le complément de

spécialité. Curieusement, l'incident

n'a pas été signalé. En revanche,

les élèves se sont empressés de

diffuser cette information privilégiée.

Dans certains centres, comme au

lycée Victor-Duruy, plus de la moi-



tié des candidats eo auraient ainsi bénéficié. Lui aussi alerté, un professeur de cet établissement a bien tenté de prévenir, dans la soirée, le centre d'Arcueil qui organise le déroulement des examens pour toute la région parisienne. Il s'est heurté à un répondeur téléphonique dans le message n'a été découvert qu'une heure avant le début de l'épreuve incriminée.

### DES PRÉCÉDENTS

« Il nous fallait mesurer l'ampleur de la fuite avant de prendre cette lourde décision. Il était de toute évidence trop tard pour distribuer des sujets de remplacement ou prévenir les candidats avant le début de l'épreuve », précise Alain Boissonot, le nouveau directeur des lycées et collèges au ministère. Il a

toutefois décidé de limiter l'annulation de cette épreuve nationale à la seule région parisienne, même si certains candidats - isolés - des académies de province ont fort bien pu être avertis.

Ce n'est pas la première fois que semblable incident se produit cette année, mais à une échelle moindre. A Perpignan (Pyrénées-Atlantiques) et au Puy-en-Velay (Haute-Loire), des élèves ont été « retenus » dans leur salle d'examen à l'issue de l'épreuve de philosophie, vendredi 9 juin, parce qu'on leur avait distribué les sujets de français de l'après-midi. A Bordeaux, il a fallu recourir à des sujets de remplacement parce que le texte initial avait été communiqué, dans la matinée, à la presse.

Cette erreur de manipulation

pourrait bien ébranler un peu plus ce « monument national » qu'est devenu le bac, dont la fragilité est chaque année révélée. De plus en plus lourd à organiser avec ses 665 788 candidats en 1995, « l'examen le plus compliqué du monde », selon Pierre Legendre, doyen honoraire de l'inspection générale des mathématiques (Le Monde du 19 mai), résistera-t-il à une nouvelle et inévitable polémique ?

« Dans cette affaire lamentable, ce sont les jeunes qui trinquent », tranche Bernard Borecki, président de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE). « Il faut alléger l'examen final, ajoute-t-il, et introduire le contrôle continu en cours de formation, une formule plus juste que l'examen coupé. » Le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES-FSU) s'est saisi de l'occasion pour réaffirmer « qu'il n'acceptera pas que cette erreur soit à la fois regrettable et cause du baccalauréat, qui doit rester un examen national ».

Sur ce motif pourtant, la session de rattrapage imposée aux seuls candidats de l'Île-de-France pourrait bien alimenter la jurisprudence du Conseil d'Etat en cas de recours déposé par un candidat malchanceux. D'autant que le ministère a assuré que les jurys « devraient se montrer très sensibles » aux conditions d'organisation de l'épreuve et « seront invités à en tenir compte ». Dans la crainte de sujets autrement plus complexes, un grand nombre de candidats eo étaient jeudi à regretter de n'avoir pas pu traiter complètement l'épreuve initiale.

Michel Delberghe

## Le gendre des époux Bébien est le principal suspect de la tuerie de Saint-Andéol

Il pourrait être l'auteur du quadruple assassinat

QUINZE JOURS après la tuerie de Saint-Andéol-le-Château (Rhône), un proche des quatre victimes devait être mis en examen pour « assassinats et destruction par incendie », vendredi 16 juin, par le juge d'instruction lyonnais Gilles Raguin. Il s'agit d'Eric Bruyas, le gendre des époux Bébien, retrouvés assassinés par balles avec deux de leurs enfants, mardi 30 mai, dans les décombres de leur maison incendiée (Le Monde du 8 juin). Eric Bruyas, vingt-sept ans, est l'époux de Samantha, fille aînée et unique survivante de la famille. Entendue en même temps que son mari à la gendarmerie de Givors, la jeune femme a été laissée en liberté.

Placé en garde à vue mercredi 14 juin, le suspect a été présenté vendredi au magistrat instructeur. Il est soupçonné d'avoir abattu ses beaux-parents, Odette et Vincent Bébien, ainsi que Vincent-Salvatore (vingt et un ans) et Aline (seize ans), deux des trois enfants du couple. Ils auraient été assassinés un à un, à l'aide d'une arme de calibre 22 long rifle, à mesure qu'ils rentraient chez eux dans l'après-midi du 30 mai. Eric Bruyas aurait ensuite mis le feu au pavillon.

Vendredi, en fin de matinée, aucun détail n'avait pu être obtenu sur le mobile de ces assassinats ni sur d'éventuelles complicités. « Il semble qu'il ait agi seul », indiquait-on cependant, de source judiciaire. Ces mêmes sources évoquaient des « aveux périphériques », suffisants pour entraîner une mise eo examen. Autrement dit, Eric Bruyas n'aurait pas avoué l'intégralité des faits mais ses déclarations confuses, l'étude de son emploi du temps du jour du drame ainsi que des indices matériels saisis lors de perquisitions à son domicile ont fait de lui le principal suspect.

Après avoir écarté une à une les pistes farfelues des premiers jours

(l'appartenance de l'une des victimes à une secte, leurs liens avec un ami tunisien...), les enquêteurs ont entendu plus de cent cinquante personnes. Ils ont vite orienté leurs investigations vers l'entourage de la famille Bébien, décrite comme « sans histoires » dans ce village de 1 200 habitants.

Le couple Bruyas et ses trois enfants vivent à Givors, à six kilomètres de Saint-Andéol, au sud de Lyon. Samantha, vingt-cinq ans, est mère au foyer. Eric, son mari, travaille dans une entreprise d'installations de portails électriques. Un chauffeur routier de trente et un ans qui partage leur maison de Givors a déclaré au Progrès du 16 juin : « Eric a un caractère de patron, pas le genre de se laisser cammonder (...). Comme dans toutes les familles, il y a eu quelques accrochages, mais rien de grave à ma connaissance. Rien, en tout cas, d'assez grave pour imaginer qu'Eric ait pu faire le coup. Pour moi, c'est impensable. » Cinq jours après la tuerie, Samantha Bruyas s'indignait dans Le Journal du dimanche : « Le plus dur, c'est d'entendre tous ces mensonges colportés par des gens qui ne connaissent même pas ma famille. Entendre que mes parents ne s'aimaient pas, qu'ils avaient été séparés, que mon frère avait abandonné une femme enceinte et je ne sais quelle autre horreur, me mine. Je ne supporte pas que l'on saisisse leur mémoire. Je n'en peux plus. Je vis depuis trois jours en plein cauchemar, j'essaie de comprendre. »

Le 6 juin, jour des obsèques, Eric Bruyas et son épouse marchaient en tête du cortège, jusqu'au cimetière de Saint-Andéol, à deux pas de la maison incendiée. Le jeune homme, le seul membre de la famille à n'être pas vêtu de noir, avait participé à l'organisation de la cérémonie, en liaison avec le maire et le curé du village.

Ph. Br.

## Le préfet de police de Paris contre les « cannabistrots »

OUBLIÉES les réflexions sur la licéité des drogues, entré le débat sur le statut juridique du cannabis, évacuée de la scène publique la politique de réduction des risques... Manifestement, le vent a tourné.

Par un arrêté du 9 juin, la préfecture de police de Paris vient d'interdire deux des trois manifestations annoncées pour le week-end par le Centre d'information et de recherche cannabique (CIRC). Vendredi 16, « une soirée privée, sur invitation » était prévue à l'Espace Voltaire, dans le XI<sup>e</sup> arrondissement, au cours de laquelle les adhérents de l'association et leurs homologues anti-prohibitionnistes européens, soutenus par le président de Radical, Jean-François Hory, devaient discuter sur les « cannabistrots », hypothétique version française des coffee-shops hollandais. Samedi 17, une exposition et un défilé de modèles habillés de chanvre devaient animer les lieux. Troisième initiative, l'appel du 18 joint - « rituel des adeptes du cannabis depuis 1993 - qui devait rassembler dimanche au parc de La Villette les fumeurs in-

pénitents a été elle aussi interdite jeudi 15 juin.

Le préfet de police, Philippe Massoni, a estimé que ces initiatives avaient « pour but de diffuser des informations présentant sous un jour favorable l'usage du cannabis » et étaient donc contraires à la législation sur les stupéfiants. Jean-Pierre Galland, président du CIRC, récemment condamné à six mois de prison avec sursis et à une amende pour le même motif, reconnaît que son mouvement n'attire pas particulièrement l'attention des fous sur les dangers associés à l'abus du cannabis et de ses dérivés (marijuana, baschisch, buile). « C'est parce qu'on nous les répète depuis vingt ans, assure-t-il. Mais j'ai bien peur qu'il s'agisse cette fois de l'avant-dernière étape avant l'interdiction du CIRC. »

### VRIRAGE POLITIQUE

Dans un climat politique qui ressemble fort à un virage à 180 degrés, le tout-répressif semble déjà l'avoir emporté. Fin 1994, le Comité national d'éthique avait pourtant jugé que la classification légale des substances psychotropes « ne

repose sur aucune base scientifique cohérente » et, trois mois plus tard, la commission Henriot se prononçait à une faible majorité en faveur de la dépénalisation de l'usage de cannabis. Le 7 juin à l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur, a sonné le glas du « laxisme et de la follesse » en la matière. Le 9 juin, lors d'un dîner de l'Elysée, Jacques Chirac a meaqué le premier ministre néerlandais de « fermer les frontières » s'il ne lutait pas plus efficacement contre le trafic de stupéfiants.

A cela s'ajoute le fait que, dans le gouvernement Juppé, quatre ministères ou secrariats d'Etat sont virtuellement à même d'hériter du dossier : la santé, l'Intérieur, l'Intégration, l'action humanitaire d'urgence. A la direction générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie, rattachée au ministère de la santé par Simone Veil, plusieurs chargés de mission ont quitté le navire ou s'apprêtent à le faire. L'ambiance est marose.

Laurence Folléa

## La Sécurité routière redoute un été meurtrier

Elle note une forte dégradation du comportement des automobilistes

« JE MISE D'AVANTAGE sur l'éducation des conducteurs et les efforts de prévention plutôt que sur la répression. » Mercredi 14 juin, pour sa première conférence de presse en tant que ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports, Bernard Pons a visiblement cherché à ne pas à effaroucher les automobilistes (Le Monde du 16 juin) que les limites de l'amnistie présidentielle auraient déçu. Il a annoncé l'abandon définitif du délit de très grande vitesse sanctionnant les dépassements supérieurs à la vitesse maximale (de 40 km/h en ville, de 50 km/h sur route et de 60 km/h sur autoroute) que le gouvernement Balladur avait suspendu après l'avoir fait voter en première lecture par l'Assemblée nationale. S'agissant de la poursuite de l'abaissement du seuil d'alcoolémie, M. Pons y est favorable, mais, pour l'heure, il demande simplement à ses services d'« étudier la possibilité » de descendre en dessous de 0,7 gramme par litre de sang.

A la veille des grandes migrations estivales, cette prudence apparaît en complet décalage avec

l'inquiétante réalité à laquelle renvoient les statistiques de la Sécurité routière. Celles-ci reflètent une réelle dégradation du comportement des automobilistes depuis la fin de l'été 1994. Masquée par les bons résultats enregistrés pour l'ensemble de l'année 1994 (8 533 morts, soit une chute de 5,7 %), cette tendance a pris des proportions redoutables, que le ministre, d'ailleurs, ne nie pas. Au cours des sept derniers mois écoulés, 263 victimes de plus ont été dénombrées par rapport à la même période de l'année précédente. « A défaut d'un sursaut collectif, on ne peut que redouter la poursuite de cette tendance », s'inquiétait en mai la Sécurité routière. Le Syndicat des équipements de la route, qui vient de lancer une campagne d'information auprès des élus, évoque la perspective d'un « été meurtrier ».

Ces mauvais chiffres sont à mettre en relation avec la vitesse excessive. Sur les routes départementales, où se concentrent de plus en plus d'accidents mortels, la vitesse moyenne des automobiles a progressé de 3 km/h au cours des quatre premiers mois de l'année.

Plusieurs mois durant, nombre d'usagers ont vu dans l'amnistie présidentielle l'occasion de s'affranchir de la réglementation. Le projet de loi rendu public par le gouvernement ne leur a donné que partiellement raison : les infractions ayant fait l'objet d'un retrait de plus de deux points (dépassement de la vitesse autorisée de plus de 30 km/h, conduite en état d'ivresse, non-respect d'un stop) n'ont pas été pardonnées alors que les points déjà retirés ne seront pas restitués.

### LE SYNDROME DE L'AMNISTIE

La Prévention routière, organisation cofinancée par les compagnies d'assurances, regrette que « l'on ait pas écarté de l'amnistie l'ensemble des excès de vitesse dont on sait qu'ils représentent l'une des principales causes d'accident. »

Passé le « syndrome de l'amnistie », les automobilistes vont-ils se montrer plus sages ? Programmé de longue date, l'abaissement de 0,7 à 0,5 gramme du seuil d'alcoolémie constituerait un signe clair de la détermination des pouvoirs publics. Un an après le passage de 0,8

à 0,7 gramme, une telle décision placerait la France - où 32 % des conducteurs présumés responsables d'accidents mortels ont une alcoolémie supérieure au taux légal - loin derrière la Suède (0,2 gramme), mais au même niveau que les Pays-Bas ou la Belgique.

A contrario, l'abandon du délit de très grande vitesse ne constitue pas la manifestation d'une plus grande fermeté. « Chez nous, il existe un consensus très large à propos de la lutte contre l'alcool au volant, mais, lorsqu'il s'agit de vitesse excessive - qui, ne l'oublions pas, concerne surtout les voitures de grosse cylindrée -, surgissent immédiatement tous les mauvais arguments classiques », constate, résigné, un observateur privilégié du comportement des automobilistes. Le gouvernement, qui adoptera lors du conseil des ministres du 28 juin le « dispositif » qu'il entend mettre en œuvre pour l'été, dispose encore d'un délai de réflexion pour adresser aux vacanciers des signaux moins ambigus.

Jean-Michel Normand

## La Fnars chiffre le coût de la lutte contre l'exclusion à 36 milliards

PRÉSENTANT, jeudi 15 juin, une « esquisse budgétaire » détaillée pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion, la Fnars (Fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale), qui regroupe 500 organismes gérant 1 300 centres et services, estime qu'il est nécessaire d'« investir 36 milliards de francs contre la misère ». Les plus gros chapitres devraient concerner, selon elle, la création d'emplois d'utilité sociale, des mesures pour les jeunes âgés de 18 à 25 ans - notamment « une obligation de leur proposer une activité assurant un revenu au moins égal au RMI » - et le financement de logements d'insertion et d'urgence avec un accompagnement social.

La Fnars, qui a accueilli en 1994 500 000 personnes « en détresse sociale », soit 10 % de plus qu'en 1993, demande aussi qu'un effort spécifique soit fait pour ceux qui sont « les plus éloignés de l'emploi », avec, par exemple, le développement d'« ateliers d'insertion ». S'agissant de son propre fonctionnement, l'organisme présidé par Jean-Jacques Delarbre souligne qu'il manque 200 millions de francs pour assurer la gestion 1995 des CHRS existants, et il réclame « un plan de modernisation et d'extension » des centres d'hébergement, dans le dispositif de la future loi-cadre contre l'exclusion.

## Prison avec sursis pour les agresseurs d'une jeune Algérienne

TROIS MILITANTS d'extrême droite, se réclamant du Front national, qui avaient agressé une jeune femme algérienne le 21 avril à Courbevoie (Hauts-de-Seine) en se faisant passer pour des policiers (le Monde du 20 mai), ont été condamnés jeudi 15 juin à dix-huit mois de prison avec sursis par la quinzième chambre du tribunal correctionnel de Nanterre. Christian Gibeaux, 44 ans, Jean-Luc Zulaski, 34 ans, tous deux employés à la Bibliothèque nationale, et Patrick Mazet, 24 ans, tailleur de pierres au chômage, avaient plaqué Nassera Bouakaz contre un mur, puis avaient menacé de lui passer les menottes avant de lui dérober sa carte de séjour. Le tribunal a suivi les réquisitions du ministère public et a, en outre, condamné les trois hommes à verser solidairement 5 000 francs de dommages-intérêts à la victime.

■ ASSISES : Michel Sydor, 66 ans, a été condamné, jeudi 15 juin, par la cour d'assises de Haute-Savoie à la réclusion o criminelle à perpétuité, assortie d'une période de sûreté incompressible de trente ans, pour le viol et le meurtre en juillet 1993 d'une fillette de sept ans et demi, Jessica Blanc.

■ JUSTICE : ancien numéro deux du négoce céréalier en France, Albert Bach a été condamné, jeudi 15 juin, par le tribunal correctionnel de Dijon (Côte-d'Or) à cinq ans de prison pour une banqueroute qui avait laissé un trou de 650 millions de francs (le Monde du 25 mars). A la tête d'une société de 147 personnes travaillant avec 3 200 agriculteurs de Bourgogne et France-Camé, le « seigneur des plaines » avait mis en place un système bancaire parallèle et illégal, faisant signer des traites à des agriculteurs en difficultés en échange d'avances sur les récoltes à venir.

Bernard Dupérier

de la France libre

Le gendre des époux Bébien est le principal suspect de la tuerie de Saint-Andéol. Il pourrait être l'auteur du quadruple assassinat.

Le gendre des époux Bébien est le principal suspect de la tuerie de Saint-Andéol. Il pourrait être l'auteur du quadruple assassinat.

Le gendre des époux Bébien est le principal suspect de la tuerie de Saint-Andéol. Il pourrait être l'auteur du quadruple assassinat.

Le gendre des époux Bébien est le principal suspect de la tuerie de Saint-Andéol. Il pourrait être l'auteur du quadruple assassinat.

Le gendre des époux Bébien est le principal suspect de la tuerie de Saint-Andéol. Il pourrait être l'auteur du quadruple assassinat.

فكرت اني لا اخط



## DISPARITIONS

## Bernard Dupérier

Un as de l'aviation de la France libre

BERNARD DUPÉRIER, compagnon de la Libération et ancien député de Paris, est décédé, jeudi 8 juin, à Paris. Il avait quatre-vingt-huit ans.

Né le 13 juin 1907 à Paris, Bernard Dupérier, après avoir été ingénieur dans l'automobile, était devenu pilote d'essai en 1931.

En juillet 1940, il s'engage à Londres dans les forces aériennes de la France libre. Il commande l'escadron « Versailles ». En 1941, puis les groupes de chasse « Ile-de-France » et « Alsace » en 1942, à la tête desquels il abat de nombreux appareils allemands au-dessus de Dieppe et d'Abbeville. Le 5 janvier 1943, il est fait compagnon de la Libération, comme commandant du groupe de chasse « Ile-de-France ». La même année, il prend la tête de toute l'escadre

aérienne de chasse française en Grande-Bretagne, avec laquelle il totalisera plus de cent cinquante missions.

Détaché à l'état-major du général Koenig, il est ensuite parachuté, en juin 1944, pour soutenir les Forces françaises de l'intérieur (FFI) en Bretagne. Le 6 août, guidant des blindés américains, il cherche à obtenir la reddition des Allemands qui sont retranchés à Saint-Brieuc, mais il est grièvement blessé au cours de l'opération. Il termine la guerre avec le grade de lieutenant-colonel, avant d'être promu colonel de réserve.

En 1947, Bernard Dupérier quitte l'armée de l'air et il devient administrateur de plusieurs sociétés, dont la compagnie Air France. Dès 1958, il fonde l'Association nationale pour le soutien de l'action

du général de Gaulle. En 1962, il est juge suppléant au haut tribunal militaire qui aura à juger le général Jouhaud, l'un des officiers qui fomentèrent un putsch contre le général de Gaulle, alors président de la République, à Alger. Il sera élu député UNR (le parti gaulliste de l'époque) du 8<sup>e</sup> arrondissement de Paris de 1962 à 1967. Il a écrit deux livres, *La Vieille Equipe* et *L'Étoile, les Ailes et la Couronne*, qui relatent notamment sa vie de pilote de combat durant la guerre.

Titulaire de nombreuses décorations étrangères, dont les Distinguished Flying Cross (DFC) américaine et britannique, le colonel Bernard Dupérier était grand-croix du Mérite et grand-croix de la Légion d'honneur.

J. I.

## Rory Gallagher

Une des figures du « blues blanc »

LE MUSICIEN irlandais Rory Gallagher, décédé mercredi 14 juin dans un hôpital de Londres, fut, avec Eric Clapton, Alvin Lee et autres *guitar heroes* des années 60, un des principaux artisans du « blues blanc ».

Né le 2 mars 1949 à Ballyshannon, dans le comté de Donegal (Irlande), il avait grandi à Cork, se distinguant très tôt dans les clubs de la ville, d'abord au sein du Fontana Showband, puis d'Impact, et surtout au sein de Taste, trio qui s'illustra au tournant des années 60 avec quatre albums, *Taste* (1969), *On the boards* (1970), *Live* (1971) et *Live at the Isle of Wight* (1972).

Influencé par la « trilogie des King » (Albert, B.B. et Freddie), Gallagher jouait un répertoire de blues électrique où se mêlaient

classiques du blues urbain et compositions personnelles. Le guitariste fut un moment pressenti pour remplacer Brian Jones au sein des Rolling Stones.

## CARRIÈRE SOLO

Après la séparation de Taste, Gallagher entreprend une carrière solo qui en fera un artiste très populaire en Europe et notamment en France où, au cours des années 70, ses longs cheveux roux sont devenus ses marques. Son premier album solo, *Rory Gallagher*, paru en 1971, sera suivi d'une quinzaine d'autres disques, dont les plus fameux sont *Deuce* (1971), *Live in Europe* (1972), classé numéro 9 dans les hit-parades anglais, *Blueprint*, qui atteint la douzième place l'année suivante, *Tattoo* (1973), le double album *Irish tour*

(1974), *Sinner and Saint* (1975), *Against the Grain* (1975)...

Dans les années 80, sa production discographique devient plus espacée mais Gallagher, en dépit de problèmes de santé croissants dus à son alcoolisme, demeure un artiste de scène très populaire. Programmé au dernier Printemps de Bourges, il avait dû annuler la dernière minute en raison de sa maladie. Comme son compatriote Gary Moore ou les Anglais Eric Clapton et Peter Green (Fleetwood Mac), Rory Gallagher appartenait à cette école de musiciens blancs fidèles à leurs racines musicales, contribuant à faire connaître auprès du public rock les maîtres du blues comme Willie Dixon, Muddy Waters ou Slim Harpo.

S. D.

## NOMINATIONS

## MOUVEMENT PRÉFECTORAL

Sur proposition de Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, le conseil des ministres a procédé, mardi 13 juin, au mouvement préfectoral suivant : Jean-Marc Rebière, directeur de l'administration territoriale et des affaires politiques au ministère de l'intérieur, est nommé préfet de l'Aisne, où il remplace Jean-Marc Sauvé, nommé secrétaire général du gouvernement (*Le Monde* du 25 et du 26 mai). Pierre-Etienne Bisch, ancien conseiller technique au cabinet de Charles Pasqua, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, succède à M. Rebière. Jacques Barel, préfet hors cadre, conseiller-maître en service extraordinaire à la Cour des comptes, est nommé préfet de la région Bourgogne, où il succède à Michel Besse, devenu directeur de cabinet de Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur (*Le Monde* du 30 mai). Philippe Marland, ancien conseiller d'Édouard Balladur à l'hôtel Matignon, est nommé préfet des Alpes-Maritimes, où il succède à Maurice Joubert, placé hors cadre,

en attendant d'être appelé à d'autres fonctions.

(Né le 5 novembre 1943 à Périgueux, Jean-Marc Rebière a commencé sa carrière comme instituteur. Après avoir passé le CAPES de sciences économiques, il devient professeur, puis il entre à l'École nationale d'administration. A sa sortie de l'ENA, il devient administrateur civil au ministère de l'intérieur. Successivement directeur du cabinet du préfet des Landes et du Val-de-Marne, puis chargé de mission auprès du préfet de la Loire, il est nommé, en 1982, chargé de mission auprès du préfet du Lot-et-Garonne. Trois ans plus tard, il devient secrétaire général de la préfecture de la Réunion. De septembre 1986 à mars 1989, il est directeur des services du conseil régional d'Aquitaine. Il est ensuite nommé secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône. En 1992, il devient préfet de la Haute-Corse. L'année suivante, Charles Pasqua, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le nomme directeur de l'administration territoriale et des affaires politiques à la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur.)

(Né le 19 octobre 1951 à Lorrach (Allemagne), Pierre-Etienne Bisch a fait ses études à Strasbourg. A sa sortie de l'ENA, il est affecté au ministère de l'intérieur en qualité d'administrateur civil. Il est détaché dans les Côtes-d'Armor, puis dans la Pas-de-Calais,

en qualité de directeur de cabinet du préfet. En 1982, il devient sous-préfet de Montbéliard (Côte-d'Or), avant d'être nommé sous-préfet de l'arrondissement de Metz-Campagne. En 1984, il est détaché comme conseiller au tribunal administratif de Nice. De 1988 à 1990, il occupe la fonction de sous-directeur des affaires juridiques et contentieuses à la direction de l'administration générale du ministère de l'intérieur, du commerce extérieur et de l'aménagement du territoire. En 1989 et 1990, il est attaché à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). En 1991, il devient adjoint au directeur général des collectivités locales. En 1993, Charles Pasqua, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le nomme conseiller technique à son cabinet.)

(Né le 18 janvier 1938 à Marseille, Jacques Barel est affecté au ministère de l'intérieur à sa sortie de l'ENA, en 1965. Il est détaché en qualité de directeur de cabinet dans le Var, puis en Champagne-Ardenne et dans les Pays de la Loire. Nommé sous-préfet de Rodan (Ile-et-Vilaine) en 1970, il devient, en 1973, chef de cabinet du préfet de police de Paris, Jean Poitvin, puis directeur adjoint du cabinet de son successeur, Pierre Sournville (1976-1978). Il est nommé secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, en 1978, puis des Bouches-du-Rhône, en 1982. En 1983, il devient préfet de la Haute-Corse. Deux ans plus tard, il est nommé directeur de cabinet du préfet de police de Paris, Guy Fougère. Il occupe ensuite les postes de préfet des Hauts-de-Seine (1987-1989) et de préfet de la région Alsace (1989-1992). En 1992, il est placé hors cadre et nommé conseiller-maître en service extraordinaire à la Cour des comptes.)

(Né le 17 janvier 1947 à Saint-Florentin (Yonne), Philippe Marland est affecté au ministère de l'intérieur, à sa sortie de l'ENA en 1973. Il est ensuite directeur de cabinet de Jean Bresson, préfet de la Seine (1973), de la région parisienne (1974), et des Yvelines (1974-1977). M. Marland effectue sa mobilité comme premier secrétaire à l'ambassade de France au Japon (1977-1979), avant d'être nommé secrétaire général de la préfecture de l'Alsace (1979-1982), sous-préfet de Metz-Campagne (1982), et secrétaire général de la préfecture de Nouvelle-Calédonie et dépendances (1982-1984). En 1985, il devient sous-directeur des affaires sociales au cabinet du préfet de police de Paris, Guy Fougère. L'année suivante, il est nommé chef de cabinet d'Alain Juppé, alors ministre délégué au budget. En 1987, il devient sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines). Il est nommé préfet adjoint pour la sécurité auprès du préfet du Rhône en 1992, puis préfet délégué pour la sécurité et la défense auprès du préfet de la zone de défense Sud Est, préfet de la région Rhône-Alpes. D'avril 1993 à mai 1995, il est conseiller pour les affaires judiciaires auprès du premier ministre Edouard Balladur.)

## BUDGET

Christophe Blanchard-Dignac a été nommé par le conseil des ministres du mardi 13 juin directeur du budget. Il remplace, comme prévu (*Le Monde* daté 11-12 juin), Isabelle Bouillot, qui devait devenir directeur général adjoint de la Caisse des dépôts et consignations.

(Né le 20 novembre 1953 à Bordeaux (Gironde), Christophe Blanchard-Dignac est licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit public et ancien élève de l'ENA. Conseiller technique de 1986 à 1988 au cabinet d'Edmond Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, il retourne ensuite à la direction du budget, son administration d'origine, avant d'être nommé directeur en 1991. En février 1994, il rejoint La Poste pour occuper les fonctions de directeur général adjoint, directeur financier.)

## OUTRE-MER

Eric Degremont a été nommé directeur du cabinet de Jean-Jacques de Peretti, ministre de l'outre-mer.

(Né le 10 mai 1942 au Cateau (Nord), ancien élève de l'ENA, Eric Degremont a été chef de la division des collectivités de Nouvelle-Calédonie, en 1970, puis chargé de mis-

sion au cabinet de Michel Poniatowski, ministre de la santé publique et de la sécurité sociale, en 1973, et chef de son cabinet au ministère de l'intérieur en 1974, avant de devenir sous-préfet de Senlis (Oise) en 1977. Sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) en 1980, préfet de l'Aveyron en 1987, préfet de l'Allier en 1989, il était préfet de la Dordogne depuis le 5 mai 1993.)

## ECONOMIE ET FINANCES

Jean Lemerle a été nommé directeur du cabinet d'Alain Madelin, ministre de l'économie et des finances.

(Né le 6 juin 1950 à Saint-Adresse (Seine-Maritime), Jean Lemerle est licencié en droit. A sa sortie de l'ENA, il intègre l'inspection des finances. Il a effectué l'essentiel de sa carrière au service de la législation fiscale du ministère des finances. Il en est devenu le directeur en 1987. Depuis août 1989, il était directeur général des Impôts.)

## SCAM

Jean-Marie Drot, écrivain, producteur et réalisateur de télévision, a été élu président de la Société civile des auteurs multimédia (SCAM). Né le 2 mars 1929 à Nancy, Jean-Marie Drot a été directeur de la Villa Médicis à Rome, de 1985 à 1994.

## AU CARNET DU MONDE

## Mariages

Éliane DEBAY  
et  
Richard BEL,

ont le plaisir de faire part de leur mariage, le samedi 17 juin 1995, à Courcouronnes (Seine-et-Marne).

M. et Mme Isaac MARCAL,  
M. et Mme Manuel RIBEIRO,  
sont heureux de faire part de leur mariage de leurs enfants.

Esmer et Fernando,

le samedi 17 juin 1995, à Tril-sur-Seine.

## Anniversaire de naissance

— Marqen-Barreul (Nord)

Un demi siècle...

Un grand tour pour

EVELYNE

David, Stéphane, Samuel,  
ses enfants,  
Bernard,  
son époux.

Parents et amis fêteront cet événement ce samedi 17 juin à l'Église de l'Épiscopat.

## Décès

— Leslie Auguste,

sa fille,  
sa famille et tous ses amis,  
ont la profonde douleur de faire part du décès de

Elise, veuve AUGUSTE,

née Boutet,

survenu le 10 juin 1995, dans sa quarante-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu le 14 juin, au cimetière de Montparnasse.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Pierre BRETONNEL,

professeur général de l'enseignement maritime, expert auprès de l'Organisation des Nations unies (IMCO), ancien directeur des Écoles nationales de la marine marchande du Havre, d'Alger, de Saint-Malo et de Marseille, officier de l'Ordre national du Mérite, officier des palmes académiques, officier du Mérite maritime, officier du Mérite naval, officier du Mérite nautique.

Cet avis leur est fait de faire part.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Constantin Gr. CANTACUZENE,

survenu à Paris, le 12 juin 1995, dans sa quatre-vingt-douzième année.

De la part de la famille Cantacuzene.

— Mme Clotilde Chenot,

Mme Edith Chenot,  
M. et Mme Alain Chenot,  
Mme Catherine Chenot,  
Mme Clotilde Chenot,  
ses enfants,

Thierry, François, Olivier et Delphine Levalant,  
Emmanuel et Amandine Chenot,  
Thomas Chenot,  
Nicolas Brugnon, Leticia, Clélia et Coralie Chardonnet,  
ses petits-enfants,

Et toute sa famille,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Bernard CHENOT,

grand-croix de la Légion d'honneur.

Selon sa volonté, la cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale, à Erquy (Côtes-d'Armor), le 8 juin 1995.

Une messe à sa mémoire sera célébrée le lundi 3 juillet, à 11 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides.

(*Le Monde* du 8 juin.)

— Le docteur Jean-Paul Foucault, professeur à la faculté de médecine de Caen, M<sup>re</sup> le docteur Claude Foucault, leurs enfants, petits-enfants, Et la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Edouard FOUCAULT,

ingénieur retraité,

survenu à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité, le 17 juin 1995, à 9 heures, à Verrières-le-Buisson (Essonne).

Réunion à son domicile, 6, avenue Gabriel-Péri.

44, rue Desmouzeaux, 14000 Caen.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Michèle Marion,

son épouse, née Doreau,

nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean-François COBLENCE,

survenu le 14 juin 1995.

De la part de

La famille Andréou,

cousins et cousines,

La famille Doreau,

belle-sœur et nièces,

Ses amis,

tout part du décès de

Jean MARION,

conseiller honoraire

à la Cour de cassation,

président honoraire

de la Cour de révision de Monaco,

président de la Cour supérieure

des redevances

(Rastat-RFA : 1950-1954),

conseil des présidents

de la Cour suprême des redevances

(Munich : 1954-1990),

officier de la Légion d'honneur,

commandeur du Mérite

de la République italienne,

commandeur de l'Ordre

de Saint-Charles Monaco,

grand officier de l'Ordre du Mérite

de la République fédérale d'Allemagne,

survenu le 9 juin 1995, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Obsèques et inhumation ont eu lieu dans l'intimité à Notre-Dame, le 13 juin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Messe, le 21 juin, à 11 heures, chez les Petites Sœurs des Pauvres, 62, avenue de Breteuil, Paris-7<sup>e</sup>.

66, avenue de Breteuil, 75007 Paris.

— M<sup>re</sup> Paul Selignan,

Jean-Luc et Valérie Selignan,

Gilles et Jacqueline Selignan,

Pascal et Brigitte Selignan,

Olivier et Perrine Selignan,

ses enfants,

Vanessa et Charlotte,

Anne-Laure, Maïté et Flore,

Raphaël,

Marie et Martin,

ses petits-enfants,

M. et M<sup>re</sup> Pierre Blum-Nordman

et leurs enfants,

M<sup>re</sup> Nelly Hass,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Paul SELIGNAN,

survenu le 13 juin 1995, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Selon son désir, la crémation a eu lieu dans l'intimité familiale.

45, rue Duquesne,

69006 Lyon.

— Les familles Coblence, Fouqué et Cohen Pottin

nous prient d'annoncer le décès de

M. Jean-François COBLENCE,

survenu le 14 juin 1995.

De la part de

La famille Andréou,

cousins et cousines,

La famille Doreau,

belle-sœur et nièces,

Ses amis,

tout part du décès de

Jean MARION,

conseiller honoraire

à la Cour de cassation,

président honoraire

de la Cour de révision de Monaco,

président de la Cour supérieure

des redevances

(Rastat-RFA : 1950-1954),

conseil des présidents

de la Cour suprême des redevances

(Munich : 1954-1990),

officier de la Légion d'honneur,

commandeur du Mérite

de la République italienne,

commandeur de l'Ordre

de Saint-Charles Monaco,

grand officier de l'Ordre du Mérite

de la République fédérale d'Allemagne,

survenu le 9 juin 1995, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Obsèques et inhumation ont eu lieu dans l'intimité à Notre-Dame, le 13 juin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Messe, le 21 juin, à 11 heures, chez les Petites Sœurs des Pauvres, 62, avenue de Breteuil, Paris-7<sup>e</sup>.

66, avenue de Breteuil, 75007 Paris.

— M<sup>re</sup> Paul Selignan,

Jean-Luc et Valérie Selignan,

Gilles et Jacqueline Selignan,

Pascal et Brigitte Selignan,

Olivier et Perrine Selignan,

ses enfants,

Vanessa et Charlotte,

Anne-Laure, Maïté et Flore,

Raphaël,

Marie et Martin,

ses petits-enfants,

M. et M<sup>re</sup> Pierre Blum-Nordman

et leurs enfants,

M<sup>re</</sup>



# L'Asie défigurée

**Se développer d'abord, tenter de corriger les effets néfastes de l'expansion par la suite : ce laxisme a provoqué une situation de plus en plus intenable en Malaisie, à Singapour, en Thaïlande, en Indonésie ou au Vietnam. La pollution et les atteintes à l'environnement y prennent des proportions considérables**

**E**n septembre-octobre 1994, la péninsule malaisienne a été plongée dans une sorte de brouillard provoqué, le plus souvent, par la mise à feu de résidus de forêts déjà exploitées et que les paysans transforment ainsi en terres propres à des plantations de cacao, de palmiers à huile ou d'hévéas. Ces feux provenaient non seulement de la péninsule, mais également des îles voisines de Sumatra et, surtout, de Bornéo.

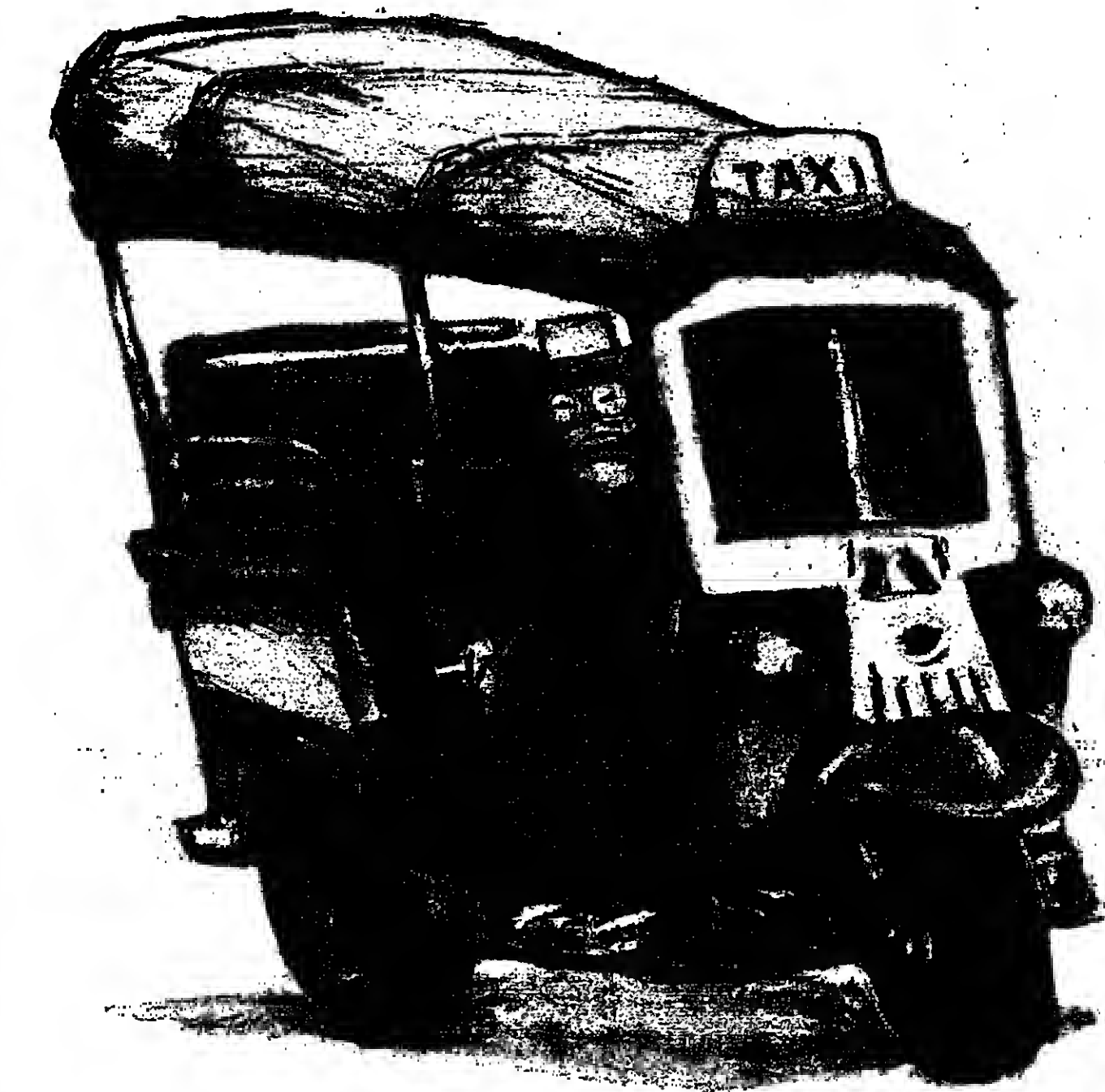
Début octobre, dans le détroit très passant de Malacca, deux collisions navales ont eu lieu dans la fumée. La visibilité étant réduite à moins d'un kilomètre, Kuala Lumpur a même suspendu, pendant plusieurs jours, les vols d'avions légers. A Singapour, les hôpitaux ont rapporté une augmentation sensible de troubles respiratoires, de la vue et de la peau. L'arrivée des pluies, en novembre, a mis un terme à ce problème, mais à titre provisoire : en effet, il se reposera à l'automne, car des centaines de milliers d'hectares de forêts coupées n'ont pas encore été nettoyés pour être reconvertis en cultures.

Comme l'Extrême-Orient, l'Asie du Sud-Est paie cher un développement qui, surtout depuis 1986, s'est accéléré dans plusieurs pays et dont le ralentissement n'est pas encore prévisible. Si le niveau de vie a presque doublé en Thaïlande en l'espace de huit ans, des catastrophes liées à un développement mal contrôlé sont régulières : 183 morts dans l'incendie d'une fabrique de jouets de la banlieue de Bangkok en mai 1993 ; 137 morts, en août de la même année, dans l'effondrement d'un hôtel de Nakhon Ratchasima sous le poids de deux réservoirs d'eau dont l'installation sur le toit n'avait pas été prévue ; effondrement, sans victime cette fois, d'un immeuble de sept étages en construction à Bangkok en octobre 1993 ; 177 morts en février 1991 lors de l'explosion, à la suite d'un accident, d'un camion chargé de dynamite ; 91 morts, l'année précédente, quand un camion chargé de gaz s'est retourné à un carrefour encombré de Bangkok.

Certes, une ville comme Singapour parvient à limiter au mieux la pollution et les embarras de la circulation. Mais c'est au prix de campagnes systématiques d'information et de mesures draconiennes qui vont de l'interdiction du chewing-gum à de sévères restrictions de la consommation de tabac, en passant par le contrôle électronique de l'utilisation des toilettes publiques, la très stricte réglementation de l'usage de véhicules aux prix volontairement prohibitifs (une taxe de 200 %) et l'interdiction de l'essence contenant du plomb.

Les problèmes sont exacerbés à Bangkok par la surpopulation (huit millions d'habitants) et le manque d'espace (12 % de la superficie sont consacrés aux voies et espaces publics contre 30 % à Paris). Les enfants peuvent subir jusqu'à deux heures de trajet pour se rendre à l'école. Les plus fortunés transforment leurs véhicules en bureaux : téléphones mobiles, ordinateurs, mini-réfrigérateurs et même toilettes portables.

Djakarta, sept millions d'habitants, est à son tour paralysée par les encombrements, à telle enseigne qu'écoles et universités ont été mises en congé pendant quarante-huit heures en novembre, à l'occasion du dernier sommet de l'Asie-Pacifique, afin d'alléger le trafic. La Banque mondiale estime déjà le coût de la pollution et de la congestion dans une fourchette de 400 millions à 800 millions de dollars par an dans la capitale indonésienne et de 1 à 3 milliards de dol-



lars, en soins médicaux et perte de productivité, dans celle de la Thaïlande.

Il reste que, avec la multiplication des problèmes et des agressions, on ne peut que constater l'absence de prise de conscience. Lors du sommet de la Terre, à Rio en septembre 1993, la Malaisie s'est engagée à exploiter ses forêts, notamment celles de Sabah et de Sarawak, dans la limite du soutenable. A Hô Chi Minh-Ville, l'aménagement d'un terrain de golf dans la ceinture verte de la métropole a soulevé de nombreuses protestations, tandis que la municipalité de Hanoï semble décidée à interdire la construction, dans le centre de la ville, d'immeubles de plus de six étages afin d'en préserver au moins en partie le cachet. En 1992, en dépit d'un manque à gagner important, l'Assemblée nationale vietnamienne a interdit l'importation de déchets toxiques et a voté une première loi sur l'environnement. Il faut encore limiter les effets de l'irréparable : guerres, coupes de bois et besoin de terres arables ont fait que le taux de couverture forestière au Vietnam est tombé de 44 % à 24 % en un demi-siècle, précipitant l'érosion des sols et accentuant les sécheresses et les inondations.

**E**n dépit de l'importance des intérêts en jeu, les autorités thaïlandaises fournissent, de leur côté, de sérieux efforts pour développer un tourisme moins scandaleux que celui centré sur le sexe : répression - difficile - de la prostitution infantile ; lutte ouverte contre le sida ; réaménagement du littoral ; mise en valeur du patrimoine culturel ; protection des parcs nationaux. Ainsi, par

exemple, le visiteur peut-il découvrir, depuis quelques années, que le royaume a restauré, dans le centre du pays, la région de Sukhotai, véritable berceau de sa civilisation, et qu'il en fait autant du chapelet de temples khmers dans l'est de son territoire. Se développer d'abord, corriger les effets néfastes de l'expansion par la suite : ce laxisme est devenu une lueur qui n'est plus à la portée de quiconque, car la pollution croît plus vite que l'économie.

**L'Asie du Sud-Est paie cher un développement qui, surtout depuis 1986, s'est accéléré dans plusieurs Etats et dont le ralentissement n'est pas encore prévisible**

Selon la Banque mondiale, trois des pollutions industrielles les plus dangereuses (dioxyde de soufre, dioxyde d'azote et particules en suspension totale dans l'air) se sont, de 1975 à 1988, multipliés par dix en Thaïlande, par huit aux Philippines et par cinq en Indonésie. Or la demande d'énergie augmente également plus vite que la croissance économique, et le parc automobile, sans réel contrôle des gaz, double en moyenne tous les sept ans.

Les défenseurs de la thèse selon laquelle la croissance rapide et protection de l'environnement sont incompatibles ont beau avoir du mal à se faire entendre, la conscience de la gravité de la situation fait néanmoins son chemin, notamment avec le renforcement de l'hygiène et la naissance de classes moyennes. Ainsi, les constructions

de barrages sont-elles de plus en plus controversées. En Indonésie, un procès engagé en 1994 sur le montant des compensations accordées à des paysans déplacés par la construction d'un barrage, en partie financée par la Banque mondiale, fait réfléchir ceux qui entendent se lancer dans ce type de projet, car les organisations non gouvernementales se portent désormais, comme c'est aussi le cas en Thaïlande, au secours des ru-

opter pour des technologies plus propres, donc plus coûteuses. En 1992, Bangkok a ratifié un Acte national de l'environnement doté d'un fonds de 200 millions de dollars affecté au développement d'une production plus propre. En outre, le gouvernement thaïlandais a promis de dégager 900 millions de dollars sur cinq ans pour la protection de l'environnement. Pour sa part, Djakarta s'efforce, surtout depuis un an, de mieux contrôler le commerce illégal du bois. Mais il reste très difficile de convaincre des millions de petites et moyennes entreprises qui comprennent mal le profit engendré par une politique plus écologiste. Les déchets s'accumulent partout, depuis les eaux sales déversées dans les rivières jusqu'aux tonnes de métaux ou de plastiques abandonnés.

Les Etats de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), qui regroupent Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, les Philippines et la Thaïlande, ont adopté, en avril 1994, leur premier « plan vert », un programme visant à intégrer, dans un délai de cinq ans, une politique de l'environnement. L'Asean a également invité les quatre autres pays de la région (Birmanie, Cambodge, Laos et Vietnam) à s'unir à elle pour protéger les littoraux de la région et préserver les ressources maritimes.

Des organismes privés, en Thaïlande, ont pris l'initiative de créer un « fonds vert » avec la participation du secteur privé, dont la réponse a été positive. En Indonésie, un programme devrait permettre de doter de l'énergie solaire un million de ménages dans les cinq années à venir. Des campagnes se développent un peu partout, à l'initiative d'organisations non gouvernementales locales, en faveur de la protection de la nature et pour faire adopter une législation contraignant les industries à

qu'ils seraient remboursés, intérêts compris. Quelle que soit la décision du tribunal, il est révélateur que, même dans un système autoritaire, des organisations soient prêtes à attaquer le chef de l'Etat.

En l'espace d'une génération, le genre de vie et les conditions matérielles de dizaines de millions de gens se sont radicalement modifiées : école, électricité, télévision, services de santé et, pour finir, société de consommation. L'urbanisation est effrénée et les principaux pôles de développement sont de plus en plus gourmands. Si des erreurs commencent à être corrigées, les conditions d'une croissance équilibrée, à l'échelon régional, sont encore loin d'être résumées, ainsi que le soulignent les écarts de niveau de développement dans la partie continentale.

A la suite d'un glissement de terrain meurtrier, la Thaïlande a interdit en 1989 les coupes de bois sur son territoire. Conséquence : pour satisfaire leur propre marché et le fort appétit des économies industrialisées de la région, les forestiers thaïlandais exploitent ou convoitent les richesses de trois de leurs voisins, la Birmanie, le Laos et le Cambodge. Ce dernier pays, encore en proie à la guerre et au banditisme, a été victime, fin 1994, d'une sécheresse suivie d'inondations. Les autorités ont calculé que le déficit rizicole s'élevait en 1995 à 300 000 tonnes et lancé un appel urgent à d'éventuels donateurs.

**L**a brutalité des crues et des sécheresses du Mékong, qui ont fait un million de sinistrés en novembre dans son delta et détruit les riches cultures sur berge, n'est pas seulement le fait du rythme des pluies ; elle est surtout celle d'une déforestation sauvage. Les deux tiers du Cambodge étaient couverts de forêts denses voilà trente ans. Moins de 50 % de sa superficie le sont aujourd'hui et seulement un quart est formé de forêts primaires. Les forêts se retenant plus l'eau de pluie, le Mékong est sujet à des crues et des sécheresses de plus en plus brusques. En outre, l'équilibre du Tonlé Sap, régulateur des eaux du Mékong et grand réservoir de poissons, est remis en cause par les travaux d'irrigation inconséquents de la période des Khmers rouges (1975-1978) et la destruction des mangroves, zones de ponte, par des paysans misérables en quête de bois de chauffage.

Tout le monde coupe du bois au Cambodge : les Khmers rouges pour alimenter leur trésorerie, comme l'armée royale pour financer son rééquipement et matériel et en armement. En 1992, avant l'interdiction de l'exportation de bois par l'ONU, 1,5 million de mètres cubes ont ainsi été exportés. Mais ces trafics se poursuivent depuis, surtout en direction de la Thaïlande, car les deux camps en présence ont des besoins cruciaux de recettes ; de toute façon, faire respecter une réglementation des coupes de bois est pratiquement impossible. Des entrepreneurs thaïlandais puisent également dans les vastes réserves de bois de la Birmanie et du Laos, deux pays où le niveau de vie est, comme au Cambodge, de dix fois inférieur à celui de la Thaïlande.

La Papouasie - Nouvelle-Guinée a, de son côté, quadruplé ses exportations de bois depuis 1980 : 2,7 millions de mètres cubes, soit l'équivalent de 3 millions d'arbres, ont été exportés en 1993, pour l'essentiel vers le Japon. En Indonésie, selon des sources officielles, 5 millions d'hectares de brousse, de plantations et de forêts ont brûlé en octobre 1994 à Sumatra et à Kalimantan (partie indonésienne de Bornéo). Même là où les problèmes de pollution sont les plus sérieux, l'urbanisation ne fait que s'amorcer : 70 % des 60 millions de Thaïlandais sont encore des ruraux.

La prise de conscience de la gravité des problèmes n'a pas encore permis de ralentir sensiblement le rythme de croissance de la pollution. Alors que quelques centaines de millions de dollars sont affectés à la protection de l'environnement, il faudrait compter en milliards de dollars pour assainir la situation. En d'autres termes, pour préserver son environnement, l'Asie du Sud-Est devrait déjà songer à diverter des ressources substantielles, quitte à accepter un ralentissement, au moins provisoire de son expansion économique.

Jean-Claude Pomonti

مكتبة الصالح



## Deux scénarios pour Salman Rushdie

par Pierre Pachet

Dans *Le Monde* daté 11-12 juin, un éditorial intitulé « Rushdie sans garanties ? » dénonce par avance la politique « aveugle » des démocraties occidentales, stupéfaites de se satisfaire du vague engagement de l'Iran de ne pas mettre à exécution la fatwa lancée contre Rushdie. « Par avance » puisque la réponse officielle de l'Iran aux demandes de l'Union européenne concernant le sort de l'écrivain britannique ne devrait être connue que le 22 juin. Ce pessimisme salutaire mais précis nous donne l'occasion de faire mieux comprendre le sens de l'actuel politique que les comités de défense de Rushdie dans divers pays, en accord avec l'écrit, ont engagée depuis sa visite à Paris en mars dernier.

Cette visite en France, on s'en souvient, revêtu un caractère politique marqué, à la différence des précédentes. Rushdie n'a pas rencontré uniquement le ministre de la culture, mais les hauts responsables de l'Etat. Ce qu'il voulait n'était en effet pas seulement la réitération rituelle de grands principes concernant la liberté d'expression, mais des engagements concrets de la France, et donc la présidence de l'Union européenne, en faveur de sa cause.

On doit rappeler que la France entretient avec l'Iran des relations assez étroites, économiques et diplomatiques, qui n'avaient jusqu'à présent que peu de place à un soutien énergique de la cause de Rushdie. Les pays occidentaux, et revanche, ont montré l'exemple, et la pression qu'ils ont exercée sur l'Iran a conduit les ambassadeurs de ce pays en Norvège à au Oanemark à donner certaines assurances quant à la sécurité de Rushdie. Pourquoi ne pas essayer de prendre cela comme un point de départ pour contraindre l'Iran à renoncer à ses menaces de mort ? Telle fut en mai l'argumentation de Rushdie eide ses défenseurs. Et c'est dans cette voie que l'Union européenne, à l'initiative de la France, a demandé à l'Iran de s'engager.

Ceux scharios peuvent désormais se prévaloir.

Premier scénario. Le gouvernement iranien ne répond pas ou répond en des termes qui lui sont de longue date coutumiers. L'Iran se contenterait ainsi de répéter ce que déclarait déjà

l'agence IRNA au lendemain de la venue de Rushdie en France : l'Etat iranien n'aurait jamais eu l'intention d'envoyer des tueurs contre Rushdie, coupable néanmoins d'avoir blasphémé et d'avoir offensé des millions de musulmans à travers le monde, et sans le coup d'une fatwa émise par l'imam Khomeini et approuvée par tous les pays musulmans. La « Fondation du 15 khordad », elle, fondation privée qui a promis une prime aux assassins, serait libre de ses initiatives.

Une telle réponse, reprenant dans des termes à peu près inchangés la position du gouvernement iranien de ces cinq dernières années, serait à nos yeux inacceptable. Elle traiterait par le déni, c'est-à-dire par le mépris, les multiples démarches entreprises par l'Union européenne, notamment celles mises en œuvre par la présidence française ces derniers mois. Cette attitude de l'Iran devrait entraîner une réaction extrêmement ferme de la part de l'Union européenne.

Deuxième scénario. L'Iran donne une réponse qui peut être considérée comme une étape sur la voie d'un règlement positif de l'affaire Rushdie. Le signal de bonne volonté de l'Iran, qui permettrait de poursuivre le dialogue, pourrait consister, selon Rushdie et ses défenseurs, en :

- une déclaration faite devant différentes instances internationales (l'Union européenne, l'Organisation de la conférence islamique, l'Assemblée générale des Nations unies), affirmant que le gouvernement iranien renonce à encourager la violence contre la personne et l'œuvre de l'écrivain britannique ;

- l'annonce de la suppression de la prime de 2 millions de dollars offerte par la Fondation du 15 khordad ;

- un appel solennel à la communauté musulmane mondiale, lui enjoignant de ne pas chercher à attenter à la vie de Rushdie ;

De telles déclarations devraient ouvrir la voie, dans un délai rapproché (moins d'une année), à l'annulation de la fatwa elle-même.

Signalons au passage, pour en finir avec un argument souvent entendu, que la République islamique, pouvoir théocratique, ne peut s'abriter, pour justifier son obstination, derrière une prétendue répartition des pouvoirs en Iran. La récompense promise aux assassins n'émanerait pas du

gouvernement, mais d'une fondation privée ? Parions pourtant que cette fondation ne peut exercer ses activités et faire connaître ses désirs qu'avec la protection du pouvoir de Téhéran. La fatwa, entend-on dire encore, émane d'un ayatollah disparu aujourd'hui et n'aurait pu être abrogée que par lui. Nombre d'experts en droit et en théologie islamique ont défendu une autre thèse. Et il est désormais établi qu'une fatwa statuant en sens inverse de celle de 1989 pourrait parfaitement rendre caduque cette dernière et se substituer à elle. C'est à l'Iran d'ouvrir la voie en ce sens.

Ou bien l'Iran persiste. A l'Union européenne de réagir fermement dans ce cas. Ou bien viennent des signes encourageants. Il faut alors évoluer vers l'annulation de la fatwa, avant un an

L'article du *Monde* avançait aussi un argument, qui vise simultanément Salman Rushdie, ses défenseurs, et les démocraties occidentales dans leur ensemble. « Les Européens ne devraient pas se focaliser sur le sort de l'écrivain », écrit le journal, « mais plutôt sur la situation des écrivains persécutés ». Mais comment séparer ces deux causes ? Il est vrai que la situation des écrivains est très difficile en Iran. Cent trente-quatre d'entre eux ont en ce moment de signer un texte, rendu public en Iran en octobre 1994, visant à créer une union professionnelle des écrivains dont le but serait « de supprimer tout ce qui s'oppose à la liberté de pensée, d'expression et d'édiction ».

Le 27 novembre, l'écrivain et poète Ali Akbar Saidi Shirani, qui avait souvent critiqué la censure iranienne, et avait été arrêté en

mars à la suite de douteuses accusations criminelles, mourut en prison, alors même que les 134 subsistaient diverses pressions, et que certains d'entre eux retiraient leur signature. Il faut faire connaître ces atteintes aux libertés, et nous en sommes sur la presse pour le faire.

Mais on ne peut apposer ainsi Rushdie et les écrivains iraniens. S'il y a en Occident cet intérêt particulier pour Salman Rushdie, c'est d'abord parce qu'il est citoyen britannique, et donc européen, qui n'a d'autre lien avec l'Iran que d'y avoir vu traduire et publier ses premiers romans. En condamnant à mort le citoyen d'un autre Etat sous prétexte qu'il est d'origine musulmane (Rushdie est né en Inde), l'ayatollah Khomeini prétendait exercer une autorité religieuse, judiciaire et politique qui faisait fi de toutes les citoyennetés, et il montrait par là même le peu de cas qu'il faisait de la liberté de pensée et de la liberté de conscience nû que ce soit, y compris évidemment en Iran. C'est ce qu'on a parfaitement compris les 50 intellectuels et artistes iraniens en exil qui, en mars 1992, lançaient un appel en faveur de Rushdie, liant son sort à celui de ceux qui, « à l'intérieur de l'Iran, subissent en permanence la pression implacable de la censure religieuse, et qui y ont été emprisonnés et même exécutés pour « blasphème » ».

C'est pourquoi aussi nombre de musulmans de France expriment leur solidarité avec l'écrivain. Par ailleurs, il ne suffit pas de rappeler que Rushdie est un écrivain important. Il faut souligner que *Les Versets sataniques*, tout comme les réflexions ultérieures de Rushdie sur cette affaire, touchent à des questions essentielles du mode d'aujourd'hui. Œuvre de fiction et de réflexion, *Les Versets* mettent en question le statut des textes sacrés face à la pensée moderne ; ils démontrent la puissance inquiétante, manifestement de l'imagination et de la pensée individuelle. C'est pourquoi la liberté de création et l'existence de cet écrivain nous importent ; c'est pourquoi nous croyons nécessaire d'explorer toutes les voies qui pourraient conduire l'Iran à renoncer à ses menaces.

Pierre Pachet est universitaire et écrivain. Il est l'un des initiateurs du Comité pour la défense de Salman Rushdie

## 1995, année faste pour le Front national

Soit de la première page

Le FN est sorti des frontières traditionnelles de l'extrême-droite. A l'élection présidentielle, seulement 30 % des électeurs de Jean-Marie Le Pen se classent à l'extrême droite sur la traditionnelle échelle gauche-droite de la Sores ; 23 % se classent à droite ; 29 % au centre ; 13 % à gauche et 5 % à l'extrême gauche.

Dans la société politique actuelle, où les repères traditionnels s'estompent, la cohérence entre le positionnement politique et le comportement électoral s'est beaucoup affaiblie. Il y a à l'œuvre une conséquence du renouvellement sociologique dont bénéficie le Front national : les électeurs qui votent en sa faveur ne se sentent nullement d'extrême droite. En 1988, ils votaient Mitterrand dès le premier tour. Au second tour de 1995, ils ont souvent préféré Lionel Jospin à Jacques Chirac dans un combat à leurs yeux classique. Mais entre-temps, au premier tour, ils ont voté Le Pen.

Le vote FN était réputé puissant dans les élections nationales (présidentielle, législatives), où les électeurs portent un jugement sur l'état du pays, et faible dans les élections locales (municipales, cantonales), où les électeurs jugent leurs élus, dont ils se sentent en général proches. Ainsi, aux municipales de 1989, le Front national a tout juste atteint 10 % des voix dans les villes de plus de 9 000 habitants, où il était effectivement présent, et, aux cantonales de 1994, il a plafonné au même score. Depuis dimanche dernier, cette analyse n'est plus exacte. Le Front national a obtenu une moyenne de 13 % des voix dans les villes de plus de 9 000 habitants où il s'est présenté.

Il y a six ans, le taux de fidélité du vote lepéniste entre la présidentielle et les municipales était de 58 % (de 17,43 % à la présidentielle à 10,1 % aux municipales, statistique calculée dans les villes où le FN était présent aux deux élections), ce qui signifie qu'en apparence tout au moins plus de 40 % de son électoral de l'élection nationale ne se reportait pas sur lui à l'élection locale. En 1995, entre le vote lepéniste du 23 avril et le vote frontiste du 11 juin, le taux de fidélité est monté à 81 % (de 17,1 % à la présidentielle à 13,1 % aux municipales). Le phénomène a certainement été facilité par la proximité de date des deux scrutins, mais, en 1988, dans les sept semaines qui séparaient la présidentielle des législatives, le taux de fidélité du vote lepéniste n'avait été que de 69 %.

Depuis 1986, le vote Le Pen est qualifié dans les analyses électorales de « vote protestataire ». Beaucoup d'électeurs portaient leurs voix sur le FN sans partager ses idées et surtout sans souhaiter sa victoire. Cette analyse ne se trouve-t-elle pas, elle aussi, dépassée ? Oans de nombreuses villes, à l'évidence, beaucoup d'électeurs ont voté pour élire un maire et une équipe Front national, et pas seulement pour crier leur désespérance. Jusqu'à présent, le vote Front national paraissait victime, si l'on ose dire, d'un seuil de tolérance qui l'empêchait de dépasser localement le seuil de 25-30 % de suffrages. Aux municipales de 1989, il ne dépassait 30 % des voix que dans une seule ville de plus de 9 000 habitants, aux législatives de 1993 dans six villes. A ces élections municipales, il y parvient à seize reprises. Le record du vote FN en 1989 appartenait à Saint-Gilles (Card), avec 34 % des voix. Six ans plus tard, il se dispute entre Noyon (Oise) avec 44 % des voix et Vitrolles (Bouches du Rhône) avec 43 %, soit dix points au-dessus de la plus haute performance antérieure !

Le vote FN était souvent décrit comme une simple flambe liée au talent de Jean-Marie Le Pen et qui disparaîtrait avec la retraite de son fondateur. Or ces élections municipales montrent tout au contraire qu'une génération de leaders frontistes émerge et dispose désormais d'une véritable assise locale qui lui permet des performances supérieures à celle du président du mouvement. Comment dans ces conditions

avoir la naïveté de penser que le phénomène frontiste n'est que passager alors qu'il ne cesse de se développer et de s'entracener en France depuis onze ans et qu'une génération est désormais prête à succéder à Jean-Marie Le Pen ?

Traditionnellement, au second tour des élections, un réflexe de l'électeur frappe d'indignité de fait les candidats du FN. Ainsi, en 1993, le mouvement n'a-t-il pu faire élire comme député aucun des siens, malgré des triangulaires où il était en tête à l'issue du premier tour et deux duels avec les socialistes pourtant rejoints cette année-là. Aux municipales de 1989, il ne l'a emporté qu'à Saint-Gilles, et cela grâce à la division maintenue de la droite modérée. C'est ce raisonnement qui a conduit à Nice Jacques Peyrat à quitter le Front national, malgré ses idées d'extrême droite et son amitié pour Jean-Marie Le Pen. L'enjeu fondamental du second tour des élections municipales dimanche prochain sera de savoir si l'interdit qui frappe le Front national et empêche la victoire de ses leaders demeure ou non.

Imagine-t-on le retentissement qu'aura dans l'Europe tout entière la conquête de plusieurs grandes villes de France par le parti d'extrême droite ?

Or le FN a l'espoir de conquérir une ville de plus de 9 000 habitants - Noyon (Oise) -, deux villes de plus de 20 000 habitants - Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et Orange (Vaucluse) -, deux villes de plus de 30 000 habitants - Vitrolles (Bouches-du-Rhône) et Dreux (Eure-et-Loir) -, une ville de plus de 50 000 habitants - Tourcoing (Nord) -, et une ville de plus de 100 000 habitants - Toulon (Var). Imagine-t-on le retentissement qu'aura dans l'Europe tout entière la conquête de plusieurs grandes villes de France par le parti d'extrême droite ? D'autant que ces victoires sont possibles sans même tenir aux divisions de la droite modérée, comme à Saint-Gilles en 1989. Pour que le FN soit battu, il faut que l'électeur RPR et UOF se porte sur la gauche à Clichy-sous-Bois et à Vitrolles et que l'électeur de gauche fasse le mouvement inverse à Dreux, Noyon et à Orange. Quant à Tourcoing et à Toulon, l'improbable est tel que l'électeur désireux de faire barrage à l'extrême droite ne peut savoir s'il doit se porter sur la gauche ou sur la droite modérée. Il ne peut s'en remettre qu'à la chance.

On touche là aux défauts du mode de scrutin actuel qui, s'il présente l'avantage de représenter les minorités dans les conseils municipaux, pousse dans un système politique déstructuré à la multiplication des listes et à l'intransigeance. Est-il normal qu'une liste puisse diriger une ville en obtenant au second tour 35 ou 40 % des voix alors que les 60 à 65 % restants de la population lui sont violemment hostiles ?

Sans que l'on y ait pris garde, le Front national a cette année profondément changé de nature. Il se passe en France une évolution à l'italienne, où le mouvement d'extrême droite, le MSI, longtemps confiné aux petits rôles, est devenu un prétendant majeur à l'exercice du pouvoir. Dimanche prochain en France, dans quelques villes, c'est un peu de l'avenir de notre pays qui se jouera.

Jérôme Jaffré

## Pourquoi Castro sacrifie-t-il le pion Vesco ?

par Jorge Masetti

FEL CASTRO nous donnera toujours, en annonce (*Le Monde* du 10 juillet) l'arrestation à La Havane de Robert Vesco, et sa probable extradition aux Etats-Unis, où ce citoyen américain est recherché par avoir dérobé, en 1973, 223 millions de dollars à un fonds de placement pour petits épargnants.

Après cette retentissante esroquerie, Vesco s'installe au Costa Rica, où il poursuit ses affaires, illes cette fois au trafic de drogue et d'armes. Sur le point d'être arrêté par la OEA (Agence américaine de lutte contre le trafic de drogue), en octobre 1982, il trouve refuge à Cuba, soit le nom de code de « Tom l'Américain ». Le leader cubain saura tirer profit des splendeurs spéciales de son hôte. Il nomme au colonel Antonio de la Guardia, chargé de trouver les moyens pour contourner l'embargo américain contre Cuba, de mettre sur pied avec lui des importations clandestines des Etats-Unis à Cuba : armements, matériels médicaux et de transmission, etc. Le nouvel ami de Castro touchait une commission sur chaque opération.

Mais les activités de « Tom » à Cuba ne s'arrêtent pas là. Entre 1981 et 1985, il étudie aussi la possibilité d'utiliser Cayo Largo (un îlot, à mi-chemin entre la Colombie et la

Floride) pour le blanchiment d'argent. Vesco en profite d'ailleurs pour se faire construire sur ce site paradisiaque une villa avec un embarcadere privé, pour son yacht de 1 million de dollars.

Il était facile de rencontrer « l'homme d'affaires » chargé d'attirer dans l'île des capitaux d'origine douteuse

« Tom l'Américain » possède aussi deux autres villas. Une à la Mario Hemlogway (un centre touristique de luxe situé à la sortie de La Havane), dotée d'un système de transmission spécial installé sur ordre de Ramiro Valdés, alors ministre de l'intérieur. Et l'autre dans le quartier de Siboney, réservé aux hauts dignitaires du régime et à leurs invités de marque.

Après l'avoir longtemps niée, Fidel Castro est finalement contraint d'admettre publiquement la présence de Vesco à Cuba, en 1985, à la suite d'un reportage de CBS. Il invoque

alors au cours d'une conférence de presse « le refuge humanitaire ». Le 13 juillet 1989, Antonio de la Guardia est fusillé « pour trafic de drogue », dans le cadre du procès Ochoa, baptisé par la presse internationale de « procès de Moscou à La Havane ».

On aurait pu craindre qu'après cela la présence de Vesco ne serait faite plus discrète dans la capitale. Pas du tout. Il était facile de rencontrer « l'homme d'affaires » chargé d'attirer dans l'île des capitaux d'origine douteuse, dans les centres commerciaux et les lieux de loisirs réservés aux étrangers... toujours accompagné par ses gardes du corps du ministère de l'intérieur cubain.

D'autres trafiquants de drogues notoires avaient leurs entrées à Cuba. Citons pour mémoire Jaime Gillet-Lara, décedé à La Havane d'un étrange infarctus en 1990, quelques mois après le procès Ochoa. Et Carlos Leder, aujourd'hui incarcéré aux Etats-Unis, qui fit cadeau de deux avionnettes de luxe au Lider cubain. En échange de quoi ?

La grande erreur est d'interpréter les gestes de Fidel Castro comme ceux d'un chef d'Etat « normal ». Il ne gouverne pas, il conspire. Il n'a ni ami ni ennemi. Comme dans une partie d'échecs, il sacrifie un pion, ou une reine, selon les circonstances. Seules les néces-

sités. L'essentiel est de protéger le roi. De rester au pouvoir.

C'est pourquoi il faut tâcher de comprendre ce qu'il peut gagner aujourd'hui en livrant le pion Vesco aux Américains. Il rend la politesse à l'administration Clinton, qui a, depuis l'accord de mai dernier, rapatrié à Cuba les « balseras », qui tentent de s'échapper de l'île. Et il prouve à l'opinion mondiale sa bonne volonté à l'égard de ces « Yankees » qui « lui » imposent encore et toujours l'embargo.

Du même coup, il se débarrasse d'un complice gênant. En le livrant lui-même aux Etats-Unis, il ôte à Vesco toute crédibilité sur tout ce qu'il pourra déclarer contre lui. Et, surtout, il disqualifie le dernier témoin du procès Ochoa. Il tente peut-être aussi une opération de séduction en direction de ses nouvelles relations internationales.

Eo trente-six ans, le « commandant en chef » a construit un système où lui seul peut se sentir en sécurité. Avec toujours un bon émissaire à portée de main. Mais il oublie que la partie qu'il joue peut s'achever par un « échec et mat » !

Jorge Masetti est un ancien collaborateur d'Antonio de la Guardia. Il vit en exil en France depuis 1991



# Le Monde

## Les Etats-Unis et la Bosnie

Il y a, à première vue, quelque chose de choquant dans la déclaration faite jeudi par les Occidentaux à Halifax, qui exhorte les « belligérants » bosniaques à déposer les armes. Les sept dirigeants les plus puissants du monde n'ont-ils rien d'autre à dire aux milices de Radovan Karadzic qui assiègent Sarajevo ? L'affaire, l'assassinat ? N'ont-ils rien de mieux à dire aux Bosniaques qui, désespérant de la communauté internationale, semblent avoir décidé de ne plus compter que sur eux-mêmes et de briser seuls l'encerclement de leur capitale ?

En réalité, la question ne se pose pas en ces termes et ceux qui, face à cette crise, sont les plus enclins à se réclamer de la morale – les témoins du Congrès américain – sont les moins autorisés à le faire. La déclaration des Sept à Halifax vise à sauver du désastre l'ultime tentative menée par les Européens – France et Grande-Bretagne en tête – pour éviter que le sort de la Bosnie ne soit définitivement réglé par les armes. On peut certes contester cette politique de recherche d'un règlement négocié. Mais si l'on estime qu'il n'y a pour les Musulmans bosniaques pas d'autre issue que la guerre, il faut aller jusqu'au bout : demander le retrait des « casques bleus », accepter d'aider à ce retrait, et consentir surtout à venir militairement en aide aux forces gouvernementales. Bref, il faut être prêt à s'engager dans la guerre.

Non seulement l'opposition ré-

publicaine au Congrès n'envisage rien de tout cela, mais elle s'oppose délibérément les efforts déployés par les Européens pour résoudre la crise, auxquels, après bien des hésitations, s'est rallié Bill Clinton. Les dernières initiatives de Bob Dole et Newt Gingrich sont particulièrement révélatrices de la vraie nature de leur combat : c'est pour des raisons financières et démocratiquement électoralistes qu'ils ont tenté de bloquer la création de la Force de réaction rapide que Paris et Londres ont décidé de mettre sur pied pour aller renforcer la Forpro. Non seulement les républicains ne sont pas disposés à envoyer un soldat américain se battre en Bosnie, non seulement il ne souhaitent pas voir les GPs aller protéger là-bas un éventuel retrait de la Forpro, mais il n'entendent même pas payer la part qui revient à leur pays dans la mise sur pied de la FRR.

La vraie nature de cette bataille par les républicains américains, c'est celle du cynisme électoraliste, c'est la tromperie envers un gouvernement bosniaque qui espère toujours entraîner les Occidentaux dans la guerre, celle d'un isolationnisme irresponsable comme les Etats-Unis n'en avaient sans doute plus connu depuis les années 30. Sur cette question, comme sur d'autres sujets de politique étrangère, MM. Dole et Gingrich ont face à eux un président très faible. La crise bosniaque le montre avec une particulière netteté : c'est le leadership américain qu'ils entrent.

## L'avenir par Honoré



## Sous la menace des « nouveaux déserts »

L'HISTOIRE de la lutte de l'homme contre le désert, vieux et inséparable enjeu de la civilisation, est marquée d'échecs. Depuis la conférence internationale qui lui fut consacrée en 1976, 105 millions d'hectares supplémentaires de terres fertiles (deux fois la superficie de l'Espagne) ont été définitivement stérilisés. Le désert avance toujours. Pis : vingt ans après lui avoir déclaré la guerre, on s'est rendu compte qu'on s'était trompé de cible. Le désert n'est plus ce qu'il était.

Plutôt que la lente extension des dunes vives, c'est le phénomène de perte de fertilité du sol et sa désertification brutale, sous l'impact de la pression humaine, qui apparaît inquiétant. Au point que les Nations unies, après avoir adopté une convention spécifique au sommet de Rio, ont décidé de faire, de chaque 17 juin une « Journée mondiale de lutte contre la désertification ». Aujourd'hui, en effet, des zones définitivement dégradées naissent à des milliers de kilomètres de tout désert, hors de tout accident climatique. L'aridité progresse moins de front, à la périphérie des sables, qu'elle ne se répand par taches, sur tous les continents. C'est un mal obscur, une progression irrégulière – les géographes parlent de « mitage » de l'espace et les Africains de « taches de léopard » –, qui se traduit par un épuisement des capacités productives des terres. Conséquence paradoxale de la modernité, le désert est devenu un lieu actif.

Cette fois, la responsabilité principale ne relève pas des dérèglements climatiques mais de l'homme et de ses activités. Un phénomène au premier chef érosif que les sécheresses : sa menace s'applique aujourd'hui au quart des terres émergées de la planète et hypothèque la survie de près d'un habitant sur six de la planète.

**« BULLDOZER » DU PAUVRE**  
La désertification avec ses impacts écologiques, sociaux et économiques peut menacer l'équilibre mondial à moyen et à long terme. Les dernières observations satellitaires confirment la mise en garde de la convention de Rio : 3,6 milliards d'hectares de terres cultivables – soit l'équivalent du continent américain – et quatre fois la surface des déserts stricto sensu – sont actuellement en voie de désertification. Une centaine de pays sont concernés, en Asie et en Afrique principalement, mais aussi sur la côte est de l'Amérique latine, au sud-est de l'Amérique du Nord, en Australie, au Caucase et sur le pourtour méditerranéen, jusqu'au sud de l'Espagne.

Les zones sèches sont, bien sûr, les plus menacées. Mais, à la différence des déserts traditionnels, la caractéristique des « nouveaux » déserts tient à ce que ceux-ci sont habités, et de plus en plus. 900 millions d'individus y vivent actuellement et le taux de croissance démographique y flirte, comme au Sahel, avec les 3 % (impliquant un doublement de la population dans les trente ans à venir). C'est bien la pression de cette population qui crée le problème.

« La forêt précède les hommes, le désert les suit », remarquait déjà Jean Glono. Ce n'est pas peu dire. Les nécessités de survie de populations devenues trop nombreuses conduisent à la dégradation des milieux fragiles : abattage des arbres, destruction du couvert végétal, surpâturage, surexploitation des terres, matriquage

chimique pour accroître le rendement des cultures commerciales, feux de brousse, diminution des temps de jachère... Au bout du compte, la fertilité s'épuise, laissant pour héritage l'érosion et la latérisation des sols avant l'ensablement final.

L'homme crée donc désormais le désert, détruisant en même temps la base écologique de sa survie. Car c'est précisément dans les contrées sèches que la dépendance humaine est la plus directe avec les ressources naturelles, c'est là que le besoin d'eau, d'arbres, de plantes et de terre est le plus pressant. La misère des milieux ruraux conduit à ce cycle infernal. C'est le « bulldozer » du pauvre. Défavorisés par des politiques de prix agricoles à la baisse, concurrencés par les exportations subventionnées des pays du Nord, privés d'emplois dans des campagnes laissées à l'abandon, paysans et éleveurs n'ont d'autre choix que d'intensifier la pression sur leur seul bien : la terre.

L'érosion du sol exacerbe aussi l'érosion sociale. Accroché par la désertification, l'exode rural grossit les mégapoles du Sud au rythme de 8 à 10 % par an, rendant celles-ci de plus en plus explosives. Des pans entiers de populations se réfugient d'une région à l'autre, aggravant l'instabilité politique de pays déjà en crise et frappant à la porte du riche du Nord.

**BATAILLE DÉCISIVE**  
La désertification pose en outre la question de la sécurité alimentaire mondiale. Pour répondre à l'accroissement démographique et parvenir à un niveau nutritionnel satisfaisant pour tous, la production agricole devrait presque tripler au cours du prochain demi-siècle comme elle l'a fait depuis les années 50. Or la production de céréales par habitant est en baisse constante depuis 1984 (-11 %) et il n'y a guère de nouvelles terres à conquérir, exceptées la savane herbeuse d'Amérique latine et quelques prairies africaines. Selon le Worldwatch Institut de Washington, la quantité de sol cultivé par habitant va baisser de 21 % d'ici à 2010 et de 12 % en ce qui concerne les terres irriguées. La compensation viendra-t-elle d'une nouvelle « révolution verte » ? Rien n'est moins sûr. Aucun miracle génétique n'est en vue, même si la productivité des cultures céréalières se situe toujours au-dessous de leur potentiel génétique.

C'est dire combien la bataille est décisive. La mise en œuvre, en 1997, de la convention de Rio – une stratégie globale intégrée dans des réalités socio-économiques locales – suffira-t-elle ? Il s'agit d'articuler planification familiale volontaire, gestion de terroir, environnement, partenariat des communautés villageoises, énergies nouvelles, réforme du foncier et des systèmes de production, fixation des prix agricoles. Mais une ambition de ce type qui conduit à revisiter le concept de développement suppose des moyens financiers importants (entre 10 et 20 milliards de dollars par an selon les estimations) sur lesquels personne n'a encore pris d'engagements.

Ne saut-il pas pourtant qu'il faut cent ans pour régénérer un centimètre d'épaisseur de sol fertile ?

Jean-Paul Besset

AU FIL DES PAGES / International

## « Nationaux de tous les pays, séparez-vous ! »

La conclusion est en forme de prophétie : « Le XXI<sup>e</sup> siècle sera le siècle des identités et des particularismes ethnico-nationaux, culturels et culturels » ; à quoi s'ajoute un avertissement auquel actualité donne tout son sens : « De la solution de la question minoritaire dépendra en grande partie la paix de demain ». Joseph Yacoub, professeur de sciences politiques à l'université catholique de Lyon, n'est pas le premier à poser ce diagnostic. Toutefois, son livre a l'avantage de ne pas se limiter à des généralités ; il examine en détail l'émergence des minorités et ses rapports avec le fait national, le rôle des organisations internationales dans l'affirmation et la protection des droits des minorités.

Après 1918, sur les dix-sept actes diplomatiques portant sur les minorités, seize concernaient l'Europe – Joseph Yacoub n'en manque pas de le rappeler. Mais loin de régler les questions soulevées par la lutte des minorités pour la reconnaissance de leurs droits, la politique menée au lendemain de la deuxième guerre mondiale sous l'impulsion d'une Amérique «ilsonienne qui entre-temps s'était retirée d'Europe a exacerbé les passions, tracé de nouvelles frontières aussi artificielles que les précédentes, dépecé des empires multinationaux pour créer des Etats difficilement viables, nourri un trépidantisme gros de conflits futurs.

« Nous sommes rentrés dans la première phase de la quatrième génération des droits de l'homme, celle des droits collectifs d'ordre communautaire », après les droits individuels, les droits socio-économiques, le droit à l'autodétermination, estime l'auteur. Comment est-il possible de garantir ces droits de la « quatrième génération » sans mettre en cause le principe sacro-saint de la souveraineté des Etats-nations ? Et comment passer de l'universalisme affiché des droits individuels au particularisme intrinsèque des droits communautaires ? C'est un problème auquel la France, « patrie des droits de l'homme », est confrontée depuis quelques années ; a été juridiquement réglé lors de la controverse sur l'existence du « peuple corse » en 1991. Le Conseil constitutionnel a indiqué que « la constitution ne connaît qu'un seul peuple, et ce peuple est composé de citoyens », c'est-à-dire d'individus indifférenciés. Cette déclaration n'a résolu cependant pas le problème politique de l'intégration des éléments allogènes, ce qui a amené le Haut Conseil à l'intégration à un blanchiment délicat entre l'acceptation « sans arrière-pensées » des spécificités « notament culturelles » et l'insistance sur « les ressemblances et les convergences dans l'égalité des droits et des devoirs afin d'assurer la cohésion de notre tissu social ».

Joseph Yacoub est convaincu que l'avenir est à l'Etat-nation, mais pas nécessairement dans la constellation actuelle. L'Etat-nation est la référence, voire l'idéal, pour les groupes ethniques qui se considèrent comme minoritaires dans des ensembles plus vastes : « Chaque communauté ethnique vise à se nationaliser, et chaque nation s'efforce de se pourvoir de son identité politique propre, c'est-à-dire de son Etat-nation », qui « s'encaserne » dans des frontières, selon le mot d'ordre marxiste dévoyé : « Nationaux de tous les pays, séparez-vous ! ».

Dans une phase de « fluidité, segmentation, fragmentation des pouvoirs », comment l'Etat-nation peut-il perdurer ? L'octroi de droits collectifs aux minorités peut aussi bien subvertir l'Etat national en le faisant éclater que le sauver en encadrant les poussées particularistes. Le choix semble être entre la coexistence aménagée qui concilierait revendications minoritaires et unité nationale – hypothèse peu probable – et l'atomisation à l'infini, puisqu'on et toujours le minoritaire de quelqu'un.

Daniel Vernet

★ Les Minorités, quelle protection ? de Joseph Yacoub, préface de Jean-François Sbr. Desclée de Brouwer, 398 pages, 15 F.

### RECTIFICATIFS

#### PHILIPPE ET JÉRÔME JAFFRÉ

Dans nos éditions du 16 juin, l'article consacré à l'Assemblée générale de Suez relatait, en quatrième colonne, l'intervention du président d'Elf Aquitaine. Il s'agit bien sûr de Philippe Jaffré, comme il était écrit précédemment dans le texte, et non de Jérôme Jaffré, vice-président de la Sofres.

#### PALEN ET POLEN

Le programme français de simulation des essais nucléaires est le programme Paan (préparation à la limitation des essais nucléaires) et non Polen, comme nous l'avons écrit par erreur dans Le Monde du 16 juin.

#### DIGNE-LES-BAINS ET GAP

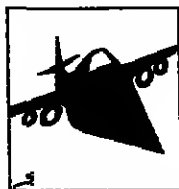
Contrairement à ce qui était écrit dans l'article consacré aux résultats du RPR aux municipales (Le Monde du 13 juin), ce n'est pas la ville de Gap, dont le maire sortant, Jean Bernard-Raymond (UDF-CDS), est en ballottage, qui a été perdue dès le premier tour par le Parti néo-gaulliste, mais celle de Digne-les-Bains, dont le maire sortant, Pierre Rinaldi (RPR), a été battu par Jean-Louis Bianco (div. g.).

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.  
Directeur : Jean-Marie Colombani, président du conseil de surveillance, directeur de la publication ;  
Directeur adjoint : Dominique Auby, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur de la rédaction ;  
Eric Pailhou, directeur de la gestion ; Anne Chassebois, directeur délégué ;  
Directeur adjoint de la rédaction : Eddy Plessel ;  
Rédacteurs en chef :  
Thomas Perrenet, Robert Solé, adjoints à la direction de la rédaction ;  
Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Laurent Creissac, Danièle Heymann, Bertrand Le Goff, Michel Luchet, Luc Rosenzweig ;  
Alain Rollat, conseiller de la direction ;  
Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction ;  
Médiateur : André Laurens ;  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président ;  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Pauvert (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesouris (1991-1994) ;  
Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 24 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprise, Jean-Marie Colombani, président du conseil de surveillance ;  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
TEL. : (1) 40-43-24-25 Télécopieur : (1) 40-43-25-29 FAX : 206.8066  
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94831 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
TEL. : (1) 40-43-25-25 Télécopieur : (1) 40-43-30-10 FAX : 261.3117









SALON DU BOURGET

## Les mécomptes de la Snecma font les bénéfices de son associé américain General Electric

A cause du dollar, plus les deux partenaires vendent de moteurs, plus le manque à gagner est lourd pour le français

■ **AIRBUS** : le groupement d'intérêt économique (GIE) rassemblant quatre industriels européens, Aérospatiale (37,9 %), Daimler Benz Aerospace (37,9 %), British Aerospace (20 %), et l'Espagnol CASA (4,2 %), « doit s'adapter et évoluer », ont estimé, jeudi 15 juin, les ministres des transports européens concernés à l'issue d'une réunion avec les industriels. Réunis au Salon du Bourget, les ministres se sont déclarés prêts à évaluer des mesures d'accompagnement politique si Airbus devait changer son statut de GIE pour celui de société anonyme afin d'augmenter sa compétitivité.

■ **BOEING** : les commandes portant sur huit Boeing 777, signées dimanche 11 juin à Washington, par les compagnies aériennes taiwanaises China Airlines (CAL) et EVA Air n'ont pas encore été finalisées, ont précisé ces dernières après l'incident survenu le mercredi 14 juin au niveau de la pressurisation dans l'un de ces appareils. Si elles étaient confirmées, les commandes des huit appareils représenteraient un montant total de plus de 1,1 milliard de dollars (5,5 milliards de francs).

■ **ALCATEL** : Jean-Claude Husson, Pdg d'Alcatel Espace, a déclaré jeudi 15 juin que son groupe est « incontournable dans le débat des restructurations industrielles » en Europe. Cette déclaration s'ajoute aux vifs échanges qui ont eu lieu ces jours-ci entre Matra et Aérospatiale sur le sujet, chacune des deux firmes revendiquant la première place française au sein de l'alliance franco-allemande en cours de constitution. « Nous représentons une force de 3 000 personnes et plus de 4 milliards de francs, et pesons dans l'espace un poids équivalent à Matra-Morcani Space. Dans les satellites, nous avons le même poids que DASA ou Aérospatiale », a expliqué M. Husson.

Si CFM International, filiale de la Snecma et de l'américain General Electric, est devenue le plus gros fournisseur de moteurs d'avions

PLUS LE MOTORISTE aéronautique CFM International vend de moteurs (en dollars), plus il fait perdre d'argent (en francs) à la Snecma, sa maison-mère française, et en fait gagner à General Electric, l'alter-ego américain. Plus de vingt ans après que Georges Pompidou et Robert Nixon, alors présidents, eurent décidé de porter sur les fonds baptismaux une filiale commune à deux de leurs champions nationaux, la réussite industrielle est au rendez-vous mais sa traduction financière n'en finit pas d'étonner. Au cœur du dilemme, le dollar.

Dans le domaine aéronautique et spatial, toutes les transactions sont libellées en dollars. Filiale à 50-50 de General Electric et de la Snecma, CFM International n'échappe pas à la règle. Mais en-dessous d'un point d'équilibre de la valeur du billet vert que Bernard Dufour, président de Snecma, évalue à 6 francs, la maison-mère française voit fondre les dividendes (en francs) que lui rapporte sa participation dans CFM International. Jusqu'à perdre de l'argent lorsque la valeur de la monnaie américaine est maintenue autour de cinq francs. Grâce à l'efficacité d'une coopération citée en exemple, CFM International est devenu, avec 37 % du marché des avions civils de plus de 100 places vendus en dix ans, le premier fournisseur mondial de moteurs pour les compagnies aériennes. Et dans le même temps, pour Snecma, une source de pertes d'autant plus difficile à colmater que le dollar est bas et les ventes nombreuses.

Même si les déficits du motoriste français depuis trois ans (2,18 milliards de francs en 1994, dont 1,7 milliard de provisions pour restructuration) incombent en grande partie à

civils avec 37 % du marché, elle est aussi une source de pertes pour le motoriste français. Son président évalue à 600 millions de francs

CFM est le plus gros fournisseur mondial de moteurs civils

LE MARCHÉ MONDIAL DES MOTEURS POUR AVIONS COMMERCIAUX DE PLUS DE 100 PLACES

SNECMA 19%

Autres 5%

ROLLS ROYCE 14%

CFM 37%

GENERAL ELECTRIC 33%

PRATT & WHITNEY 29%

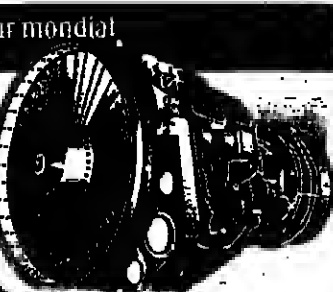
CFM est filiale à 50 % de la Snecma et à 50 % de General Electric ; IAE est filiale de Rolls Royce et de Pratt & Whitney

Bernard Dufour, président de Snecma, compte faire passer la part de CFM à 45 %

cette aberration issue des désordres monétaires, Bernard Dufour compte bien consolider les liens avec General Electric qui le fit entrer dans le carré des grands motoristes aéronautiques de la planète, en concurrence désormais avec le britannique Rolls Royce ou l'autre américain Pratt & Whitney du groupe United Technologies. Il fut même une époque où les moteurs de CFM étaient devenus des vedettes de la balance commerciale française, rapportant plus de devises à l'économie nationale qu'Airbus. Ces temps sont - provisoirement - révolus.

LA PRESSION DE LA CONCURRENCE

Toutefois, au cours de la dernière décennie, ces moteurs CFM ont dégagé un solide bénéfice de quelque 75 milliards de francs, évalue



GENERAL ELECTRIC

PRATT & WHITNEY

Bernard Dufour, président de Snecma, compte faire passer la part de CFM à 45 %

cette aberration issue des désordres monétaires, Bernard Dufour compte bien consolider les liens avec General Electric qui le fit entrer dans le carré des grands motoristes aéronautiques de la planète, en concurrence désormais avec le britannique Rolls Royce ou l'autre américain Pratt & Whitney du groupe United Technologies. Il fut même une époque où les moteurs de CFM étaient devenus des vedettes de la balance commerciale française, rapportant plus de devises à l'économie nationale qu'Airbus. Ces temps sont - provisoirement - révolus.

Toutefois, au cours de la dernière décennie, ces moteurs CFM ont dégagé un solide bénéfice de quelque 75 milliards de francs, évalue

ceci aberration issue des désordres monétaires, Bernard Dufour compte bien consolider les liens avec General Electric qui le fit entrer dans le carré des grands motoristes aéronautiques de la planète, en concurrence désormais avec le britannique Rolls Royce ou l'autre américain Pratt & Whitney du groupe United Technologies. Il fut même une époque où les moteurs de CFM étaient devenus des vedettes de la balance commerciale française, rapportant plus de devises à l'économie nationale qu'Airbus. Ces temps sont - provisoirement - révolus.

Toutefois, au cours de la dernière décennie, ces moteurs CFM ont dégagé un solide bénéfice de quelque 75 milliards de francs, évalue

ceci aberration issue des désordres monétaires, Bernard Dufour compte bien consolider les liens avec General Electric qui le fit entrer dans le carré des grands motoristes aéronautiques de la planète, en concurrence désormais avec le britannique Rolls Royce ou l'autre américain Pratt & Whitney du groupe United Technologies. Il fut même une époque où les moteurs de CFM étaient devenus des vedettes de la balance commerciale française, rapportant plus de devises à l'économie nationale qu'Airbus. Ces temps sont - provisoirement - révolus.

Toutefois, au cours de la dernière décennie, ces moteurs CFM ont dégagé un solide bénéfice de quelque 75 milliards de francs, évalue

ceci aberration issue des désordres monétaires, Bernard Dufour compte bien consolider les liens avec General Electric qui le fit entrer dans le carré des grands motoristes aéronautiques de la planète, en concurrence désormais avec le britannique Rolls Royce ou l'autre américain Pratt & Whitney du groupe United Technologies. Il fut même une époque où les moteurs de CFM étaient devenus des vedettes de la balance commerciale française, rapportant plus de devises à l'économie nationale qu'Airbus. Ces temps sont - provisoirement - révolus.

Toutefois, au cours de la dernière décennie, ces moteurs CFM ont dégagé un solide bénéfice de quelque 75 milliards de francs, évalue

S'est à ce point amplifiée que, sur un chiffre d'affaires de 10,4 milliards de francs en 1994, les moteurs civils ont représenté 68,5 % de l'activité.

Pour limiter les pertes, contraint par le dollar et engagé dans un partenariat qui fait référence, Bernard Dufour a pour objectif d'améliorer les coûts de production de Snecma de 15 % en cinq ans, et de faire passer le chiffre d'affaires par salarié (l'effectif est de 11 500 personnes à la fin

dix ans) de la maintenance du parc de moteurs grâce aux progrès technologiques, un rétrécissement du marché compte tenu de la crise, et également des commandes de l'Etat pour des avions de combat (le Rafale) motorisés par Snecma, alignant le besoin d'économies. La concurrence, enfin, accentue sa pression. Pratt & Whitney et Rolls Royce ont noué notamment une collaboration sur le moteur V2500, qui

### Le motoriste du Concorde

Si 1995 est l'année du centenaire de l'industrie française des moteurs d'avions, la Snecma n'est que chaquantenaire. Née en 1945 du regroupement, sous l'égide de l'Etat, des sociétés de cette industrie, elle se spécialisa d'abord dans les moteurs militaires (31,5 % de son chiffre d'affaires en 1994). Le Concorde, au début des années 70, marque le début de son échappée dans le civil lorsque, avec le britannique Rolls Royce, le motoriste mit au point les propulseurs Olympus qui équipent le supersonique. Fort de ce qui, sur un plan technologique et industriel, fut salué comme une réussite, la Snecma put chercher à nouer un partenariat avec un grand nom du secteur. Rolls Royce n'était qu'à quelques encablures de l'autre côté de la Manche, mais Georges Pompidou, alors président de la République, penchait pour une liaison transatlantique. General Electric, qui avait lui-même étudié un réacteur destiné à un supermoteur commercial mais s'était fait dépasser par le couple franco-britannique, fut séduit. Après maints atermoiements et l'intervention des présidents des deux Etats, CFM International fut créé en 1974. La filiale ne décolla que cinq ans plus tard lorsque, faisant confiance à son moteur CFM 56, l'US Air Force décida d'en équiper ses avions ravitailleurs KC 135 (plusieurs centaines d'unités dès le premier contrat).

1994) de 750 000 à 1 million de francs. En réduisant l'effectif (il a déjà diminué de 16,6 % en 3 ans) et en cherchant à élever la part de marché de CFM-1 dans les moteurs civils de 37 à 45 %.

La sous-évaluation du dollar n'explique pas à elle seule les mesures qui suivront la fermeture de deux usines en vue du regroupement des activités. La réduction (de 40 % en

dispute au CFM sa place notamment sous l'égide de l'Airbus A 320, et le motoriste britannique a été rejoint par l'allemand BMW qui pourrait lui-même reprendre en partie un autre allemand, MTU du groupe Daimler-Benz. Ainsi, un deuxième axe se dessine pour contenir la progression du tandem General Electric-Snecma.

Gilles Bridier

## Le marché des petits satellites commence à se développer

DEPUIS LE LANCEMENT, en 1965, d'Early Bird, le premier satellite de télécommunications commercial, les charges utiles des satellites sont passées d'une quarantaine de kilos à plus de trois tonnes aujourd'hui. Si cette tendance rassure les promoteurs de grands programmes à caractère stratégique, elle masque en revanche l'apparition de besoins nouveaux pour des charges allant d'une cinquantaine de kilos pour les micro-satellites à 500-1500 kilos pour les mini-satellites.

Les scientifiques se demandent, par exemple, s'il ne serait pas intéressant de confier certaines missions bien ciblées à de petites plates-formes spatiales que l'on peut développer en deux ans, là où les grandes missions multitaillées des grandes agences spatiales réclament huit à dix ans et des budgets considérables. De même, les militaires n'ont pas tous besoin

de satellites aux grandes oreilles capables d'écouter toute la planète, pas plus que de télescopes spatiaux pouvant photographier des détails de la dimension d'une boîte à chaussures à 800 kilomètres de distance.

### DES SOLUTIONS BON MARCHÉ

Distinguer des troupes qui se massent aux frontières ne nécessite pas forcément de recourir à des satellites d'observation à plusieurs centaines de millions de francs pièce. Aussi, des universités et des sociétés privées s'intéressent-elles à ce créneau laissé libre par les grandes agences en proposant des solutions bon marché « conçues pour des besoins ad hoc ».

Mais c'est dans les télécommunications que le changement est le plus fort. Loin de vouloir contester leur monopole aux grandes organisations internationales auxquelles ils laissent le soin d'assurer « les services gé-

ralistes et stratégiques », des privés essaient de se créer des niches sur des créneaux bien précis comme celui du téléphone mobile. Les promoteurs de ces projets sont des sociétés ou des organismes qui ont pignon sur rue, comme Motorola, Loral ou Immaris.

Ils proposent de mettre en orbite des « constellations » de plusieurs dizaines de satellites : 66 pour « Iridium » de Motorola, 48 pour « Globalstar » poussé par Loral et 12 pour le projet « P-21 » d'Immaris. Mieux, Bill Gates, le bouillant patron de Microsoft, gourou des multimédias, envisage avec Craig McCaw de mettre en orbite à quelques centaines de kilomètres de la Terre 840 de ces petits satellites de télécommunications. Coût estimé de cette médiatique opération : 9 milliards de dollars !

À parcourir tous ces projets, on imagine sans peine l'intérêt des fabricants de lanceurs. Cer-

### Les constellations de satellites de télécommunications



tains prônent la sûreté et affirment qu'il faut faire confiance aux gros lanceurs capables, comme le futur Ariane-5, de lancer en une fois des centaines de ces satellites. Il n'est pas possible, disent-ils, d'utiliser à chaque fois un petit lanceur pour chaque mise en orbite de satellite. Cela prendrait trop de temps et multiplierait inutilement les risques.

D'autres rétorquent que, « plus on fait petit, moins c'est cher », et qu'« il y a dans ce domaine du bled à mouder ». Quant aux Etats, ils se demandent s'ils doivent s'engager dans le développement, certes peu coûteux (autour de 1,7 milliard de francs), d'un de ces petits lanceurs, alors qu'ils dépensent des dizaines de milliards de francs pour mettre au point des lan-

ceurs lourds. De tergiversations ou études, personne ne prend de décision. Les Européens encore moins que les autres.

Dans la coulisse, les industriels cherchent - mollement - des alliances pour développer un de ces lanceurs bon marché à partir d'éléments ombreux de lanceurs ou de missiles existants.

### DE NOMBREUX PROJETS

Les projets se multiplient. Aucun ne voit le jour alors même que certains affirment qu'il y aura rapidement un marché pour huit lanceurs de ce type par an. Excès d'optimisme ? Peut-être. Toujours est-il que les Italiens de BPD, filiale de Fiat et constructeur des fusées d'appoint d'Ariane 5, lassés d'attendre, ont annoncé qu'ils investissent, en 1995, 10 millions de dollars (50 milliards de francs) « pour ne pas rater ce train ».

Jean-François Augereau

## L'aviation légère française tente de se stabiliser

MÊME SI LES AMÉRICAINS continuent de dominer le marché de l'aviation légère, ils ne sont pas épargnés par la crise. Ainsi, au Salon du Bourget, Socata, filiale du groupe Aérospatiale et numéro un de la catégorie en Europe, a annoncé, le 13 juin, la reprise de la licence de fabrication du bimoteur américain Cougar. Le français Reims Aviation, distributeur en Europe du Cessna, qui reste le leader mondial, suspend sa production d'avions de tourisme dans l'attente d'une éventuelle reprise.

Piper est en faillite. Enfin, Beechcraft s'est réorienté vers l'aviation d'affaires, plus lucrative. Étouffés par le marché de l'occasion, les petits ateliers ferment les uns après les autres. Aujourd'hui, 350 avions légers de moins de 200 chevaux (avions de volige d'une place, de tourisme à deux places, éventuellement quatre pour les baptêmes de l'air) sont vendus chaque année contre quelque 900 jusqu'en 1990. Sur les 230 000 appareils en service dans

le monde, les populaires Cessna 172 et Piper Cub - qui avaient envahi le marché dans les années 70 - se taillent la part du lion.

Les constructeurs français souffrent aussi du marché déprimé et ont le plus grand mal à écouler leur production. Sur seulement 220 appareils qui sortent de leurs chaînes cette année, 80 à 90 d'entre eux seront vendus. Certains constructeurs ont décidé de s'ouvrir davantage aux marchés institutionnels (écoles, armées) pour produire un petit lanceur pour chaque mise en orbite de satellite. Cela prendrait trop de temps et multiplierait inutilement les risques.

son carnet de commandes, la filiale d'Aérospatiale a choisi une politique d'alliance. Elle est en discussion avec l'allemand Grob et l'italien Piaggio.

Plus modestes, Robin et Mudry parviennent à commercialiser des avions biplaces pour les écoles de pilotage ou pour la volige. Pionnier dans l'aviation de tourisme, Robin propose son DR 400, qui a l'atout de pouvoir accueillir quatre passagers, au prix très concurrentiel de 600 000 francs (contre 1,4 million de francs pour le TB 20 de Socata). Mais Robin ne vend aujourd'hui que 40 appareils par an contre 200 en 1974 !

### QUELQUES NOUVEAUTÉS

Mudry ne présente qu'un seul modèle au Bourget, le CAP 232, monoplace de haute volige pourvu d'ailes en carbone qui participe, pendant le Salon, au Brelling Master, une compétition à laquelle sont inscrits aussi le russe Sukhoi et l'allemand Extra. Malheureusement, les avionneurs français

n'ont pas les moyens de leurs concurrents d'entre-Atlantique, qui sont fournisseurs du Pentagone (le Cessna F406 équipe l'armée et la police américaines). Seule la Socata participe à des grands programmes de constructeurs comme Airbus Industries, Lockheed ou Eurocopter.

Malgré cette morosité, des petits constructeurs tels que Ameur Aviation Tech et APM se hâssent à sortir de nouveaux modèles, respectivement le Balbuzard et le Lionceau. La Socata présente son nouveau bimoteur TB 320 Tangara, le TB 20 Trindad, fer de lance de la gamme, en version formation pilote et l'imposant quadriplace multimission TBM 700 (photos aériennes, surveillance côtière).

Parmi les étrangers, le canadien Zenair et le suédois ASI Hagfors exposent pour la première fois leurs appareils (le Zenair Zenith CH 2000 et le ASI Opus 280).

F. G. et S. J.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## elf gabon

### Paiement du dividende

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires d'Elf Gabon s'est réunie le jeudi 8 juin 1995 à Libreville, sous la présidence de M. André TARALLO. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1994, qui font apparaître un bénéfice de 54,4 millions de dollars US, et a fixé le dividende net de cet exercice à 11,50 dollars US par action.

Le Conseil d'Administration réuni à l'issue de l'Assemblée Générale a décidé de mettre en paiement ce dividende en francs français (ou contrevalleur en francs CFA), sur la base du cours indicatif du dollar US de la Banque de France du 8 juin 1995, soit 4,97 francs français pour un dollar, ce qui conduit à un montant de 57,20 francs français par action.

Le paiement sera effectué à partir du lundi 26 juin 1995 aux guichets des établissements bancaires suivants :

**Au Gabon :** Union Gabonaise de Banque.

**En France :** Crédit Lyonnais, Banque Nationale de Paris, Banque Paribas, Banque Vernet et Commerciale de Paris, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial, Crédit du Nord, Société Générale.

La Dresdner Bank  
de Kleinwort Benson

allemande à la tête de la banque

Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, Helmut Kohl, a annoncé, le 15 juin, qu'il avait nommé à la tête de la banque allemande Kleinwort Benson, une société britannique.

Le nouveau président de la banque, Sir John Birt, a déclaré qu'il allait travailler à la réorganisation de la banque, qui a été rachetée par Kleinwort Benson, une société britannique, en 1994.

Le nouveau président de la banque, Sir John Birt, a déclaré qu'il allait travailler à la réorganisation de la banque, qui a été rachetée par Kleinwort Benson, une société britannique, en 1994.

Le nouveau président de la banque, Sir John Birt, a déclaré qu'il allait travailler à la réorganisation de la banque, qui a été rachetée par Kleinwort Benson, une société britannique, en 1994.

Le nouveau président de la banque, Sir John Birt, a déclaré qu'il allait travailler à la réorganisation de la banque, qui a été rachetée par Kleinwort Benson, une société britannique, en 1994.

Le nouveau président de la banque, Sir John Birt, a déclaré qu'il allait travailler à la réorganisation de la banque, qui a été rachetée par Kleinwort Benson, une société britannique, en 1994.

Le nouveau président de la banque, Sir John Birt, a déclaré qu'il allait travailler à la réorganisation de la banque, qui a été rachetée par Kleinwort Benson, une société britannique, en 1994.

Le nouveau président de la banque, Sir John Birt, a déclaré qu'il allait travailler à la réorganisation de la banque, qui a été rachetée par Kleinwort Benson, une société britannique, en 1994.

Le nouveau président de la banque, Sir John Birt, a déclaré qu'il allait travailler à la réorganisation de la banque, qui a été rachetée par Kleinwort Benson, une société britannique, en 1994.

Le nouveau président de la banque, Sir John Birt, a déclaré qu'il allait travailler à la réorganisation de la banque, qui a été rachetée par Kleinwort Benson, une société britannique, en 1994.

Le nouveau président de la banque, Sir John Birt, a déclaré qu'il allait travailler à la réorganisation de la banque, qui a été rachetée par Kleinwort Benson, une société britannique, en 1994.

Le nouveau président de la banque, Sir John Birt, a déclaré qu'il allait travailler à la réorganisation de la banque, qui a été rachetée par Kleinwort Benson, une société britannique, en 1994.

Le nouveau président de la banque, Sir John Birt, a déclaré qu'il allait travailler à la réorganisation de la banque, qui a été rachetée par Kleinwort Benson, une société britannique, en 1994.

Le nouveau président de la banque, Sir John Birt, a déclaré qu'il allait travailler à la réorganisation de la banque, qui a été rachetée par Kleinwort Benson, une société britannique, en 1994.

Le nouveau président de la banque, Sir John Birt, a déclaré qu'il allait travailler à la réorganisation de la banque, qui a été rachetée par Kleinwort Benson, une société britannique, en 1994.

Le nouveau président de la banque, Sir John Birt, a déclaré qu'il allait travailler à la réorganisation de la banque, qui a été rachetée par Kleinwort Benson, une société britannique, en 1994.

Le nouveau président de la banque, Sir John Birt, a déclaré qu'il allait travailler à la réorganisation de la banque, qui a été rachetée par Kleinwort Benson, une société britannique, en 1994.

Le nouveau président de la banque, Sir John Birt, a déclaré qu'il allait travailler à la réorganisation de la banque, qui a été rachetée par Kleinwort Benson, une société britannique, en 1994.

Le nouveau président de la banque, Sir John Birt, a déclaré qu'il allait travailler à la réorganisation de la banque, qui a été rachetée par Kleinwort Benson, une société britannique, en 1994.



# font les bénéfices eneral Electric

manque à gagner est lourd pour le français

Le pour 1994, alors que les bénéfices ont baissé de 1,3 milliard de francs, le compte sur 15 % de la part de marché de la filiale de GE en France, qui a perdu 1,3 milliard de francs par rapport à 1993.

## Le motoriste du Concorde

En 1995 est l'année du centenaire de l'industrie française des moteurs d'avion. La Snecma n'est que l'incarnation de ce qui a été le regroupement sous l'égide de l'Etat des sociétés de cette industrie, elle se présente d'abord dans les moteurs militaires (31,5 % de son chiffre d'affaires en 1994). Le Concorde, au début des années 80, marque le début de son échappée dans le civil lorsque, avec le britannique Rolls Royce, le motoriste mit au point les propulseurs (turbopropulseurs) qui équipent le supersonique. Fort de ce qui, sur un plan technologique et industriel, fut une réussite, la Snecma parvient à faire un partenariat avec un grand nom du secteur, la Rolls Royce, et à quelques encablures de l'autre côté de la Manche, dans le groupe Pompidou, alors président de la République, pour faire une maison transatlantique, General Electric, qui met au point un réacteur destiné à un supersonique commercial, mais qui est fait dépasser par le couple franco-britannique, qui se voit alors racheté par le groupe américain.

Après avoir été racheté par le groupe américain, la Snecma a été rachetée par le groupe GE. Le groupe GE a racheté la Snecma pour 1,3 milliard de francs. Le groupe GE a racheté la Snecma pour 1,3 milliard de francs. Le groupe GE a racheté la Snecma pour 1,3 milliard de francs.

## développer

Le développement de l'entreprise est un défi constant. Les entreprises doivent innover pour rester compétitives. Elles doivent investir dans la recherche et le développement. Elles doivent également se concentrer sur la qualité et le service client. Le développement durable est également une priorité pour de nombreuses entreprises.

## use tente de se stabiliser

Le marché de l'immobilier tente de se stabiliser après une période de forte volatilité. Les prix ont baissé, mais les transactions restent faibles. Les investisseurs attendent de voir si les mesures gouvernementales auront l'effet escompté.

# La Dresdner Bank veut prendre le contrôle de Kleinwort Benson pour 8 milliards de francs

La banque allemande a fait une offre de rachat de l'établissement britannique

La banque d'affaires britannique Kleinwort Benson a annoncé, jeudi 15 juin, avoir reçu une offre de rachat émanant de la deuxième banque alle-

mande, la Dresdner. Son conseil d'administration a « accepté d'examiner quels bénéfices pourraient résulter d'une combinaison des ac-

tivités ». Le montant de l'offre serait proche de la valeur actuelle de Kleinwort Benson sur le marché boursier, quelque 8 milliards de francs.

APRÈS BARINGS et Warburg, l'une des dernières grandes banques d'affaires britanniques indépendantes, Kleinwort Benson pourrait passer sous contrôle étranger. Une nouvelle fois, les rumeurs boursières insistantes d'OPA se sont vues confirmées puisque Kleinwort Benson a annoncé, jeudi 15 juin, avoir reçu une offre de rachat de la part de la deuxième banque privée allemande, la Dresdner Bank. Dans un communiqué publié à Londres, le conseil d'administration de Kleinwort Benson s'est contenté d'indiquer que le montant de l'offre tournait « autour de la valeur actuelle du marché ».

En janvier, des rumeurs de rachat de Kleinwort Benson par la Dresdner avaient été démenties par les deux établissements. Pour l'instant, le conseil d'administration de la banque britannique a seulement « accepté d'examiner quels bénéfices pourraient résulter d'une combinaison des activités » entre les deux établissements.

SPECIALISTE DU CONSEIL. Résultat de la fusion en 1961 de deux institutions fondées au XIX<sup>e</sup> siècle par les familles Kleinwort et Benson, la banque s'est spécialisée dans le conseil aux entreprises britanniques. Elle emploie 3 000 personnes dans le monde, dont les deux tiers à son siège londonien. Elle est intervenue récemment auprès de British Aerospace pour la vente de Rover à BMW et auprès de Commercial Union dans son rachat des assurances Victoire à la Compagnie de Suez. Plus récemment, elle a assisté Cadbury Schweppes pour le rachat de Dr Pepper aux Etats-Unis. Mais Kleinwort Benson s'est surtout fait un nom dans les privatisations lancées par le gouvernement Thatcher dans les années 80.

En octobre 1994, l'agence de notation financière Moody's avait remonté la note de la banque, expliquant que, depuis les pertes enregistrées en 1990, elle avait amélioré sa gestion en réduisant ses activités commerciales et en se concentrant sur ses activités boursières et de conseil aux entreprises.

Au début de l'année, Kleinwort Benson avait pourtant annoncé un recul de 13 % de son bénéfice net. La banque avait mis ce tassement sur le compte de la tourmente des marchés financiers internationaux, même si elle avait été assez prudente pour ne pas trop s'engager sur le marché des produits dérivés qui a causé la perte de son homologue Barings.

Si le rachat de Kleinwort Benson par la Dresdner se concrétise, en quelques mois, les plus beaux fleurons et les plus prestigieux de la City seront passés un à un sous contrôle étranger. Warburg est tombée entre les mains de la Société de banque suisse, tandis que Barings, ruinée par les mésaventures d'un courtier sur les marchés à terme, a été récupérée par le groupe néerlandais de services financiers ING. Au cours des dernières années, Morgan Grenfell était passée sous la bannière de la Deutsche Bank, tandis que les maisons de courtage Hoare Govett et Phillips and Drew ont été rachetées par le néerlandais ABN

# La Poste est sortie du rouge en 1994

LA POSTE a enregistré l'an dernier un bénéfice net de 195 millions de francs contre une perte de 1,25 milliard en 1993. Il s'agit de son meilleur résultat depuis qu'elle a acquis son autonomie en 1991. En 1994, La Poste a réalisé un chiffre d'affaires de 31,5 milliards de francs (+5,2 %), dont 62,5 milliards dans le courrier et 18,77 milliards dans les services financiers. En 1995, La Poste va payer pour la première fois en année pleine des taxes sur les salaires. Cette imposition se traduira par une charge de 1,5 milliard de francs supplémentaire.

TRANSPORT FERROVIAIRE : la filiale de la Générale des eaux dans le domaine des transports et de la propriété, la CGEA, a signé un accord de partenariat avec la société britannique South West Train (SWT) qui dessert le sud-ouest de Londres pour exploiter conjointement ce réseau ferroviaire. Profitant de la privatisation de British Rail, la CGEA, qui exploite 150 kilomètres de lignes pour le compte de la SNCF, cherche à se développer en Grande-Bretagne.

FRAMATOME : le fabricant de réacteurs nucléaires a maintenu en 1994 une activité satisfaisante, notamment grâce à la facturation des deux réacteurs de la centrale chinoise de Daya Bay. Le chiffre d'affaires est en hausse de 17,6 % à 19,95 milliards de francs, dont 13,56 milliards de francs hors de France. Le bénéfice dégage a été de 846 millions de francs, en légère baisse comparé au 865 millions de 1993.

LONDON METAL EXCHANGE : les autorités du marché londonien spécialisé dans les non-ferreux ont averti, jeudi 15 juin, les utilisateurs de l'existence de difficultés de livraison sur l'étain et le cuivre. La direction de LME a aussi souligné qu'elle réagirait sévèrement à toute tentative de manipulation des stocks et des prix. Depuis le début de l'année, les marchés du cuivre et de l'étain souffrent d'un manque d'approvisionnement, ce qui pousse les prix à la hausse.

ROTHSCHILD : le groupe Edmond de Rothschild va céder les 57,2 % qu'il détient dans la Banque Sofreco, spécialisée dans l'affacturage, à un acheteur dont l'identité n'a pas été révélée, a indiqué le groupe jeudi 15 juin dans un communiqué. Les actions de la Banque Sofreco seront cédées au prix de 501 francs, ce qui valorise la banque à 370 millions de francs.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE : le « projet triennal sur l'emploi », proposé début février par la direction de la Société générale aux cinq syndicats du groupe, a soulevé une opposition unanime, à la veille de l'échéance fixée pour la signature de l'accord. Dans un communiqué commun, la CFDT, la CFTC, la CGT et FO annoncent avoir « décidé de refuser de signer ce projet » après « avoir fait ensemble le point du débat engagé avec le personnel ».

# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 12 JUIN 1995

Assemblée Générale Mixte des Actionnaires de Valeo, réunie le 12 juin 1995, a approuvé les comptes de l'exercice 1994, marqués par la hausse du chiffre d'affaires de 13,9 % à 23 milliards de francs, et du bénéfice net consolidé qui s'est établi à 990 millions de francs, soit +38 %.

Le montant des capitaux propres par action est passé de 124,5 francs à fin 1993 à 135,5 francs à fin 1994, en progression de 9 %. Par ailleurs l'endettement financier net a baissé, passant de 1182 millions de francs à fin 1993, à 124 millions de francs à fin 1994.

Au cours de l'année 1994, l'exercice des Bons "B" de souscription d'actions Valeo émis en 1988 et arrivant à échéance au 30 avril, ont entraîné une augmentation de capital de 382 millions de francs. Afin de rendre l'action plus accessible aux investisseurs américains, le Groupe a lancé un programme d'American Depositary Receipt, "ADR". Valeo a également procédé à la division du nominal par cinq pour accroître la liquidité du titre.

Le chiffre d'affaires de la société mère est en hausse de 10,5 % par rapport à 1993 et le résultat net s'est établi à 581 millions de francs. L'Assemblée a fixé le dividende à 2,20 francs par action de 20 francs nominal, avec un avoir fiscal de 1,10 franc par action, en progression de 38 % sur le dividende de l'exercice précédent. Les actionnaires pourront choisir le paiement de ce dividende en espèces ou en actions.

Le prix d'émission des actions remises en paiement du dividende, fixé à 90 % de la moyenne des cours d'ouverture des 20 séances de bourse ayant précédé le jour de l'Assemblée, diminués du dividende, ressort à 249 francs par action.

L'année 1994 s'est caractérisée par une activité internationale particulièrement intense à la fois par croissance interne, de nouvelles usines ayant été lancées aux Etats-Unis, au Mexique et en Corée, et par la formation de quatre joint-ventures à majorité Valeo en Chine et deux en Argentine. Le Groupe a également poursuivi sa croissance externe avec l'acquisition de la société allemande Borg Instruments, renforçant ainsi sa présence dans le domaine de l'électronique pour l'habitat automobile.

Au premier trimestre 1995, le chiffre d'affaires consolidé de Valeo s'est élevé à 6,5 milliards de francs, en progression de 16 % par rapport à la même période de 1994. A parité monétaire constante et à périmètre comparable, cette hausse aurait été de 18 %.

L'hypothèse retenue pour 1995 est une progression de 2 ou 3 % des immatriculations de véhicules de tourisme et de véhicules industriels en Europe, et un tassement, mais à un haut niveau, du marché en Amérique du Nord.

Valeo devrait atteindre son objectif de chiffre d'affaires du premier semestre en réalisant une croissance à double chiffre.

Hausse du chiffre d'affaires et des résultats en 1994

Hausse du dividende de 38 %

Option de paiement du dividende en actions

Le Groupe intensifie son programme de réduction des coûts, notamment de production. En effet, les fortes hausses des prix des matières premières ne sont pas compensées par les ajustements des prix de vente.

Valeo garde aussi son attention tournée vers des opérations de croissance externe. L'Office Allemand des Cartels vient de donner son accord définitif pour le rapprochement en cours avec Siemens. Valeo Climatisation sera ainsi détenue à 79 % par Valeo et à 21 % par Siemens, regroupant les activités de systèmes de chauffage et de climatisation de Valeo et de Siemens. Par ailleurs, la nouvelle société Siemens Moteurs Electriques S.A., détenue à 70 % par Siemens et à 30 % par Valeo, regroupera les activités de moteurs électriques pour ces mêmes systèmes.

D'autre part, les nouvelles activités en Asie, en Amérique du Nord et du Sud et en Europe se développent conformément aux prévisions du Groupe.

Valeo prévoit toujours d'atteindre un chiffre d'affaires supérieur à 25 milliards de francs en 1995. Comme chaque année, le Groupe se fixe pour objectif d'obtenir le meilleur rendement possible pour le bénéfice de ses actionnaires.

## OPTION DE PAIEMENT DU DIVIDENDE EN ACTIONS

Les actionnaires pourront exercer leur option de paiement du dividende en actions du 19 juin au 7 juillet 1995, en s'adressant à leur intermédiaire financier. Quelle que soit l'option choisie, les actionnaires bénéficieront de l'avoir fiscal attaché au dividende.

Le nombre maximum théorique d'actions à créer, dans le cas où tous les actionnaires opteraient pour un paiement de leur dividende en actions, est de 607 090, soit 0,68 % du capital actuel. Les actions nouvelles remises en paiement auront date de jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1995, et pourront revêtir, au choix des ayants droit, la forme nominative ou au porteur identifiable. Ces actions feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote officielle (Marché à Règlement Mensuel de la Bourse de Paris, sous libellé "Valeo") qui interviendra à partir du 10 août 1995, après parution de l'avis de cotation de la S.B.F.

Le paiement du dividende en actions sera assuré par les Etablissements suivants : Banque Indosuez, Banque Nationale de Paris, Crédit Lyonnais, Caisse Nationale de Crédit Agricole, Caisse des Dépôts et Consignations, Banque Paribas, Banque Duménil Leblé, Demachy Worms et Cie, Crédit Industriel et Commercial de Paris, Compagnie Financière de C.I.C. et de l'Union Européenne, Banque Worms, Crédit du Nord, Crédit Commercial de France.

Pour les actionnaires qui n'auront pas opté pour le paiement du dividende en actions, le règlement en espèces sera effectué à partir du 25 juillet 1995.

# Partir à la découverte de l'entreprise avec économistes et sociologues

AUJOURD'HUI, l'entreprise occupe le devant de la scène scientifique. Un congrès d'écologie de pensée rivalisant de behavioristes, d'interactionnistes, de théories des droits de propriété, des coûts des transactions, de l'agence, de la régulation, « évolutionnistes ». Plusieurs Prix Nobel ont consacré ces travaux novateurs : Ronald Coase, Douglas North, Herbert Simon. Tout un chacun peut accéder à ces recherches de pointe grâce à des ouvrages récents d'une lecture agréable, sans équivoque ou signe cabalistique, et bon marché.

La Découverte publie une nouvelle édition de *L'Economie des organisations* de Claude Ménard. Ce volume de la collection Roberts mérite tout à fait sa réputation de classique. Mais un concurrent amical vient d'arriver en librairie : *Les Nouvelles Théories de l'entreprise* de Benjamin Coriat et Olivier Weinstein. Une réussite.

Publié aux éditions Economica, *La Théorie moderne de l'entreprise* est un livre universitaire. Avec beaucoup de rigueur et un peu de malice, Hubert Gabriél et Jean-Louis Jacquelin s'interrogent. Ces recherches d'avant-garde rompent avec le credo de la théorie néo-classique. Les deux professeurs de Dauphine affichent un scepticisme sain permettant de se garder des effets de mode ; cette réflexion originale a plu à Herbert Simon, qui signe une préface décapante.

Toutes ces spéculations intéressent au premier chef les dirigeants et les managers des firmes, qui, du reste, dans les pays anglosaxons, ne les ignorent pas. Une enquête de *Fortune* s'en est fait l'écho : les économistes introduisent un vent d'air frais dans la conduite des firmes en abordant de front les grands débats managériaux (gouvernance des entreprises et des marchés, nouveaux modes d'agencement des unités de production, systèmes de redistribution).

Cette entrée en puissance et ce dynamisme inquiètent la corporation des sociologues qui, enfin, regardent de près l'univers des firmes. Il suffit pour s'en convaincre de lire l'essai très pédagogique de Philippe Berman, *La Sociologie des entreprises*. L'ouvrage est un excellent guide pour se familiariser avec les principaux courants de la sociologie française.

A lire ces ouvrages, une saine concurrence s'installe. Les sociologues apparaissent plus traditionnels que les économistes, les penchants idéologiques demeurent, et le laxisme des raisonnements est fréquent. Les économistes se risquent dans les productions d'idées nouvelles. Moins sensibles aux pressions des commanditaires, ils investissent dans l'examen des thèmes scientifiques à long terme, tandis que nombre des sociologues sélectionnés par Philippe Berman affectent l'étude des problèmes locaux de gestion quotidienne, proche de l'activité des bureaux de consultants.

Cette modestie des sociologues est utile, mais elle inquiète, eu égard aux « enjeux », comme dit Herbert Simon, « de la lutte pour créer une théorie capable d'expliquer le fonctionnement réel des institutions économiques ». Le Prix Nobel ajoute : « Nous sommes maintenant engagés dans un réexamen d'échelle mondiale des fondations de nos institutions économiques, et de leur rapport à notre société. Ce n'est pas seulement un exercice intellectuel. »

Jean-Gustave Padoleau

\* Claude Ménard, *L'Economie des organisations*. Paris, La Découverte, 1995, 125 p., 45 F.

\* Benjamin Coriat et Olivier Weinstein, *Les Nouvelles Théories de l'entreprise*. Paris, Le Livre de poche, 1995, 218 p., 35 F.

\* Hubert Gabriél, Jean-Louis Jacquelin, *La Théorie moderne de l'entreprise*. Paris, Economica, 1995, 329 p., 195 F.

\* Philippe Berman, *La Sociologie des entreprises*. Paris, Seuil, 1995, 396 p., 48 F.



■ L'or a ouvert en hausse vendredi 16 juin sur le marché de Hongkong. L'once s'échangeait à 390,75-391,45 dollars contre 388,10-388,40 dollars la veille à la clôture.

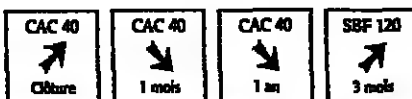
■ LES COURS DU PÉTROLE brut ont terminé en baisse jeudi sur le marché à terme de New York. Le prix du baril de référence, échéance juillet, a perdu 11 cents à 18,94 dollars.

■ WALL STREET a établi un nouveau record, jeudi, pour la deuxième séance consécutive. L'indice Dow Jones a gagné 0,12 % et s'est rapproché de la barre des 4 500 points.

■ LA BOURSE DE TOKYO a clôturé en nette baisse vendredi. L'indice Nikkei a reculé de 1,10 %, les investisseurs préférant attendre les résultats du sommet du G7.

■ LE TAUX DE L'ARGENT au jour le jour s'inscrivait vendredi matin à 7,37 %. La veille, la Banque de France avait procédé à une baisse d'un seizième de point de ce taux.

## LES PLACES BOURSILIÈRES



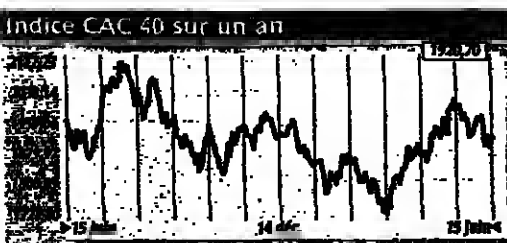
## Paris sous les 1 900 points

La Bourse de Paris s'inscrivait en net recul vendredi 16 juin en milieu de journée, l'indice CAC 40 cédant à 1 896,93 dans un marché largement influencé par la baisse du marché obligataire. Depuis l'ouverture de la séance (-0,59 %), le repli s'est accéléré, suivant ainsi l'évolution négative du secteur obligataire.

Ce contexte défavorable sur les taux accentue le mouvement de consolidation « logique » qui règne aujourd'hui après la forte reprise technique de la veille, explique un intervenant.

Hormis ce facteur taux, les intervenants font preuve de nervosité à quelques jours de la présentation du collectif budgétaire, et ce sentiment pèse sur les cours, a indiqué un analyste.

Vendredi dans la matinée, le contrat notional septembre perdait 0,78 %, à 114,32, en raison d'importantes prises de bénéfice et à la suite également



d'une légère tension observée sur les taux d'intérêt américains. Les valeurs bancaires et financières étaient les premières à

faire les frais du recul du marché obligataire. Le titre Société Générale cédait 1,75 %, la BNP 1,67 %, Suez, 1,65 %, AGF 1,54 % et Axa 1,11 %.

## Générale des eaux, valeur du jour

JEUDI 15 juin, à la Bourse de Paris, plus de 582 000 titres ont changé de main après 921 000 mercredi et 801 000 mardi. En tout, 2 % du capital ont été échangés et plusieurs blocs d'un montant total de 875 000 actions sont passés sur le marché. Les boursiers ont fait le rapprochement avec l'annonce par Elf Aquitaine de son intention de se séparer de sa participation de 1,5 %. Mais la compagnie a démenti avoir vendu ses titres. De

puis le début de l'année, l'action Générale des eaux a gagné 7,5 % et s'échangeait jeudi en clôture à 558 francs.



## PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 16/06	Var. %	Var. %
Alcatel	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N)	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 1	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 2	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 3	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 4	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 5	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 6	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 7	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 8	11,85	+0,34	+2,93

## PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 16/06	Var. %	Var. %
Alcatel	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N)	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 1	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 2	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 3	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 4	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 5	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 6	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 7	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 8	11,85	+0,34	+2,93

## INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 16/06	Var. %	Var. %
Alcatel	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N)	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 1	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 2	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 3	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 4	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 5	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 6	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 7	11,85	+0,34	+2,93
Alcatel (N) 8	11,85	+0,34	+2,93

## Wall Street au seuil des 4 500 points

TOKYO a terminé en nette baisse vendredi 16 juin, sous la pression d'ajustements de positions avant le week-end alors que les boursiers attendent le communiqué qui sera publié au terme du sommet du G7 de Halifax. L'indice Nikkei a perdu 1,10 %, à 14 703,7 points, après un sommet à 15 021,04 points. L'espoir des intervenants de voir le gouvernement prendre des mesures rigoureuses pour protéger la reprise de l'économie n'a pas duré.

La veille, Wall Street, pour la deuxième séance consécutive, a battu un nouveau record et s'est nettement rapproché de la barre psychologique des 4 500 points à l'issue d'une séance « volatile », à la veille de l'expiration trimestrielle d'options et contrats liés aux indices boursiers. L'indice Dow Jones des valeurs ve-

dettes a gagné 5,19 points, soit 0,12 %, à 4 496,27 points.

La Bourse de Londres a également progressé, mais de façon plus sensible, stimulée par l'activité dans le domaine des OPA. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 30,6 points, soit 0,9 %, à 3 370,4 points.

Outre-Rhin, la Bourse de Francfort a chuté en raison de la fête-Dieu.

## INDICES MONDIAUX

Cours au 16/06	Var. %	Var. %
Paris CAC 40	1 896,93	-0,59
New York DJ	4 496,27	+0,12
Tokyo Nikkei	14 703,7	-1,10
Londres FTSE	3 370,4	+0,9
Francfort DAX	3 370,4	-0,1
Madrid IBEX	3 370,4	-0,1
Amsterdam AEX	3 370,4	-0,1
Stockholm OMX	3 370,4	-0,1
Hong Kong Hang Seng	3 370,4	-0,1
Singapore Straits	3 370,4	-0,1

## NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

1506	1406
Alcatel	44,62
American Express	35,12
Allied Signal	39,02
AT & T	51,50
Boeing Co	64,37
Caterpillar Inc.	62,75
Chevron Corp.	49,25
Coors Inc.	61,37
Du Pont	57,37
Du Pont Nemours & Co	66,25
Eastman Kodak Co	61,37
Exxon Corp.	71,37
Gen. Motors Corp.	42,87
Gen. Electric Co.	57,37
Goodyear Tire & Rubber	42,87
IBM	98,93
Ind. Paper	79,37
J.P. Morgan Co.	71,37
Mc Donnell Douglas	76,37
Merck & Co. Inc.	48,37
Minerals Mngt. & Dev.	39,37
Philip Morris	72,37
Procter & Gamble Co.	72,37
Sears Roebuck & Co.	57,37
Tesco	66,37
Union Carb.	30,37
Unilever Ltd.	77,37
Westinghouse Electric	15,37
Woodward	15,37

## LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

1506	1406
Alcatel	5,34
Bayer AG	5,34
Bayer AG	5,34
Bayer AG	5,34
Bayer AG	5,34
Bayer AG	5,34
Bayer AG	5,34
Bayer AG	5,34
Bayer AG	5,34
Bayer AG	5,34

## FRANCFORT

Les valeurs du Dax 30

1506	1406
Alcatel	26,17
Bayer AG	304,30
Bayer AG	304,30
Bayer AG	304,30
Bayer AG	304,30
Bayer AG	304,30
Bayer AG	304,30
Bayer AG	304,30
Bayer AG	304,30
Bayer AG	304,30

## LES TAUX



## Forte baisse du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif - le contrat à terme sur les obligations d'Etat françaises - a ouvert vendredi matin 16 juin en très nette baisse. Après quelques minutes de transactions, l'échéance juin était en recul de 62 centimes à 114,90. La veille, le contrat avait gagné 18 centimes, dans le sillage du marché obligataire américain qui a bien réagi à la publication d'indicateurs économiques confirmant le ral-

lentissement de l'activité outre-atlantique. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'établissait vendredi matin à 7,53 %, soit un écart de 77 points de base (0,77 %) par rapport aux titres d'Etat allemands de même échéance. Les taux à 3 mois s'inscrivaient à 7,20 %. Jeudi, la Banque de France avait permis une détente d'un seizième de point du taux de l'argent au jour le jour, à 7,37 %.

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

Achats	Ventes	Achats	Ventes
1506	1406	1506	1406
Jour le jour	7,37	7,37	7,37
1 mois	7,37	7,37	7,37
3 mois	7,20	7,20	7,20
6 mois	7,20	7,20	7,20
1 an	7,20	7,20	7,20
PIBOR FRANCS	7,20	7,20	7,20
Pibor France 1 mois	7,20	7,20	7,20
Pibor France 3 mois	7,20	7,20	7,20
Pibor France 6 mois	7,20	7,20	7,20
Pibor France 12 mois	7,20	7,20	7,20
Pibor Ecu 3 mois	7,20	7,20	7,20
Pibor Ecu 6 mois	7,20	7,20	7,20
Pibor Ecu 12 mois	7,20	7,20	7,20

## MATIF

Échéances 1506	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
1506	1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506	1506

## CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 1506	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
1506	1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506	1506

## LES MONNAIES



## Fermeté du franc

LE DOLLAR s'inscrivait en légère hausse, vendredi 16 juin, lors des premières transactions entre banques sur les places européennes. Il s'échangeait à 1,4080 mark, 84,60 francs. Les investisseurs craignent des interventions concertées des banques centrales au moment où les chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays les plus industrialisés (G7) sont réunis à Halifax. Les indicateurs écono-

miques publiés la veille aux Etats-Unis ont confirmé le net ralentissement de l'économie américaine. Au mois de mai, la production industrielle a reculé de 0,2 % et le taux d'utilisation des capacités de production s'est replié à 83,7 %. Le franc, pour sa part, continuait à s'apprécier vendredi matin face à la monnaie allemande et s'échangeait à 3,5050 francs pour un deutschemark.

## MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

Devises	Cours BDF 1506	% 1406	Achats	Ventes
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Devises	Cours BDF 1506	% 1406	Achats	Ventes
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506

## L'OR

Or fin (le bar)	1506	1406
1506	1506	1506
1506	1506	1506
1506	1506	1506
1506	1506	1506
1506	1506	1506

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

Indices	1506	1406
1506	1506	1506
1506	1506	1506
1506	1506	1506
1506	1506	1506
1506	1506	1506

## LE PÉTROLE

Indices	1506	1406
1506	1506	1506
1506	1506	1506
1506	1506	1506
1506	1506	1506
1506	1506	1506

## MÉTALLS (New-York)

Indices	1506	1406
1506	1506	1506
1506	1506	1506
1506	1506	1506
1506	1506	1506
1506	1506	1506

## RÈGLEMENT MENSUEL

Devises	Cours BDF 1506	% 1406	Achats	Ventes
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506

## COMPTANT

Devises	Cours BDF 1506	% 1406	Achats	Ventes
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506

## SECOND MARCHÉ

Devises	Cours BDF 1506	% 1406	Achats	Ventes
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506

## SICAV

Devises	Cours BDF 1506	% 1406	Achats	Ventes
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506
1506	1506	1506	1506	1506



1. The first part of the document is a list of names and titles, including "The Hon. Mr. Justice" and "The Hon. Mr. Justice".

Liquidation : 23 juin  
Taux de report : 7,75

VALEURS FRANÇAISES	Cou préc
--------------------	-------------

Cr. Lyonnais (T.P.)	871
Renault (T.P.)	1940

550	-	10	Essilor Ind 1	879
1190	- 0,66	10	Essilor ADP 1	879
1073	- 2	10	Esso 1	620
649	-	25	Eurofinance 1	1670
760	- 1,42	10	Euro Disney 1	15,58
170	- 0,70	10	Euro Disney 2	54,50
356,30	- 0,75	10	Europe 1-1	12,52
-	-	50	Europaned 1	1454
160,30	-	10	Flippers Medias 1	699
350,40	- 0,43	5	Flippers Medias 2	699
800	-	10	Flippers Life 1	479
78	- 1,51	25	Galeries Lafayette 1	4851
565	-	10	Gaz de France 1	1350
197	- 1,01	5	Gazoparc (B) 1	535
797	- 0,50	25	Caz et Eau 1	590
401,50	- 3,69	25	Gazoparc A 1	369
235,20	-	10	Gazoparc A 2	369
506	- 2,69	1	Groupe Andre S.A. 1	449
2850	- 1,71	25	Groupe De La Presse 1	416
950	- 0,61	25	GTM-Entenech 1	810
630	-	10	Guinness 1	4600
137	- 0,44	10	Guynenne Gasconne 1	1400
213	- 0,37	50	Havas 1	3905
3449	-	50	IDL 1	1366
153,20	-	50	IDL 2	1366
764	- 1,92	10	Industrie France 2	250
234,50	- 1,80	10	Immob.Phenia 1	671
510	- 1,52	100	Immob.1	671
50,50	- 1,70	10	Immob.2	671
588	- 1,16	50	Inter technique 1	359
79	-	10	Jean LeFebvre 1	599
790	- 0,52	10	Kleptone 1	595
1148	- 0,35	10	Labinal 1	840
982	- 0,30	1	Lagardere (MM) 1	1142
488	- 0,44	5	Lapopry 1	314
257	- 0,13	25	Lebon 2	244
473,50	-	10	Lebon 1	747
490	- 2	50	Legrand ADP 1	4830
246,50	- 0,51	25	Legris Indus 1	380
964	- 0,80	10	Leclerc 1	862
14,40	- 0,19	190	Leclerc 2	1390
1535	- 0,13	25	LMNH Moti Exaltion 1	516
339	- 0,28	25	Lyonnaise Eau 1	516

[illegible]

+ 1.17	140
+ 1.48	15
+ 1.51	26
+ 1.79	142
+ 1.11	10
+ 1.10	280
+ 1.70	100
+ 1.67	5
+ 1.27	150
+ 1.49	30
+ 1.04	140
—	100
+ 1.21	100
+ 1.53	150
+ 1.10	500
+ 1.11	55
+ 1.17	55
+ 1.10	55
+ 1.17	12
+ 1.11	55
+ 1.16	100
+ 1.41	150
—	502

---

M = Marseille.

ation catégorie 3;

upon

ation

## OBLIGATIONS

CFD 9,7% 90-03 CB .....

70	2,968	OAT 3,506/92-23 CBM	164.10
02	6,493.0	PTT 11,258/95-25 CBM	102.03
06	6,312 d	SNCF 8,676 87-94CA	104.50
08	9,463 d	Lyonn.Eaux 6,576/90CV	862.50
50	3,329		
30	1,057		
35	8,294		
40	2,392 d		
45	2,851		
50	1,598		
60	2,691		
68	5,507		
65	4,961		
65	3,299		

1	1	63,90	445	Romano 2
2	1	938	928	Rougeur 9
3	1	758	752	S.A.F.I.C. Alcan.
4	1	2058	2094	Saga
5	1	265	265	Saints du Midi
6	1	174	174	Saint-Léon M.
7	1	1298	1308	Salle 2
8	1	443,80	443	S.L.P.H.
9	1	296	300	Solal
10	1	525	828	Sofia
11	1	528	528	Soficom ACLA
12	1	1578	1333	Sofraaj
13	1	2080	1999	Soudure Autog.
14	1	450	450	Soudobit
15	1	207	207	Talpinet 1
16	1	75	75	Tour Eiffel
17	1	22,10	22,50	Euro 2
18	1	160	160	Vicar 2
19	1	16,10	16,10	Yayo
20	1	82	82	
21	1	370	370	
22	1	945	945	
23	1	173,50	125	
24	1	265	265	
25	1	921	921	
26	1	177	178	
27	1	801	811	
28	1	410	410	

Lot	Quantité	Unité	Lot	Quantité	Unité
1	1294	kg	1	1294	kg
2	1162	kg	2	1162	kg
3	1530	kg	3	1530	kg
4	267,60	kg	4	267,60	kg
5	120,50	kg	5	120,50	kg
6	29	kg	6	29	kg
7	2702 d	kg	7	2702 d	kg
8	3620	kg	8	3620	kg
9	323	kg	9	323	kg
10	135,20	kg	10	135,20	kg
11	334	kg	11	334	kg
12	2350	kg	12	2350	kg
13	1626	kg	13	1626	kg

M = Marseille;

- sans indication  
 - droit détaché;  
 - offre réduite;  
 - d'animation.

**VALEURS.**

AFE2# \_\_\_\_\_  
Agle2# \_\_\_\_\_  
Albert E A (Mr) \_\_\_\_\_

0,50	16,00	CA Loire et Loire	305
0,50	591	CA Paris IDF 1	759
0,50	280,10	CA de Fosse Ly	370
0,30	28,70	CA Loire All (ns)	345
5	601	CA LoireHt Loire	328
5	025,50	CA Morbihan (ns)	848
5	192	CA du Nord (1)	400
9,80	639	CA Oise Cti	246,50
0,70	100	CA Pas de Calais	412
0,70	80	CA Somme CCI 2	240
0,40	405	CA Toulouse (8)	344,80
0,40	256,30	CFPE Charente part 2	830
0,38	1094	Chaine et Trame 2	25
0,35	1	CA Midi CCU (Ly)	200

Groupes # 2	205	199,50
Radial 28	200	200
Radial 30	55	55
Radial 35	95,50	95,50
Radial 40	94	94
Radial 45	53	53
Radial 50	53	53
Radial 55	53	53
Radial 60	53	53
Radial 65	53	53
Radial 70	53	53
Radial 75	53	53
Radial 80	53	53
Radial 85	53	53
Radial 90	53	53
Radial 95	53	53
Radial 100	53	53
Radial 105	53	53
Radial 110	53	53
Radial 115	53	53
Radial 120	53	53
Radial 125	53	53
Radial 130	53	53
Radial 135	53	53
Radial 140	53	53
Radial 145	53	53
Radial 150	53	53
Radial 155	53	53
Radial 160	53	53
Radial 165	53	53
Radial 170	53	53
Radial 175	53	53
Radial 180	53	53
Radial 185	53	53
Radial 190	53	53
Radial 195	53	53
Radial 200	53	53
Radial 205	53	53
Radial 210	53	53
Radial 215	53	53
Radial 220	53	53
Radial 225	53	53
Radial 230	53	53
Radial 235	53	53
Radial 240	53	53
Radial 245	53	53
Radial 250	53	53
Radial 255	53	53
Radial 260	53	53
Radial 265	53	53
Radial 270	53	53
Radial 275	53	53
Radial 280	53	53
Radial 285	53	53
Radial 290	53	53
Radial 295	53	53
Radial 300	53	53
Radial 305	53	53
Radial 310	53	53
Radial 315	53	53
Radial 320	53	53
Radial 325	53	53
Radial 330	53	53
Radial 335	53	53
Radial 340	53	53
Radial 345	53	53
Radial 350	53	53
Radial 355	53	53
Radial 360	53	53
Radial 365	53	53
Radial 370	53	53
Radial 375	53	53
Radial 380	53	53
Radial 385	53	53
Radial 390	53	53
Radial 395	53	53
Radial 400	53	53
Radial 405	53	53
Radial 410	53	53
Radial 415	53	53
Radial 420	53	53
Radial 425	53	53
Radial 430	53	53
Radial 435	53	53
Radial 440	53	53
Radial 445	53	53
Radial 450	53	53
Radial 455	53	53
Radial 460	53	53
Radial 465	53	53
Radial 470	53	53
Radial 475	53	53
Radial 480	53	53
Radial 485	53	53
Radial 490	53	53
Radial 495	53	53
Radial 500	53	53
Radial 505	53	53
Radial 510	53	53
Radial 515	53	53
Radial 520	53	53
Radial 525	53	53
Radial 530	53	53
Radial 535	53	53
Radial 540	53	53
Radial 545	53	53
Radial 550	53	53
Radial 555	53	53
Radial 560	53	53
Radial 565	53	53
Radial 570	53	53
Radial 575	53	53
Radial 580	53	53
Radial 585	53	53
Radial 590	53	53
Radial 595	53	53
Radial 600	53	53
Radial 605	53	53
Radial 610	53	53
Radial 615	53	53
Radial 620	53	53
Radial 625	53	53
Radial 630	53	53
Radial 635	53	53
Radial 640	53	53
Radial 645	53	53
Radial 650	53	53
Radial 655	53	53
Radial 660	53	53
Radial 665	53	53
Radial 670	53	53
Radial 675	53	53

Cours écad.	Derniers cours
92	192
20,35	78,35
75	177
50	850
46,10	46,10

— Lyon; M = Marseille;

— sans indication  
écadent; ■ coupon  
écadé; o = offert;  
écadues; \$ demande  
on.

Actinonitrate C \_\_\_\_\_

Amplitude Monde D.....

8991.54	680.68	Esur. Monoparentale	1042.31
8993.45	681.68	Esur. Monoparentale	1043.62
8997.40	684.66	Bancati D	♦
8997.40	692.60	Elischi	♦ 8799.89
1113.05	117.05	Emergence Post D	97.91
106.78	87.15	Euro-1	4511.53
89.53	107.30	Eurocom-Sicav	159.08
342.54	342.54	Euro-Com-Unita	159.08
332.40	294.51	Euro Cash Capital	♦ 9461.25
330.61	294.51	Euro Cash Capital	1273.68
185.94	102.47	Euro-De Leaders	1280.32
147.94	143.63	Euro-De Leaders	1457.31
1047.69	1059.22	Foncilun	10106.69
1047.69	1059.22	France Capital	270.25
1011.02	1011.02	France Capital	453.83
765.74	765.74	Francis Piere	114.62
7747.37	7747.37	Francis Piere	306.27
1594.34	1594.34	Francis Piere	1838.46
1154.19	1154.19	Francis Piere	1414.47
1638.69	1638.69	Francis Piere	7372.49
2177.20	2177.20	Francis Piere	1122.39

No Revenue	12,635	105.12	CA SW
177041	117041	117041	France
No Values	98857	98857	Silvan
195265	195265	194875	Silvanera
309457	309457	303278	Silvanera
100000	100000	100000	Silvanera
351178	351178	344630	Sogerfrance
21475	21475	21158	Sogefrance
173336	173336	169640	Sogerfr
336091	336091	336091	Sogerfr
27136	27136	21927	Solovine D
14611	14611	141181	State Street
37823	37823	22277	State Street
59000	59000	59223	State Street
14789	14789	14534	State Street
336554	336554	336518	State Street
4112248	4112248	4112248	State Street
1215930	1215930	1215930	State Street
1657838	1657838	1657838	State Street
98171	98171	96301	State Street
16241	16241	16037	State Street
526364	526364	51949	State St. Of
115189	115189	115141	State St.
61438	61438	61438	State Street
1654787	1654787	160739	State Street
2151	2151	2151	Strategic N
171213	171213	171213	Synthesis
3294040	3294040	3294040	Thorsens D
10482	10482	10482	Thorsens D
72454	72454	72454	Trisor Tris
148087	148087	140183	Trisoric
144653	144653	141117	Trillion
97456	97456	95457	Uni-Associ
95516	95516	95516	Uni-Associ
226519	226519	226519	Unifrance

1310,55 1285,92  
1419,52 1385,06  
286,59 286,59  
1562,84 1524,72  
2044,10 2055,59  
2354,51 2352,16  
32963,08 32946,61  
247,43 236,21

réflecteur.

**SE EN DIRECT**  
**MONDE**

onde : (1) 44 43 76 26

...the ... ..

**VENDREDI 16 JUIN**

	précéd.	LOUIS
Sté lecteurs du Monde... ●	192	192

## ABRÉVIATIONS

resulte; • contrast d animation.

Univers Obligations.....	2044.10	2005.99
Valorg.....	2354.51	2352.16
Valreal.....	32963.08	32946.61

\_\_\_\_\_

## SYMBOLES

Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76











## Nuages au Nord soleil au Sud

LA DÉPRESSION positionnée sur le Danemark, qui a provoqué la grisaille de ces derniers jours, va se décaler vers la Pologne. L'anticyclone des Açores effectuera une poussée par le sud-ouest et favorisera les régions de la moitié sud. Mais une nouvelle dépression centrée au nord des îles Britanniques provoquera un flux d'ouest rapide sur la moitié nord. Une perturbation associée pénétrera par l'ouest l'après-midi, accompagnée de

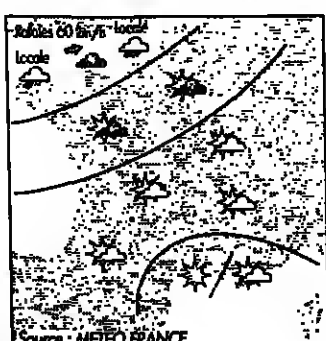
quelques pluies faibles. Le ciel restera chargé sur les régions au nord de la Loire dimanche.

Samedi matin, le ciel sera couvert de la Bretagne au Cotentin, à l'approche de la nouvelle perturbation. Plus à l'avant, c'est-à-dire des Pays-de-Loire et du Poitou-Charentes au Centre, à l'île-de-France et au Nord-Picardie, le ciel sera voilé par des nuages élevés. Sur les autres régions, la matinée sera bien ensoleillée. Seules quelques brumes matinales, présentes en Alsace et dans les vallées du Lyonnais et de la Garonne, se dissiperont rapidement. Le soleil régnera sans partage autour de la Méditerranée.

Samedi après-midi, le ciel chargé couvrira la Bretagne, la Normandie, la Somme et l'Artois. Il donnera des pluies faibles ou de la bruine. Le vent d'ouest soufflera près des côtes de la Manche jusqu'à 60 km/h en rafales. Des Pays-de-Loire et des Charentes à la Champagne-Ardenne, en passant par le Centre, l'île-de-France et l'Oise, les nuages domineront largement. Les nuages et les éclaircies alterneront de l'Aquitaine au Limousin et à la Bourgogne, jusqu'au Nord-Est. Quelques nuages accrocheront les Pyrénées et le relief alpin, mais resteront inoffensifs. Sur le reste du pays, c'est-à-dire sur le Massif Central, la région Midi-Pyrénées, la région Rhône-Alpes et le pourtour méditerranéen, le soleil sera très généreux et offrira une belle journée estivale.

Côté mercure, les températures minimales seront voisines de 9 degrés sur le Nord-Est, 12 degrés sur le Nord-Ouest, 10 degrés sur le Sud-Ouest et jusqu'à 14 degrés sur le pourtour méditerranéen. L'après-midi, les températures s'échelonneront de 18 à 22 degrés de la Bretagne à l'Alsace et avoisineront les 25 degrés au sud de la Loire.

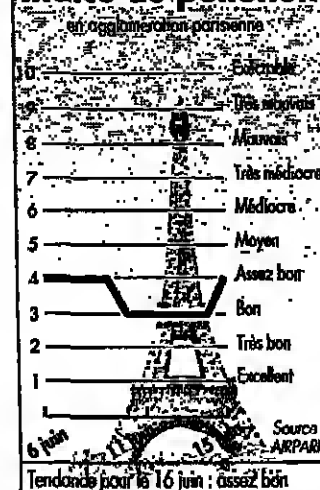
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



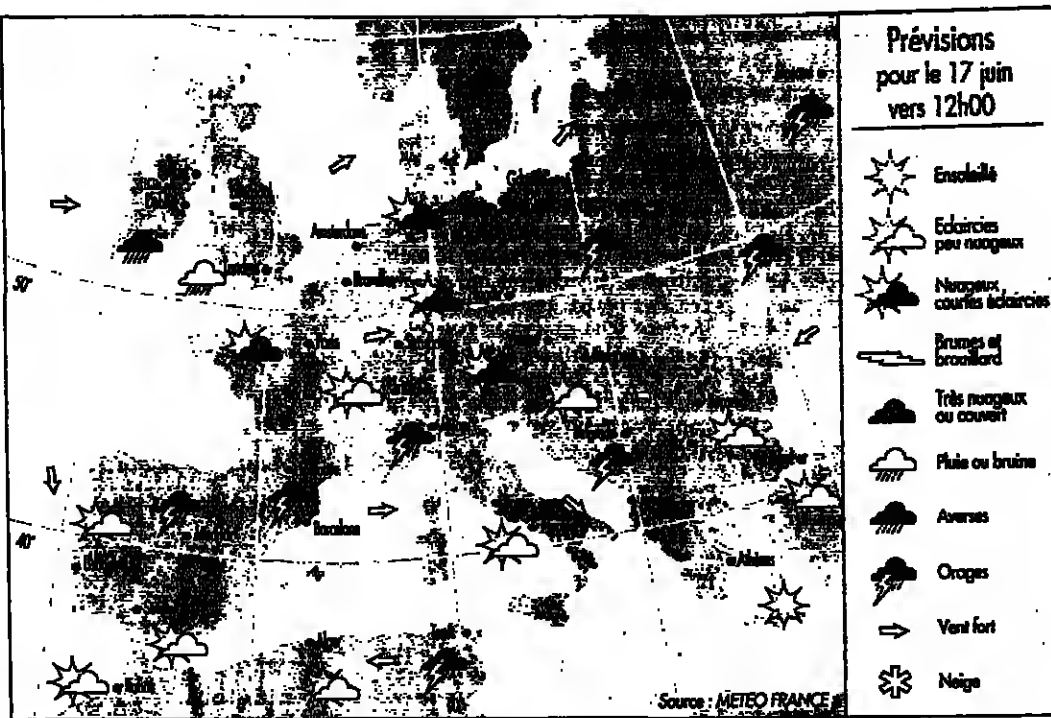
Prévisions pour le 17 juin vers 12h00

La qualité de l'air

### Indice de pollution



Tendance pour le 16 juin : assez bon



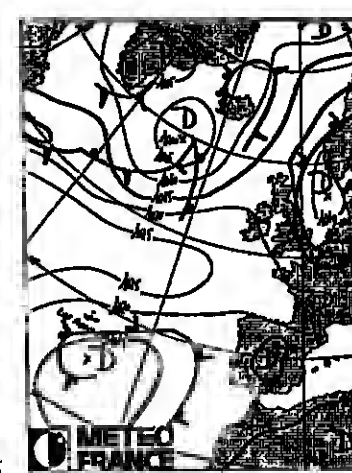
Prévisions pour le 17 juin vers 12h00



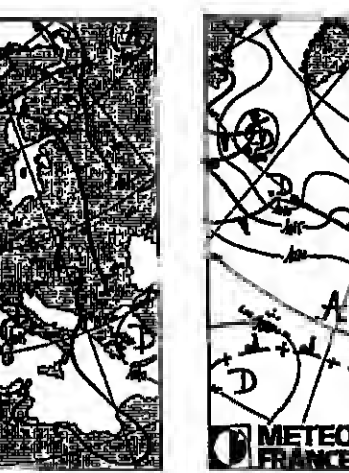
TEMPÉRATURES du 15 juin 1995 maxima/minima		
FRANCE		
PARIS	20/10	10/10
LYON	20/10	10/10
MARSEILLE	20/10	10/10
NANTES	20/10	10/10
STRASBOURG	20/10	10/10
TOULOUSE	20/10	10/10

TOURS		
20/10	10/10	
20/10	10/10	
20/10	10/10	
20/10	10/10	
20/10	10/10	
20/10	10/10	

CHICAGO		
20/10	10/10	
20/10	10/10	
20/10	10/10	
20/10	10/10	
20/10	10/10	
20/10	10/10	



Situation le 16 juin, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 18 juin, à 0 heure, temps universel

## IL Y A 50 ANS DANS le Monde Allocations familiales

LE RELEVEMENT des salaires, qui est en cours, remet les allocations familiales à l'ordre du jour. Est-il besoin de rappeler les grands bienfaits que cette institution d'origine française, née il y a quelque trente ans, nous a procurés ? Elle a, tout d'abord, atténué dans une mesure appréciable une inégalité sociale entre toutes choquantes et fâcheuses : celle qui résulte de la diversité des situations de famille. Un travailleur, célibataire d'abord, s'est marié ; trois enfants sont venus. (...) La mère des trois enfants est obligée, peut-on dire, de se consacrer à son foyer : elle s'y consacre dans l'immense majorité des cas.

Conséquence : notre travailleur, si aucune aide ne lui est fournie, verra sa condition terriblement abaissée : il devra vivre comme si, demeuré célibataire, son revenu avait été ramené de 1 000 à 444 ou même à 333, selon les estimations qui ont été faites des charges de famille. C'est assurément ici, plus que partout ailleurs, que l'on peut parler de salaire anormalement bas. C'est ici qu'une aide est vraiment indispensable : les allocations familiales l'apportent.

[Celles-ci] répondent à une exigence impérieuse de l'humanité ; en même temps, elles exercent une influence favorable à la natalité. En 1943, la natalité française a été supérieure à ce qu'elle avait été en 1939, malgré des circonstances tout à fait défavorables : l'absence d'un nombre énorme de jeunes hommes. La justice sociale veut que l'institution des allocations familiales soit développée davantage encore : l'intérêt vital de la nation, la nécessité d'opérer un vigoureux redressement démographique parlent dans le même sens, peut-être avec plus de force.

A. Landry  
(17-18 juin 1945.)

### ABONNEMENTS

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : <b>Le Monde Service abonnements</b>			
1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 33 (1) 49-40-32-70.			
le chèque la durée suivante	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
<input type="checkbox"/> 3 mois	536 F	572 F	790 F
<input type="checkbox"/> 6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
<input type="checkbox"/> 1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

LE MONDE (ISSN 0950-0802) est publié deux fois par semaine - LE MONDE - 1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine, France, received class postage paid at Champlain, NY US, and additional mailing offices.

POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE of 194 West 11th Street, Champlain, NY 12919-4548.

Pour les abonnements s'adresser à : LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Service client : 01 49 40 32 70.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_  
 Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_  
 Pays : \_\_\_\_\_ 501 MQ 001  
 Ci-joint mon règlement de : \_\_\_\_\_ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bleue n° \_\_\_\_\_  
 Signature et date obligatoires  
 Changement d'adresse : \_\_\_\_\_  
 ● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)  
 ● par fax 10 jours avant votre départ.  
 ● par télécopie 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)  
 ● par courrier : Portage à domicile ● Suspension vacances.  
 ● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.  
 33 (1) 49-40-32-70 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.  
 ● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

### LES SERVICES DU Monde

Le Monde	40-65-25-25
Télématique	3615 code LE MONDE
Documentation	3617 code LMDOC
CD-ROM :	(1) 43-37-66-11
Index et microfilms :	(1) 40-65-29-33
Cours de la Bourse :	3615 LE MONDE
Films à Paris et en province :	36-65-49-78 ou 3615 LE MONDE (2,19 € min.)
Le Monde	est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.	
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.	ISSN : 0395-2037
Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gounod, 94852 Ivry-sur-Seine.	
PRINTED IN FRANCE	
Président-directeur général : Jean-Marie Colombani	
Directeur général : Gérard Morin	
Membres du comité de direction : Dominique Allary, Gisèle Peyrot	
133, avenue des Champs-Élysées 75403 Paris Cedex 08	
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30	

### LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** Depuis la fin mai, Air France propose sur les liaisons Paris - Fort-de-France (Martinique) et Paris - Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) le service « mains libres » : les passagers peuvent confier leurs valises et bagages, vingt-quatre heures avant le vol, aux services de la Sodeair, qui s'engage à les livrer en même temps que les bagages enregistrés en franchise au moment du départ.

■ **ITALIE.** Une grève-surprise des pilotes d'Alitalia a provoqué, mercredi 14 et jeudi 15 juin, l'annulation de plusieurs vols de la compagnie au départ de Rome. Un autre arrêt de travail des pilotes d'Alitalia est prévu pour le vendredi 23 juin. - (AFP)

■ **MANCHE.** À partir du 10 juillet, la capacité de transport des navettes pour touristes empruntant le tunnel sous la Manche sera accrue de 70 %. - (AFP)

■ **SINGAPOUR.** Au cours de l'exercice 1994-1995, qui a pris fin le 31 mars, Singapore Airlines a transporté 10 082 000 passagers, ce qui représente une augmentation de 6,5 % par rapport à l'exercice 1993-1994.

■ **NOUVELLE-ZÉLANDE.** Sur tous ses vols internationaux, Air New Zealand offre aux passagers voyageant en première classe ou en classe affaires une trousse de confort écologique, qui contient une paire de chaussettes en coton naturel, un masque de repos en caillou, un rasoir avec un manche en bois et de la mousse à raser, un tube de gel réhydratant. Le tout accompagné d'une fiche d'information en papier recyclé.

■ **MACAO.** Le gouvernement de Macao a lancé la construction à Outer Harbour d'un centre culturel qui pourra accueillir opéras, concerts, théâtre, cinéma et expositions. Le site, 40 000 mètres carrés gagnés sur la mer, sera relié avec la gare maritime et l'aéroport.

■ **GRANDE-BRETAGNE.** British Airways propose de nouvelles distractions aux jeunes passagers qui empruntent ses vols long-courriers. Les moins de huit ans peuvent suivre une chaîne de télévision animée par Andi Peters et son chien Curly, et les plus de huit ans une chaîne vidéo MTV avec chanteurs, mode et petites nouvelles.

### PARIS EN VISITE

**Dimanche 18 juin**

■ **LA COMÉDIE-FRANÇAISE** (37 F), 10 h 15, place Colette, devant la porte d'entrée de l'administration (Monuments historiques).

■ **MUSÉE DU PETIT PALAIS :** parcours littéraire dans l'exposition Carthage (25 F + prix d'entrée), 11 heures (Musées de la Ville de Paris).

■ **LA SAINTE-CHAPELLE** (50 F + prix d'entrée), 11 heures, sortie du métro Cité (Elisabeth Roman).

■ **DU TROCADERO au village de Passy** (45 F + prix d'entrée), 11 h 15 et 15 h 15, devant le Musée des monuments français (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

■ **MUSÉE DU MOYEN ÂGE** (34 F + prix d'entrée) : les Thermes antiques et leurs galeries souterraines, 14 heures ; l'Hôtel des Abbés de Cluny et les collections médiévales, 15 h 30 (Musées nationaux).

■ **LE CIMETIÈRE RÉVOLUTIONNAIRE DE PICPUS** (50 F), 14 h 30, sortie du métro Nation, côté avenue Dorian (Découvrir Paris).

■ **NOTRE-DAME DE PARIS :** mystérieux symbolique (60 F), 14 h 30, sortie du métro Cité (Isabelle Hanke).

■ **LE PALAIS-ROYAL :** trois siècles d'histoire de Paris (50 F), 14 h 30, place du Palais-Royal, devant le

Louvre des antiquaires (Connaissance de Paris).

■ **LE VIEUX BEAUBOURG** (55 F), 14 h 30, sortie du métro Rambuteau, côté rue du Grenier-Saint-Lazare (Europ expo).

■ **BELLEVILLE :** le parc et son quartier rénové (37 F), 15 heures, angle de l'avenue Simon-Bolivar et de la rue de Belleville (Monuments historiques).

■ **LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE** (60 F), 15 heures, sortie du métro Père-Lachaise, côté escalier roulant (Vincent de Langlade).

■ **DU PONT-NEUF au pont des Arts** (45 F), 15 heures, sur le Pont-Neuf devant la statue d'Henri IV (Paris capitale historique).

■ **LES ENCEINTES DE PARIS** (55 F), 15 heures, angle de la rue Montorgueil et de la rue Étienne-Marcel (Paris et son histoire).

■ **MUSÉE MESSIM-DE-CAMONDO** (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 63, rue de Monceau (Tourisme culturel).

■ **LE QUARTIER DE LA MOUZAÏA** (37 F), 15 heures, sortie du métro Botzaris (Monuments historiques).

■ **LA SEINE,** deuxième port fluvial d'Europe (50 F), 15 heures, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris autrefois).

■ **LE VIEUX VILLAGE de Saint-Germain-l'Auxerrois** (50 F), 15 heures, sortie du métro Louvre, côté rue de Rivoli (Résurrection du passé).

■ **LE VIEUX MONTMARTRE** (50 F), 15 h 30, en haut du funiculaire, sortie côté gauche (Claude Marti).

## Le Monde

## LA DOCUMENTATION DU MONDE SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par Le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel, avec plus de 200 000 textes en ligne.

### 36 17 LMDOC

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc.

### 36 29 04 56

lecture en texte intégral.

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (tousjours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

## Les festivals de l'été dans « Le Monde »

Chaque jour une page programme, région par région

Mardi 20 juin (date 21 juin) : musique classique et jazz  
 Mercredi 21 juin (date 22 juin) : musique classique et jazz  
 Jeudi 22 juin (date 23 juin) : musiques du monde et jazz  
 Vendredi 23 juin (date 24 juin) : jazz  
 Samedi 24 juin (date 25 et 26 juin) : jazz  
 Lundi 26 juin : théâtre et danse

## Le Monde

قناة العالم



هنا امنه الاصل

## IL Y A 50 ANS DANS Le Monde Allocations familiales

IL REMPLACEMENT des salaires...  
...remet les allocations...  
...l'ordre du jour...  
...rappeler les grands...  
...cette institution...  
...il y a 50 ans...  
...procure...  
...abord, ainsi...  
...appréciable...  
...entre toutes...  
...celle qui a...  
...des situations...  
...travailleurs, celle...  
...La mère de...  
...obligée, peut...  
...à son foyer...  
...dans l'histoire

notre travail...  
...lui est...  
...terriblement...  
...comme...  
...1 000 à 1 400...  
...les estimations...  
...charges de...  
...peu...  
...anormales...  
...une aide...  
...les allocations...  
...rapport...  
...à me...  
...de l'humain...  
...elles...  
...à la...  
...françaises...  
...quelles...  
...des...  
...un...  
...hommes...  
...l'humanité...  
...familiales...  
...entre...  
...la...  
...indiv...  
...plus...  
...plus

A. Lasky

## PARIS EN VISITE

Dimanche 18 juin

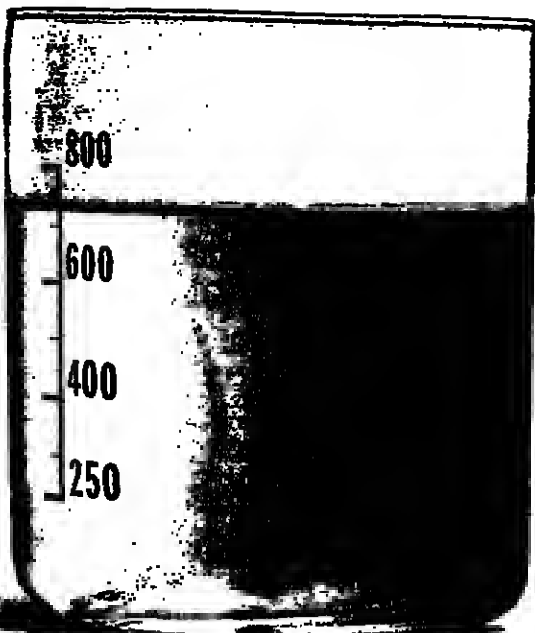
- LA COMITÉ FRANÇAISE...  
...le...  
...le...  
...le...
- MONTAIGNE...  
...le...  
...le...  
...le...
- LA FAMILLE...  
...le...  
...le...  
...le...
- LA FAMILLE...  
...le...  
...le...  
...le...
- LA FAMILLE...  
...le...  
...le...  
...le...
- LA FAMILLE...  
...le...  
...le...  
...le...
- LA FAMILLE...  
...le...  
...le...  
...le...
- LA FAMILLE...  
...le...  
...le...  
...le...
- LA FAMILLE...  
...le...  
...le...  
...le...
- LA FAMILLE...  
...le...  
...le...  
...le...

- LA FAMILLE...  
...le...  
...le...  
...le...
- LA FAMILLE...  
...le...  
...le...  
...le...
- LA FAMILLE...  
...le...  
...le...  
...le...
- LA FAMILLE...  
...le...  
...le...  
...le...
- LA FAMILLE...  
...le...  
...le...  
...le...
- LA FAMILLE...  
...le...  
...le...  
...le...
- LA FAMILLE...  
...le...  
...le...  
...le...
- LA FAMILLE...  
...le...  
...le...  
...le...
- LA FAMILLE...  
...le...  
...le...  
...le...
- LA FAMILLE...  
...le...  
...le...  
...le...

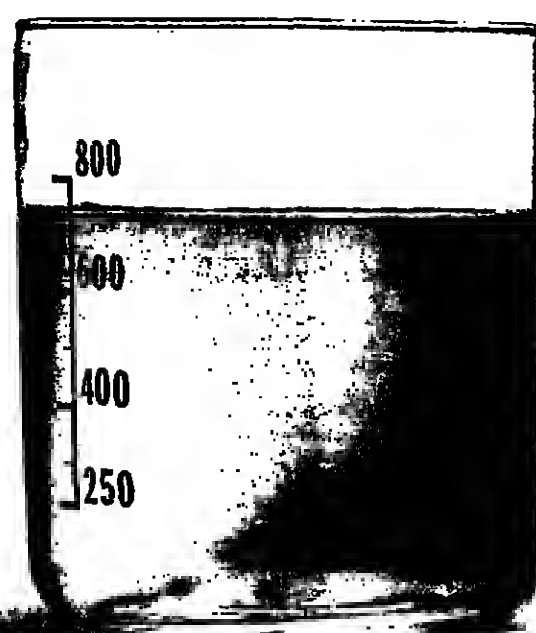
## Les festivals de l'été dans « Le Monde »

Le programme, région par région...  
...le...  
...le...  
...le...  
...le...  
...le...  
...le...  
...le...  
...le...  
...le...

Le Monde



Optane sans plomb 95 d'Elf



Essence sans plomb 95 de qualité ordinaire

# DEPUIS 6 HEURES CE MATIN, TOUS CEUX QUI VIENNENT DANS LES STATIONS ELF\* VOIENT LA DIFFERENCE.

Vous avez du mal à y croire ? Et pourtant dès aujourd'hui l'Opération Qualité Vérifiée Elf commence, et la différence va vous sauter aux yeux. Durant tout le week-end, vous pourrez voir que l'Optane sans plomb 95 d'Elf n'a rien à voir avec une essence sans plomb 95 de qualité ordinaire (ne répondant qu'au minimum de la norme européenne). Arrêtez-vous dans une station Elf. Vous constaterez preuve à l'appui que l'Optane sans plomb 95 d'Elf vous permet de réaliser d'importantes économies en diminuant l'encrassement de votre moteur.

\*Dans les stations participant à l'opération.



TOUT ELF EST POUR VOUS.



**ÉTATS-UNIS** Les récentes déclarations du chef de la majorité républicaine au Sénat, Robert Dole, accusant les productions hollywoodiennes (cinéma et chansons no-

tamment) de « pervertir la nation », ont ravivé le débat sur l'influence du spectacle de la violence dans la société américaine. ● LE DISCOURS du sénateur, candi-

dat à la Maison Blanche, n'est pas exempt de nombreuses ambiguïtés. Ses appels aux relents de macabre semblent en effet vouloir séduire l'aile la plus

conservatrice de l'électorat républicain. ● LE GROUPE TIME WARNER est devenu une cible, notamment parce que cette Major éditte certains des groupes de rap les plus

« durs », dont les textes provocateurs sont violents, racistes ou sexistes. Plusieurs chanteurs sont actuellement poursuivis et emprisonnés pour divers délits et crimes.

## Hollywood fait face aux attaques du sénateur républicain Robert Dole

S'en prenant à la violence dans les films et dans les chansons de rap, le candidat à la Maison Blanche dénonce les « dépravations » de l'industrie du spectacle. Mais il a du mal à camoufler ses soucis électoralistes

NEW YORK

correspondance  
« Qu'est-ce qui menace le plus l'Amérique ? La violence, l'obscurité, le sexe ou le racisme des films et des chansons ? Ou la dure réalité que ces films et ces chansons rejettent ? Si arrive un message, fût-il noir ou rappeur, porteur de mauvaises nouvelles, à quoi sert de le tuer ? »

La question est posée par l'écrivain John Edgar Wideman dans le magazine *Time* du 12 juin, qui traite, en couverture : « La musique et les films sont-ils en train de tuer l'âme de l'Amérique ? ». Il réagissait aux propos tenus par le candidat républicain à la présidence américaine, le sénateur Bob Dole, qui, le 31 mai, au cours d'un dîner destiné à récolter des fonds pour sa campagne, s'en était pris violemment à la « dépravation » des productions hollywoodiennes (*Le Monde* du 5 juin).

THÈME RÉCURRENT

Personne ne doute que la « sortie » du vieux politicien (il est âgé de soixante-deux ans), qui se lance pour la troisième fois à l'assaut de la Maison Blanche, n'ait eu des objectifs essentiellement électoraux destinés à s'attirer les faveurs de la droite républicaine conservatrice et intégriste, de plus en plus puissante aux États-Unis. Opération apparemment réussie : dans le *Washington Post*, Ralph Reed, chef de la Christian Coalition, a salué l'« intervention hollywoodienne » de Bob Dole comme ce « moment qui définit » le candidat présidentiel.

Il n'empêche, le problème est à nouveau posé, appuyé par un sondage du *New York Times*, selon lequel 77 % des Américains se disent inquiets de l'excès de violence dans les médias, et 70 % sont du même avis quant au sexe. Certes, la dénonciation des turpitudes de l'industrie du spectacle est un thème récurrent chez les conservateurs. Dan Quayle, le vice-président de Ronald Reagan, avait déjà, en 1992, allumé la mèche en dénonçant le feuilleton télévisé « Murphy Brown », dans lequel l'actrice Candice Bergen jouait le rôle d'une femme enceinte (elle l'était réellement) et célibataire. Le débat sur le National Endowment for the Arts (NEA, fonds fédéraux de subventions des artistes) a suivi, animé par le *speaker* du Congrès, le très conservateur Newt Gingrich. Il s'agit cette fois, de tenter de réduire le maigre budget fédéral, qui serait destiné

trop souvent à des créateurs jugés « pornographiques » ou à tout le moins hostiles à la « morale américaine ».

L'ombre du macabryme planerait à nouveau sur Hollywood si l'on s'en tenait aux paroles de Bob Dole, à ses accents de prédicateur : « Ceux qui cultivent la confusion morale à des fins de profit devraient comprendre ceci : nous donnerons leurs noms, nous leur ferons honte comme ils le méritent... Vous avez vendu vos âmes. Devez-vous pour autant avilir notre Nation et mettre nos enfants en danger pour le seul profit de votre entreprise ? » Le maître en scène Oliver Stone, auteur du très violent *Natural Born Killers* (Tueurs-nés), redoute ces relents de chasse aux sorcières. Il est vrai que Bob Dole place son film en tête de la liste de ceux qui, selon lui, ont franchi « la frontière, non seulement de la décence, mais de la dignité humaine ». Quentin Tarantino, Palme d'or 1994 à Cannes pour *Pulp Fiction*, s'étonne de ne pas voir son film montré du doigt, pas plus que le précédent, *Reservoir Dogs*, qui ne sont pourtant pas des bluets. Il finit par enragier : « C'est toujours sur le ciné que ça tombe ! »

Mais « ça » ne tombe pas que sur le cinéma. Robert Dole attaque de front les chanteurs de rap, dont les textes sont parfois, il est vrai, d'authentiques appels au meurtre. Plusieurs stars du genre ont actuellement des démêlés avec la justice. Mais la surenchère provocatrice avait suscité des réactions bien avant que les conservateurs s'en mêlent. En 1990, David Geffen, qui n'était pas encore devenu le partenaire de Steven Spielberg chez DreamWorks, avait décidé tout seul de ne plus distribuer dans sa maison de disques les Geto Boys, dont les textes lui répugnaient. La même année, Marvin Davis, PDG du groupe Paramount,

### Le procès du gangsta rap

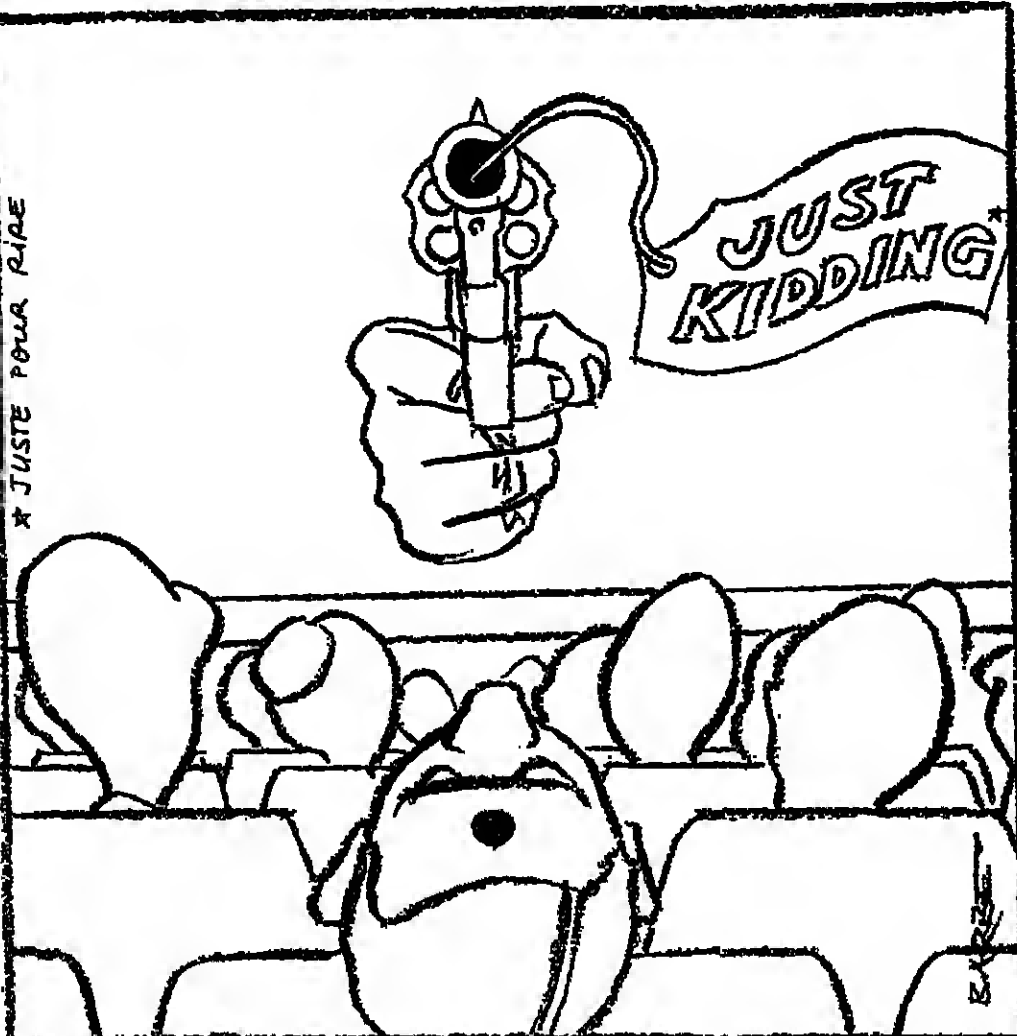
Cannibal Corpse, Geto Boys, 2 Live Crew n'ont plus guère d'importance sur le marché. Les Geto Boys se sont séparés, 2 Live Crew n'a pas sorti de disque depuis deux ans. Mais d'autres groupes sont arrivés, tout aussi violents. Tenu au départ pour « portrait fidèle de la vie dans les ghettos urbains », devenu répétitif et excessif (« Plus fort, plus dur, plus macho, que mon voisin »), le mouvement gangsta rap est mal vécu par la communauté hip-hop : le groupe Public Enemy estime qu'il perpétue des stéréotypes dégradants et encourage un comportement autodestructeur. Cité dans le magazine *Variety* du 12 juin, Delores Tucker, présidente du Congrès politique national des femmes noires, tient en partie pour responsables « les cadres blancs [qui] exigent des artistes noirs qu'ils plongent dans la fange et [ne] servent[que] pornographie et obscénité ».

### Time Warner dans la ligne de mire

« gangsta ». Surtout, le rap dans son ensemble est mineur dans le champ d'affaires de Warner Music, le record dans ce domaine étant détenu par le groupe Bertelsmann. Alors pourquoi Time Warner est-elle attaquée ? Parce qu'il y a deux ans, dans l'affaire *Cop Killer* (tueur de flic) l'a placé dans la ligne de mire. Dans cette chanson, le célèbre rappeur Ice-T appelait en effet à « descendre » des policiers, ce qui avait entraîné un déluge de protestations et le boycottage de la multinationale du disque par les syndicats de policiers. Au point que la chanson a été retirée de l'album *Body Count*.

De plus, Time Warner est depuis peu propriétaire à 50 % d'Inter-scope, chez qui enregistrent trois des rappeurs les plus controversés du moment : Tupac Shakur, Snoop Doggy Dog et Dr. Dre. Tous trois ont de graves démêlés avec la justice : Snoop Doggy Dog va passer devant le tribunal pour une affaire de meurtre qui remonte à 1993 ; Tupac Shakur et Dr. Dre sont en prison, l'un pour abus sexuel, l'autre pour violation de sa liberté sous condition.

Autre indice : la diversité des produits Time Warner, depuis le groupe Heavy Metal le plus obscur au show télé le plus tocard, est telle



décidait d'interdire à sa filiale Simon & Schuster de publier le livre de Bret Easton Ellis, *American Psycho*, qui décrivait dans le détail des scènes de mutilation et de torture. L'ouvrage, il est vrai, a été immédiatement rattrapé par le groupe concurrent Random House, qui eut tiré d'immenses profits.

Le discours républicain joue aussi sur la peur des parents, ac-

centuée par l'apparition de l'information, de la culture électronique, qui paraît d'autant plus monstrueuse qu'elle leur échappe au niveau de l'accès, du langage et de l'usage. D'ailleurs, la bataille « morale » sur Internet est engagée. Est-ce l'inconnu qui fait peur ? Le cinéaste iconoclaste John Waters se souvient d'avoir dû aller dans les ghettos noirs pour pouvoir écouter ce que ses parents appelaient « la musique du diable ». Le professeur Wideman rappelle qu'il était interdit aux esclaves noirs de jouer du tambour. Non pas pour des raisons musicales, mais parce que les Blancs, ignorant ces rythmes, craignaient qu'il ne s'agisse d'appels à la révolte.

PARTIALITÉ

Les vrais raisons du débat, sans doute, sont ailleurs. Paul Schrader, scénariste (*Taxi Driver*) et réalisateur (*Hombre*), ne touche du doigt : il ne s'agit pas, à ses yeux,

d'une question de « liberté » ou de « valeurs », mais de « popularité ». « A Hollywood, si l'on est populaire, cela signifie de l'argent ; en politique, cela veut dire des voix en plus ». Car la sincérité de Bob Dole dans cette campagne est loin d'être prouvée. Ses adversaires ne manquent pas de pointer les ambiguïtés du discours. S'il « oublie » de dénoncer les films de Schwarzenegger, Stallone et Bruce Willis, n'est-ce pas parce que leurs cœurs – et leurs portefeuilles – pendent plutôt à droite ? S'il s'en prend à la Warner, n'est-ce pas parce que la compagnie a préféré soutenir son adversaire démocrate ? S'il épargne des feuilletons type « Melrose Place » ou « Married...

with Children », qui aux heures d'écoute familiale, proposent des « milliers d'étreintes indécentes », aux yeux des ligues de moralité, n'est-ce pas parce que Fox-TV appartient à Rupert Murdoch, un des grands financiers des causes républicaines ? Estimait-il le rap dangereux lorsqu'en 1991 il accueillait le rappeur Eazy-E (ancien fondateur, avec Ice Cube, du groupe Niggaz Wit' Attitude, auteur de l'inoubliable *Ruck the Police*) au cercle sénatorial républicain moyennant 1 000 dollars de cotisation ? Eazy-E est mort récemment du sida. Et que dire du roman de Newt Gingrich (proche de Dole) abondant en scènes érotiques, dont les épreuves ont été envoyées par son éditeur au producteur de *Showgirls*, le nouveau film de Paul Verhoeven sur les strip-teaseuses de Las Vegas ?

« REFLET DE LA SOCIÉTÉ »

« La culture est le reflet de la société », écrit le poète Katha Pollitt dans *Time*. A société violente, destructions violentes. Si le sénateur Dole et ses amis veulent sincèrement élever le niveau culturel des Américains, qu'il augmente simplement le budget du NEA ou niveau de celui accordé aux fanfares militaires, qu'il soutienne plus activement la radio et la télévision publiques, qu'il rétablisse dans les écoles les cours de dessin, de musique, d'art, qui ont été supprimés pour des raisons budgétaires.

Restait à Bill Clinton à entrer dans la danse, ce qu'il fit lors d'un voyage dans le Montana, s'en prenant « aux personnalités publiques qui sont trop heureuses de critiquer la violence dans les médias », mais demeurent « d'un silence de gloce » à l'égard de ceux qui tiennent pour « acceptable la violence à l'égard des officiers fédéraux ». Le président américain faisait allusion aux propos tenus par des responsables du lobby des armes, la National Rifle Association, qui traitaient les agents fédéraux de « voyous porteurs de boîtes », ce qui provoqua la démission de George Bush, qui en était membre. Mais pas celle de Robert Dole.

Henri Béhar

### Les spectateurs français sont satisfaits de leurs cinémas

DOMINIQUE WALLON, directeur général du Centre national du cinéma (CNC), et Jean Labbé, président de la Fédération des exploitants (FNCF), ont présenté, mercredi 14 juin, les résultats d'une enquête sur la nature du public et la manière dont celui-ci apprécie les salles. Cette étude résulte du dépouillement d'un sondage Médiamétrie, à partir de 3 500 entretiens menés entre le 29 novembre et le 12 décembre 1994.

Cette étude confirme les grandes structures du public : 50 % des Français (les « occasionnels ») vont au cinéma au moins une fois par an, 18 % (les « réguliers ») y vont une fois par mois, 6,3 % (les « assidus ») y vont au moins une fois par semaine sur grand écran. Les réguliers assurent près de la moitié de la fréquentation (46 %), les assidus un tiers (32,5 %) et les occasionnels un cinquième (21,5 %). La moyenne d'âge des réguliers est la plus basse, avec une forte dominante de 14-24 ans, d'étudiants, habitants des villes. L'étude montre que, de manière très majoritaire, on va au cinéma en couple ou en groupe, et que la projection fait partie d'une sortie qui commence ou se termine au restaurant ou devant un verre.

Une tendance, identifiée depuis l'écllosion des multisalles au début des années 70, confirme que le public choisit en majorité (80 %) d'aller voir un film précis plutôt que

d'aller au cinéma. Il est toutefois possible que le développement en cours des multiplexes, proposant dix films et plus sur le même site, modifie ce comportement. Concernant la salle elle-même, les caractéristiques auxquelles les spectateurs accordent le plus d'importance sont la qualité du son (plébiscité à 80 % dans la rubrique « qualité de la projection »), puis la taille de l'écran et celle de la salle. Parmi les critères « techniques » se placent en tête les tarifs réduits et l'existence de parkings à proximité des salles.

L'aspect le plus intéressant relevé par l'enquête est sans doute le haut degré de satisfaction des spectateurs vis-à-vis des services qui leur sont offerts. Alors qu'on entend d'ordinaire surtout des récriminations, quant à la cherté des places, le manque d'amabilité du personnel d'accueil ou le confort des salles, les « satisfaits » sont largement majoritaires dans tous les domaines : 88 % des sondés se disent bien accueillis, 89 % trouvent que le son est bon, 64 % affirment se garer sans difficulté, et 70 % des représentants du public estiment que le prix du billet n'est pas excessif. Pour compléter l'enquête, il reste maintenant à poser les mêmes questions à l'autre moitié des Français, celle qui ne met jamais les pieds dans un cinéma.

Jean-Michel Prodon

Les durs travaux

du Conservatoire na

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la

de la République et de la



Chaque année, en juin, les élèves se présentent devant des professionnels à l'affût de l'acteur de demain.

du théâtre, parmi lesquels le metteur en scène Roger Planchon, qui ne manquent jamais ce rendez-vous avec les acteurs de demain.

folle qui les hantent), et, un peu plus tard, il fallait guetter chaque invention, chaque écart de l'étrange Alexandre Pavloff (lui aussi de chez Lassalle), doué comme pas un, c'est clair, et qui doué comme s'il refusait de choisir un Tartuffe plutôt qu'un autre, comme si le théâtre était aussi une perte de connaissance, lorsque la femme ou l'homme se dit : « Mais quel être est-ce donc ? »

blanche des cheveux d'un Plan-  
chon qui est venu là à l'école, pour  
découvrir quelque chose dans la  
voix de ceux qui pourraient être  
ses petits-enfants et qui, sans le  
savoir, lui doivent tant. Pour lui

seigneur, lui revenant tant pourrues  
du Conservatoire... « Comme la vie  
nouveau monte à la tête, sur ce  
bateau ! », écrit encore Claude.

**Michel Cournot**

---


## Dieu à Beethoven

Il y avait quelques faiblesses dans les  
sœurs se tire assez brillamment de  
monobstant d'inévitables si un peu  
de casse. Quatorze de solistes équi-  
« grande » voit, mais tout somme-  
même les graves du baryton Thier-  
l'Agnes Dei, qui n'est pas vraiment  
de cet excellent jeune chanteur  
timbre du ténor Mark Padmore est  
dans ce répertoire, mais sa voix  
est une voix de la classe, et il s'ap-  
Susan Bickley, il faut dire que  
acoustique de la Musikverein per-  
mettre le placé au fond de cette illustre  
prendre le monde d'état d'une super-

...morceaux des solistes, du chœur et de  
...une ombre au tableau: la soprano  
...chante dans une sorte de voix de  
...coro serré, à l'émission comme  
...Christie a pris des risques en présen-  
...tando *solemnis* à Vienne, mais il n'a  
...fait perdu son pari. Et il lui reste  
...écritures au cours de l'été (Beaune,  
...vence) qui lui permettront d'assou-  
...rissent radeurs et d'affûter quelques  
...ce, s'il tient à diriger certains mou-  
...ans des temps qu'harmoncourt lui  
...son bel enregistrement live au fes-  
...bourg de 1992 (2 CD Teldec 9031-  
...oast pas.

**Renaud Machart**

Cubanacan, Poffice du tour  
de vacances "L'autre côté  
payésse à découvrir.



Le Cu  
hors des  
ages av  
Cuba e

**Tour Chaleur et Ho**  
aspect de Cuba. Visitez un  
Sans oublier Santiago de  
**Tour la ville, la plag**  
Cuba, savonnez les spécia  
**Tour Rêve des Car**  
Santiago de Cuba, se diré  
Hemingway et Romantiq  
**Tour Fly & Drive**  
(climatisé) ou en Jeep et p

*Remarque: Semaine supplém  
plément chémbre à un lit 430  
français. Cubanacan c'est la q*

Ces cinq voyages splendides comprennent le vol avec Airbus A3 et sont valables les huit dates de départ suivantes: 8 juillet, 15 juillet, 22 juillet, 29 juillet, 5 août, 12 août, 19 août et 26 août 1995.



Colloquium France, Tour Maïso Montparnasse 18° 5R,  
33 Avenue du Maine, 75755 Paris Cedex 15  
Tel.: 01 - 45 38 39 66 / 67. Fax: 01 - 45 38 39 68

**cubanacan**  
ON CONNAIT CUB

**seur, de Rodin (2,1 millions de francs), La Femme couchée dans l'herbe, de Saint (3,75 millions de francs) et Saint Tropic après l'orage, de Signac (2,75 millions de francs).**

**■ BIBLIOTHÈQUES : l'affaire de la Grande Bibliothèque de Prusse, déposée à l'université de Cracovie, dont l'Allemagne demande la restitution, est restée dans l'imasse, en dépit de la visite en Pologne, mardi 15 juin, du ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel. En 1941, les Allemands ont évacué cette bibliothèque de Berlin pour la préserver des bombardements alliés. Quant à 10 000 pièces imprimées et des manuscrits, notamment de Bach, Mozart et Beethoven, ont été déposés dans un**

■ **MUSIQUE** : Charles Trenet, qui avait intenté un procès à l'éditeur Olivier Orban, a été débouté, mercredi 14 juin, par le tribunal de Paris qui l'a, de plus, condamné à payer 100 000 francs de dommages-intérêts à l'éditeur. Charles Trenet avait

Le pianiste espagnole Alicia de Larrocha et le chanteur pakistanaï Nusrat Fateh Ali Khan sont les lauréats 1995 du Prix du Conseil international de la musique de l'Unesco. Annoncés jeudi 15 juin, ces prix, d'un montant de 17 500 francs, seront remis à Aix-la-Chapelle, le 21 octobre.

**danseurs originaux de l'Europe** dans une série lancée, jeudi 15 juin, dans le cadre de l'Unesco, à Paris. Intitulée Donauballet (Ballet du Danube), elle est parrainée par des délégations permanentes de pays d'Europe centrale auprès de l'organisation internationale et favorise les échanges entre artistes de l'est et de l'ouest de l'Europe. Le Donauballet est constitué de trente-quatre danseurs de compagnies existantes en Croatie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Roumanie. Sa première apparition avait dû avoir lieu le 15 juin à Zagreb, mais la guerre en Bosnie a perturbé les répétitions, causant même des blessés parmi les danseurs. Les débuts sont reportés au 15 septembre à Zagreb, suivis par une tournée européenne.

# Publicain Robert Dole

## à la Maison Blanche et ses soucis électoralistes

**JUST TIDDING**

A black and white photograph showing a person's head and shoulders from behind, looking down at a document or book held open by their hands.

## Les spectateurs français sont satisfaits de leurs cinémas

[illegible]

*(Signature)*







venu le temps de travail privilégié  
deux mille professionnels de trente-c  
pays.  
ABCD, 3, square Stalingrad, 13 M  
seille. Du 19 au 24 juin. Tél. : 91-84-40  
(\*) Tarifs réduits.



## Prague cherche à se doter d'une radio d'information continue

UNE RADIO d'information continue, Radio Prague 6, devrait voir le jour à Prague le 1<sup>er</sup> octobre prochain, a annoncé Vlastimil Jezek, le PDG de la radio publique tchèque, lors d'une visite à Paris. Elaborée avec Radio Free Europe (RFE) - une radio à destination des pays d'Europe centrale et orientale, financée par le Congrès américain, qui s'est définitivement installée à Prague début juin -, elle sera financée à 100 % par RFE en 1995, puis, en 1996, à moitié avec la radio publique tchèque, et à 100 % par celle-ci en 1999, date de la privatisation prévue de RFE.

Radio Prague 6 souhaite offrir aux auditeurs le point de vue des capitales étrangères sur les grands événements internationaux. Vingt à trente minutes d'antenne quotidienne devraient être assurées en langue tchèque par des rédactions étrangères. Trois radios internationales - la BBC, la Deutsche Welle et Voice of America - ont déjà répondu à l'appel.

Ni Radio-France, ni Radio France Internationale (qui a supprimé son service en langue tchèque en 1974, mais diffuse à Prague et Fm) ne sont pour l'instant engagées dans l'affaire. Une première expérience de radio d'information, Radio-Plus, créée par l'agence de presse tchèque CTK et RFI en 1991, avait avorté après dix-huit mois de fonctionnement.

## Les professionnels du cinéma s'opposent à une dérégulation du paysage audiovisuel

RTL 9 négocie son identité lors du renouvellement de sa convention

COMME chaque année à pareille époque, RTL 9, chaîne généraliste francophone par câble et satellite, filiale de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), entame un bras de fer avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) à propos du renouvellement de sa convention, qui s'achève le 7 juillet. Lors de ces rendez-vous annuels, les dirigeants de la CLT s'emploient à faire reconnaître l'identité luxembourgeoise de RTL 9. Cela lui permet de relever du droit national et de la directive Télévision sans frontières (TSF), deux législations moins contraignantes que la réglementation française.

Pour le CSA, l'identité française de la chaîne ne fait aucun doute puisque le signal part certes du Luxembourg mais qu'il est retransmis par le satellite français Télécom 2B et repris sur nombre de réseaux câblés. De plus, les bureaux de la chaîne sont installés à Metz et depuis quelques mois à Paris. Enfin, RTL 9 réalise l'essentiel de son activité économique sur le territoire français.

A l'inverse, Jacques Rigaud, PDG de la CLT, brandit le drapeau luxembourgeois : « Je suis tout prêt à rester dans le cadre d'une convention avec le CSA mais dans le cadre du droit luxembourgeois et de la directive TSF ». Le PDG de la CLT se déclare « prêt à accepter des contraintes supplémentaires » à ces deux réglementations. Pour preuve de sa bonne volonté, RTL 9 souhaite signer un contrat de droit privé avec le Bureau de liaison interprofessionnel du cinéma (BLIC).

Selon cet accord, la chaîne « accepterait plus que les quotas européens » et s'imposerait « des limitations sur le problème général de la programmation cinématographique » tels que délais et horaires de diffusion.

Loin d'être convaincu par ces bonnes intentions affichées, Le BLIC, au contraire, a affirmé, jeudi 15 mai, que RTL 9 « prétend léser gravement les intérêts du cinéma français ». Plutôt qu'un accord particulier avec la chaîne, le BLIC demande que la CLT « respecte les règles françaises sur notre territoire » et que celles-ci soient « incluses non seulement dans un accord » avec le Bureau mais aussi dans la convention avec le CSA.

### FORCE DE DISSUASION

Comme la BLIC, la chambre syndicale des producteurs et exportateurs de films français (CSPEF) a accusé, à son tour, la CLT, jeudi 15 mai, de vouloir « dégrader le système audiovisuel français ». Pour la CSPEF, « il est normal que RTL 9 respecte les règles françaises, auxquelles sont assujettis ses principaux concurrents, et qu'elle renonce à invoquer un privilège de complaisance pour concurrencer de façon déloyale les programmes émis à partir du territoire français ». Enfin, la chambre syndicale demande au CSA comme au gouvernement de « faire preuve de la plus grande fermeté » au moment où va être redévoquée la directive TSF.

En arrière plan de cette querelle identitaire, se profilent des enjeux financiers considérables. Sa nationalité luxembourgeoise reconnue, rien n'empêcherait RTL 9 de refuser le renouvellement de la convention signée avec le CSA par laquelle elle s'engage à respecter les secteurs français interdits en matière publicitaire. En outre, une victoire de la CLT constituerait un précédent, une brèche, dans laquelle des chaînes comme TNT-Caroon Network ou d'autres préparées par Rupert Murdoch ou la CLT ne manqueraient pas de s'engouffrer. On aboutirait à une « dérégulation catastrophique » du paysage audiovisuel français (PAF), selon le BLIC.

Jusqu'ici, le CSA s'est toujours résolu à opposer aux visées de la CLT. Rien n'indique que l'arrivée d'Hervé Bourges pourrait infléchir cette position. Pour contrer l'argument du « cheval de Troie » de chaînes étrangères, Jacques Rigaud indique que, au contraire, « l'attitude proposée par RTL 9 pourrait être invoquée comme précédent par des chaînes étrangères qui souhaiteraient être conventionnées » par le CSA.

Comme les années précédentes, les deux parties devraient parvenir à un accord. Instance de régulation, le CSA possède sa force de dissuasion sous la forme d'un retour de la chaîne des réseaux câblés. Même diffusée en hertzien sur la Sarre, sur les réseaux câblés en Suisse, ou sur une partie de l'Europe par satellite mais cryptée, RTL 9 pourrait difficilement survivre à une telle décision.

G. D.

## « Le Monde » est le quotidien le plus lu par les cadres

La presse reste le média « le plus fiable »

LES CADRES aiment la presse. Selon l'enquête sur la France des cadres actifs, réalisée par Ipsos média, la presse est pour les cadres le média « le plus fiable » (66,1 %), « le plus utile » (73,3 %) et qui « correspond le mieux » à leurs attentes en matière d'information. Ils reprochent à la presse son manque de rapidité. S'ils constatent qu'elle permet de « mieux anticiper l'actualité » (à 38,1 %, contre 31,6 % pour la radio et 21,7 % pour la télévision), elle est de très loin la moins rapide (5,3 %) face à la radio (69 %) et à la télévision (26,8 %).

Cette enquête - réalisée, du 4 octobre 1994 au 19 avril, auprès de 5 531 cadres actifs sur une population de 5,5 millions de personnes - analyse l'audience des différents titres. Avec 739 000 lecteurs d'un

numéro moyen chez les patrons et les cadres actifs, Le Monde est le quotidien le plus lu dans cette catégorie de la population, suivi des Echos (644 000), du Figaro (492 000) - avec 654 000 lecteurs pour le supplément économique -, de L'Equipe (465 000), Libération (411 000), Le Parisien et Aujourd'hui (350 000), La Tribune-Desfossés (249 000) et InfoMatin (201 000). L'hebdomadaire le plus lu par les cadres est Télérama (949 000), deviant Le Nouvel Observateur (899 000), Le Figaro-Magazine (892 000), L'Express (775 000), Le Point (613 000), L'Usine nouvelle (469 000), L'Evénement du Jeudi (430 000), en forte baisse. L'Expansion compte 619 000 lecteurs. Capital bénéficie enfin de la plus forte hausse en termes de taux de pénétration, passant de 14,8 % en 1994 à 19,8 % en 1995, avec 1,1 million de lecteurs.

AUDIOVISUEL. Une motion de défiance à l'égard de la direction de RFO-Paris a été votée jeudi 15 juin par la société des journalistes de la radio-télévision publique d'outre-mer. Ils contestent le plan d'entreprise du PDG, qui, selon eux, entraînerait « la mise en place, à terme, d'un plan social » et dénoncent des « dérives multiples en matière d'information ». De leur côté, trois syndicats (la CFDT, FO et la CGT) accusent, dans un tract commun, la « gabegie » de la direction et mettent notamment en cause les dépenses de communication.

DIFFUSION. Le Parisien et La Tribune-Desfossés ont reçu, vendredi 16 juin, les Echos d'or de l'ÉJOD, récompensant les titres dont la diffusion a progressé fortement entre 1993 et 1994. Celle du Parisien s'établit en 1994 à 426 742 exemplaires (+2,93 %) et celle de La Tribune à 70 457 exemplaires (+4,97 %). Diffusion Contrôle a aussi récompensé Cuisines et Vins de France, l'hebdomadaire pour la jeunesse de Fleurus Perlin et l'hebdomadaire régional Le Pays malouin, et Mieux gérer pour réussir et Agro Distribution dans la catégorie presse technique et professionnelle.

## Quand Arsène Lupin

Avec « Les Nouveaux

est une quatrième



est une série de films de détective... « Les Nouveaux... » est une quatrième...

VENDREDI 16 JUIN

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<b>13.40 Feuilletton :</b> Les Foux de l'amour. <b>14.30 Série :</b> Dallas. <b>15.20 Série :</b> La loi est la loi. <b>16.15 Jeu :</b> Une famille en or. <b>16.25 Club Dorothée.</b> <b>17.50 Série :</b> Les Garçons de la plage. <b>17.55 Série :</b> Les Nouvelles Filles d'été. <b>18.25 Série :</b> K2000. <b>19.15 Magazine :</b> Coucou ! <b>19.50 La Babette Show</b> (et 0.50). <b>20.00 Journal.</b> La Minute hippique, Météo.	<b>13.45 Série :</b> Inspecteur Derrick. <b>14.50 Série :</b> L'Enquêteur. <b>15.30 Variétés :</b> La Chanson aux chansons. <b>16.35 Des chiffres et des lettres.</b> <b>17.40 Série :</b> Seconda II. <b>17.45 Série :</b> Les Amnésies collées. <b>18.00 Série :</b> Sauvés par le gong. <b>18.45 Jeu :</b> Qui est le meilleur gagnant. <b>19.10 Flash d'informations.</b> <b>19.15 Studio Gabriel</b> (et 4.50). <b>19.55 Magazine :</b> Coucou ! <b>19.59 Journal, Météo, Point route.</b> <b>20.55 Téléfilm :</b> Maigret. Maigret et la vente à la bougie. Un sombre huis-clos dans une auberge. Un crime, puis une mystérieuse histoire de trésor caché. Maigret enquête. D'après une nouvelle de Georges Simenon adaptée pour la télévision par le cinéaste Pierre Granier-Deferre. <b>22.45 Bouillonnement de culture.</b> Présenté par Bernard Pivot. Cinéma inédit conté. Invités : Jacques Perrin, producteur (Les Enfants de Lumière), Bernard Chardère (Le Roman des Lumières), Les Images des Lumières (Pierre Tchermia), Christian Jancot (Anthologie du cinéma inédit). <b>0.00 Variétés :</b> Taratata. Présenté par Nagui. Avec Patrick Bruel, Zucchero, Alliance Ethnik. <b>1.15 Les Films Lumière</b> (rediff.). <b>1.20 Journal, Météo.</b> <b>1.50 Programmes de nuit.</b> Le Top : 2.20, Mix : 2.50, Mix Monde : 3.50, Multi Mix : 5.20, 24 heures d'infos : 5.45, Nuit blanche : 6.00, Dessin animé.	<b>13.35 Magazine :</b> Vincent à l'honneur. <b>14.30 Série :</b> La croisière s'annule. <b>15.30 Série :</b> Simon et Simon. <b>16.25 Les Miniklubs.</b> <b>17.35 Une pêche d'enfer.</b> <b>18.20 Jeu :</b> Questions pour champion. <b>18.50 Un livre, un jour.</b> Brancos, sous la direction de Margit Rowell, Ann Temkin, Friedrich Teja Bach. <b>18.55 Le 19-20 de l'information.</b> A 19.08, Journal régional. <b>20.05 Jeu :</b> Fa si la chanter. <b>20.35 Tout le sport.</b> <b>20.40 Connexion.</b> <b>20.50 Magazine :</b> Thalassa. Le Jour des dauphins, de Nicolas Jouin et Média Berber. Depuis des siècles, les pêcheurs de la côte marseillaise utilisent les dauphins pour capturer les bancs de murets qui migrent le long des côtes. <b>21.50 Magazine :</b> Faut pas rêver. Invité : Michel Petrucci. Colombie : les Indiens Kogi ; Portugal : les collets de la révolution ; Paris jazz. <b>22.55 Météo, Journal.</b> <b>23.25 Magazine :</b> Strip-tease. <b>0.20 Magazine :</b> L'Heure du golf. La compétition : l'Open de Hambourg. <b>0.50 Musique :</b> Graffiti. Les Noces de Figue, de Mozart, ouverture, par l'Ensemble orchestral de Paris, dir. Gilbert Varga (10 min).	<b>13.25 Téléfilm :</b> El Diablo. De Peter Markle, avec Anthony Edwards, Louis Gossett Jr. Un jeune instituteur, chahuté un peu gauche, part à la poursuite d'un dangereux bandit mexicain, qui, après avoir semé la mort dans le village, s'est enfui en emlevant une des élèves de l'école. <b>15.20 Boulevard des clips</b> (et 1.15, 6.05). <b>17.00 Variétés :</b> Nini Machine. Emission présentée par Yves Noël et Ophélie Winter. <b>17.30 Série :</b> Classe mannequin. <b>18.00 Série :</b> V. Le traître. <b>19.00 Série :</b> Robocop. <b>19.54 Six minutes d'informations.</b> <b>20.00 Série :</b> Madame est servie. <b>20.35 Magazine :</b> Capital (et 23.25). Présenté par Emmanuel Chénin. <b>20.45 Téléfilm :</b> Union diabolique. D'Yves Simonneau, avec Treat Williams, Adèle Howard. Un ancien flic assassine le mari de sa maîtresse pour partager avec elle les deux contrats d'assurance-vie souscrits par le couple. <b>22.35 Série :</b> Aux frontières du réel. Vengeance d'outre-tombe. <b>23.35 Magazine :</b> Désolée pour. Désolée pour. <b>0.05 Danca Machine Club.</b> Présenté par Ophélie Winter. <b>3.00 Rediffusions.</b> Fréquentier : 3.55, Sea, Sex and Sun : 4.50, La Tête de l'emploi : 5.15, Culture pub : 5.40, Fanzone.	<b>13.35 Cinéma :</b> Silver. Film américain de Philip Noyce (1993). <b>15.20 Série :</b> Babylon 5. [1992]. La Brute. <b>16.05 Cinéma :</b> Un flic à l'assaut. Film américain de Henry Sinker (1993). <b>17.35 Le Journal du cinéma</b> du mercredi (rediff.). <b>18.00 Canaille peluche.</b> En clair jusqu'à 20.35. <b>18.30 Jeu :</b> Pizzarollo. <b>18.40 Nulle part ailleurs.</b> <b>19.20 Zérozoma.</b> <b>19.55 Les Guignols.</b> <b>20.30 Le Journal du cinéma.</b> <b>20.35 Sport :</b> Boxe. En direct. Match de championnat du monde WBC des poids mi-moyens, au palais des sports de Lyon : Mike McCallum (Jamaïque)-Fabrice Tiozzo (France). <b>22.55 Flash d'informations.</b> <b>23.00 Cinéma :</b> La Vengeance. Film français de Jeanot Szwarc (1993). <b>0.30 Cinéma :</b> Au-dessus de la loi. Film américain de Vic Armstrong (1992, v.o.). <b>2.15 Sport :</b> Golf. En direct. 2 <sup>e</sup> journée de l'US Open. <b>3.00 Sport :</b> Basket-ball américain. Cinquième match de la finale NBA. En direct de Houston (sous réserve). <b>3.35 Cinéma :</b> Boma I. Film français de Bernard-Henri Lévy et Alain Ferrat (1994).	<b>13.30 Défi.</b> <b>14.00 Magazine :</b> Découverte. <b>15.00 Embourgeoisement porte n° 1.</b> Vienne (rediff.). <b>15.30 Allô ! La Terre.</b> (Écoute 1). <b>16.00 Perspectives.</b> Chômes de la Terre. <b>16.25 Attention santé.</b> <b>16.30 Feuilletton :</b> Schulmeister, espion de l'empereur (7/13). <b>17.30 Rintintin.</b> <b>18.00 Les Enfants de John.</b> <b>18.30 Magazine :</b> Le Monde des animaux. Alyon, oiseau de légende. <b>18.57 Le Journal du Temps.</b> <b>19.00 Magazine :</b> Confetti. <b>19.30 Documentaire :</b> Vivre dans les jardins d'Allah. D'Adnan Ramahi. <b>20.30 R 12 Journal.</b> <b>20.40 Téléfilm :</b> Terre brûlée. De Chantal Picaud, avec Thierry Frémont, Sandrine Dumas. <b>22.10 Documentaire :</b> Loin de Hollywood. L'art européen du cinéma muet (2/6). Domaine scandinave, la terre promise du septième art, de Kevin Brownlow et David Gill. <b>23.10 Cinéma :</b> Le Monocle noir. Film français de Georges Lautner (1961, N.). <b>0.40 Magazine :</b> Algérie maintenant. Proposé par Patrice Barrat, réalisé avec des journalistes algériens. <b>1.40 Documentaire :</b> Christo in Paris. Le Pont-Neuf emballé, d'Albert et David Mayes (rediff., 58 min).

### CÂBLE

TV 5 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Passe-moi les jumelles. 21.00 L'Hebdo. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Taratata. Rediff. de France 2 du 9 juin. 0.00 Intérieur nuit. 0.30 Journal de France 3. Édition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min). PLANÈTE 19.40 « Neisager : Les Suisses qui disent non. De Jacob Berger et Béatrice Barton. 20.35 Autouroute : Quand le nougat a le goût de bouchon. D'Antoine Bordier et Eric Burnand. 21.20 Vendanges, histoire mondiale du vin. [3/13] L'Empire du vin. De Christopher Ralling. 21.50 Je ne sais pas lire, mais je me soigne. De Leshe Jenkins et Daniel Pasche. 22.40 Alcan Highway, la route de l'Alaska. De Dale Johnson. 23.40 « A la rencontre du ciel et de la terre. De Jacques Duboussion. 0.35 Ballerina. La Reine [4/4]. De Derek Bailey. PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 1.00). 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.45). 19.45 Meilleurs soyons. 20.00 Musiques en scènes (et 22.00). 21.00 Embourgeoisement. 22.30 La Tosca. Opéra en trois actes de Giacomo Puccini. Enregistré dans les Arènes de Vérone en 1984 (135 min). CANAL 3 17.40 La Panthère rose. 17.55 Soirée Domino. 17.55, C'est comme moi. 18.00, 00 est Charly ? 18.20, Futé-rusé. 18.25, Skippy. 18.55, Tip top clip. 19.00, Bêtes pas bêtes. 19.15, Tip top clip. 19.20, Rébus. 19.30 Série : Octane. CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show. 20.30 Série : Les Envahisseurs. Le Procès. 21.20 Série : Au nom de la loi. Baa-baa. 21.50 Destinées séries. 22.20 Chronique masculine. 22.25 Série : Cream On. Conflits de génération. 22.50 Série : Seinfeld. 23.15 Country Box. 23.45 Série : New York Police Blues. 0.30 Série : Michel Vaillant. 1.00 T'as pas une idée ? (55 min). SÉRIE CLUB 19.50 Série : Le Grand Chapeau. 19.50 Série : Ne mangez pas les marguerites. 20.15 Série : Flipper le dauphin. 20.45 Série : Julien Fontanes, magistrat (et 23.50). 22.15 Série : Flash. 23.00 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI. Alerte à la bombe. (50 min). MCM 20.10 MCM Mag. Spécial festival du film de Paris. 20.40 MCM découvertes. 21.00 Concert : Tegenom. Enregistré au Monde de l'Art en décembre 1994. 22.00 MCM Dance Club. 0.30 Rave On (90 min). MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most

Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CinéMatic. 23.30 The Zig and Zag Show. 0.00 Party Zone (120 min). EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Aéroclub. 20.30 Gymnastique. En direct. Coupe d'Europe : finale. A Rome. 23.00 Bote. Championnat du monde : poids lourds. Lennox Lewis (G-B) - Lionel Butler (E-U). A Sacramento. 0.00 Sailing (60 min). CINÉ CINÉFIL 19.00 Le Cheikh blanc. ■ Film italien de Federico Fellini (1952, N., v.o.). 20.30 Les Aventures de David Balfour. ■ Film américain d'Alfred L. Werker (1938, N.). 22.00 The Daring Young Man. ■ Film américain de William A. Selter (1935, N., v.o.). 23.20 Mariage inconnu. ■ Film américain de George Stevens (1938, N.). 0.50 Don Quichotte. ■ Film français de George Wilhelm Pabst (1933, N., 60 min). CINÉ CINÉMAS 18.30 Téléfilm : Incident à Crested. De Jud Taylor. Avec Bruce Davison (95 min). 20.05 Le Nouveau Bazar de Ciné Cinémas. 21.00 Calma blanc. ■ Film australien de Philip Noyce (1989). 22.35 Le Scyllaire. ■ Film américain de Michael Mann (1980, v.o.). 0.35 Manhattan Project. The Deadly Game. ■ Film américain de Marshall Brickman (1986, 110 min).

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Pierre Moustiers (L'Or du torrent). 19.30 Perspectives scientifiques. Biologie et médecine. Les greffes de moelle osseuse (2). 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Yves Nat par ses élèves (5). 20.30 Radio archives. Manuscrits retrouvés. 21.28 Poésie sur parole. Fables et poèmes pour lire avec Dieu (5) (rediff.). 21.32 Musique : Black and Blue. L'homme de Newport (2). 22.40 Les Nuits magnétiques. Le miroir japonais. 4. La psyché et le corps. 0.05 Du jour au lendemain. Nicole Casanova (Sainte-Beuve). 0.50 Coda. Montmartre en fesse (5). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Entretiens avec Jacques Brel : 2.03, Christophe Colomb, de Paul Claudel : 3.57, Le Sentiment religieux au XVIII<sup>e</sup> siècle : 5.59, Les Enlignes ou les derniers témoins d'une histoire occultée. FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Gérard Courchelle, journaliste. 20.00

### RADIO

Concert franco-allemand (Ems simultanément sur Hessischer Rundfunk, Mitteldeutscher Rundfunk et Saarländischer Rundfunk). En direct de la salle Pleyel, à Paris, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Michael Schneider : Concerto pour piano et orchestre n° 2, de Brahms. Misha Dichter, piano ; Pélléas et Mélisande op. 5, de Schoenberg. 22.00 Soliste. Alfred Brendel, pianiste. Sonate pour piano n° 21 op. 53, Waldstein, de Beethoven. 22.25 Dépeche-notes. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Liszt, Duvivier, Debussy. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Turina. De Rella, Toldra et Turina. Rodrigo et De Falla. 0.00 Jazz club. En direct de la Coupole, à Combe-la-Ville (Seine-et-Marne), par le sextette Selam-Renne et le duo Nelson Veras, guitare, et Linley, basse. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hecia. Œuvres de Haydn, Beethoven, Chopin, Schumann, Liszt, Wagner, R. Strauss, Bartok, traditoines de Roumanie, Enesco, Martinu, Honegger, Duparc, Ornslov, Gluck, Stamitz, Kuhlau, Mendelssohn.

**Investir**  
LES MEILLEURS  
**FCP**  
POUR JOUER  
LA REPRISE  
Des conseils de  
nos spécialistes  
de placement

### CÂBLE

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 1.00). 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.45). 19.45 Meilleurs soyons. 20.00 Musiques en scènes (et 22.00). 21.00 Embourgeoisement. 22.30 La Tosca. Opéra en trois actes de Giacomo Puccini. Enregistré dans les Arènes de Vérone en 1984 (135 min). CANAL 3 17.40 La Panthère rose. 17.55 Soirée Domino. 17.55, C'est comme moi. 18.00, 00 est Charly ? 18.20, Futé-rusé. 18.25, Skippy. 18.55, Tip top clip. 19.00, Bêtes pas bêtes. 19.15, Tip top clip. 19.20, Rébus. 19.30 Série : Octane. CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show. 20.30 Série : Les Envahisseurs. Le Procès. 21.20 Série : Au nom de la loi. Baa-baa. 21.50 Destinées séries. 22.20 Chronique masculine. 22.25 Série : Cream On. Conflits de génération. 22.50 Série : Seinfeld. 23.15 Country Box. 23.45 Série : New York Police Blues. 0.30 Série : Michel Vaillant. 1.00 T'as pas une idée ? (55 min). SÉRIE CLUB 19.50 Série : Le Grand Chapeau. 19.50 Série : Ne mangez pas les marguerites. 20.15 Série : Flipper le dauphin. 20.45 Série : Julien Fontanes, magistrat (et 23.50). 22.15 Série : Flash. 23.00 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI. Alerte à la bombe. (50 min). MCM 20.10 MCM Mag. Spécial festival du film de Paris. 20.40 MCM découvertes. 21.00 Concert : Tegenom. Enregistré au Monde de l'Art en décembre 1994. 22.00 MCM Dance Club. 0.30 Rave On (90 min). MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most



# Quand Arsène Lupin rencontre Lucky Luciano

Avec « Les Nouveaux Exploits » du gentleman-cambrioleur, France 3 présente une quatrième collection des aventures du personnage de Maurice Leblanc

LES GRANDS HÉROS de la littérature policière ne meurent jamais. Quand on les tue, ils ressuscitent ! Arsène Lupin, le gentleman-cambrioleur créé par Maurice Leblanc en 1905 dans les pages du magazine *Je sais tout*, appartient à ce club très fermé. Grâce à la passion que lui voue le producteur Jacques Nahum, responsable des deux premières séries « Arsène Lupin » diffusées en 1971 et 1973 et du « Retour d'Arsène Lupin » (une collection de douze épisodes d'une heure qui comportait quelques fort belles réussites), le voici de retour sur les petits écrans et, cette fois, en prime time le samedi soir.

A l'instar des précédentes séries, les aventures du cambrioleur ont été transposées du début du XX<sup>e</sup> siècle aux années 30, qu'il est bien plus aisé de reconstituer à l'écran. C'est donc un Arsène Lupin plus « moderne » que celui des romans qu'on retrouve dans les huit épisodes de cette nouvelle saison, mais il n'a perdu aucune de ses caractéristiques : intelligence, sens de la déduction, panache, passion des femmes, goût de la mise en scène et du spectacle, art du déguisement et du grime, courage physique, sans oublier l'humour.

Après Georges Descrières, qui en donna une interprétation outrée relevant du vaudeville, après Jean-Claude Brialy, qui restaura parfaitement l'image originelle du brigand charmeur, c'est à François Dunoyer qu'échut la redoutable tâche de reprendre le rôle dans « Le Retour d'Arsène Lupin » puis dans ces « Nouveaux Exploits ».



Son jeu rend bien les différentes facettes du personnage : homme du monde raffiné et séducteur, chef de bande insaisissable et facétieux, athlète accompli, parfait présumé. A ses côtés, on retrouve un Ganimard cataclysmique et haut en couleur, formidablement interprété par Paul Le Person, et un grognard ingénieux et plein de ressources, joué par Frank Capillery.

« Les Nouveaux Exploits d'Arsène Lupin » se fondent sur des scripts originaux. Mais Jacques Avancé et Albert Kantof, les scénaristes, ont su resser fidèles à la mythologie lupinienne. Ainsi l'intrigue de *La Tabatière de l'empereur* - Lu-

pin enquête sur le décès mystérieux d'un de ses amis en Pologne - puise sa source dans une énigme historique et, dans *La Robe de diamants*, Arsène emprunte l'identité d'un autre personnage de Maurice Leblanc, l'inspecteur Victor, de la Brigade mondaine, pour pouvoir enquêter sur un faux Lupin.

## PERSONNAGES HISTORIQUES

L'épisode diffusé samedi 17 juin, *Requins à La Havane*, voit Lupin se transformer en un véritable Robin des bois des temps modernes pour lutter contre un régime politique corrompu (celui de Cuba) et protéger des opposants menacés. Selon

une recette qui a réussi aux auteurs de quelques aventures apocryphes de Sherlock Holmes (lui faisant croiser Freud, Karl Marx, Roosevelt, Dreyfus, Einstein, Poe, le monstre du Loch Ness...), Lupin rencontre à La Havane des personnages historiques : un écrivain américain adepte de la pêche au gros et affublé du patronyme transparent d'Ernest Flemingway et surtout Lucky Luciano, qui, tout en préparant une gigantesque carambouille avec les politiciens au pouvoir, défend les intérêts de la Mafia dans l'île (casinos et boîtes de nuit).

Bien entendu, c'est pour déléster les gangsters italo-américains de leur fortune mal acquise qu'Arsène Lupin a fait le voyage. Et, comme à son habitude, il ne peut s'empêcher de défier insolemment son adversaire. Lucky Luciano étant pour sa part un adepte des méthodes expéditives, *Requins à La Havane* se déroule dans une ambiance assez proche de celle des « Incorruptibles ». Mais la fantaisie lupinienne contrarie les noirs desseins des méchants et impose sa malice communicative. Cet opus des « Nouveaux Exploits » (dont la réalisation est signée Alain Nahum) confirme cette série comme l'une des réussites de la saison télévisuelle. Vivement les cinq autres épisodes !

Jacques Baudou

\* « Les Nouveaux Exploits d'Arsène Lupin » : *Requins à La Havane*, France 3, samedi 17 juin, 20 h 50.

## HLM

par Agathe Logeart

L'IMAGE est bucolique, de cet homme radieux qui pose pour les photographes devant un buisson de fleurs rouges. Il y a un rayon de soleil et il a ôté son imperméable. Il sourit et on pourrait le croire très heureux. Ensuite, on le voit penché avec sollicitude vers les tout-petits d'une crèche, qui déjeunent dehors autour d'une table ronde. Le ciel doit être menaçant, car il a remis son manteau de pluie. Les enfants n'ont pas l'air de comprendre pourquoi on s'agit ainsi autour d'eux. Ils ouvrent de grands yeux étonnés. On ne leur a pas encore expliqué qu'ils font, comme les fleurs précédemment citées, partie du décor obligé d'une campagne municipale qui se respecte. Ils ne sont que cela, des figurants capifs pour ce monsieur en cravate qui veut se montrer pour faire savoir qu'il existe.

Le rituel est immuable, et régulièrement, sans beaucoup de variantes, la télévision répète les scènes de ce genre. Dans le Midi, on a parfois droit à une partie de boules. En banlieue, il arrive que des messieurs en costume et mocassins bien cirés shootent dans un ballon. Au bord de la mer, ils s'enquêtent auprès des pêcheurs du prix du poisson. Sur les marchés, ils s'exaltent sur la fraîcheur des étals. C'est vide, creux, la plupart du temps sans aucun intérêt. Mais quelle importance ? La seule chose qui compte est d'avoir l'air proche de ces gens dont on sollicite les suffrages.

Le reportage de France 2 qui suivait le maire de Paris, Jean Tiberi, au cours de sa tournée des arron-

dissements en difficulté - c'est-à-dire susceptibles de tomber dans les bras grands oncles de l'opposition - était donc par comparaison tout à fait exceptionnel, et même carrément désopilant. On n'avait rien changé au rituel. Les buissons de fleurs rouges, les enfants de la crèche, le sourire du monsieur, tout était parfait. Jusqu'au moment où un journaliste commit le sacrilège de poser une question bien polie, sur un ton anodin. « Est-ce que vous confirmez que vos enfants bénéficient d'un logement social à Paris ? » Les enfants du maire, déjà propriétaires de leurs appartements respectifs, et nonobstant heureux locataires de logements bon marché théoriquement réservés aux Parisiens les moins favorisés ? Il faut reconnaître que c'est assez bouffon pour un papa qui se présente comme l'adversaire résolu de l'exclusion et le généreux défenseur des mal-logés. Le sourire de Jean Tiberi se figea tout à coup. Il fit même quelque chose de proprement incroyable.

Comme on le voit dans certains reportages sur des faits divers crapotieux, ou dans le sillage de stars qui tiennent au respect de leur vie privée, il leva la main en direction de la caméra, comme s'il voulait en masquer l'objectif. De complaire, d'utilitaire, cette caméra, dont on avait pourtant sollicité la présence, devenait une ennemie. Jean Tiberi, qui lui faisait face il y a un instant, lui tournait soudain le dos, comme on bat en retraite. Il voulait lui échapper, la fuir, dès lors qu'elle ne se prêtait plus au jeu bien huilé de la complaisance.

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<p>13.50 Série : <i>L'homme qui tombe à pic</i>.</p> <p>14.50 Spécial sport : Rugby. France-Afrique du Sud, demi-finale de la Coupe du monde en direct de Durban ; 15.00, Coup d'envoi ; 15.40, Mi-temps ; 15.45, 2<sup>e</sup> mi-temps.</p> <p>16.35 Super Boy.</p> <p>17.05 Série : <i>Police 2000</i>.</p> <p>18.00 Trente millions d'amis.</p> <p>18.30 Divertissement : Vidéo gag.</p> <p>19.05 Série : <i>Mélo rose</i>.</p> <p>20.00 Journal, Rugby, Tiercé, La Minute hippique, Météo.</p> <p>20.45 Divertissement : Crise de rire.</p> <p>22.45 Magazine : <i>Ushualla</i>. Pérou. Les salins de Maras. Super-sonic Skyliner ; Marc Batard dans les Druis ; Le saut de l'ange ; Le sel à grande vitesse ; Rebonds au-dessus du Jagon ; Au-delà du reef ; Entre ciel et terre.</p> <p>23.55 Série : <i>Duo d'enfer</i>. 0.45 Journal, Météo.</p> <p>1.00 Programmes de nuit. Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.) ; 1.20, TF 1 nuit (et 2.20, 3.25, 4.25) ; 1.30, Histoires naturelles (et 3.35, 5.05) ; 2.30, L'Équipe Cousteau en Amazonie ; 4.35, Passions ; 5.00, Musique.</p>	<p>13.40 Documentaire : <i>Virus mortel</i>.</p> <p>14.40 Magazine : <i>A tire d'aile</i>. La Nature en suris, de Pierre Fauque.</p> <p>15.35 Magazine : <i>Samedi sport</i>. 15.40, Tiercé, en direct de Vincennes ; 15.50, Automobile ; Les 24 Heures du Mans ; 16.40, Athlétisme : Vittel Stadium.</p> <p>18.05 Série : <i>Hardy cœur à vif</i>.</p> <p>18.35 J'ai un problème... et alors ?</p> <p>19.45 Tirage du Loto (et 20.40).</p> <p>19.59 Journal, Météo.</p> <p>20.45 Divertissement : Surprise sur prise.</p> <p>22.30 Sport : <i>Automobile</i>. Les 24 Heures du Mans. Le point sur la course.</p> <p>22.40 Magazine : Les Enfants de la télé. Avec Michel Orucker, Anne Magnien, José Garcia.</p> <p>0.10 Les Films Lumière.</p> <p>0.15 Journal, Météo, Journal des courses.</p> <p>0.30 Magazine : <i>La 25<sup>e</sup> Heure</i>. Vive l'Italia, de Giovanni Gagliardo.</p> <p>2.00 Programmes de nuit.</p>	<p>13.00 Samedi chez vous (et 15.05, 16.45).</p> <p>14.05 Les Brigades du Tigre.</p> <p>17.45 Magazine : <i>Montagne</i>.</p> <p>18.15 Expression directe, CGC.</p> <p>18.20 Jeu : Questions pour un champion.</p> <p>18.50 Un livre, un jour. Les Présidents de la République, de Pierre Seigneux.</p> <p>18.55 Le 19-20 de l'Information.</p> <p>19.40 Journal régional.</p> <p>20.05 Jeu : Fa si la chanter.</p> <p>20.35 Tout le sport.</p> <p>20.50 Téléfilm : <i>Les Nouveaux Exploits d'Arsène Lupin</i>. Requins à La Havane, d'Alain Nahum, avec François Dunoyer. Venu à La Havane pour défilier Lucky Luciano, Arsène Lupin y rencontre Ernest Hemingway.</p> <p>22.20 Ah ! Quels titres ! Ah ! Quelles notes : les écrivains et la musique. Invités : Benoît Duteurtre (<i>Requiem pour une avant-garde</i>) ; Jean-François Kahn (<i>La Pensée unique</i>) ; Les coups de cœur avec Philippe Labro à propos des inédits d'Hemingway et Faulkner ; Jean-François Josselin, à propos du dernier roman de Joyce Carol Oates (<i>Confessions d'un gang de filles</i>).</p> <p>22.25 Météo, Journal.</p> <p>23.55 Sport : <i>Automobile</i>. En direct. Les 24 Heures du Mans.</p> <p>0.30 Musique et compagnie. Anne-Sophie Mutter, un violon de haut vol.</p> <p>1.30 Musique : <i>Musique Graffiti</i>. Aux cyprès de la villa d'Este, extrait de Liszt, par Stéphane Hough, piano (15 min).</p>	<p>13.55 Série : <i>Supercopier</i>.</p> <p>14.55 Série : <i>Les Champions</i>.</p> <p>15.55 Série : <i>L'Exilé</i>.</p> <p>17.00 Série : <i>Chapeau melon et Bottes de cuir</i>. Brouillard.</p> <p>18.05 Série : <i>Amicalement vôtre</i>. Présenté par Dominique Chapatte. Le coup de cœur ; L'enquête ; L'express-info ; La rubrique télé-spectateurs ; Génération auto.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations, Météo.</p> <p>20.00 Série : <i>Filles à papas</i>.</p> <p>20.35 Magazine : Stars et consorzios. Présenté par Isabelle Heurtaux. La bande à Rugin.</p> <p>20.45 Téléfilm : <i>Un amour qui tue</i>. De Simon Langton, avec Diana Rigg, James Wilby (en deux parties diffusées à la suite). Une quinquagénnaire, mère exclusive et suicidaire, voue une haine inextinguible à son ex-mari, célèbre chef d'orchestre, qui l'a abandonnée vingt ans plus tôt. Sa raison vacille lorsqu'elle apprend que son fils continue à voir son père et entretient d'excellents rapports avec sa belle-mère.</p> <p>0.20 Série : Les Professionnels. Double vengeance.</p> <p>1.15 Musique : Boulevard des clips (et 6.50).</p> <p>2.30 Rediffusions. La Tête de l'emploi ; 2.55, Culture pub ; 3.15, Jazz 6 ; 4.10, Coup de griffes (Gianfranco Ferré) ; 4.35, Le Ballet royal ; 5.30, Farinze ; 5.55, Répertoire.</p>	<p>14.45 Musique : <i>Peter Gabriel</i>. Secret World Tour.</p> <p>15.30 Surprises.</p> <p>15.45 Documentaire : <i>Les Plus Beaux Jardins du monde</i>. 11. Les Racines du changement, de William H. Adams.</p> <p>16.10 Insectors.</p> <p>16.25 Les Superstars du catch (sous réserve).</p> <p>17.15 Décade pas Bunny (sous réserve).</p> <p>18.15 Dessin animé : Profession critique (sous réserve).</p> <p>18.40 Magazine : <i>Tellement mieux</i>.</p> <p>18.55 Flash d'informations.</p> <p>19.00 L'Hebdo de Michel Field.</p> <p>20.00 C'est pas le 20 heures.</p> <p>20.30 Téléfilm : <i>Exécution publique</i>. De Tommy Lee Wallace.</p> <p>22.00 Flash d'informations.</p> <p>22.05 Documentaire : <i>Les Enfants de Dieu</i>. De John Smithson.</p> <p>23.00 Cinéma : <i>Snake Eyes</i>. Film américain d'Abel Ferrara (1995).</p> <p>0.45 Sport : Golf. En direct. Troisième journée de l'US Open.</p> <p>2.10 Cinéma : <i>La Maison aux esprits</i>. Film germano-portugais de Bille August (1993, v.o.).</p> <p>4.25 Cinéma : <i>Body Snatchers</i>. Film américain d'Abel Ferrara (1993, v.o.).</p>	<p>13.30 Documentaire : <i>À la recherche de l'or des pirates</i>.</p> <p>14.30 Business human est. Le Grand Louvre.</p> <p>15.30 Les Yeux de la découverte. Les amphibiens.</p> <p>16.00 Guerriers des temps anciens. Les Actéens.</p> <p>16.30 Magazine : <i>Fête des bébés</i> 1.</p> <p>17.00 Arts musique. Mozart.</p> <p>18.00 La Chasse au trésor. En hommage à Philippe de Dieudonné, Kandi au Sri Lanka.</p> <p>18.55 Le Journal du Temps.</p> <p>19.00 Série : <i>Paris</i>. De Liddy Oldroyd. [6/6] L'Insanité.</p> <p>19.30 Le Dessous des cartes. De part et d'autre du Jourdain. [3/3] La Cjordanie (rediff.).</p> <p>19.35 Histoire parallèle. Actualités allemandes et soviétiques de la semaine du 17 juin 1945, commentées par Marc Ferro et Alfred Grosser.</p> <p>20.30 81/2 Journal.</p> <p>20.40 Téléfilm : <i>Danger corruption</i>. De David Tucker [2/8].</p> <p>21.30 Documentaire : <i>Histoires d'Amérique</i>. De Chantal Akerman (1988). La caméra se promène dans les rues de New York la nuit à la rencontre des habitants, en quête de récits sur leurs origines, leur histoire, leur culture.</p> <p>23.05 Magazine : <i>Vehvet Jungle</i>. Spécial Afrique du Sud ; Top Live ; Tucker et Patti.</p> <p>0.25 Série : <i>Johnny Staccato</i>. 24. The Mask of Jason (v.o.). Un épisode signé par Paul Henreid, également réalisateur de nombreux épisodes de la série Hitchcock Presents et de longs métrages (<i>Dead Ringer</i>, 1964).</p> <p>0.50 Téléfilm : <i>Ligne de démarcation</i>. De Pans Karkanevatos (79 min, rediff.).</p> <p>2.10 Court métrage : <i>I Don't Wanna Be a Boy</i>.</p>

**CÂBLE**

TV 5 19.00 Y'a pas match. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Téléfilm : *L'Enfant et le Président*. De Régis Micent. 21.30 Concert : Festival franco-ontarien. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Perdu de vue. Rediff. de TF 1 du 12 juin. 0.30 Journal de France 3. Édition Soir 3 (30 min).

PLANÈTE 19.45 La Vie très privée des Ceausescu. O'Andrew Novanski. 20.40 Les Ailes de légende. De Barry Cawthorn [32/38]. Vought A7 Corsair II. 21.30 ► Neilsager : Les Suisses qui disent non. De Jacob Berger et Béatrice Barton. 22.25 Autour : Quand le nougat a le goût de bouchon. D'Antoine Bordier et Eric Burant. 23.10 Fleur de scène. De Marie-Claire Quinquennelle. 23.40 Je ne sais pas lire, mais je me soigne. De Leslie Jenkins et Daniel Pasche. 0.35 Alkan Highway, la route de l'Alaska. De Dale Johnson (55 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Ecran total. 19.30 L'Album. 20.00 Café-théâtre. 20.30 Comédies espagnoles. 22.00 Embouteillage. 23.05 Concert : Mouloudji. Enregistré à l'Olympia en 1975. 0.00 A bout portant (45 min).

CANAL 18.00 Bêtes pas bêtes. 18.15 Graine de champion. 18.30 Série : *Opération Mozart*. 19.00 Regarde le monde. 19.15 Série : *Souris noire*. 19.30 La Pen-thère rose. 20.00 Le Mystère de la troisième planète.

CANAL JIMMY 21.00 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. Afrique orientale anglaise 1909. 21.50 Série : Les monstres nouveaux sont arrivés. 22.15 Chronique du chrome. 22.20 T'es pas une idée ? 23.15 Série : *Private Eye*. 0.10 Road test. 0.25 La Semaine sur Jimmy. 0.35 Série : *Seinfeld*. 1.00 Série : *Dream On*.

SÉRIE CLUB 19.00 Le Club. 19.10 Série : Force de frappe. 19.55 Série : *Miami Vice* (et 23.50). Sacré dollar. 20.45 Série : *Commissaire Hemming*. Eché à la reine. 22.15 Série : Les Têtes brûlées. 23.00 Série : *Alles les barons*. 0.40 Série : Julien Klein. 19.00 Autour du groove. 19.30 L'Invité de marque. 20.00 MCM Mag. 20.30 MCM Euro-musiques Nordica. 21.30 MCM Backstage. George Clinton. 22.30 MCM Dance Club (210 min).

MTV 19.00 European Top 20. 21.00 Sheryl Crow. Raw Premiere. 21.30 Concert : Sheryl Crow. 22.30 The Soul of MTV. 23.30 The Zig and Zag Show. 0.00 Yo! MTV Raps (30 min).

EUROSPORT 15.00 Rugby. En direct. Coupe du monde : 1<sup>re</sup> demi-finale. 19.00 Gymnastique. En direct. Coupe d'Europe : finale. A Rome. 21.00 Athlétisme. En direct. Meeting de Villeneuve-d'Ascq (Nord). 22.00 Boxe. Résumé. Championnat du monde à Sacramento (Californie) : poids lourds : Michael Moorer (E-U)-Melvin Foster (E-U). Demi-finale. Lennox Lewis (E-U)-Lionel Butler (E-U). 23.00 Rugby. Coupe du monde : 1<sup>re</sup> demi-finale. 0.00 Rallycross. Résumé. Championnats d'Europe à Westomban (Suède). 4<sup>e</sup> manche (60 min).

CINÉ CINÉFIL 18.10 Actualités Pathe n°1, 2 et 3. 20.45 Le Club. 22.05 Le Mel-leur du cinéma britannique. [17/26] Entre ciel et terre. 23.00 Le Cheval blanc. Film italien de Federico Fellini (1952, M, v.o.). 0.25 Le Retour de Topper. Film américain de Roy Del Ruth (1941, M, v.o., 85 min).

CINÉ CINÉMAS 18.35 Téléfilm : Un coupable idéal. De John Erman. Avec Louis Gosset Jr. 20.10 Hollywood 26. 20.40 Téléfilm : Le Pays du soleil levant. De Laurent Heynemann. Avec Fanny Ardant. 22.05 Documentaire. 23.00 L'île aux baléaies. Film britannique de Cleave Rees (1989).

**RADIO**

FRANCE-CULTURE 19.32 Poésie sur parole. Récital Joël Vernet. 20.00 Le Temps de la danse. Rencontre avec Claude Brumadon. Présentation de la nouvelle Gilette de l'Opéra Bastille. 20.30 Photo-portrait. Amina Okada, conservateur au musée Guimet. 20.45 Nouveau répertoire dramatique. En public et en direct du studio 105 de la Maison de Radio-France. Cendres de cal-lous, de Daniel Danis. 22.35 Musique : Opus. Variations sur des thèmes de Claude Ollas. Guitres de Debussy, Stravinsky, Bartok, Beethoven, Bach, Mahler, Haydn, Ellington, Shostakovich, Monk, Davis, Parker. Musique des Aborigènes d'Australie, arabo-andalouse, berbère. 0.05 Clair de nuit. Rencontre avec Claire Thiviant et Michel Camus, pour les éditions Lettres Vivres. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Un jour au singulier : Marc Ferro ; 2.09, Pluie, de Somerset Maugham ; 3.45, L'âge d'or de la musique espagnole ; 4.12, Vienne, carnet de bal pour un âge d'or (1) ; 6.52, Bazarre ; du ça dans les pétales.

FRANCE-MUSIQUE 19.15 Soliste. Alfred Brendel, piano. Quintette pour hautbois, clarinette, cor, basson et piano K.452, de Mozart. Heinz Holliger, hautbois, Eduard Brunner, clarinette, Hermann Baumann, cor, Klaus Thunemann, basson ; Impromptus pour piano D.935 : Variations sur Rosamunde, Impromptu, de Schubert. 20.05 Prélude. 21.00 Concert. En direct de la Chapelle royale de Versailles, par le Chœur Accantus, dir. Laurence Equilbey. L'Ensemble baroque de Limoges, dir. Christophe Coin, Delphine Collot, soprano, Jean-Paul Fouchécourt, haute-contre, Gilles Ragon, ténor, Olivier Lalouette, baryton ; Œuvres de de Brossard : *Miserere mei Deus* ; In convertendo ; Canticum eucharistum pro pace. 23.00 Musique pluriel. Concert donné le 30 septembre 1994, à Strasbourg, par le Chœur de Cuj, le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Zoltan Pesko, Phyllis Bryn-Julson, soprano, Patricia Green, mezzo-soprano (extra) ; Requiem, de Ligeti. 0.05 Auto-portrait. Jan Raphael. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector. Œuvres de Bach, Telemann, Charpentier, Scarlatti, Albinoni, Boccherini, Weber, Beethoven, Grieg, Chopin, Tchaikovski, Debussy, Jolivet, Sibelius, Fortner, Evans, Goodman, Milhaud, Albeniz, J. Strauss, F. et K. Doppler, Brahms.

**Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-jour. Signification des symboles : ■ Signifié dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■ Chef-d'œuvre ou classique.**



## Le facteur des antipodes

par Pierre Georges

**FAX, FAX ET ENCORE FAX.** Une avalanche ! La forme la plus évoluée de la campagne de protestation et de la persécution épistolaire. Depuis deux jours, *Le Monde*, qui a mis imprudemment son numéro de fax à la portée de la première coïre venue, est submergé d'appels. Du papier blanc comme s'il en pleuvait. « Dear Sir... » Ils sont bien polis aux antipodes. Mais pas contents du tout. Et comme ils ont tous un fax, et la manière de s'en servir, ils tiennent à le faire savoir. A la terre entière et à Jacques Chirac. Non à la bombe, non aux essais, non à la France !

C'est loin les antipodes, papa ? Tais-toi et faxe ! Il fallait bien que cela tombe sur quelqu'un. C'est tombé ici, à charge pour le préposé d'avoir à traiter de cette génération, plus ou moins spontanée, de lettres instantanées. Aussitôt envoyées, aussitôt reçues. Avec accusé de réception. Autant dire qu'on ne peut faire mine de n'avoir rien vu, vu ou entendu de cette vague permanente de protestations. Au village planétaire, le facteur somme toujours mille fois. Jour et nuit.

Un premier survol en rase ligne de ces multiples envois, outre le dépaysement somme toute plaisant - car ce n'est pas tous les jours qu'un reçoit, par exemple, un fax du Bistrot 40, 40, Marsden Road à Pailha Bayles, New Zealand, à ta santé Chester Rerdell - amène à une conclusion sans équivoque : ils, notamment les Néozélandais, ne nous aiment plus comme avant. Bien plus, ils détestent ce que nous faisons et leur faisons. Mieux notre amour.

Un mot revient constamment comme s'ils s'étaient donné le mot. Cela leur est une évidence :

pourquoi la France, si l'affaire est sans danger, s'obstine-t-elle à procéder à des essais nucléaires dans sa *backyard*, dans son arrière-cour polynésienne qui se trouve être leur cœur ? Si vous tenez tant, M. Chirac, à faire la bombe, faites-la chez vous, vraiment chez vous. En Corée suggérera un correspondant bien informé. Ou dans le métro parisien, propose un autre, qui ne craint pas d'assimiler le président français à un vulgaire gourou de secte Aoum.

Mais le sujet étant sérieux et grave, beaucoup suggèrent plutôt l'abandon total et irréversible des essais nucléaires. Ni arrière-cour, ni cour, mille part. « Cessez cette folie. Pensez à nos enfants. A vos enfants. Ma famille a dormi des vies pour sauver votre pays de la tyrannie durant les deux guerres mondiales. J'aimerais pouvoir dire à mes enfants que leurs ancêtres ne sont pas morts pour rien », écrit ce père de famille néo-zélandais.

Un parmi des dizaines. Individuellement ou par pétitions entières. Indignés, désolés, furieux et prêts à exercer sur tous les produits français les plus extrêmes mesures de rétorsion. Ou, si l'on veut, de dissuasion. Ils le disent tous ou presque. Désormais ils ne mangent plus français. Ils ne boivent plus français. Ils ne se vêtent plus français. Ils ne rouleront plus français. Cette France qui existe trop n'existera plus. Rayée des cartes, rayée du commerce, rayée des esprits. Avec pour seul drapeau, un drapeau tricolore orné par la mécanique d'un championnisme atomique. Avec pour seul hymne, cette *Marcelle* nucléaire, « *cuvée Chirac* », dont le refrain commence par ces mots : « Aux armes Kiwis, aux armes Kiwis ! »

## Le cardinal Lustiger remplacera Mgr Decourtray à l'Académie française

Le parcours atypique du plus intellectuel des hommes d'Eglise

**MALGRÉ** ses douze ouvrages publiés en quinze ans et abondamment traduits (son *Chaix de Dieu* en sept langues, dont le slovaque et le vietnamien), l'homme qui a été élu, jeudi 15 juin, à l'Académie française n'est pas un écrivain. Ses livres sont des recueils de sermons, de prières et d'entretiens. Mgr Jean-Marie Lustiger ne revendique aucunement, d'ailleurs, la qualité d'écrivain : « Je n'écris pas pour écrire, pour répondre à un besoin intérieur, dit-il, mais parce que c'est nécessaire à ma mission. » Rien ne pourra donc distraire ce cardinal de sa « mission ». Et si, après hésitations, il a accepté de venir siéger chez les « immortels », c'est pour l'« honneur » de l'Eglise, sur l'« ordre » du pape, et par déférence pour son prédécesseur, le cardinal Decourtray, décédé le 16 septembre 1994, dont il prononcera l'hommage.

S'il n'est pas écrivain, c'est aussi par crainte de... l'écriture. Amoureux à la Sorbonne déjà, il fallait lui arracher l'édito de *Parabole*, la revue du Centre Richelieu. Question de tempérament : l'écriture exige une patience et une minutie inconciliables avec son emploi du temps. Mais c'est une crainte aussi qui n'est pas étrangère à une sorte d'« humilité » devant l'écrit et de « sacralisation » - toute juive - du texte. Autant le nouvel académicien se sent libre dans ses humilités - qu'il ne prépare presque jamais - dans ses interventions à la radio ou à la télévision - où il arive les mains dans les poches - autant l'écriture, pour lui, n'est jamais un exercice ordinaire ni sans conséquences.

Aussi ne laisse-t-il à personne d'autre le soin de rédiger les rares textes qu'il accepte d'écrire (conférences à l'étranger, grandes interviews, hommages lors de célébrations commémoratives), mais là encore, avec l'aide de l'oral - devant un magnétophone ou une secrétaire.

Mais si Mgr Lustiger n'est pas écrivain, il aime la compagnie des gens de plume. Fêré de psychanalyse, de sociologie, de philosophie, d'histoire, mais écolâtre, curieux de tout - au risque d'apparaître

comme un touche-à-tout - il a compris, depuis longtemps, que sa « mission » d'homme d'Eglise était aussi comptable de l'évolution des idées et que la société à laquelle il s'adressera dans cinq ou dix ans émergera des débats intellectuels d'aujourd'hui. C'est une attitude qui n'est pas si fréquente au sein d'une hiérarchie catholique qui aborde encore avec des pincettes les sciences humaines.

**DES FREQUENTATIONS MULTIPLES** Il cultive cette relation intellectuelle avec plusieurs « cercles » de proches. Le plus ancien est issu de ses fréquentations de la Sorbonne : Paul Ricoeur, René Rémond, Yves-Marie Hillaire, Miklos Veto, Renée et François Bedarida. Recruté plus récemment, le deuxième « cercle » comprend le philosophe Jean-Luc Marion, Jean Duchêne, Dominique Wolton, qui jouent le rôle de franc-tireurs et de « rabatteurs » d'hommes et d'idées. Ainsi l'archevêque de Paris est-il entré en relations avec François Piret et Michel Serres, les philosophes Luc Ferry et Michel Henry, le linguiste A. J. Greimas (mort en 1992), etc. Et quand il reçoit l'archevêque de Sarajevo, il invite aussi Alain Finkielkraut, André Glucksmann, Jacques Julliard, Pascal Bruckner ou Daniel Rondeau.

Ne se résignant pas à l'éclatement du savoir, il se fait faire des notes aussi bien sur la mécanique quantique que sur la bioéthique. Et sur la dizaine de livres qu'il reçoit chaque jour à sa résidence de la rue Barbet-de-Jouy, il les « voit » tous, même s'il n'en garde que quelques-uns. De même, s'il a fréquenté le sculpteur Jean Tournet - auteur du maître-autel de Notre-Dame - ou la galerie Kalia-Grano, il sait gré à Hans-Urs von Balthasar, son théologien favori, et le jésuite Henri de Lubac (tous deux décédés), d'avoir fait du beau et de l'esthétique des catégories théologiques.

Avec François Mitterrand, pendant quatorze ans, il a joué « au chat et à la souris », selon l'expression d'un de ses proches. Leurs entretiens privés à l'Élysée furent moins nombreux sous le second

septennat, la séduction se faisant plus rare entre les deux hommes. Il a toutefois rencontré, à leur demande, les premiers ministres Laurent Fabius, Michel Rocard et Pierre Bérégovoy. Une seule fois, il a reçu Jean-Marie Le Pen (ce fut « effreux », commente-t-il) et Philippe de Villiers. Pour ménager Jacques Chirac, enfin, on prête à ce politicien la décision d'avoir écarté, juste avant la présidentielle, le Père Alain de la Morandais, jugé trop balladurien, de son poste de relations avec les élus.

Au nom de sa « mission » tous jours, le cardinal Lustiger se rend aux Etats-Unis aussi souvent qu'il le peut (en 1988) ; en Israël quand les relations avec le Vatican deviennent officielles ; au Rwanda et au Rwanda il y a quelques années, convoquant d'urgence à son retour une journaliste de *Time* pour alerter l'opinion américaine sur les risques de massacres.

C'est bien ce parcours et ces relations atypiques pour un homme d'Eglise qui rendent le cardinal Lustiger à la fois si proche de la modernité et de la société civile - bien que pour elles sans complaisance - et parfois étranger dans sa propre Eglise. Et le paradoxe veut que ce cardinal qui vient d'obtenir, à l'Académie française, une élection de maréchal (29 voix sur 31 votants) serait battu demain s'il y avait une élection à la présidence de la conférence des évêques. Mais cet homme qui connaît son histoire juive sur le bout des ongles sait que nul n'est prophète en son pays.

Henri Tincq

(Né le 17 septembre 1926 à Paris (12<sup>e</sup>), Jean-Marie Lustiger a été ordonné prêtre en 1954, aumônier des étudiants de la Sorbonne (1954-1959), curé de la paroisse Sainte-Jeanne-de-Chantal (6<sup>e</sup>), évêque d'Orléans (1979), archevêque de Paris (1981) et cardinal par Jean-Paul II en 1983. Il a écrit principalement *Sermons d'un curé de Paris* (Payot, 1978), *Sermons aux élus de la nation* (Cerf, 1987), *Le Choix de Dieu* (entretiens avec Jean-Louis Maritain et Dominique Wolton, en 1987, chez de Falcois), *Notre avenir commun avec l'Europe* (Mame, 1991).

## Le bilan provisoire du séisme d'Aegion, en Grèce est de seize morts

LE SÉISME qui a secoué le golfe de Corinthe, à l'aube du 15 juin (6,1 sur l'échelle de Richter), a détruit deux immeubles où des dizaines de personnes ont été surprises dans leur sommeil. Dans l'un, bâtiment de huit étages du centre de la ville d'Aegion, les sauveteurs ont dégagé dix cadavres - neuf Grecs et une Italienne de vingt ans. En fin de matinée, vendredi, ils étaient toujours à la recherche de neuf personnes encore ensevelies sous les décombres. Parmi elles, un garçon vivant de huit ans que les sauveteurs tentaient de dégager en creusant un tunnel. Sa grand-mère, dégagee vivante dans la nuit, a succombé à une crise cardiaque à son arrivée à l'hôpital.

Dans l'autre immeuble, l'hôtel Elfi de Valimilika, où séjournaient 156 touristes français, belges et suisses - en majorité retraités - une aile s'est effondrée, ensevelissant une vingtaine de personnes. A l'aube du 16 juin, les sauveteurs ont découvert cinq cadavres : un couple avec une enfant de quatre ans et deux jeunes gens, tous français. Cinq touristes étaient toujours portés disparus vendredi en fin de matinée. Les blessés ont été pour la plupart dirigés vers l'hôpital de Patras. Quarante et un rescapés ont été rapatriés en France dès jeudi, et soixante-dix-sept autres, transférés dans un autre hôtel, ont préféré passer la nuit dans les jardins de l'établissement - (AFP, Reuters).

## Sida : le VIH 2 protégerait du VIH 1

UNE ÉQUIPE de l'école de santé publique d'Harvard, dirigée par Phyllis Kanki, publie dans la revue *Science* datée vendredi 16 juin les résultats d'une recherche sur le sida conduite auprès de 756 prostituées de Dakar (Sénégal) pendant neuf ans, qui laissent penser que les personnes infectées par le virus de l'immunodéficience humaine de type 2 (VIH 2) pourraient être protégées de l'infection par le virus type 1 (VIH 1).

« Nos résultats suggèrent que l'infection par le VIH 2 procure une protection de l'ordre de 70 % face à une réinfection par le VIH 1 », affirme M<sup>me</sup> Kanki. Le VIH 2 a été isolé en 1986 par l'équipe du professeur Luc Montagnier chez des malades originaires de Guinée-Bissau (*Le Monde* du 27 mars 1986).

Depuis cette date, l'épidémie de l'infection par ce virus semble restée confinée aux pays d'Afrique de l'Ouest. Plusieurs études de cohortes conduites au Sénégal laissent penser que le risque de transmission sexuelle du VIH 2 est notablement plus bas que celui du VIH 1.

D'une manière générale, l'infection par le VIH 2 - dont certains chercheurs avaient cru initialement pouvoir dire qu'il n'était pas pathogène - progresse plus lentement vers un sida clinique. Les véritables raisons de ce phénomène demeurent inconnues, l'hypothèse la plus plausible étant celle d'une régulation différente de l'expression virale dans l'organisme humain, ce qui entraînerait une efficacité prolongée de la réponse immunitaire.

**L'UTILISATION DU PRÉSERVATIF** Les nouvelles données publiées par les chercheurs d'Harvard sont les suivantes : sur 618 prostituées suivies à l'Institut d'hygiène sociale de Dakar, toutes a priori séronégatives, 61 ont été contaminées durant l'étude. Seules 7 des 187 femmes infectées par le VIH 2 au début ou en cours de ces neuf années, sont devenues séropositives vis-à-vis des deux souches de virus.

On peut certes s'interroger sur le fait de savoir si l'utilisation du préservatif n'est pas à l'origine de la non-infection par le VIH 1 mais les chercheurs américains et sénégalais ne le pensent pas. Ils notent que les incidences des autres maladies sexuellement transmissibles (syphilis, gonorrhée) contractées au cours de l'étude sont équivalentes dans les deux groupes.

Ces observations sérologiques sont-elles suffisantes pour en conclure que l'infection par le VIH 2 « protège » contre l'infection par le VIH 1 ? Les partisans de cette hypothèse ont en faveur le fait que le phénomène mis en évidence permettrait de mieux comprendre les mécanismes immunitaires et infectieux.

### En librairie

La stratégie financière des collectivités locales

Dans la même collection, les finances locales : 3<sup>e</sup> édition par M. Bourrier, l'administration communale par H. Luchmann

## SOMMAIRE

### INTERNATIONAL

Bosnie : les Occidentaux appellent les belligérants à cesser la feu. 2  
Russie : des combattants tchétchènes ont pris en otage des milliers d'habitants de Boudennovsk. 3  
Espagne : le vice-président Narcis Serra devrait démissionner après le scandale des écoutes. 4  
Irak : l'assise tribale du régime ébranlée par une mutinerie. 5

### FRANCE

Municipales : la bataille de Marseille se joue dans le 6<sup>e</sup> secteur. 6  
Les socialistes pourraient perdre la mairie de Nîmes à cause de leurs divisions. 7  
Le maintien des candidats du Front national entraîne de nombreuses triangulaires. 8  
Le PS espère gagner le 20<sup>e</sup> arrondissement à Paris. 9  
Assemblée nationale : quatre ministres tentent de retrouver leur siège. 10

### SOCIÉTÉ

Affaires : une lettre de M. Longuet déclinait les financements du PR. 11  
Éducation : les ratés du baccalauréat 1995. 12

### HORIZONS

Enquête : l'Asie défigurée (2). 14  
Débats : Deux scénarios pour Salman Rushdie, par Pierre Pachet ; Pourquoi Castro sacrifie-t-il le pion Vesco ? par Jorge Masetti ; 1995, année festive pour

le Front national, par Jérôme Jaffré. 15  
Éditoriaux : Les États-Unis et la Bosnie ; L'enquête qui dérange. 16

### ENTREPRISES

Hôtellerie : le groupe Accor devrait céder l'immeuble de Sofitel. 17  
Salon du Bourget : les mécomptes de la SNECMA font les bénéfices de General Electric. 18  
Banques : l'offre de rachat de Kleinwort Benson par la Dresdner Bank. 19

### AUJOURD'HUI

Rugby : les atouts français face aux Springboks. 22

### CULTURE

États-Unis : Hollywood et le rap face aux attaques du sénateur Robert Dole. 26  
Rock : *History*, le nouvel album de Michael Jackson. 28

### COMMUNICATION

Audiovisuel : les professionnels français du cinéma s'opposent à une dérégulation. 30

### SERVICES

Carnet. Finances et marchés. 20-21  
Jeux. 23  
Agenda. 24  
Météorologie. 24  
Abonnements. 24  
Guide culturel. 29  
Radio-Télévision. 30-31

### BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMOND

Cours relevés le vendredi 16 juin, à 10 h 15 (Paris)

### FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 14867,30 +1,41 -24,61  
Hong Kong Index 9382 -1,10 +13,07

### Tokyo, Nikkei sur 3 mois

